Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13618 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 9 NOVEMBRE 1988

Chambardement audiovisuel en Grande-Bretagne

En révélant ses intentions pour la radio et la télévision de la prochaine décennie, le gouvernement de Mme Thatcher a confirmé les pires craintes de ceux qui redoutent la disparition du « modèle britannique ». Le Livre blanc rendu public lundi 7 novembre par le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, équivaut à une véritable révolution, au nom des valeurs libérales, du paysage audiovisuel. Les très nombreuses mesures proposées feront l'objet d'une loi, qui sera présentée l'an prochain devant le Parlement. Tout n'est donc pas encore joué, mais la philosophie résolument mercantile qui inspire ce bouleversement n'est pas de bon augure.

Le démantèlement presque complet du système actuel aboutit en effet à la création d'un nombre impressionnant de nouvelles chaînes. Dès 1989, le téléspecteur britannique qui aura fait l'effort d'acquérir les installations nécessaires, d'ailleurs non compatibles entre elles, aura accès à sept chaînes supplémentaires diffusées par satellite, dont quatre appartenant à M. Rupert Murdoch. Deux autres suivront en 1990, et la liste n'est certainement pas close.

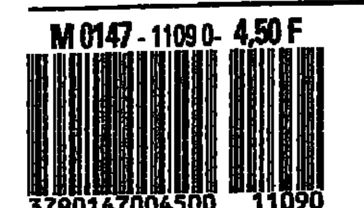
Tout cela serait bel et bon si le gouvernement n'avait eu la fâcheuse idée de faire coïncider cette explosion quantitative avec un remaniement total de ce qui existe déjà et qui fait l'admiration de l'étranger. La BBC était depuis longtemps dans le collimateur pour la distance, volontiers insolente, qu'elle affiche avec la doctrine conservatrice au pouvoir. L'existence d'une redevance paraissait en outre une coupable survivance, sinon une concession, au socialisme honni.

Etait-ce pourtant trop payer que de verser chaque année l'équivalent de 620 F pour maintenir une des meilleures télévisions du monde, totalement exempte de publicité ? La redevance doit disparaître à terme, pour être remplacée par un système de péage à la carte, par abonnement. Des tranches horaires nocturnes seront d'ores et déjà enlevées à l'une des deux chaînes de la BBC pour être attribuées à des émissions commerciales.

La fin du système très original selon lequel fonctionnait l'unique chaîne privée actuelle, ITV (pour : Independent Television), n'est pas moins regrettable. Il s'agissait d'une fédération de chaînes régionales – les plus riches subventionnant les plus pauvres – qui encourageait la création de programmes de qualité. Les concessions seront mises aux enchères en 1993 et attribuées au plus offrant. L'autorité de tutelle sera abolie et remplacée par un nouvel organisme, dont les exigences seront moins grandes. Des garde-fous sont cependant prévus : il faudra diffuser un journal télévisé « impartial et de qualité », et respecter une proportion de 25 % de programmes achetés à des producteurs indépendants. Une nouvelle autorité sera enfin instituée pour superviser les radios. L'avenir de la BBC reste flou, dans ce domaine aussi, puisque le mode de financement destiné à remplacer la redevance n'est pas précisé.

Le monopole de la publicité dont jouissait ITV devait certainement être aboli. Mais il n'était pas utile de jeter à cette occasion le bébé avec l'eau du bain.

M 0147 - 1109 0- 4,50 F



3790147004500 11090

La grève dans les postes et l'agitation sociale

Le gouvernement va faire un geste pour les salaires des fonctionnaires

L'été indien est bien fini pour M. Michel Rocard. C'est un premier ministre descendu de son piédestal qui entamera, à la fin de la semaine, son septième mois à l'hôtel Matignon, même si sa cote dans les sondages demeure très élevée.

Après le succès mitigé du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, le premier ministre est confronté à l'agitation sociale dans le secteur public. Le gouvernement devait annoncer, mardi 8 novembre, qu'il ferait un geste pour les salaires des fonctionnaires.

Avant de lancer dans la fonction publique la réflexion sur les « métiers », qu'il a annoncée, M. Rocard voudrait dégager le terrain des revendications salariales. C'est pourquoi, lors de la négociation avec les syndicats de fonctionnaires, qui devait s'ouvrir mardi après-midi, le gouvernement, tout en gardant l'œil rivé sur les grands équilibres et en refusant de revenir sur l'indexation des salaires, devait consentir un geste financier, afin que la fonction publique « prenne sa part » de l'embellie économique actuellement constatée.

Pour l'hôtel Matignon, il faut que chacun puisse sortir la tête haute de ces négociations. L'objectif de M. Rocard est d'obtenir sur le front social une accalmie qui permette d'engager une réflexion de fond sur l'ensemble du secteur public.

(Lire page 44 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI : *« La voie du dialogue semée de chausse-trapes. »*)

Un entretien avec le ministre des DOM-TOM

« L'Etat appliquera les accords de Matignon avec une détermination impartiale »

Page 8

Système D contre PTT

Quarante millions d'objets, soit l'équivalent de deux jours de courrier en Ile-de-France, sont en souffrance, bloqués par la grève des conducteurs parisiens des camions jaunes de la Poste. Au fil des jours, la gêne des usagers grandit. Et derrière le « système D », l'inquiétude pointe dans les milieux économiques.

« C'est une catastrophe. Quelques centaines de camionneurs mettent à genoux une ville comme Paris. Il n'y a aucune mesure entre l'enjeu de ce conflit et ses conséquences économiques. » Ce petit éditeur, qui publie une lettre d'information spécialisée, est catastrophé. Petit à petit, le conflit des chauffeurs des PTT asphyxie sa toute jeune entreprise : les chèques ne rentrent pas, les abonnements et les lettres de rappel non plus. Et sa publication hebdomadaire, arrive chez ses clients avec quatre à cinq jours de retard... Encore a-t-il fallu pour cela déployer des trésors d'imagination, recourir aux services du coursier international DHL, jusqu'à Bruxelles où un ami a posté – au tarif ordinaire – les exemplaires destinés à l'étranger, et faire distribuer les numéros par des porteurs privés, dans l'Hexagone. Perte de temps – il faut des heures et des heures pour mettre sur pied des substituts à la Poste – mais aussi perte d'argent : les frais d'expédition, estime-t-il, sont multipliés par cinq depuis trois semaines.

Une fois encore, les petites et moyennes entreprises sont les plus touchées par la défection du service public qui grippe les rouages des deux actes les plus élémentaires d'une société basée sur l'échange : envoyer et recevoir. Plus fragiles que les grosses, elles sont plus sensibles aux délais de paiement d'un client, plus rigides pour faire face aux retards de réception d'une commande, plus vulnérables à toute perte de marché.

Des deux fonctions – recevoir et envoyer – c'est la première qui paraît la plus perturbée en Ile-de-France : les boîtes à lettres restent vides. Les amoureux séparés s'en désoleront, les payeurs de factures s'en réjouiront : les grandes administrations comme France-Télécom ou EDF-GDF ont pris des mesures pour que les consommateurs des régions concernées, en retard malgré eux, ne soient pas brusquement privés de téléphone, de gaz ou d'électricité...

FRANÇOISE VAYSSE.

(Lire la suite page 44.)

L'élection présidentielle aux Etats-Unis

George Bush ou Michael Dukakis ? Les électeurs américains devaient trancher mardi 8 novembre. Un résultat qui ne sera pas connu en France avant les premières heures de mercredi, en raison du décalage horaire.

(Lire nos informations page 3.)



Nouveau style pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre

Flonflons sur la place Rouge

Les Soviétiques ont célébré lundi 7 novembre le soixante et onzième anniversaire de la révolution d'Octobre. Une moindre place qu'à l'accoutumée était accordée aux militaires et aux armements modernes dans le défilé traditionnel organisé sur la place Rouge devant l'ensemble des dirigeants alignés autour de M. Gorbatchev au-dessus du mausolée de Lénine.

MOSCOU
de notre correspondant

Il y avait un temps où l'URSS voulait impressionner le monde par sa force militaire. Cela n'avait rien de sympathique mais au moins l'annuel défilé d'anniversaire de la révolution prenait-il un sens. Du haut du mausolée de Lénine, le bureau politique admirait le dernier cri de la technologie militaire, les Soviétiques voyaient en faveur de quels beaux missiles on leur serrait la ceinture, et pour le corps diplomatique, congelé mais digne, le message était clair. Aujourd'hui que l'URSS s'acharne au contraire à convaincre l'Ouest de désarmer, le 7 novembre devient franchement plaisant. Plus question de faire parader de nouveaux engins de mort. Plus question même, à défaut de la qualité, de donner dans la quantité.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Veillée d'armes autour de l'Opéra de la Bastille

Daniel Barenboïm, oui ou non ?

La démission de M. Raymond Soubie, président du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris (Garnier, Favart et Bastille), vendredi, l'a confirmé : on fait fausse route à Bastille. Toute la politique actuelle est à réviser, l'organigramme, le fonctionnement envisagé, la programmation.

L'Opéra de la Bastille ne s'est pas encore remis des turbulences essuyées au cours des deux années (1986-1987) où son existence même fut mise en question. Et les premières nominations, en juillet 1987, ne furent guère heureuses : le directeur général, Pierre Vozlinsky, démissionnait en mai dernier, et la position de Daniel Barenboïm, directeur artistique et musical, est aujourd'hui de plus en plus contestée.

Depuis la dernière élection présidentielle et le changement de gouvernement, la paralysie est devenue de plus en plus évidente. En août, la nomination de Pierre Bergé comme président des théâtres de l'Opéra de Paris est enfin venue rendre espoir aux partisans de l'Opéra de la Bastille, confortée fin septembre par l'arrivée de Michel Schneider au ministère de la culture comme directeur de la musique. On attend maintenant qu'ils prennent des décisions énergiques, claires et rapides.

Il est inadmissible en effet qu'à cinq ou six mois de la réception du bâtiment (avril-mai), le nouvel opéra n'ait pas de directeur général, le manager capable de mettre en route et de faire fonctionner cette grande fabrique de spectacles, d'en assumer les responsabilités financières, techniques et administratives avec autant d'imagination que de rigueur.

Mais l'on se heurte ici à la position de Daniel Barenboïm, directeur artistique et musical, avec qui aucune des personnalités pressenties n'accepte de travailler, tant qu'il n'aura pas renoncé à accaparer la réalité du pouvoir, en matière de programmes, d'engagements et de cachets. Comment les représentants de l'Etat ont-ils pu lui donner cette prééminence, au point de lui subordonner explicitement le directeur général lui-même, alors qu'il n'a l'obligation d'être à Paris que quatre mois par an (1) ?

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 14.)

(1) Marcel Landowski, l'ancien directeur de la musique, qui fit venir Barenboïm en France, a pris une position très nette sur ce point dans *le Figaro* du 24 octobre (« La Bastille aux mains d'un absent. Est-ce bien raisonnable ? ».

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

Jean Monnet, le magicien de l'Europe

par PAUL DELOUVRIER

Diverses manifestations ont lieu cet automne à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Jean Monnet. Elles culmineront avec le transfert de ses cendres au Panthéon, mercredi 9 novembre, en présence des plus hauts dirigeants de la Communauté européenne.

C'EST tout de suite après la Libération, puis à de nombreuses reprises au cours de l'année 1945, que j'ai connu Jean Monnet, dans le bureau de René Pleven, ministre des finances. Ce dernier avait été collaborateur de Jean Monnet pendant de longues années, ce qui permettait des entretiens très libres. Membre du cabinet du ministre, j'y assistais le plus souvent.

Qui était donc cet homme ? Quel est le secret d'un homme qui a changé notre vie à tous, Européens ? La France a eu la chance d'avoir deux hommes de génie pour réparer nos guerres : de Gaulle avait certainement quelque chose du magicien, mais Monnet ?

Au premier abord, Jean Monnet ne faisait pas impression : trench-coat genre américain, chapeau mou, le bord avant cachant le front, taille moyenne, petites moustaches ; bref, *« uomo qualunque »*, plutôt de Chicago. Mais son regard changeait tout : non pas dur, mais froid, perçant, fixant, déshabillant le nouvel interlocuteur ; puis, léger sourire, détente du regard : *« Vous avez quel âge ? » « Trente et un ans »* (lui en avait cinquante-six). *« Résistance ? » « Oui, mais les armes à la main depuis avril 1944. » « Bien, mais inspecteur des finances ? » « Oui, monsieur, pourquoi « mais » ? » « Mon ami, vous appartenez à une caste ; mais allons au fait. Je viens voir René Pleven pour savoir quoi commander aux Etats-Unis pour la reconstruction française, avec ce qui nous reste de dollars. Vous allez m'aider... »*

Anecdote sans importance, mais qui marque le savoir-faire de l'homme, sa manière d'intéresser et de flatter sans inconvenance. La conséquence, pour moi, a été simple, et décisive pour toute ma vie : en janvier 1946, de Gaulle claque la porte du conseil des ministres et quitte le pouvoir. (*« Quel homme ! »* dit Thorez, reprenant le premier ses esprits.) René Pleven est remplacé par André Philip ; je suis donc libre, mais j'ai deux propositions : directeur adjoint du Trésor, la voie royale de la caste, ou chef de la division financière au Plan (l'aventure et un titre un peu « bidon »). Monnet m'avait séduit ; le choix était fait, ou, suivant le système réducteur de Monnet (modernisation ou décadence, l'Europe ou la guerre...), le choix s'imposait. Il nous disait aussi : *« Dans la vie, il faut choisir : être quelqu'un ou faire quelque chose. »* Et quand on lui disait : *« A force de faire quelque chose, on devient quelqu'un »*, il répondait : *« Oui, mais ce n'était pas le but. »* Cette persuasion séductrice était la première arme de Jean Monnet.

Deuxième arme de Jean Monnet : il savait qu'on ne persuade pas à tout moment, mais à des heures « privilégiées », celles surtout où l'homme au pouvoir est fatigué, sans idées, coincé dans des contradictions politiques... Alors, Jean Monnet se mettait en marche, élevait le débat, nous faisait rédiger dans la douleur une courte note tendue vers l'action et surmontant l'obstacle actuel. Un cas presque parfait : si Robert Schuman a accepté si vite l'idée de la Communauté charbon-acier, c'est aussi que cette idée lui enlevait l'épine de la Sarre, par là même permettait la réconciliation franco-allemande, sans laquelle il ne pouvait y avoir ni Europe ni paix assurée.

Deux handicaps

Je me suis sans doute attardé trop longtemps sur des aspects seconds du « secret » qui explique la réussite, ou plutôt les réussites, de Jean Monnet. Allons maintenant à l'essentiel qui me paraît être ceci : il a su retourner deux handicaps congénitaux, grâce à sa profonde compréhension des choses et des hommes ; et c'est *cette compréhension* qui est à la base de son génie.

Premier handicap : l'absence de diplôme (il n'a pas voulu poursuivre ses études jusqu'au baccalauréat) le rend inclassable dans le système français des castes, et il a moins de connaissances que d'expérience. En forçant un peu, on pourrait dire que, pour lui, l'ignorance est un capital qu'il ne faut pas gaspiller. Dès lors, quelque problème qu'il ait à résoudre, il repart de la table rase pour apprendre tout de ses collaborateurs. Il n'a pas d'idées reçues — sauf son culte de la démocratie —, ce qui lui permet d'aller rapidement à l'essentiel.

Quant aux collaborateurs, ils se sentent, après un entretien avec Jean Monnet, plus intelligents, puisqu'ils lui ont appris ou ont cru lui apprendre quelque chose. Comme Monnet s'occupe toujours de points centraux pour la France, l'Europe et même le monde, l'intérêt du travail avec lui rend légères des exigences d'horaire ou de rédaction dont on n'a pas idée. Robert Marjolin en 1943, moi-même en 1946, n'avons eu droit qu'à un seul jour de voyage de noces ! Mais nos femmes connaissaient Monnet, car il avait demandé à s'entretenir avec elles dès que nous lui avions annoncé nos intentions. Par son propre mariage avec Silvia, une Italienne remarquable, il savait l'importance d'un mariage heureux pour la réussite des « entreprises » de l'un et de l'autre.

Second handicap de Jean Monnet : il n'aimait pas parler en public ; il avait horreur du « discours ». Il ne pouvait s'imaginer député ou ministre. Pour lui, les grands hommes politiques avaient l'aptitude à se déterminer, le courage dans l'exécution, et surtout le génie du verbe ; c'est pourquoi il qualifiait souvent Roosevelt, Churchill, surtout de Gaulle de *« magiciens »* : on l'eût étonné beaucoup en lui disant que lui aussi était quelque peu magicien. On a dit de Monnet qu'il était une éminence grise. Ce n'est pas exact. L'éminence grise est l'ombre d'un seul homme ; Monnet a donné des idées à tous les grands hommes politiques de son époque. « Citoyen d'honneur de l'Europe », il est aussi un citoyen du monde.

Sa magie ou, mieux, son génie réside dans l'art de concevoir dans une concentration extrême de la pensée ; cette pensée n'était satisfaite que lorsque, le problème replacé dans son ensemble, la solution trouvée, Jean Monnet avait détecté le levier qui allait permettre de soulever le tout et d'avancer *« graduellement »* (adverbe favori de Monnet pour mettre le temps avec lui). Toute sa vie, il fait cela : en 1914-1918, pour le ravitaillement et l'armement par les Etats-Unis de la France et de l'Angleterre ; de 1933 à 1936, avec Tchang Kaï-Chek qui lui disait : *« Il y a quelque chose de chinois en vous. »* ; en 1939-1940, pour la même chose qu'en 1914-1918, et surtout pour l'énorme commande aux États-Unis des 1 500 avions dont les premiers arrivèrent trop tard pour la bataille de France, mais assez tôt pour sauver l'Angleterre ; en 1945, par l'articulation du Plan avec les secteurs de base, idée qu'il imposa aux collaborateurs et qui rendit le Plan applicable ; en 1948-1950, en choisissant comme base de la réconciliation franco-allemande la Communauté charbon-acier (conception irrationnelle, s'il en fut, pour un économiste), puis, comme base de la construction européenne, le Marché commun et l'Euratom ; enfin, pendant vingt ans, grâce à son Comité pour les Etats-Unis d'Europe, en agissant sur l'esprit des « puissants », toujours pour régler le point central du moment.

L'opiniâtreté

Deux traits de caractère complètent cette esquisse du génie de Jean Monnet : l'opiniâtreté et l'absence de vanité. Son opiniâtreté était celle d'un paysan de la vigne : patience et persévérance infinies ! Voyez son attitude vis-à-vis de l'Angleterre : il était sûr que les Anglais entreraient dans le charbon-acier, puis dans le Marché commun ; c'est le succès qui les y contraindrait, donc il ne fallait pas les attendre. Monnet eut raison ; mais il fallut vingt ans et combien de crises !

Autre fait moins connu : le jour qui suit l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) au Parlement français, je dois déjeuner seul avec Monnet ; j'arrive assez triste. Monnet me dit d'emblée : *« Delouvrier, pas de ressentiment, la CED était une mauvaise affaire. »* Je bondis : *« Quatre ans d'efforts pour rien... Pourquoi donc une mauvaise affaire ? » « Parce qu'elle n'a pas réussi. Continuons « nos » affaires. Je voulais vous demander de nous rejoindre à Luxembourg à la CECA. »* Ce que j'ai fait.

Autre fait qui intéresse ce journal. En 1951, le ministre MRP Duprat veut s'emparer du *Monde*. Monnet l'apprend, me convoque : *« Je vous sais lié avec Hubert Beuve-Méry ; dites-lui surtout de ne pas démissionner* (c'était déjà fait). *La France a besoin d'un grand journal indépendant. Je joins mes forces à beaucoup d'autres. »* Tous les jours, jusqu'au succès, j'ai entendu Jean Monnet téléphoner à tout Paris. Et pourtant, *le Monde* n'avait pas toujours été tendre pour lui. Une amitié est née, lentement, entre lui et Hubert Beuve-Méry, deux hommes si différents mais également sans vanité, gardant chacun jalousement son autonomie dans leurs réciproques tentatives de séduction.

De Gaulle disait...

Quant à cette absence totale de vanité et d'ambition pour lui-même (je n'ai pas parlé de l'orgueil nécessaire aux grands desseins), ces vertus, rares en France, étonnaient d'abord ; l'interlocuteur commençait par ne pas y croire, il pensait que Monnet cachait une secrète ambition ; il ne savait pas encore que le vrai secret de Jean Monnet était de ne jamais avoir de secret ; peu à peu, la simplicité de Monnet l'emportait, l'homme politique se persuadait que Monnet ne travaillait ni pour lui-même ni pour un autre homme politique. Jean Monnet n'a toujours recherché qu'une chose à la fois : que son projet du moment soit accepté, et que la gloire en revienne au besoin au politique l'ayant fait sien. Monnet était un « homme gratuit ».

On comprend mieux, je l'espère, pourquoi ceux qui ont porté un jugement dur sur l'homme Monnet prouvent par là même qu'ils ont eu quelque grave insuffisance. Que Paul Raynaud et Paul Morand parlent également d'un « esprit saturnien », c'est qu'ils n'ont pas suivi les conseils de Monnet au moment douloureux de juin 1940 : Paul Morand est parti pour les Etats-Unis et Paul Raynaud, qui était contre Vichy, n'a rallié ni l'Angleterre ni de Gaulle. J'ai assisté aux retrouvailles glaciales de Raynaud et de Monnet en 1947. Monnet faisait le sacrifice pour le Plan, car Raynaud était président de la commission des finances. Il n'y a que moi qui ai vraiment parlé. En sortant, j'ai entendu de la bouche de Monnet, pour une fois, une vraie méchanceté : *« Vous ne trouvez pas que Raynaud s'épuise à vouloir être jeune ? »*

Avec de Gaulle, c'était une autre affaire. J'ai donc servi les deux hommes, et parlé avec chacun de l'autre. De Gaulle fascinait Monnet, sans l'impressionner, et l'irritait souvent. Le qualificatif de *« technocrate apatride »* était suprêmement injuste. Quand j'en fis la remarque à de Gaulle : *« Pourquoi aller coucher dans le lit de Pleven pour cette armée européenne sans queue ni tête autre qu'américaine ? »* Quant à l'appellation d'*« inspirateur »*, de Gaulle me dit l'avoir choisie pour son ambiguïté. Monnet n'avait pas de crainte révérentielle à l'égard de De Gaulle ; il nous décrivait en quoi et pourquoi de Gaulle était un magicien, sans pouvoir imaginer que je pensais qu'en Jean Monnet il y avait aussi quelque peu du magicien, par la répétition incantatoire de son idée du moment.

Les désaccords entre de Gaulle et Monnet, d'un génie si différent, n'ont pas porté atteinte aux deux buts essentiels : le relèvement de la France et la construction de l'Europe. A mon sens, l'ombre entre eux vient pour partie du fait que Monnet a su convaincre Roosevelt d'autoriser Churchill à laisser de Gaulle venir à Alger, où il a pris finalement la tête du Comité de libération nationale. Monnet d'ailleurs n'en parlait pas, et de Gaulle ne pouvait en parler.

On dira sans doute que je gomme bien vite l'opposition venant de vues politiques différentes, et d'abord sur l'Europe. Sur ce point, je livre ce propos du général de Gaulle : en 1960, délégué général en Algérie, je me trouve seul avec lui dans son bureau de président de la République ; je lui dis : *« Quand l'Algérie sera indépendante* (sujet tabou dont le Général ne me parlait pas), *après ce nouveau traumatisme, qu'offrirez-vous aux Français pour leur permettre d'oublier et de se dépasser ?* De Gaulle répond sans hésiter une seconde : *« L'Europe, oui ; l'Europe, mais pas celle de « votre » Monnet, celle de De Gaulle. »* J'ose lui répondre : *« Ce sera la même, mon général, sauf sur un point : jamais Monnet n'ira à Aix-la-Chapelle se faire sacrer empereur romain et germanique. Pour les autres Européens, vous seriez capable de le faire, du moins ils affectent de le craindre. Alors l'Europe de Jean Monnet ira plus vite que l'Europe de De Gaulle. »* La réponse fut muette, un sourire plus proche d'un ricanement.

L'inventeur du Plan

par LIONEL STOLÉRU (*)

LE Plan français est né de la guerre. Il en est né « physiquement » parce que, en 1945, la France était à reconstruire. Il en est né intellectuellement parce que, à part quelques réflexions du groupe X-Crise après la crise de 1929, à part quelques essais, en Angleterre, des *working parties* associant syndicalistes, industriels et fonctionnaires, aucune méthode de réflexion à moyen terme n'était véritablement disponible. Comme l'écrit simplement Jean Monnet dans ses *Mémoires : « Nous nous mîmes au travail sur une table rase. »*

Le style de planification qu'il souhaitait a été en effet créé à peu près *ex nihilo*, démentant du même coup l'affirmation souvent citée de Keynes (1) selon laquelle *« les hommes pratiques qui se croient tout à fait exempts d'influences intellectuelles sont souvent les esclaves de quelque économiste défunt »*. L'originalité du « modèle » Monnet qui s'est mis en place avec les décrets de janvier 1946 et janvier 1947 respectivement signés de Charles de Gaulle et de Léon Blum, c'est qu'il assigne au Plan deux fonctions cruciales en leur accordant une égale importance.

D'abord, bien sûr, une fonction interne, la plus connue, que l'on pourrait qualifier de stratégique, celle sur laquelle Jean Monnet a surtout insisté, semble-t-il, lorsqu'il a plaidé en 1945 la cause de la planification auprès du général de Gaulle, en soulignant la nécessité d'une profonde modernisation de l'économie française ainsi que l'intérêt d'associer *« les syndicats, les industriels, l'administration (...) à un plan d'équipement et de modernisation »*.

Deux chocs aléatoires

A ce rôle d'instrument de sensibilisation et de concertation s'est ajoutée une seconde fonction à laquelle Monnet attachait une énorme importance, même s'il en parle peu dans ses *Mémoires* : une fonction d'ordre tactique consistant à servir d'argumentaire dans les négociations franco-américaines portant sur l'aide financière dont la France estimait avoir besoin.

Les dix-huit commissions de modernisation commencèrent à fonctionner au printemps 1946, encore que leur constitution s'échelonnât de février 1946 à juin 1947. Les négociations Blum-Byrnes sur l'aide américaine, dans lesquelles Monnet joua un rôle important, s'étant déroulées de mars à mai 1946, la délégation française dut se contenter de faire état d'un simple avant-projet de plan en date du 13 avril, qui suscita, semble-t-il, un très vif intérêt de la part des experts américains, et Jean Monnet raconte même que *« le Plan se trouva considérablement avancé lorsque je revins à Paris, où les commissions de modernisation avaient été stimulées par nos questionnaires incessants »*.

Le Ier Plan, qui couvrait la période 1947-1950, fut adopté par le gouvernement le 14 janvier 1947. Très vite, son exécution va être perturbée par ce qui est le cauchemar de tous les planificateurs : les chocs aléatoires. Il y eut d'abord la mauvaise conjoncture économique, qui compromit sérieusement le financement des investissements dans les secteurs de base. Jean Monnet plaida avec vigueur leur cause auprès du gouvernement, en faisant valoir (déjà !) que *« la modernisation et la stabilisation ne vont pas l'un sans l'autre »*.

Sentant que le problème de l'inflation était à la fois primordial et fort mal connu, il créa, en octobre 1947, une commission du bilan présidée par l'un de ses proches collaborateurs, Pierre Uri, pour tenter de chiffrer ce qu'on appelait alors le « gap » inflationniste, et il suggéra toute une série de mesures de rigueur qui s'intégrèrent dans le plan de stabilisation de René Mayer en janvier 1948.

L'exécution du Ier Plan fut également affectée par un second choc, nettement plus positif : l'octroi par les Etats-Unis d'une aide massive à l'Europe occidentale dans le cadre d'un plan Marshall qui couvrirait la période avril 1948-juin 1952. Nouvelle occasion pour Jean Monnet de discerner immédiatement les enjeux essentiels. Il persuada, d'une part, les autorités américaines de ne pas stériliser les francs créés en contrepartie des dollars de l'aide Marshall. Il insista, d'autre part, auprès du gouvernement français pour que cette contrevaleur soit affectée aux secteurs de base du Plan par l'intermédiaire du Fonds de modernisation et d'équipement. Il était à ses yeux absolument essentiel que la France soit à même de se passer de toute aide extérieure après 1952, c'est-à-dire une fois l'aide Marshall expirée, car *« si nous ne faisons pas face à cette échéance, nous deviendrons inévitablement l'Espagne »*, écrivit-il au président du conseil, René Mayer.

Peut-on considérer que le Ier Plan a été correctement exécuté ou plutôt, comme aimait dire Pierre Massé, que ses objectifs ont été bien défendus ? On notera ici un point important, à savoir que Jean Monnet, dont nul ne peut penser qu'il ne prenait pas le Plan au sérieux, n'a pas hésité à corriger la trajectoire en cours d'exécution lorsqu'il l'a jugé utile.

L'occasion lui en fut offerte par le plan Marshall, lequel faisait obligation aux pays recevant l'aide américaine de confronter leurs programmes économiques respectifs dans le cadre de ce qui s'appelait alors l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), ancêtre de l'OCDE. Les objectifs d'investissement furent diminués dans certains secteurs de base où il apparaissait que l'on avait vu un peu trop grand, comme les charbonnages, les matériaux de construction, l'énergie hydroélectrique et les chemins de fer, maintenus dans la sidérurgie, et relevés dans des activités à vocation fortement exportatrice telles que les produits agricoles de base, la chimie, les transports maritimes, l'aviation civile et le tourisme.

Une énigme

D'où la difficulté, que l'on verra souvent réapparaître par la suite, de chiffrer le taux de réalisation du Plan en raison des révisions intervenues à mi-parcours.

Après coup, il paraît évident que Jean Monnet était en quelque sorte prédestiné à être le « père » de la planification française (et plus tard celui d'une certaine Europe). On peut même déceler dans sa biographie un certain nombre d'éléments qui aident à comprendre pourquoi les choses se sont passées ainsi, comme par exemple son esprit méthodique, qui le poussait à traduire tout problème à résoudre en éléments chiffrés qu'il regroupait et comparait dans ce qu'il appelait une *« balance sheet »* (un bilan), ou encore le souci qu'il eut de faire détacher Daniel Silberman du MIT, pour initier *« les pionniers de la planification française »*, comme il dit, à ce qui commençait à ressembler à l'analyse macro-économique. Ajoutons, un peu perfidement, que sa totale ignorance des grands débats doctrinaux de l'avant-guerre sur le plan et le marché a certainement représenté pour lui un précieux atout lorsqu'il s'est agi d'innover...

Mais quelque effort que l'on fasse pour éclairer la logique de son action, il restera chez Jean Monnet une énigme sans doute indéchiffrable : celle d'un homme qui, après s'être consacré à la vente du cognac familial, devint, à trente et un ans, secrétaire général adjoint de la Société des nations, banquier international, puis artisan du Victory Program américain dans l'entourage de Roosevelt, et dont rien — sauf bien sûr la présence de ce qu'il faut bien appeler le génie — ne permettait de prédire qu'il réussirait à transformer durablement ce qu'il y a peut-être de moins plastique dans un pays, les mentalités collectives et les structures administratives, et cela dans le respect le plus absolu des règles du jeu démocratique.

En 1948, le Plan était une idée, l'Europe en était une autre.

En 1968, avec Pierre Massé, l'idée d'une planification nationale indicative d'une France baignant dans le marché européen, l'idée du Plan anti-hasard, réducteur d'incertitudes, intégrait déjà certaines dimensions de l'Europe.

En 1988, la synthèse est faite : le Plan français est le miroir européen de la France, il est à la fois la stratégie de la France vers le marché unifié du 1er janvier 1993 et le reflet de l'ambition européenne de notre pays.

En ce jour où la France et l'Europe honorent Jean Monnet au Panthéon, ses deux grands rêves se sont unifiés : le Plan et l'Europe ne font plus qu'un seul et même grand projet de notre pays. Tel est bien le propre des génies visionnaires : rechercher par des voies multiples la seule unité qui compte, l'unité de l'homme par-delà les frontières.

(En collaboration avec Bernard Cazes, rapporteur général de la commission « Horizon 2000 » du Plan.)

(*) Secrétaire d'Etat au Plan.

(1) *Théorie générale*, livre VI, ch. 24.

ETATS-UNIS : l'élection présidentielle

Entre M. Bush et M. Dukakis, il fallait bien choisir...

WASHINGTON
de notre correspondant

Les lecteurs du *Washington Post* sont furieux. Leur quotidien a refusé de se prononcer pour M. Dukakis ou M. Bush, sous prétexte qu'aucun des deux candidats ne plaît vraiment aux responsables du journal. Et alors ? répliquent en substance plusieurs lecteurs, les Américains n'étaient-ils pas dans la même situation, forcés de choisir entre deux hommes qui ne les enthousiasment guère ?

Qu'aucun des deux prétendants n'ait su communiquer une claire vision de l'avenir, que ni l'un ni l'autre ne semblent avoir la personnalité d'un Kennedy ou d'un Reagan, et que la campagne électorale ait été fastidieuse et souvent déplaisante n'a fait que rendre le choix encore plus difficile : le nombre considérable d'électeurs restés indécis jusqu'à la veille du vote en témoigne.

Mais la difficulté de l'entreprise tient aussi à des raisons plus fondamentales, à la nature de la fonction de président des Etats-Unis : l'hôte de la Maison Blanche est supposé être à la fois le chef de l'Etat et le premier ministre, tache écrasante sinon impossible a assumer correctement et qui, de plus, requiert des qualités assez différentes.

Gestionnaire amateur et plutôt détaché, Ronald Reagan a joué avec maestria son autre rôle, auquel il a donné le meilleur de lui-même. Etre le symbole, l'incarnation temporaire de son pays, le faire avec le mélange de panache, de simplicité et de chaleur que les Américains attendent de leur président, sans oublier, tout de même, de prendre quelques décisions essentielles.

Aucun des deux candidats à sa succession ne semblait avoir ne serait-ce qu'une fraction de ce talent, et c'est pourquoi tant d'Américains semblaient si réticents à l'idée que, déjà, ce visage et cette voix si familière appartiennent presque au passé. « *Quatre ans de plus* », lui ont gentiment crié les foules qu'il a attirées, du Texas au Midwest et à la Californie, pour sa « *dernière campagne* », celle qu'il a fait, avec énergie et conviction, en faveur de George Bush.

Sur son passage, on a même brandi quelques pancartes à mi-chemin entre la facétie et la déclaration d'amour : « Reagan roi », et même un « Reagan pape » *(Reagan for pope)* que l'intéressé a salué à mi-voix, et avec un clin d'oeil : « *Mais je ne suis même pas catholique...* »

Michael Dukakis n'est pas de ce bois-là, pas plus que M. Bush. Mais le gouverneur du Massachusetts, à la fois par nécessité et par tempérament, a donné l'impression de vouloir renverser l'ordre des priorités. Avec son profil de gestionnaire, son air sérieux et appliqué, et sa foi dans les vertus de l'action gouvernementale, il a voulu voir dans l'élection de 1988 une question « *de compétence, et non d'idéologie* ».

Après des années de strass et de poudre aux yeux, laissait entendre le candidat démocrate, les Etats-Unis ont besoin d'un homme qui prenne les problèmes à bras le corps et sache faire tourner une administration. Une idée peut-être logique et défendable, mais qui ne semble pas avoir tout à fait convaincu les Américains.

Moins assuré que son adversaire – et même affligé d'une nette propension à gaffer ou à s'embrouiller dans ses phrases, – M. Bush, lui, a joué sur un registre beaucoup moins « technocratique », un peu plus proche en un sens de celui de M. Reagan, moins dérangeant sans doute pour le public américain.

Différences réelles

Quoi qu'on ait pu dire sur l'inanité de la campagne et sur le vague de leurs programmes, les différences étaient réelles et allaient plus loin que la personne des deux candidats, qui sont aussi, malgré tout, les représentants de leurs partis respectifs. Le républicain George Bush est bien, pour l'essentiel, un conservateur qui veut limiter autant que possible le rôle du gouvernement, tandis que M. Dukakis brûle d'agir.

Comme l'a noté l'hebdomadaire *Time*, voter Bush, c'est aussi voter pour la stabilité et la préservation de l'héritage reaganien – « *en adoucissant un peu certaines de ses aspérités idéologiques* » (M. Bush a une vieille réputation de modéré, et s'il a pris ces dernières années des positions plus résolument droitières, c'était apparemment sous l'influence de M. Reagan et parallèlement à l'évolution générale de l'opinion américaine). Voter Dukakis, c'est au contraire prendre un certain risque, mais avec l'espoir d'un meilleur résultat.

Pourtant, ce choix simple a été largement occulté au cours de la campagne, essentiellement parce que M. Dukakis a fait l'impossible pour dissimuler ses idées réformatrices et « libérales », c'est-à-dire plutôt « de gauche », dans le vocabulaire américain. M. Bush semblerait plutôt avoir été confronté à la difficulté inverse : dissimuler son absence d'idées, ou au moins son incapacité à les formuler... En conséquence, tous deux se sont disputés le même terrain, au centre, en s'efforçant l'un et l'autre de rejeter l'adversaire sur les marges, en dehors du « *courant principal de l'opinion* ».

Contraste et priorités

L'autre choix était celui des compétences. L'expérience de M. Bush est beaucoup plus large, et touche à des domaines largement ignorés par son adversaire : la politique étrangère, le renseignement, et même dans une certaine mesure le secteur privé, sans oublier son courageux passé de pilote pendant la guerre du Pacifique. Mais à aucun moment de sa carrière publique M. Bush n'a vraiment semblé en première ligne, en position de prendre des décisions essentielles.

M. Dukakis paraissait avoir des compétences plus limitées - celles d'un administrateur (et, brièvement, d'un enseignant), mais, avec des bonheurs divers, il a réellement exercé les plus hautes responsabilités, même si ce n'est qu'à l'échelle locale du Massachusetts.

Clairement, les priorités des deux candidats n'étaient pas les mêmes : M. Dukakis mettait l'accent sur les questions économiques. Il se défendait bien sûr de vouloir affaiblir militairement l'Amérique, mais il était clair que dans son esprit le fondement de la puissance du pays réside dans son économie. Pour M. Bush, au contraire – il l'a répété à la veille de l'élection, – « *la première responsabilité d'un président est la sécurité du pays* ». Et son dernier appel à l'opinion a donné une large place à la politique étrangère, sujet à peu près ignoré par son adversaire démocrate, qui l'avait précédé à l'antenne (les deux camps avaient « acheté » une demi-heure de télévision lundi 7 novembre dans la soirée).

C'était là un autre enjeu de l'élection, et celui-ci, plus encore que les autres, concerne l'ensemble de la planète. Ceux qui allaient voter Dukakis, choisissaient un homme qui n'a jamais mis les pieds dans aucun des principaux pays européens, et n'a décidé d'aller en Grèce qu'à la veille de sa première campagne électorale. Un homme qui n'a jamais été associé, de près ou de loin, à la moindre décision de politique étrangère.

M. Bush, qui s'est rendu dans soixante-douze pays sur les cinq continents – et pas seulement pour des enterrements, – a été ambassadeur en Chine et aux Nations unies, bénéficie d'un avantage considérable qui explique en partie pourquoi de nombreux dirigeants étrangers – de Margaret Thatcher à Deng Xiaoping – lui avaient clairement marqué leur préférence. Le contraste ne s'arrête pas là, M. Dukakis ayant, surtout dans la dernière période de la campagne, sacrifié à des thèmes protectionnistes et beaucoup dénoncé les investissements japonais aux Etats-Unis.

En matière de relations Est-Ouest, M. Dukakis s'était peu ou prou rangé sous la bannière du président Reagan, mais sans s'étendre sur le sujet, et son adversaire l'accusait de vouloir abandonner sans contrepartie soviétique certains types d'armes nucléaires. M. Bush, pour sa part, semblait accueillir avec une grande prudence l'évolution récente de l'URSS, et son adversaire lui reprochait de vouloir continuer à empiler des missiles superflus. Lui-même proposant de mettre désormais l'accent sur les armes conventionnelles, sans mentionner le fait qu'elles sont beaucoup plus coûteuses que les nucléaires...

JAN KRAUZE.

Une myriade de référendums

Plus encore que les élections présidentielle et parlementaire une multitude de référendums locaux, organisés aussi mardi 8 novembre, ont suscité les passions et vont permettre de prendre le pouls de l'opinion publique. Le plus suivi aura sans doute été le référendum du Maryland, demandé par les opposants à une nouvelle loi sur la limitation de la vente des armes de poing. Leur défaite – qui serait celle du très influent lobby des propriétaires d'armes (National Rifle Association) – constituerait un tournant dans la vie américaine, et cette question, pensait-on, devait amener aux urnes un nombre record d'électeurs.

Autres thèmes : le financement public de l'avortement dans le Michigan ou la notification obligatoire, par les médecins, des cas de SIDA en Californie. Ce dernier Etat est celui qui a le plus recours à cette « *démocratie directe* », et ses électeurs avaient à se prononcer sur vingt-neuf propositions. Les habitants de San Francisco avaient à cocher cinquante-quatre réponses sur leur bulletin de vote informatisé, après avoir pris connaissance de 192 pages d'explications...

Une des questions les plus controversées dans une Californie motorisée à outrance était celle qui concerne le remboursement des assurances automobiles, un marché de 10 milliards de dollars. Cinq propositions différentes à ce sujet ont été le prétexte d'affrontements à coups de dizaines de millions de dollars – la campagne la plus onéreuse jamais menée en dehors d'une présidentielle – entre lobbies d'avocats, de consommateurs et de compagnies d'assurances.

Los Angeles, à la pointe du combat pour l'environnement, se prononçait sur le point de savoir si on devait faire des forages pétroliers au pied des falaises de Palisades, fragiles du point de vue de l'environnement mais aussi politiquement car c'est un des quartiers les plus huppés de la ville.

D'autres référendums, plus « classiques », portaient sur le projet de fermeture de deux centrales nucléaires dans le Massachusetts, ou encore l'instauration de taxes sur le tabac. Enfin, en Floride, en Arizona et dans le Colorado, où est enregistrée une forte poussée de la population hispanique, une question plus surprenante était proposée aux électeurs : voulaient-ils que l'anglais devienne la langue officielle ?... – *(AFP.)*

Epreuve de fonds...

WASHINGTON
de notre correspondant

1988 marque une étape dans l'histoire politique américaine : pour la première fois, les démocrates ont fait jeu égal avec les républicains dans la collecte de l'argent destiné à financer la campagne présidentielle. Jusque-là, le parti républicain avait toujours trouvé au fond des portefeuilles de ses sympathisants un avantage qui, selon une idée communément répandue, venait « *compenser* » l'orientation plutôt favorable aux démocrates des principaux médias, en particulier des grandes chaînes de télévision.

Théoriquement, pour assurer l'égalité des chances, le financement de la campagne, dans ses différentes étapes, est public – le principe a été adopté au lendemain du Watergate, dans le souci de moraliser un peu l'élection. Les sommes allouées ne sont pas négligeables : depuis la fin des primaires, les deux candidats ont reçu chacun un peu plus de 46 millions de dollars, sans compter 9 millions de dollars pour l'organisation des conventions de leur parti respectif.

C'est cet argent « public », dont l'utilisation doit faire l'objet de comptes très stricts. Il est obligatoirement utilisé, par exemple, pour l'achat de temps d'antenne à la télévision. Mais les deux camps ont, cette année, au moins doublé leurs moyens en collectant environ 50 millions de dollars chacun en dons. Les règles destinées à empêcher les excès ont été tournées allégrement de part et d'autre, et un nombre impressionnant de dépenses – en particulier pour la campagne par téléphone ou par la poste – ont été couvertes par des organisations amies (par exemple les syndicats, dans le cas des démocrates).

Mais dans un camp comme dans l'autre, on a surtout fait très largement appel aux plus gros contributeurs : plusieurs centaines de personnes ont versé la bagatelle de 100 000 dollars pour soutenir l'un ou l'autre candidat. Quatre d'entre elles ont poussé la bonté jusqu'à donner 100 000 dollars à chacun.

J. K.

Le renouvellement du Congrès

Difficile reconquête républicaine

La campagne 1988 qui vient de s'achever n'aura pas été celle des grandes passions. M. Bush est resté nettement en tête des sondages jusqu'au dernier moment, mais on peut douter de l'« *effet d'entraînement* » pour le scrutin législatif. Il avait fallu un Ronald Reagan et sa « *révolution conservatrice* », lancée à pleine puissance, pour que les républicains s'emparent, en 1980, à la fois de la Maison Blanche et du Sénat – au sein duquel ils ne rendront la majorité que six ans plus tard.

Cette année n'étant pas non plus celle de l'idéologie, de nombreux « *libéraux* » ou d'anciens « *reaganiens de la première heure* » avaient jugé plus prudent de faire campagne au centre. A l'instar, d'ailleurs, des deux candidats à la présidence. Faute de mots d'ordre et de grandes oriflammes pour rallier les partis, il a donc fallu, plus encore qu'à l'habitude, se battre au corps à corps, Etat par Etat. Au Sénat d'abord, principal champ de bataille, où 33 sièges étaient soumis à réélection : 15 républicains et 18 démocrates, dans un Sénat où le « Great Old Party » avait 46 sièges contre 54 aux démocrates. Aussi avait-il soigneusement ciblé les Etats, jugés les plus vulnérables.

A la Chambre des représentants, où la totalité des sièges était à pourvoir, la majorité des 254 démocrates « régnait » jusque-là sur les 178 républicains (trois sièges étaient vacants). Bien qu'il soit de tradition que, en année d'élection présidentielle, la mainmise démocrate se relâche quelque peu à la Chambre, personne ne voyait de raisons sérieuses pour que la répartition des sièges soit modifiée considérablement. D'autant que le taux de réélection des représentants sortants, de loin les plus nombreux, dépasse aujourd'hui 98 % !

La bataille devait donc se porter sur les 27 sièges laissés vacants, dont 15 par des républicains.

Enfin, il ne faut pas oublier que sur 50 postes de gouverneurs, 12 étaient aussi à pourvoir, dont 8 laissés vacants par les républicains et 4 par les démocrates.

Un système électoral vieux de deux siècles

WASHINGTON
correspondance

Le 8 novembre, Election Day, les électeurs désignent dans chaque Etat les hommes de leur choix pour la présidence et pour la vice-présidence (les deux hommes figurent sur le même « ticket »), ils choisissent leurs représentants à la Chambre de Washington (les 435 sièges de la Chambre des représentants sont entièrement renouvelés tous les deux ans) et éventuellement un sénateur (le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans) et un gouverneur (les gouverneurs sont élus pour une période de deux à quatre ans). En outre, ils choisissent parmi les nombreux candidats à des fonctions électives locales (shérif, juge, maire, etc.), ils se prononcent ou s'abstiennent sur les diverses propositions qui leur sont soumises soit à l'initiative de la législature de l'Etat, soit à celle de groupes de citoyens présentant une pétition.

Le mécanisme de l'élection présidentielle date de la fin du dix-huitième siècle. Il représente un compromis laborieusement atteint à la convention de Philadelphie de 1787 entre les partisans d'un exécutif fédéral fort et ceux qui justement redoutaient ce renforcement. La suggestion d'un président élu directement par le peuple fut écartée. « *Autant demander à un aveugle de choisir des couleurs* », déclara un des adversaires de la formule, exprimant bien ainsi les doutes des élites politiques de l'époque sur les connaissances et la sagesse des électeurs.

La formule de l'élection à deux degrés fut adoptée et est toujours appliquée aujourd'hui. Les électeurs désignent en effet 538 grands électeurs, dont le nombre dans chaque Etat est égal à celui de ses élus. Les 435 sièges de la Chambre étant répartis dans les Etats au prorata de leur population réajustée tous les dix ans à la lumière du dernier recensement).

Le scrutin est majoritaire, ainsi une seule voix permettrait théoriquement à un candidat d'obtenir l'ensemble des sièges des grands électeurs d'un Etat donné. D'où l'importance des grands Etats : la Californie (47), New-York (36), le Texas (29), la Pennsylvanie (25), l'Illinois (24), l'Ohio (23), la Floride (21), le Michigan (20). Ainsi, un élu majoritaire dans le collège électoral pourrait être minoritaire dans le vote populaire. Le fait ne s'est produit qu'une seule fois, quand Harrison battit Cleveland en 1888.

Stabilité et modération

Le collège électoral se réunit à la mi-décembre pour désigner le président et son coéquipier. Bien que non liés par un mandat impératif, les 538 grands électeurs respectent les voeux de leurs mandants. Pour être élu, le candidat doit obtenir une majorité de 270. Si celle-ci n'est pas atteinte (essentiellement en raison de candidatures multiples), l'élection présidentielle est décidée par la Chambre des représentants, mais, dans cette circonstance, chaque Etat ne dispose que d'une seule voix.

La formule fut employée deux fois. En 1800, l'impasse dura sept jours, et, après 35 scrutins, Jefferson l'emporta sur Burr. En 1824, Jackson distançait Adams, mais les deux autres candidats (Crawford et Clay) l'empêchèrent d'obtenir la majorité nécessaire. Finalement, Adams l'emporta de peu grâce au désistement en sa faveur des partisans de Clay, qui, en récompense, fut plus tard nommé secrétaire d'Etat.

Le mécanisme de l'élection présidentielle, vieux de deux siècles, est compliqué et, à certains égards, archaïque, mais il accentue considérablement le succès du candidat élu. Ainsi, selon les experts, un faible avantage dans le vote populaire (à partir de 52 %) se traduit par un véritable ras-de-marée au sein du collège électoral. En 1980, Reagan obtint 51 % des suffrages, contre 41 % à Carter, mais 489 grands électeurs, contre 49 à son adversaire.

Le système fait régulièrement l'objet de critiques. Mais les études entreprises à ce jour pour le modifier ou pour le changer n'ont pas débouché sur des propositions concrètes.

Les partisans du système soulignent qu'une élection directe du président encouragerait les candidatures multiples, avec, pour résultat, d'affaiblir l'autorité du président élu. Ils soulignent également que la formule du collège électoral renforce le système des deux partis et, du même coup, la stabilité et la modération. Chaque parti est en effet encouragé à nommer un candidat modéré de préférence à un extrémiste pour rallier les plus larges secteurs de l'électorat.

En raison de la particularité du mécanisme de l'élection présidentielle énoncée ci-dessus, si M. Bush l'emporte avec l'avance que prévoient les sondages, son élection sera célébrée comme un très grand « triomphe ».

HENRI PIERRE.

Amériques

HAITI

Qui a tué Jean-Claude Paul ?

La mort du colonel Jean-Claude Paul a été annoncée dimanche 6 novembre presque comme une rumeur. La confirmation du décès de l'ancien homme fort de l'armée haïtienne, limogé après le coup d'Etat du général Prosper Avril, le 17 septembre dernier, tourne aujourd'hui au roman noir. Cet homme de quarante-neuf ans, inculpé de trafic de drogue aux Etats-Unis, a, selon les premières constatations de la police, été empoisonné.

Peu après avoir pris un potage, dans son luxueux ranch situé aux environs de la capitale haïtienne, le colonel Paul a été agité de violentes convulsions avant de décéder rapidement. Les restes de la « soupe » du colonel ont été envoyés à Miami pour examen, et une autopsie devait être pratiquée lundi.

L'ex-commandant en chef du puissant bataillon Dessalines n'avait pas, il s'en faut, que des amis. Les nouvelles autorités haïtiennes craignaient que les largesses qu'il distribuait à ses anciens subordonnés ne viennent alimenter une tentative de coup d'Etat. Les Etats-Unis avaient fait de la mise à l'écart d'un homme facilitant le trafic de cocaïne la condition d'une éventuelle reprise de leur aide à Haïti. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a réagi après la mort de Jean-Claude Paul en soulignant quand même que *« le colonel était une partie du problème, mais pas tout le problème »*.

Les proches soupçonnés

C'est sur ses proches que semblent se porter les soupçons de la police. Son épouse Mireille Delanois et deux autres personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête. M[me] Delanois avait aussi été appréhendée en mars 1987, à Miami, pour trafic de cocaïne. Elle s'était enfuie après le versement d'une caution de 250 000 dollars. Depuis deux mois, tous les officiers liés au trafic ont été écartés par le nouveau chef de l'Etat, et les prises des douanes haïtiennes s'étaient multipliées ; de quoi aussi agacer les barons colombiens qui se servent de l'île des Caraïbes comme d'un point de transit.

La mort du colonel arrange sans doute beaucoup de monde, mais les autorités haïtiennes semblent craindre qu'elle ne provoque une fronde chez certains militaires. Elles ont donc décidé de tout faire pour savoir qui a tué l'encombrant colonel.

D. H.-G.

CHILI

Remaniement au sein de la junte

Poursuivant, à la tête de l'armée de terre, un vaste remaniement commencé le 3 novembre, le général Pinochet a désigné, lundi 7 novembre, le général Santiago Sinclair, jusque-là numéro deux de l'armée, comme son représentant au sein de la junte des commandants en chef (qui fait office de corps législatif).

Le nouveau venu remplace le général Humberto Gordon, lui-même à ce poste depuis 1986 après avoir dirigé la police politique (CNI). Le général Sinclair est un anticommuniste convaincu et, lui aussi, un proche ami du chef de l'Etat chilien. Il rejoint au sein de la junte, outre le général Augusto Pinochet lui-même (qui la préside en sa qualité de commandant en chef des forces armées), l'amiral José Merino, en fonction depuis 1973, et les généraux Fernando Matthei, représentant l'armée de l'air, et Rodolfo Stange, pour les carabiniers.

Le remaniement du 3 novembre, le plus important depuis le coup d'État de 1973, avait intéressé treize généraux sur cinquante, versés dans le cadre de réserve. Parmi les « ascensions », la plus notable avait été celle du général Jorge Zincke, commandant de la garnison de Santiago, promu à la place du général Sinclair. Le général Zincke s'était opposé, lors du plébiscite aux « pinochétistes » durs, qui prétendaient ne pas reconnaître le verdict des urnes. – *(AFP, Reuter.)*

Afrique

TUNISIE : un important discours du président Ben Ali

Des élections présidentielle et législatives anticipées auront lieu en avril 1989

TUNIS
de nos envoyés spéciaux

Le premier anniversaire de la déposition de M. Bourguiba, lundi 7 novembre, a été célébré de façon assez discrète avec l'octroi d'un simple après-midi de congé à tous les salariés et quelques réjouissances populaires. Mais il a été marqué par un important discours du président Ben Ali devant le Parlement et par la signature d'un pacte national, qui marque l'aboutissement de longues consultations entre le pouvoir et les oppositions.

A la Chambre des députés, le chef de l'Etat a annoncé des élections présidentielle et législatives anticipées qui auront lieu le 9 avril 1989. M. Ben Ali a ainsi décidé de brusquer les étapes pour puiser lui-même une légitimité dans les urnes et pour renouveler une Assemblée élue dans des conditions contestables en 1986 et composée uniquement de représentants du parti gouvernemental. Il avait d'abord songé à des élections pour le 7 novembre 1989 précédées de scrutins partiels au printemps. Il a finalement tenu compte des remarques de l'opposition qui trouvait cette procédure trop longue et trop coûteuse pour les petits partis.

« Pour la première fois dans l'histoire moderne de la Tunisie, a dit M. Ben Ali, *une année entière est passée sans qu'un livre soit interdit, un journal saisi pour délit d'opinion ou un Tunisien arrêté à cause de ses idées ou de ses convictions. Pour la première fois aussi, une année entière est passée sans que soit prononcée une seule condamnation à la peine capitale. Dans ce contexte, j'ai décidé que le gouvernement soumettra à la Chambre des députés un projet de loi portant suppression de la peine de travaux forcés. »* Ce passage était attendu des membres de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, qui ont sensibilisé le chef de l'Etat à des questions dépassant la simple politique immédiate.

Les travaux forcés n'existaient plus en pratique mais le concept juridique subsistait avec certaines conséquences relatives aux éventuelles remises de peine. En abolissant en fait et en droit cette peine d'un autre âge, le chef de l'État a fait un premier pas vers la suppression de la peine de mort qu'attendaient certains libéraux, ce qui aurait été une initiative sans précédent en pays musulman.

Le « pacte national »

Le pacte national signé lundi relègue également au second plan les affaires de politique politicienne au profit des questions religieuses et des grands faits de société. Ce document est présenté comme *« un contrat commun à même de réunir les Tunisiens autour d'un même consensus »*. Il a la particularité de faire constamment référence à l'identité *« arabo-islamique »* du pays tout en opposant une fin de non-recevoir aux prétentions de certains islamistes.

Il prévoit un renforcement de la langue arabe, qui sera en pratique la langue d'enseignement des sciences au cours d'une scolarité de base qui va être portée à un minimum de neuf années successives pour tous (*le Monde* daté 6-7 novembre).

Cette mesure sera bien accueillie par les islamistes, qui critiquent la part trop belle à la francophonie. A côté de cela, beaucoup de dispositions sont présentées habilement comme *« une preuve de la vitalité de l'Islam et de son ouverture aux exigences de l'époque et de l'évolution : la liberté de culte, l'interdiction des châtiments corporels »*, ainsi que *« le devoir pressant de tenir les mosquées à l'écart de la lutte politique »* et *« la non-ingérence dans les convictions et les conduites personnelles d'autrui »* (allusion entre autres aux comportements pendant le ramadan).

Ce document a été signé par un jeune avocat du Mouvement de la tendance islamique, M[e] Nourridine Bhiri. Cependant, quand celui-ci a été appelé à la tribune pour apposer son paraphe au cours d'une cérémonie officielle au palais de Carthage, seul son nom a été prononcé sans référence au mouvement qu'il représentait. Tous les partis politiques reconnus officiellement ont adhéré au pacte national ainsi que la Ligue des droits de l'homme. Le Mouvement de l'unité populaire, qui n'accepte pas que son chef, M. Ahmed Ben Salah, demeure privé de ses droits civiques, a participé, comme le MTI, aux discussions mais a finalement renoncé à signer.

MICHEL DEURÉ
et JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

● **NIGÉRIA : six morts dans le Nord.** — Six personnes ont trouvé la mort au cours de manifestations qui ont éclaté à Sokoto, ville du nord du Nigéria, après la nomination d'un nouveau sultan, Alhaji Dasuki. Plusieurs milliers de partisans d'Alhaji Maccido, fils du sultan Siddik Aboukabar, mort le 1[er] novembre, ont protesté, lundi 7 novembre, contre la mise à l'écart de leur candidat par le conseil des « faiseurs de roi ». Le sultan de Sokoto est le chef traditionnel de plusieurs millions de musulmans nigérians. — *(AFP, Reuter.)*

● **AFRIQUE AUSTRALE : nouvelles consultations à Genève du 11 au 13 novembre.** — Des délégations sud-africaine, angolaise et cubaine se retrouveront du vendredi 11 au dimanche 13 novembre, en présence du médiateur américain, M. Chester Crocker, pour des consultations destinées à préparer un round formel de négociations à Brazzaville, a annoncé, lundi 7 novembre, la mission américaine à Genève. Ces consultations avaient été retardées à deux reprises le mois dernier. — *(AFP.)*

Asie

CAMBODGE : la rencontre Sihanouk-Hun Sen à Fère-en-Tardenois

Négocier, quand il est encore temps

Les Cambodgiens sont à la recherche du temps perdu. Quand on fait la part, inévitable, des surenchères qui précèdent et accompagnent toute négociation, on a l'impression qu'ils tentent, cette fois, de prendre leurs différends à bras-le-corps, sachant que le temps leur est compté à une époque où la détente internationale l'emporte sur les conflits locaux, et où la question du Cambodge pourrait devenir, selon une formule qui fit naguère fortune et pourrait prendre demain tout son sens, un *« conflit sans importance »*.

Voilà, du moins, ce qui ressort des entretiens de Fère-en-Tardenois entre le prince Sihanouk et le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, qui ont commencé dimanche 6 novembre par un tête-à-tête, se sont poursuivis lundi en présence de M. Son Sann et doivent prendre fin mardi, après une dernière et courte session à l'issue de laquelle un communiqué conjoint doit être publié.

Sur le plan concret, les résultats peuvent paraître maigres : il a été décidé de créer un comité de travail chargé de préparer une prochaine – et, selon le souhait général, dernière, réunion – prévue au début de l'année prochaine. Ce comité siégera avenue Charles-Floquet, dans l'ancienne résidence de l'ambassade du Cambodge à Paris, que la France a remise au prince Sihanouk et que ce dernier, à son tour, tient à la disposition du futur Comité. Bien entendu, une fois de plus, les Khmers rouges, absents lundi à Fère-en-Tardenois, sont invités à s'associer à la suite des négociations, Sihanouk et Hun Sen s'étant entendus sur le principe d'un règlement à quatre (les trois factions de la résistance khmère et celle de Phnom-Penh).

Le prince et le jeune premier ministre de Phnom-Penh ont également donné leur accord, attendu, à la réunion d'une conférence internationale chargée, selon la formule de M. Hun Sen, *« de garantir les différentes clauses entre les parties cambodgiennes et de garantir l'indépendance, la souveraineté, la neutralité et le non-alignement du Cambodge »*.

Les points de divergence demeurent, cependant, importants. M. Hun Sen est prêt à associer les Khmers rouges – à l'exception du noyau dur autour de Pol Pot – au processus politique de *« réconciliation nationale »* mais refuse toujours que leurs soldats soient intégrés, même provisoirement, dans une armée quadripartite, ainsi que le réclame Sihanouk. Ce dernier fait valoir que l'intégration militaire des Khmers rouges demeure le meilleur moyen de les contrôler.

M. Hun Sen refuse toujours le *« démantèlement »* de son régime, voulu par le prince, qui propose la dissolution simultanée du gouvernement de la résistance reconnu par l'ONU. En attendant des élections libres et sous contrôle international, Hun Sen veut le maintien du *« statu quo politique et militaire »*, *« les forces armées de chaque partie restant sur leurs positions respectives et cessant toutes activités militaires hostiles »*. En d'autres termes, il veut que la gestion du Cambodge demeure dans les mains de l'administration actuelle de Phnom-Penh et qu'un cessez-le-feu sur place soit décrété.

Marchandages

Mais, tout en refusant toute participation militaire des Khmers rouges et en voulant garder la haute main sur l'administration, il propose de confier au prince Sihanouk la présidence d'un Conseil de réconciliation nationale aux pouvoirs fort étendus, puisqu'il aura *« pour tâche d'appliquer les divers accords conclus entre les parties cambodgiennes, de fixer les modalités et la procédure pour les élections, organiser les élections générales, élaborer la Constitution puis la soumettre à l'approbation de l'Assemblée nationale »*. Même si ce conseil, au sein duquel les quatre parties seront représentées, doit prendre ses décisions à l'unanimité, l'étendue de ses pouvoirs lui donnerait l'allure d'un gouvernement *bis*, l'administration actuelle demeurant chargée d'expédier les affaires courantes. En tout cas, il y a là matière à discussion.

Quant au prince Sihanouk, il s'en tient à ses exigences traditionnelles. Il veut une participation politique et militaire des Khmers rouges au processus de réconciliation nationale, faute de quoi, comme l'explique son fils, le prince Ranaridh, *« la Chine et les Khmers rouges ne seront pas d'accord, et il ne peut pas y avoir de règlement cambodgien sans eux »*. Il exige la formation d'un gouvernement d'union avant des élections. Enfin, il souhaite l'intervention d'une force multinationale de paix, en dépit des réticences manifestées à ce sujet par M. Hun Sen.

Toutes ces questions paraissent, toutefois, pouvoir faire l'objet de marchandages. Mais il reste un point qui donne la mesure du chemin à parcourir : Phnom-Penh continue d'établir un lien entre la cessation des aides étrangères à la résistance et le retrait des troupes vietnamiennes. M. Hun Sen a même proposé qu'en cas d'accord le retrait militaire vietnamien s'étale sur douze mois et soit *« couplé »* avec la cessation de l'aide à la résistance (première phase), la suppression des « sanctuaires » de cette dernière en Thaïlande (deuxième phase) et le règlement du problème des réfugiés (pendant la troisième phase). Avançant des raisons de principe, le prince Sihanouk ne veut même pas entendre parler de cette proposition, parce qu'il estime que le problème de l'aide à la résistance ne se poserait pas si l'armée vietnamienne n'occupait pas le Cambodge.

Si les deux hommes semblent camper sur des positions encore éloignées, la négociation au fond s'est enfin amorcée. Le prince Sihanouk n'entend pas signer un accord qui laisserait toute liberté d'action à l'appareil politique du régime actuel de Phnom-Penh. De son côté, tout en préférant un accord avec le prince, qui permettrait de mieux faire face aux appétits des Khmers rouges, M. Hun Sen affirme qu'en cas d'échec de la négociation son équipe pourra tenir à distance les Khmers rouges après le retrait vietnamien. Mais l'un et l'autre semblent conscients que la détente, notamment entre Pékin et Moscou, les presse de trouver, désormais assez vite, un terrain d'entente. Car, dans un an peut-être et dans deux sûrement, il ne restera plus grand-chose à négocier.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● **CORÉE DU NORD : Pyongyang présente un plan de paix.** — L'agence de presse nord-coréenne a rendu public, mardi 8 novembre, un plan de paix et de réunification dans la péninsule qui prévoit le retrait en deux temps des armes nucléaires américaines en Corée du Sud d'ici à 1990 et celui des forces américaines phases d'ici à la fin de 1991. Il préconise la diminution progressive des forces armées des deux Corées. Parallèlement, les Etats-Unis interrompaient leurs livraisons d'armes à la Corée du Sud. Ce désarmement par étapes serait suivi de la formation d'une République confédérée démocratique du Koryo (Corée). — *(Reuter, UPI.)*

Diplomatie

Le prince Charles et « Lady Di » à Paris

Tailleur Chanel et discours européen

Arrivés lundi après-midi 7 novembre à Paris pour une visite officielle de cinq jours, le prince Charles et Lady Diana devaient visiter mardi matin le Musée d'Orsay, avant d'être reçus à l'hôtel de ville par M. Jacques Chirac. Le prince devait ensuite se rendre à l'arche de la Défense, puis à la ZAC Montparnasse, et la princesse à l'Institut Pasteur.

Le suspense est déjà terminé, les spécialistes n'ont plus à se perdre en conjectures. La question était de savoir à quel moment la princesse de Galles, qui n'apparaît en public à l'étranger que comme ambassadrice de la mode britannique, porterait la tenue Chanel qu'on savait dans ses valises. *Comble de la courtoisie,* c'est habillée de pied en cap par les héritiers de « Mademoiselle » que Diana a débarqué à Orly, où le premier ministre et Mme Rocard attendaient le couple princier. Un signe de bonne volonté de la part de la princesse, qui savait qu'elle et son époux auraient droit à un accueil digne d'un chef d'Etat.

La question de l'apparat étant résolue, restait à savoir quelle serait la teneur des propos du prince — dont on savait qu'il parlerait de l'Europe — lors du dîner offert dans la soirée par M. et Mme Mitterrand. Déclaration d'autant plus attendue que, malgré l'obligation de réserve due à sa charge — ou à sa future charge, — l'héritier du trône britannique est familier des prises de positions personnelles. *« Pour introduire dans l'Europe future un contenu à la fois romantique et pratique, je crois qu'il faut prendre garde de ne pas être trop visionnaire. Après tout, les Français sont toujours français, les Italiens italiens et les Anglais très britanniques — peut-être même trop au goût de certains Français ! »*, a affirmé le prince de Galles. Et d'ajouter, récusant implicitement le pragmatisme de Mme Margareth Thatcher : *« Aujourd'hui comme hier, mes compatriotes ont tendance à se méfier des trop grandes idées et à vouloir cultiver leur jardin, pour eux le meilleur des mondes possibles (...). Insister, comme on le fait aujourd'hui, sur les normes, les réglementations et la bureaucratie est peut-être nécessaire à la réussite économique. Mais c'est ennuyeux, et surtout, cela ne gagnera jamais les cœurs. »* Le prince ne s'est cependant guère démarqué des positions du premier ministre britannique en matière de rapports Est-Ouest.

Une bourse Jean Monnet

« Pour le moment, a-t-il dit, *il semble y avoir un authentique développement en Union soviétique, et il est le bienvenu. Mais il y a encore beaucoup à faire, et pendant le processus nécessairement lent de la « glasnost » et de la « perestroïka » nous devons être vigilants quant à nos intérêts et prudents quant à notre sécurité. »*

Avant même le discours sur l'Europe qu'il doit prononcer jeudi à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le prince Charles a annoncé la fondation, par le gouvernement britannique et des donateurs privés, d'une bourse Jean Monnet, destinée à *« renforcer la compréhension entre jeunes Britanniques et jeunes Français »*. Fidèle à lui-même, l'hôte du président n'a pas manqué également d'évoquer comme une *« urgence »* la sauvegarde de l'environnement.

De son côté, M. François Mitterrand a rendu hommage aux préoccupations sociales de ses invités. Faisant allusion à la polémique lancée il y a une quinzaine de jours en Grande-Bretagne par le prince, qui a ouvertement mis en cause les architectes de son pays (*le Monde* du 31 octobre), le président de la République lui a lancé une sorte de défi en lui disant que ses jugements seraient *« accueillis avec autant d'intérêt sur les bords de la Seine qu'ils le sont sur les bords de la Tamise »*. Le couple princier doit, en effet, visiter l'arche de la Défense, le musée d'Orsay et la pyramide du Louvre. Mais nul doute que, entente cordiale oblige, l'héritier du trône saura trouver aux dernières réalisations françaises les charmes qu'il dénie à l'architecte britannique.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

La relance des relations entre la France et l'Europe socialiste

« Nous ne devons pas craindre de répéter notre attachement aux droits de l'homme », déclare M. Dumas

La France serait-elle en train de céder, tardivement et maladroitement, à ce que l'on pourrait appeler « la ruée vers l'Est », c'est-à-dire à l'empressement mis ces temps-ci par les démocraties occidentales à intensifier, chacune à sa manière, leurs relations avec l'Europe socialiste ? M. Roland Dumas, qui avait à répondre à cette interrogation devant l'Association de la presse diplomatique dont il était l'invité lundi 7 novembre, choisit d'insister d'abord sur la continuité, n'hésitant pas pour l'illustrer à recourir à l'image du président Mitterrand marchant sur les traces du général de Gaulle à Baïkonour, où il est attendu à la fin de ce mois.

La présence française en Europe centrale et orientale, a expliqué en substance le ministre, est une tradition en train de péricliter que le président de la République et lui-même, à l'aube de son second septennat, ont décidé de restaurer. Soit mais comment faire ? En intensifiant d'abord le dialogue politique, répond le ministre des affaires étrangères. Le président de la République se rendra dans la première quinzaine de décembre en visite officielle en Tchécoslovaquie, et au début de l'année prochaine en Bulgarie. On précise à l'Elysée qu'il est dans ses projets de visiter tous les pays de l'Europe socialiste, à l'exception de la Roumanie que les sinistres extravagances de ses dirigeants rendent décidément trop infréquentable. Le premier ministre hongrois, M. Grosz, est d'autre part attendu à Paris du 17 au 19 novembre; il y sera suivi dans les semaines suivantes par les ministres des affaires étrangères polonais, bulgare et yougoslave.

« Nous attendons du dialogue politique, en plus de sa valeur intrinsèque, qu'il entraîne les échanges économiques et culturels », a dit M. Dumas, en rappelant qu'il avait été, en septembre le premier ministre des affaires étrangères français à visiter la foire de Brno en Tchécoslovaquie et à constater *de visu* que les stands français n'y disposaient que *« de quelques mètres carrés ridicules »* en comparaison des allemands. Il reste que le ministre des affaires étrangères ne s'est guère étendu sur les moyens mis par la France au service de sa nouvelle diplomatie à l'Est et qu'on reste sur l'impression d'une illusion bien française selon laquelle la magie des visites présidentielles devrait tout résoudre et l'intendance suivre.

En ce qui concerne le sens politique de ce dialogue avec l'Est, M. Dumas a précisé que l'une de ses fonctions était d'encourager les mouvements d'émancipation et les efforts entrepris dans certains pays vers davantage de liberté. *« Nous ne devons pas craindre de répéter notre attachement aux droits de l'homme »*, a-t-il déclaré. Il a rappelé d'autre part la position française à l'égard de la proposition soviétique d'accueillir à Moscou, en 1992, une conférence sur les droits de l'homme dans le cadre du processus d'Helsinki. *« Si un consensus se dégage sur cette question, la France n'y fera pas obstacle »*, a dit M. Dumas, en ajoutant qu'aujourd'hui *« ce consensus n'est pas réalisé et qu'un certain nombre de pays posent légitimement des conditions »* auxquelles la France souscrit. Les Occidentaux exigent qu'une telle conférence soit organisée dans les mêmes conditions d'accès et de libre expression que si elle se déroulait dans un pays occidental. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne attendent davantage de l'URSS, et notamment la libération de tous les détenus qu'ils considèrent comme politiques. M. Dumas s'est contenté, sur ce sujet, de laisser la responsabilité de ses propos au chancelier Kohl qui, lors de son récent voyage à Moscou, s'était maladroitement fait le messager de la présentation soviétique de l'affaire.

La visite de M. Mitterrand en Algérie reportée

Le calendrier du président de la République et du ministre des affaires étrangères est donc chargé et c'est sans doute ce qui explique que M. Roland Dumas se soit un peu embrouillé dans les dates, lundi, en annonçant une visite de M. Mitterrand en Algérie les 14 et 15 novembre. Une telle visite avait été décidée en septembre lors de la rencontre de M. Dumas avec le président Chadli à Alger. Les négociations franco-algériennes sur la question du gaz ont cependant pris du retard, les récents événements en Algérie ont aussi perturbé le programme initial et cette date de la mi-novembre est devenue d'autant moins opportune que doit se tenir à ce moment-là à Alger le Conseil national palestinien. L'Elysée a fait savoir lundi qu'aucune nouvelle date n'était pour l'instant arrêtée pour la rencontre Mitterrand-Chadli dont le principe reste cependant acquis.

CLAIRE TREAN.

Proche-Orient

LIBAN

Le chef de l'Armée du Liban Sud blessé dans un attentat

BEYROUTH
de notre correspondant

Le général Antoine Lahad, un ancien officier de l'armée libanaise qui commande l'Armée du Liban Sud, inféodée à Israël, a été la cible d'un attentat dans sa maison de Marjayoun. Il a été sérieusement blessé, mais selon les informations parvenues en secteur chrétien où l'on maintient le contact avec cet officier dissident et où d'ailleurs il se rend de temps à autre, ses jours ne sont pas en danger.

C'est une institutrice chrétienne affiliée au Parti communiste — lequel a revendiqué l'attentat, — Mlle Souha Bechara, qui a tiré à bout portant sur le général. Elle l'a atteint à l'épaule et à la poitrine de deux balles, dont l'une s'est logée dans le poumon. Hospitalisé à Haïfa, le général Lahad y a été opéré.

Issue en 1976 d'une scission de l'armée libanaise comprenant essentiellement des troupes chrétiennes, l'Armée du Liban Sud (ALS) a recruté depuis de nombreux soldats chiites de la région. On estime qu'elle est composée actuellement pour un tiers de musulmans chiites, et pour deux tiers de chrétiens. Ses effectifs seraient de mille cinq cents à deux mille hommes et elle s'appuie sur l'armée israélienne, omniprésente dans le secteur.

Depuis l'attentat à la voiture suicide du 19 octobre contre une patrouille militaire israélienne (huit morts, sept blessés), l'ALS avait intensifié ses opérations contre les résidents libanais et palestiniens, effectuant des incursions hors de la « ceinture de sécurité ».

De leur côté, les combattants libanais et palestiniens ont multiplié les attaques contre l'ALS et les Israéliens (cinquante-cinq en septembre et cinquante en octobre). Outre les soldats israéliens victimes de la voiture piégée, un soldat milicien de l'ALS a été tué en octobre et douze autres blessés. Les combattants libanais et palestiniens ont eu quinze morts.

LUCIEN GEORGE.

● **Le père d'enfants détenus en otages au Liban reçu à l'Elysée.** — M. Pascal Bétille, le père de deux petites Françaises détenues depuis un an au Liban avec leur mère, Mme Jacqueline Valente, a été reçu lundi 7 novembre à l'Elysée par *M. Gilles Ménage, directeur de cabinet* du président François Mitterrand. Au cours de cet entretien d'une demi-heure, a-t-on indiqué à l'Elysée, le chef de l'Etat est venu s'entretenir un moment avec M. Bétille. M. Mitterrand a indiqué à cette occasion qu'il continuait à être *« très attentif »* à la situation de Mme Valente et de ses filles.

En Cisjordanie

Représailles après le meurtre d'un soldat israélien

En représailles à la mort d'un soldat israélien, tué lundi 7 novembre par un Palestinien en Cisjordanie (*nos dernières éditions du 8 novembre*), l'armée a détruit, quelques heures plus tard, la maison de l'auteur du meurtre, Ahmed Hussein Basharat, vingt et un ans, qui avait lui-même été tué peu après avoir poignardé David Danielli, vingt-huit ans, un réserviste de garde à l'entrée d'une colonie juive de la vallée du Jourdain.

L'acte du jeune Palestinien, qui était apparemment venu réclamer son salaire à un habitant de la colonie qui l'avait employé, a été motivé par *« la frustration personnelle et le nationalisme »*, a estimé le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin. *« Je ne crois pas qu'il soit venu ici avec l'intention de tuer »*, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, une vingtaine de résidents de la localité arabe israélienne de Taibeh, au nord de Tel-Aviv, ont été blessés, lundi, alors qu'ils tentaient de s'opposer à la destruction par la police de plusieurs maisons construites sans permis, a-t-on indiqué de sources policières. Les policiers ont dispersé des centaines de manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Quinze maisons du village ont été détruites. Les conseils municipaux des localités arabes israéliennes avaient observé, le 19 juillet, une grève de vingt-quatre heures pour protester, notamment, contre la multiplication des destructions de maisons bâties sans autorisation officielle.

Sur le plan politique, le président Chaïm Herzog a entamé des consultations avec les principaux partis en vue de la désignation de la personnalité susceptible de former un gouvernement. Le mieux placé est le premier ministre sortant, M. Itzhak Shamir, chef de file du Likoud, qui devra toutefois s'entendre avec l'extrême droite et les religieux s'il veut éviter, comme il en a exprimé l'intention au lendemain des élections du 1er novembre, de gouverner avec les travaillistes de M. Shimon Pérès. — *(AFP, Reuter.)*

Europe

PORTUGAL

M. Constancio, secrétaire général démissionnaire accuse le président Soarès de s'immiscer dans les affaires du PS

Démissionnaire de la direction du Parti socialiste portugais depuis le 27 octobre, M. Victor Constancio vient de mettre en cause la responsabilité de son prédécesseur, M. Mario Soarès, actuel président de la République, dans la crise qui secoue la deuxième formation politique du Portugal. Devant la commission nationale du PSP, réunie dimanche 6 novembre à Lisbonne, M. Constancio a accusé M. Soarès d'avoir contribué en personne à une campagne *«visant à discréditer la direction du parti»* et l'a sommé de décider *«s'il souhaite un secrétaire général indépendant ou un assesseur du président de la République»*.

LISBONNE
de notre correspondant

Selon M. Constancio, le président de la République n'a jamais cessé de s'immiscer dans les affaires intérieures du parti, contribuant notamment au développement d'une campagne *«visant à discréditer la direction actuelle»*. Ces tensions éclatèrent récemment au grand jour lorsque le fils de M. Soarès annonca son intention de se présenter comme candidat du PSP à la mairie de Lisbonne aux élections municipales de 1989. M. Constancio ne donna pas son accord à cette candidature, estimant que M. Joao Soarès était une personne *«sans expérience politique, sans maturité, qui essayait de tirer profit de ses relations familiales»*. Le problème est qu'il n'a pas trouvé de candidat de rechange. Les diverses personnalités de premier rang contactées par M. Constancio ont refusé de prendre la tête de la liste socialiste. D'où la conclusion tirée par le secrétaire général démissionnaire : la plupart des membres de son entourage se prépareraient à assister passivement à sa lente disparition politique.

Un sujet « tabou »

En annonçant son départ, M. Constancio a déjà obtenu un double résultat positif. Il a, d'une part, lancé le débat sur un sujet qui était pratiquement « tabou », personne n'osant, ces dernières années, critiquer ouvertement M. Soarès, fondateur et ancien chef charismatique du PSP. D'autre part, il a provoqué une véritable vague de fond en sa faveur et des lettres de soutien parviennent quotidiennement au siège du parti.

Dimanche, la commission nationale du PSP a refusé de convoquer immédiatement un congrès extraordinaire. Elle a nommé, en revanche, une délégation qui sera chargée de trouver, dans un délai de deux semaines, une réponse aux problèmes soulevés par M. Constancio : la clarification des relations avec M. Soarès et l'assainissement des finances du parti, dont la dette est proche de 15 millions de francs. La tâche est très difficile, car les deux dossiers sont d'une certaine façon liés. Longtemps, des fonds provenant de l'étranger ont alimenté les activités socialistes. Cet argent était canalisé par une fondation pour les relations internationales, dirigée par un ami fidèle de M. Soarès, qui, en 1986, fut relevé de toutes ses fonctions politiques. Depuis, les caisses de cette fondation sont vides.

Le retour de M. Constancio à la tête du parti est-il encore possible ? Beaucoup, au PSP, le croient. Mais le constat que le secrétaire général avait fait, en prenant sa décision de démissionner, était on ne peut plus amer : *« Sans argent, sans appui, avec la presse contre moi, avec la présidence de la République sur le dos et le parti endormi, il ne me reste qu'à claquer la porte. »*

JOSÉ REBELO.

URSS : nouveau style pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre

Innovations...

MOSCOU
de notre correspondant

Parfaitement maîtrisé à Moscou, l'anniversaire de la révolution d'Octobre a, en revanche, pris des allures très contestataires dans plusieurs Républiques fédérées. Innovation dans l'innovation, la *Pravda* en a rendu compte mardi 8 novembre, et si elle émousse les angles trop aigus, ce n'est que pour mieux pouvoir replacer ces manifestations d'hétérodoxie sous le manteau de la « perestroïka ».

A Erevan, la capitale arménienne, plusieurs centaines de milliers de personnes ont ainsi formé un cortège indépendant qui a marché vers la place Lénine, là où se tenaient les cérémonies officielles. Vêtus de deuil, ces manifestants réclamaient le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, l'arrêt de la *« farce des procès de Soumgaït »* et la mise en jugement des *« vrais coupables »* des pogroms anti-arméniens organisés le 26 février dernier dans cette ville d'Azerbaïdjan.

Dès l'arrivée de ce cortège sur la place Lénine, la télévision locale a interrompu son reportage en direct pour retransmettre les images des cérémonies de Moscou. La *Pravda*, en revanche, fait comme s'il n'y avait eu qu'une seule et même cérémonie en Arménie et note : *« On ne voyait plus les vieux mots d'ordre évoquant la période de stagnation. »*

La guerre des fronts à Tallin

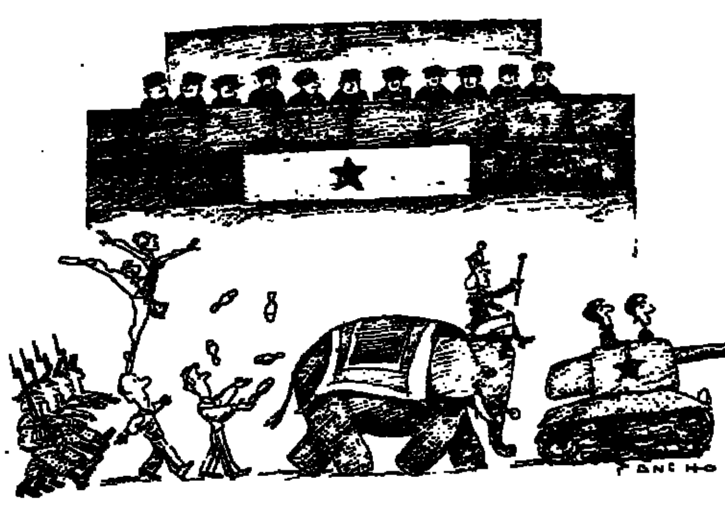
A Vilnius, capitale de la Lituanie, il avait été décidé, *« sur proposition des communistes et de l'opinion publique, de remplacer la manifestation traditionnelle par un meeting et un concert »*. Moyennant quoi, il n'y avait pas de tribune, les dirigeants de la République s'entretenaient dans la foule avec la population, et après un dépôt de fleurs à la statue de Lénine, on a *« déclamé des poèmes en lituanien, russe et polonais »*.

A Riga, capitale de la Lettonie, les anciens drapeaux de la République et de la ville se mêlaient à ceux de la République fédérée soviétique, et le Front populaire défilait aux côtés du Front internationaliste qui vient de se créer.

Comme dans les deux autres Républiques baltes, ce second front regroupe essentiellement des Russes qui s'inquiètent de l'affirmation nationale des pays baltes. Au-delà de ce malaise, tout à fait réel, ces fronts internationalistes servent pourtant essentiellement de couverture aux forces conservatrices locales. Commentaire de la *Pravda* : *« Ces faits témoignent de la complexité du processus de renouveau. »*

A Tallin enfin, capitale de l'Estonie, il n'y avait pas non plus de tribune, sauf *« celle des musiciens, chanteurs et poètes »* et *« la fête s'est poursuivie tard dans la nuit »*. C'est exact, mais ce que ne dit pas la *Pravda*, c'est qu'il y eut aussi une guerre de slogans entre les Fronts populaire et internationaliste, et que le second conspuait la direction du Parti communiste estonien qui, avec l'appui de M. Gorbatchev, soutient le Front populaire.

B. G.



Flonflons sur la place Rouge

(Suite de la première page.)

Quoi qu'elle ait en stock, l'URSS de M. Gorbatchev ne montre plus, et avec parcimonie, que de vieilles casseroles d'il y a trois ans au moins. Et comme le design soviétique n'a jamais été avant-gardiste, on dirait de gros joujoux des années 50, tarabiscotés, lourds et dégageant tant de gaz carbonique qu'en pleine place Rouge on se croirait dans un tunnel new-yorkais à l'heure de sortie des bureaux.

Passé la première stupeur, vient la seconde car en ce jour anniversaire de la « grande Révolution d'octobre » ce n'est pas sur des airs révolutionnaires qu'on parade, pas même sur quelque musique martiale, mais sur des pots-pourris – aussi sirupeux et insensés que la voix du monsieur qui commente dans la sono à grands coups d'emphase maniérée. Avec en prime les cuivres, le pas de l'oie, les mains gantées de blanc qui se balancent au rythme des bottes noires, le chef d'orchestre sur son estrade à roulettes et les gros nœuds rouges sur les uniformes.

Que fête-t-on ?

Le spectacle balance entre l'opérette viennoise revue par Mel Brooks et du Cecil B. de Mille sur un argument de Ionesco. Car mis à part la beauté du Kremlin sous la neige et la perfection des mouvements d'hommes, mis à part donc le décor, il ne reste que l'absurde d'un cérémonial vide de sens. Ce n'est plus vraiment une parade militaire, c'est une fête. Mais que fête-t-on ? La révolution d'Octobre ? En principe oui, mais comme le proclame l'immense panneau sépia accroché à la façade du Musée Lénine, Octobre fut le *« début de la création d'un nouveau monde »*. Or sur les soixante et onze ans qui séparent ce « début » d'aujourd'hui, il n'en reste d'officiellement glorieuses que sept : jusqu'à la mort de Lénine. Après ce fut le démantèlement de la Nouvelle économie politique, que l'on remet maintenant à l'honneur ; la collectivisation des campagnes, qu'on veut à présent décollectiviser ; la terreur ; l'impréparation de la guerre, la terreur à nouveau ; le trop bref intermède khrouchtchévien et la « stagnation » des années Brejnev.

Fête-t-on alors la « perestroïka » et le « retour à Lénine » ? C'est ce que disent les banderoles brandies par les délégations d'entreprise et de quartier qui défilent mornement dans une ébauche de ballons aux couleurs ternes, de grosses fleurs de papier et chars de carnaval. On y lit : « Tout le pouvoir aux soviets », *« Perestroïka : renaissance des idéaux révolutionnaires »*, *« Autonomie comptable »* et même un simple et gigantesque *« Démocratie »*.

Il y aurait sans doute là de quoi se réjouir, mais le fait est que, hormis les cameramen des télévisions américaines qui se font photographier sur fond de communisme par leurs collègues de la presse écrite, personne, rigoureusement personne, ne semble vibrer à quoi que ce soit. Tout cela est irréel – sauf la disparition des grands portraits des dirigeants et l'ordre dans lequel ils sont apparus à la tribune. Il y a d'abord eu M. Gorbatchev, puis M. Ryjkov, le premier ministre, puis les autres, avec en tête M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs.

Cela signifiait qu'on ne doit plus déifier les membres du bureau politique et que l'Etat, en la personne du président Gorbatchev et de M. Ryjkov, a désormais préséance sur le parti.

BERNARD GUETTA.

GRÈCE : scandale politico-financier

La fuite à l'étranger du banquier Georges Koskotas provoque la démission du ministre de l'intérieur

ATHÈNES
de notre correspondant

C'est une véritable crise politique qui a éclaté en Grèce lorsqu'on a appris, lundi 7 novembre, que l'homme d'affaires Georges Koskotas, dont le nom est désormais indissociable du scandale politico-financier qui ébranle le pays, avait réussi à s'enfuir à l'étranger !

Poursuivi par la justice, notamment pour *« faux »*, *« usage de faux »* et *« diffamation »*, un tribunal d'Athènes lui avait interdit la semaine dernière (*le Monde* du 5 novembre) de quitter le territoire. Il semble à peu près certain aujourd'hui que le banquier s'est échappé dans la nuit de dimanche à lundi à bord d'un yacht qui l'attendait à une quarantaine de kilomètres au sud de la capitale. Le juge d'instruction a lancé un mandat d'arrêt international par l'intermédiaire d'Interpol.

Quelques heures après la publication de ces informations, M. Anastassios Sehiotis, ministre de l'ordre public, remettait sa démission et reconnaissait que ses services n'avaient pas réussi à déjouer les plans d'évasion de M. Koskotas. La plupart des journaux n'hésitent pas à parler d'*« évasion organisée »* et de *« complicités politiques »*. Tous les partis de l'opposition, à droite comme à gauche, semblent partager cette opinion. Ils réclament la démission du gouvernement socialiste de M. Andréas Papandréou et l'organisation d'élections anticipées.

Face à ce scandale, le gouvernement paraît désemparé. A l'issue d'une réunion exceptionnelle du cabinet, lundi 7 novembre, à laquelle ont également participé des personnalités du PASOK sans fonctions ministérielles, un porte-parole a indiqué que *« toute cette affaire n'était qu'un complot »* ourdi par des *« groupes internationaux et locaux »* afin de déstabiliser le gouvernement. Le bureau exécutif du PASOK a demandé que toute la lumière soit faite sur le scandale et que les responsabilités soient clairement établies *« à tous les niveaux »*.

Il est clair que Georges Koskotas a mis à profit les onze jours de liberté que lui avait accordés le juge *« pour préparer sa défense »* pour lettre de l'ordre dans le groupe financier et de presse qu'il dirigeait. Il a ainsi vendu le très vénérable journal *Kathimerini* à un armateur proche de l'opposition et du leader de Nouvelle démocratie, M. Mitsotakis. Le journal du soir *Vradyni* pourrait passer rapidement dans les mains de M. Argiros Siliarellis, un homme d'affaires qui a fait fortune dans le commerce des pierres précieuses en Afrique du Sud et ami de hauts responsables du PASOK.

THÉODORE MARANGOS.

TURQUIE

Quatre Grecs poursuivis pour avoir « perturbé » un procès

Le procès de quatre ressortissants grecs, arrêtés vendredi alors qu'ils assistaient au procès des militants du mouvement d'extrême gauche turc Dev Yol (Voie Révolutionnaire), s'est ouvert, lundi 7 novembre, devant le tribunal de la sûreté de l'Etat d'Ankara.

MM. Nicos Giannopoulos, syndicaliste, Nicos Belavilas, membre d'un mouvement politique, Kostis Nikofirakis, membre de l'Union des étudiants grecs, et le docteur Giorgos Kouvoudis, avocat, sont accusés d'*« avoir perturbé l'ordre public »*.

Vingt-quatre personnes (seize Grecs et huit ressortissants ouest-allemands) avaient été appréhendées, vendredi, après avoir brandi, lors de l'audience de ce procès, une pancarte réclamant *« démocratie et amnistie »* pour les détenus politiques en Turquie. Vingt d'entre eux ont été frappés d'une mesure d'expulsion et ont regagné, samedi, leur pays d'origine.

Parmi les personnes arrêtées, puis libérées après quelques heures de garde à vue, vendredi, figuraient le correspondant en Turquie de l'agence grecque ANA, M. Gerassimos Zarkidis, un journaliste, Mme Sabine Baun et deux députés ouest-allemands, dont les noms n'ont pas été précisés.

A Athènes, le porte-parole du gouvernement, M. Costopoulos, a déclaré que les autorités grecques, *« sensibles aux questions des droits de l'homme »*, avaient demandé le droit de visite aux emprisonnés et des *« explications indispensables »* au sujet d'informations faisant état *« de mauvais traitements »* des personnes arrêtées. – *(AFP, Reuter.)*

● **Le premier ministre turc en visite en France les 28 et 29 novembre.** – Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, fera une visite officielle en France les 28 et 29 novembre.

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas a précisé, lundi 7 novembre, devant l'Association de la presse diplomatique, que cette visite intervenait à un moment où les relations entre la France et la Turquie connaissent un développement favorable, tant sur le plan politique qu'économique et cultural.

L'Occident doit soutenir « les yeux ouverts » la politique de M. Gorbatchev

déclare Andreï Sakharov à Boston

Boston *(AFP)*. – L'académicien Andreï Sakharov a appelé, lundi 7 novembre, l'Occident à soutenir *« les yeux ouverts »* la politique de restructuration de M. Gorbatchev.

Au cours de sa première conférence de presse à l'étranger, donnée à l'Académie américaine des arts et des sciences, dans la banlieue de Boston, l'académicien a souligné qu'en cas d'échec de la « perestroïka » l'Union soviétique se tournerait vers *« l'expansionnisme extérieur pour préserver son système »*. *« Il y aurait alors une montée du complexe militaro-industriel et une augmentation de la répression interne qui conduiraient à une instabilité extérieure et à un danger pour toute l'humanité »*, a-t-il prédit.

Il a cependant souligné que l'Occident devait moduler son soutien, en fonction de ce qui se passait concrètement en URSS. Dans cette perspective, il a indiqué que la phase actuelle de la « perestroïka » était à la fois *« aiguë et contradictoire »*.

Cette conférence de presse marquait également l'acte de naissance aux Etats-Unis de la Fondation internationale pour la survie et le développement de l'humanité, première organisation privée internationale à avoir obtenu un statut officiel à Moscou.

M. Sakharov s'est montré particulièrement impatient de commencer à travailler sur les *« objectifs ambitieux »* de cette organisation, notamment dans les domaines de l'environnement et du développement. Son conseil de direction, formé d'éminents scientifiques de dix-huit pays (dont la Chine), se tiendra la semaine prochaine à Washington.

● **Le paquebot *Constantin Tchernenko* débaptisé.** – Un paquebot qui portait le nom de l'ancien chef du Kremlin Constantin Tchernenko (secrétaire général du PCUS de février 1984 à mars 1985) a été débaptisé à la suite d'une résolution conjointe du comité central du Parti communiste soviétique, du présidium du Soviet suprême (direction collégiale de l'Etat) et du gouvernement, ont annoncé, le dimanche 6 novembre, les *Izvestia*. Le nouveau nom du bâtiment n'a pas été précisé.

Les *Izvestia* rapportent par ailleurs que la centrale hydro-électrique de Nourek (Tadjikistan, Asie centrale) portant le nom de Brejnev a, elle aussi, été récemment débaptisée. – *(AFP.)*



DEVINEZ QUELS ORDINATEURS ONT AIDE SAMSONITE A FAIRE DU CHEMIN.

Une solide réputation a fait de Samsonite le leader mondial du bagage. Pourtant, le succès a son prix : comment faire face à une croissance européenne exponentielle ? Comment gérer une fabrication complexe avec 6.000 composants pour 800 produits ? Surtout, comment coordonner neuf sites dispersés à travers l'Europe ?

Pour Samsonite, la réponse a été Bull.

UN VRAI PARTENAIRE.

Un véritable travail d'équipe a permis à Bull d'apporter clés en main, service compris, une solution qui fait école en matière du "tout informatique".

De la prise de commande sur les terminaux portables des représentants partout en Europe, jusqu'au chargement informatisé des camions en Belgique, quelques heures suffisent. Tout, de la fabrication centralisée aux analyses locales de rentabilité, peut être interrogé et traité à partir de n'importe quel point du réseau international.

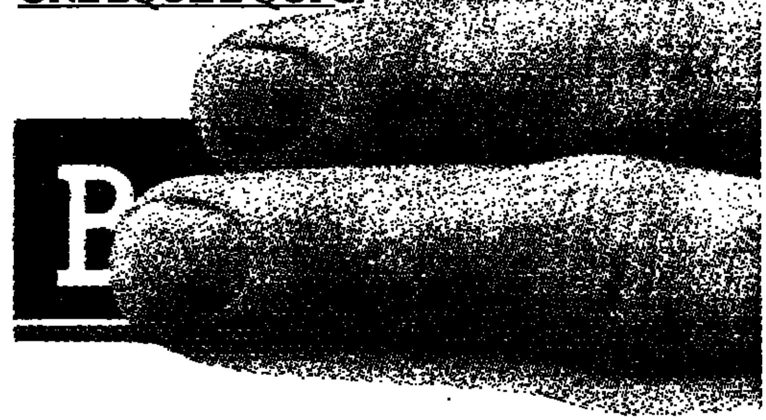
PLUS DE LIBERTE.

Modulaires, ouverts et communicants, les systèmes Bull sont pour Samsonite une garantie de liberté dans l'avenir. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car aujourd'hui, Bull et son partenaire Honeywell Bull Inc. font profiter leurs clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Ressources utiles pour qui veut faire du chemin.





Politique

Deuxième tour

M. Jacques Lafleur n'a jamais été mieux entouré que depuis le désaveu que lui a infligé, dimanche 6 novembre, son propre électorat en votant majoritairement « non » au référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa et dans cinq autres fiefs caldoches de la future province sud du territoire.

Soucieux de maintenir sur la scène politique locale leur partenaire des accords de Matignon, MM. Michel Rocard, Louis Le Pensec et Christian Blanc se sont succédé, au téléphone, pour réconforter le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République et le convaincre de ne pas abandonner au moment où Nouméa bruissait de la rumeur de sa démission.

Compatissant, l'état-major du RPR lui a renouvelé sa *« confiance »*, au moment même où, à l'hôtel Matignon, on laissait entendre que, dans ses deux conversations avec le premier ministre, M. Lafleur avait manifesté une certaine irritation à l'égard des dirigeants du RPR qui avaient fait pression sur lui pour qu'il adopte un profil bas au cours de la campagne électorale.

Le cabinet du premier ministre a même reçu sur ce point le renfort... de l'ancien délégué national du RPR aux DOM-TOM, M. Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne, qui a déclaré (après avoir prôné l'abstention) : *« Que des responsables de l'opposition nationale n'aient pu supporter que Jacques Lafleur réussisse un processus de paix là où ils avaient échoué et aient cherché à le déstabiliser en déclarant que voter « oui » c'était « hâter l'indépendance », est plus qu'une mauvaise action, c'est une faute politique. »*

Ce propos de M. Julia visait en particulier, semble-t-il, l'attitude de l'ancien ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons. Lequel, dans les couloirs du Palais-Bourbon, exprimait sa compassion pour le président du RPCR en soulignant que les Calédoniens n'avaient pas compris sa volte-face. M. Pons se déclarait convaincu, de toute façon, que la Nouvelle-calédonie restera une terre de violence, peuplée d'hommes difficiles à maîtriser et où il ne saurait y avoir de miracles...

Quelques jours avant le scrutin, l'ancien ministre des DOM-TOM avait d'ailleurs réservé le meilleur accueil aux deux broussards délégués à Paris par le Comité d'action patriotique, MM. Guillemard et Dagostini, cofondateurs, avec le Front national, d'un « Comité pour le non »...

Tous ces efforts, en tout cas, n'ont pas été vains. Avant même d'être interrogé sur Antenne 2, mardi 8 novembre, à 20 heures, M. Lafleur a rassuré à la fois le chef du gouvernement et ses « amis » du RPR : il ne jettera pas l'éponge. Le président du RPCR a trouvé, en effet, une explication rassurante à l'ampleur du vote négatif exprimé sur le territoire, alors que les accords de Matignon avaient été approuvés en quelques minutes, et à l'unanimité, par son propre parti, l'été dernier, sans soulever la moindre objection. Sauf de la part de l'extrême droite, qui réclame désormais une place au sein du comité consultatif installé par M. Rocard auprès du délégué du gouvernement.

Selon M. Lafleur, le « non » de ses fidèles électeurs n'est pas vraiment un « non ». Ni sa démarche personnelle ni sa propre représentativité ne sauraient donc être affectées. Le front du refus opposé à la loi référendaire par les ultras locaux ne visait, selon son analyse, que le recours à la procédure référendaire, nullement les accords de Matignon eux-mêmes.

Au terme de cet exercice d'autoréconfort, M. Lafleur a ainsi annoncé qu'il va résolument mener campagne pour faire mieux comprendre lesdits accords. Or, au même moment, M. Rocard faisait savoir qu'il remettrait ça, lui aussi, en retournant sur place assez vite pour veiller au grain alors qu'il n'envisageait jusque-là cette hypothèse que dans une perspective purement *« touristique »*. M. Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a annoncé qu'il se rendrait également *« sous un mois »* en Nouvelle-Calédonie. Bref, une certitude s'impose désormais : le référendum sur la Nouvelle-Calédonie donnera lieu... à un « deuxième tour ! ». Afin de convaincre, cette fois, ceux dont personne ne doutait à la veille du scrutin : les Calédoniens eux-mêmes. « Fichu métier ! », comme dirait quelqu'un de haut placé...

A. R.

Un entretien avec M. Le Pensec sur les conséquences du vote du 6 novembre

« L'Etat appliquera les accords de Matignon avec une détermination impartiale » nous déclare le ministre des DOM-TOM

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a répondu à nos questions sur les conséquences du référendum. Mettant en cause la responsabilité de « beaucoup » *de dirigeants politiques de la majorité et de l'opposition, ainsi que de certains médias pour expliquer l'abstention record, M. Louis Le Pensec affirme la volonté du gouvernement d'appliquer les accords de Matignon* « avec une détermination impartiale ».

« La faiblesse de la participation vous inspire-t-elle une autocritique ? Comment l'expliquez-vous ?

— Les sondages réalisés le jour du scrutin nous révèlent que la majorité des abstentionnistes s'estimaient mal informés. Apparemment, un grand nombre d'électeurs n'ont pas bien compris la question qui leur était posée, ou au moins n'ont pas clairement mesuré l'enjeu du référendum.

» A moins d'être enclins à l'autosatisfaction, ceux qui ont eu une part de responsabilité dans l'information des Français ne peuvent pas ne pas s'interroger sur les modalités de la campagne, sur les arguments ou la tonalité choisie.

» Qui niera que le premier ministre s'est engagé avec énergie et talent et que son action personnelle a été décisive pour réduire le nombre des indifférents ? Le chef de l'Etat a lui-même tenu à rappeler solennellement aux Français l'enjeu du référendum.

» La vérité est aussi que beaucoup de responsables politiques n'ont guère joué leur rôle naturel de relais et que les médias, en règle générale, n'ont pas fait preuve d'un grand zèle pédagogique. Quelle chaîne de télévision a programmé ces derniers temps une grande émission sur la Nouvelle-Calédonie ?

» Il y a là une grave question. Faut-il ne dire aux Français que ce qu'ils sont enclins à entendre, et taire ce qui est important sous prétexte qu'ils ont peu envie de l'écouter ?

» N'oublions pas aussi que pour la première fois en France un référendum était dépourvu de tout caractère plébiscitaire ou même de « relégitimation » puisqu'il se situait quelques mois après les élections présidentielle et législatives, et que la victoire des « oui » ne faisait aucun doute. Beaucoup d'électeurs ont donc laissé à d'autres le soin d'adopter un texte dont ils approuvaient l'esprit.

» Il reste que douze millions de Français se sont déplacés pour donner leur opinion sur l'avenir d'un territoire lointain, dont la plupart ignoraient presque tout six mois plus tôt. Ce taux de 37 % se situe au même niveau que celui des référendums législatifs en Suisse et dans tous les pays qui pratiquent ce mode de consultation.

— Comment interprétez-vous le vote de refus exprimé à Nouméa et dans cinq autres communes du territoire ?

— Que refusent ceux qui, à Nouméa et dans les communes voisines, ont voté non ? La paix ? Le développement ? La création de trois provinces ? Beaucoup d'Européens ont manifestement répondu à des questions qui n'étaient pas posées. Il y a eu des « non à l'indépendance », des « non au FLNKS », des « non » de peur, de doute, d'incompréhension.

» Il faut dire que la confusion a été entretenue par le RPR. Comme le reconnaît pour s'en indigner le député RPR Didier Julia, ancien délégué de ce parti aux DOM-TOM, certains responsables de ce mouvement ont même cherché à déstabiliser Jacques Lafleur parce qu'ils ne pouvaient supporter que celui-ci *« réussisse un processus de paix là où ils avaient échoué »*. Certains ont voulu exercer sur les Européens de Nouvelle-Calédonie, et sur Jacques Lafleur lui-même, un véritable chantage affectif, au risque de creuser de nouveau un fossé entre les communautés. Que des partis extrémistes cherchent à compromettre la paix parce qu'ils pensent que les désordres leur sont un terreau favorable n'est pas surprenant. Une même attitude venant d'un parti qui se dit l'héritier du général de Gaulle continue de me stupéfier.

» J'ajoute que la démarche courageuse du président du RPCR, homme responsable, conscient des enjeux, bien informé de l'évolution des esprits dans la communauté mélanésienne, ne pouvait pas être comprise par tous, en si peu de temps. Jean-Marie Tjibaou a eu lui-même quelques difficultés à convaincre certains de ses partisans, chacun s'en souvient.

— Le désaveu infligé à M. Lafleur dans la région Sud ne rend-il pas bancal l'édifice bâti l'été dernier à l'hôtel Matignon et à la rue Oudinot ?

— Vous connaissez les Européens de Nouvelle-Calédonie et la dimension affective de leur expression politique. A mes yeux, ils ne désavouent pas Jacques Lafleur. Ils lui adressent l'avertissement de leur inquiétude.

» Il n'était pas facile d'expliquer le projet de loi aux Européens, surtout quand chaque soir à la télévision les représentants du RPR métropolitain tentaient de contredire M. Lafleur. Désormais, c'est l'application de la loi référendaire qui devra convaincre tous les Calédoniens qu'il n'y a pas aujourd'hui d'autre équilibre possible entre les communautés que celui des accords de Matignon. Je pense que beaucoup d'Européens en sont déjà, au fond d'eux-mêmes, conscients. Ils s'apercevront que mettre fin aux exclusions dont sont victimes trop de Mélanésiens ne signifie pas les exclure à leur tour.

» Ils comprendront alors que M. Lafleur a eu très tôt une vue lucide de leurs véritables intérêts.

» Ce qui rendrait l'édifice bancal ce serait une application lente ou déséquilibrée de l'accord. Ce ne sera pas le cas. L'Etat appliquera les accords avec une détermination impartiale.

« L'addition de méfiances »

— Ce « bloc des ultras » ne risque-t-il pas de contrarier la mise en œuvre des mesures d'accompagnement ?

— Je ne crois pas que les 43 % de « non » en Nouvelle-Calédonie correspondent à un « bloc des ultras ». Il s'agit, je le répète, à mes yeux de l'addition de méfiances de natures très diverses.

» Ni le gouvernement, ni les signataires des accords n'ont jamais pensé que leur application irait sans difficulté aucune, que chaque mesure d'accompagnement susciterait l'enthousiasme général. Il serait tout aussi absurde de considérer que sur chaque mesure apparaisse un clivage Européens contre Mélanésiens.

» Prenons le rééquilibrage du territoire, c'est-à-dire en premier lieu la réalisation des infrastructures et des équipements collectifs dont l'insuffisance est encore criante dans l'intérieur et dans les îles Loyauté, comme M. Bernard Kouchner l'a observé avec surprise dans le secteur de la santé au cours de son dernier voyage.

» Cet objectif peut réunir les Mélanésiens et les « broussards » européens, dont je relève qu'ils se sont moins prononcés pour « non » que les Européens de l'agglomération de Nouméa.

» Prenons la formation. Le besoin d'une formation plus adaptée ne se limite pas à la communauté mélanésienne. Il concerne aussi les jeunes Européens, Wallisiens, Tahitiens, Indonésiens. Naturellement, le souci de rééquilibrage doit conduire à mettre l'accent sur la formation des jeunes Mélanésiens. Beaucoup de responsables économiques européens du territoire sont conscients que l'exclusion de la plupart des Mélanésiens des circuits économiques, en tant que consommateurs, producteurs ou cadres, est un frein au développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

» Je veux bien admettre que des conflits apparaîtront, par exemple pour le choix de certains titulaires de postes de responsabilités dans la fonction publique. Je ne vois aucune raison pour que ces difficultés masquent l'accord du plus grand nombre sur les conditions dans lesquelles les deux principales communautés peuvent vivre ensemble dans les dix prochaines années.

» Si certaines minorités avaient la tentation de recourir à la violence j'ajoute qu'elles trouveraient devant elles le gouvernement déterminé à les empêcher de compromettre la paix et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. J'ajoute que pour ceux qui se sont si souvent qualifiés de *« loyalistes »* le loyalisme consiste aujourd'hui à respecter la loi de la France.

— Comment allez-vous pouvoir conduire une politique efficace de réduction des inégalités et de développement économique et social dans un contexte politique si défavorable ?

— La paix civile retrouvée et un accord approuvé par 57 % des Néo-Calédoniens et scellé par le référendum sont un contexte favorable au développement et donc à la réduction des inégalités, dont on sait qu'elle est l'une des conditions.

» Quelle est l'économie du territoire ? Une agriculture peu productive, que l'insuffisante formation des agriculteurs et la mauvaise organisation des circuits de commercialisation empêchent d'assurer l'autosuffisance alimentaire du territoire et d'être présente sur les marchés proches de l'exportation par des produits de qualité. Une industrie minière très dépendante des évolutions du cours du nickel et de la parité dollar-franc mais qui peut aujourd'hui, sans céder aux illusions d'un nouveau boom, espérer de nouveaux développements. Des ressources touristiques abondantes, à proximité des marchés japonais et australiens, qui restent inexploitées dans l'intérieur et les îles. Un artisanat et une petite industrie marqués par l'ingéniosité et la créativité des entrepreneurs mais handicapés par la concurrence des produits importés. Une épargne abondante mais qui ne s'investit pas assez sur place, peut-être faute de confiance, mais aussi par suite de l'inadaptation des circuits de financement.

» J'engagerai avec tous les responsables économiques et sociaux en Nouvelle-Calédonie, dès mon prochain voyage sur le territoire, en décembre, une réflexion approfondie sur le développement économique et social du territoire, dans la perspective de la préparation des contrats de développement avec les provinces dont les assemblées seront élues en juin 1989. Cette réflexion devra aussi porter sur les principes de développement en milieu mélanésien compte tenu des valeurs de l'organisation coutumière.

» Un responsable canaque a déclaré que les dix années qui s'ouvrent permettraient de bâtir la case commune. Le terrain a été acquis. Les plans viennent d'être dessinés. Mettons-nous au travail. »

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT.

A l'Assemblée nationale

« Ce n'est pas un échec de Michel Rocard ! »

« Le soutien existe. Peut-être a-t-il été chichement mesuré... » En commentant ainsi dimanche soir les résultats du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, le premier ministre, M. Michel Rocard, évoquait-il inconsciemment l'attitude de son propre parti dans la campagne référendaire ?

A cette question, nombre de députés socialistes croisés dans les couloirs de l'Assemblée, lundi 7 novembre, répondaient par une moue un peu gênée. *« Le premier ministre s'est battu avec le seul appui du Parti socialiste, mais c'est vrai que cette aide n'a pas connu l'intensité d'autres campagnes,* estimait M. Bernard Schreiner, député rocardien des Yvelines. *Le parti a fonctionné à vitesse réduite. »*

« Les socialistes étaient-ils persuadés du bien-fondé de la démarche référendaire ? La question se pose », demandait M. André Billardon (PS, Haute-Saône). *« On ne s'est pas beaucoup remués,* admettait le président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise). *Mais il faut comprendre ; le PS sort de l'élection présidentielle, des législatives et des cantonales. Nous avons fait tout ce que nous pouvions faire dans le contexte actuel. »*

« Dans la tête des militants, la paix en Nouvelle-Calédonie, c'est important, mais les municipales de l'an prochain aussi », commentait pour sa part M. Thierry Mandon (PS, Essonne), avant de reconnaître du bout des lèvres que le second enjeu était sans doute perçu à la base comme plus déterminant que le premier.

Tous les députés socialistes interrogés insistaient toutefois sur le succès que représente selon eux le fait que presque dix millions de voix se soient portées sur le oui. *« C'est un succès pour la paix,* affirmait M. Mandon, *même si ce n'est pas un succès pour la démocratie à cause du taux d'abstentions. »*

M. Strauss-Kahn expliquait que la faible participation ne mettra pas en péril les accords de Matignon : *« Pompidou a été élu en 1969 par un tiers des Français. Pourtant, personne n'a dit que c'était un président au rabais et personne ne le dira du prochain président des Etats-Unis, qui ne sera sans doute élu que par un peu plus de 25 % des suffrages. »* M. Schreiner ne partageait pas ce point de vue et estimait au contraire que les accords de Matignon ont été *« un peu ternis »* par le score de dimanche. *« Ce qui est inquiétant,* analysait M. André Billardon, *ce sont les éventuelles conséquences du vote caldoche. Lafleur est le grand perdant. »*

« La défaite du corps politique »

« Ce n'est pas un échec de Michel Rocard ! », clamaient toutefois en chœur les élus socialistes. Parmi eux, M. Jean-Pierre Sueur, rocardien du Loiret, qui expliquait : *« Non, il n'est pas seul. Il serait absurde de conclure du vote de dimanche que les abstentionnistes désapprouvent l'action pacificatrice que Michel Rocard a menée en Nouvelle-Calédonie. Je suis persuadé que l'écrasante majorité d'entre eux préfèrent la paix du premier ministre aux violences antérieures. » « S'il y a échec, c'est celui des abstentionnistes,* affirmait M. Bernard Derosier (PS, Nord), *la loi est votée à 80 % par les Français qui ont joué eux-mêmes le rôle de législateurs : c'est une bonne chose. »*

« Que pouvait-on espérer de mieux ? Rien, sérieusement » répondait, quant à lui, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône).

« Ce scrutin traduit la défaite du corps politique lui-même devant une autre façon de faire de la politique, insistait M. Schreiber. *Les appareils politiques n'ont pas suivi cette méthode qui consistait à associer la population à un processus de paix. »*

D'autres députés PS se demandaient si la faible participation à ce scrutin n'était pas la traduction d'un malaise profond, d'une désaffection pour la politique qui ne serait pas seulement due à la multiplication des scrutins cette année. *« Il y a une crise des représentations »,* expliquait M. Jean-Paul Planchou (PS, Seine-et-Marne), qui craint pour la France une évolution de la politique à l'américaine ; évolution due selon lui notamment à l'impact émotionnel créé, ou non, par la télévision au sujet des événements politiques. *« Pour autant, dire que le référendum affaiblit le premier ministre ou que cela va permettre à l'Elysée de reprendre les choses en main, cela n'a pas de sens »,* ajoutait le député de Seine-et-Marne. *« Le référendum a été le fruit d'une démarche collective voulue par le chef de l'Etat, le premier ministre et le gouvernement et je suis solidaire »,* rappelait, pour sa part, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. Qui a dit que M. Michel Rocard était seul ?

PIERRE SERVENT.

M. Lafleur : « Il y a eu une confusion entre les accords acceptés et le référendum rejeté »

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, a fait savoir, mardi 8 novembre, par l'intermédiaire du *Figaro*, qu'il n'avait pas l'intention de se démettre de son mandat ni de se retirer de la politique, comme la rumeur en avait couru dimanche soir sur le territoire après le désaveu que lui avait infligé le « non » majoritaire des électeurs de Nouméa : *« Des milliers de lettres et des centaines de coups de téléphone m'ont convaincu que le vote n'était pas dirigé contre moi, je suis serein,* a-t-il déclaré en mettant en cause le Front national et les autres formations locales d'extrême droite *qui ont poussé très loin la désinformation : ils ont profité de la naïveté des gens pour les affoler,* a-t-il ajouté, *pour que des conflits éclatent. Mais je ne suis pas inquiet sur le corps électoral quand on décrypte son vote. »*

M. Lafleur a précisé : *« J'ai maintenant une appréciation claire. La Nouvelle-Calédonie a accepté comme de bons accords les accords de Matignon. En revanche, beaucoup ont refusé le référendum parce que, selon eux, cela n'avait aucun rapport avec les accords de Matignon. Ils ne comprenaient pas qu'on leur demande de remuer, de nouveau des polémiques et des souvenirs pénibles. Bref, il y a eu une confusion entre les accords qui étaient acceptés et le référendum qui était rejeté. »*

Le président du RPCR conclut : *« Je vais me consacrer à faire mieux connaître aux uns et aux autres les accords qui sont pour moi des accords de paix. J'ai des exemples concrets qui prouvent que cette volonté de paix est souhaitée. Le temps que je consacrerai à la politique, je le consacrerai à faire que ces accords marchent, que les promesses des uns et des autres soient tenues. »*

M. Barre : « déçu et attristé »

M. Barre, qui était lundi 7 novembre l'invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, a notamment déclaré : « Je suis déçu, car ce n'est pas un succès loin de là. Je regrette le résultat. Je le regrette pour la Nouvelle-Calédonie, car je crois que la situation sur le territoire sera fragilisée.

» Je regrette pour ceux qui ont eu le courage de signer les accords. Je pense à l'image de la France dans le Pacifique, à l'image de la France auprès de ces pays qui observent ce que nous voulons faire en Nouvelle-Calédonie *[...]* et qui voient que 62 % des Français se désintéressent de l'avenir du territoire, voilà pourquoi je suis déçu et quelque peu attristé de cette situation ».

M. Barre a estimé que « désormais tout dépendra de la rectitude et de l'impartialité des représentants de l'Etat dans ce territoire. Un certain nombre de pouvoirs ont été remis à l'Etat. Il faut que celui-ci se montre rigoureusement impartial à l'égard de toutes les communautés ».

« Si la moindre complaisance venait à apparaître au-delà des accords dans un sens ou dans un autre, cela pourrait avoir des conséquences graves. Beaucoup seront ceux qui penseront avec moi qu'il vaut mieux ne pas avoir à recommencer Ouvéa », *a-t-il dit.*

L'ancien premier ministre a estimé que l'abstention massive s'explique « par une absence d'explication, une absence de défense du projet ». « Un référendum, *a-t-il ajouté,* ne se banalise pas. Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'un référendum doit être plébiscitaire, mais je pense que lorsque l'on consulte le peuple, on doit lui expliquer ce dont il s'agit et le faire dans un cas pareil en dehors de tout jeu partisan. Petit à petit, les orientations partisanes ont faussé le débat ».

Pour M. Barre, « quand on consulte les Français, il faut quand même leur donner un peu de cœur au ventre. Lorsqu'il s'agit d'un problème qui appelle des solutions qui sont importantes, car l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, c'est l'avenir de la France et de l'Europe dans le Pacifique, il faut expliquer davantage et il faut s'engager davantage ».

M. Barre a affirmé que « ce qui manque aujourd'hui à la France c'est un discours national, un discours sur l'ambition nationale. Tant que ce discours ne sera pas retrouvé, pourquoi voulez-vous que les Français s'intéressent à l'avenir de leur pays ? Ils ont besoin d'un levier psychologique et ce levier manque à l'heure actuelle ».

● **PRÉCISIONS.** — Une erreur d'impression a fait attribuer dans *le Monde* du 8 novembre (page 11) la qualité d'arrondissements à Paris les moins favorables au « oui » au seizième et au dix-huitième. Il s'agissait en réalité bien du seizième qui est en dernière position, n'ayant donné au « oui » que 60,36 % des suffrages exprimés, mais précédé par le *huitième,* son voisin géographique, sociologique et politique avec 65 %, tandis que le dix-huitième arrondissement se situe au dixième rang des arrondissements avec 80,45 % en faveur du « oui ». En revanche, pour les records d'abstention dans la capitale, ces trois arrondissements arrivent en tête dans l'ordre suivant : huitième : 68,46 ; seizième : 66,85 ; dix-huitième : 65,89.



Politique

Une enquête IFOP pour *le Monde* et RTL

Les cinq abstentionnismes

Pour expliquer l'abstentionnisme record du 6 novembre, il faut commencer par le décomposer. Une analyse typologique des motivations d'abstention effectuée à partir de l'enquête IFOP-RTL-*le Monde*, administrée après la clôture du scrutin le 6 novembre auprès de cinq cent huit abstentionnistes, permet d'esquisser cette décomposition et d'éviter le discours simpliste sur les sondages qui ne retiennent que les réponses globales et majoritaires. Elle incite à distinguer cinq abstentionnismes différents.

1. – Un abstentionnisme d'opposition politique (19 %).

C'est le groupe le plus politique : 89 % de ces abstentionnistes ne souhaitaient pas dire oui au gouvernement. Ils ont *approuvé* en majorité la consigne d'abstention du RPR et ont souvent été influencés par elle. Il s'agit d'un électorat quadragénaire et un peu plus masculin que l'ensemble. Ces électeurs sont intéressés par la politique (48 %) et ont suivi la campagne télévisée. Ils sont fortement orientés à droite, plus des deux tiers ont voté Chirac au second tour, et demeurent toujours mécontents de l'exécutif : 58 % sont mécontents de l'exécutif et 55 % de Michel Rocard. Favorables à l'accord mais sceptiques sur ses résultats, pessimistes sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, hostiles au pouvoir en place, ils auraient voté majoritairement non (58 % contre 42 % au non) s'ils avaient surmonté ces pressions contradictoires entre leurs craintes et leurs espérances, leur sentiment sur l'accord et leur jugement sur le pouvoir. Leur poids, s'ils avaient voté, aurait fait progresser d'environ douze points la participation, de 37 % à 49 %, soit à peu près le score des cantonales.

2. – Un abstentionnisme d'angoisse de la démocratie directe (18 %).

Proche du précédent par certaines de ses caractéristiques politiques, ce groupe se définit prioritairement par l'opposition entre la procédure de décision et la connaissance de l'enjeu : 100 % n'étaient pas favorables à l'organisatiion d'un référendum pour régler ce problème et 100 % ne se sentaient pas assez informés sur ce problème. Un peu plus féminin, un peu plus jeune, ce groupe est également plus riche en couches moyennes, professions intermédiaires et employés. *Il ne s'agit* pas chez eux d'une ignorance politique – 47 % sont intéressés par la politique et 50 % ont suivi la campagne – mais plutôt d'une modestie politique. Electeurs modérés, de centre droit, majoritairement mécontents, eux aussi, de François Mitterrand et de Michel Rocard. ils ont plutôt approuvé la consigne du RPR. Se seraient-ils déplacés pour choisir, qu'ils l'auraient fait à 50-50 pour le oui et le non. Consultés sur un sujet qu'ils craignent de ne savoir traiter avec justesse, ils se réfugient *dans la non-participation*. Sur un référendum dont l'objet leur paraîtrait plus clair, leur vote ferait progresser d'environ onze points la participation.

3. – Un abstentionnisme populaire de lassitude et d'éloignement de l'enjeu (34 %).

Différent des deux précédents, ce groupe, plus ouvrier mais aussi un peu plus féminin et un peu plus jeune que l'ensemble, se caractérise par sa perplexité devant cette consultation : estimant être insuffisamment informé (77 %) et avoir déjà suffisamment voté (63 %), il est peu intéressé par la politique et n'a pas suivi la campagne. Nettement orienté à gauche – 45 % ont voté François Mitterrand contre 15 % pour Jacques Chirac – il est satisfait de son président (59 %) et de Michel Rocard (50 %). Son vote, s'il l'avait émis, aurait été presque aussi favorable au « oui », 77 % contre 23 %, que l'ensemble des suffrages exprimés. Mais le manque d'information sur l'objet du *référendum et l'absence d'enjeu* de pouvoir ne l'ont pas poussé à se déplacer.

4. – Un abstentionnisme de non-intégration à la société politique (8 %).

C'est le groupe le plus éloigné de la politique, le moins intéressé (85 % ne s'y intéressent pas), le plus accoutumé à l'abstention (50 % n'ont pas voté ou n'indiquent pas leur vote au second tour de l'élection présidentielle), le plus nombreux à ne pas indiquer de sympathies partisanes ou à ne pas émettre de jugement sur les *titulaires du pouvoir exécutif*. Composé en majorité de jeunes, souvent originaires de petites villes, il ne s'est pas senti concerné par le problème de la Nouvelle-Calédonie (97 %) insuffisamment informé sur le problème (85 %), au point de ne pas savoir que le référendum avait lieu en France (37 %). Son vote, qu'il n'avait donc presque aucune chance d'émettre, aurait cependant été favorable (à 63 % contre 35 %) pour le « non ».

5. – Un abstentionnisme de retraités satisfaits (21 %).

Le plus âgé, riche en retraités et inactifs, cet électorat est paradoxalement suffisamment intéressé par la politique (44 %) pour être, de tous les groupes, celui qui a le plus suivi la campagne télévisée (63 %). Un peu plus situé à gauche, plutôt satisfait de François Mitterrand et Michel Rocard, très sévère à l'égard de la consigne d'abstention du RPR, ces abstentionnistes ne semblent pas avoir trouvé, ni dans l'enjeu calédonien, dont un quart explique qu'il ne le concerne pas, ni dans la procédure référendaire, dont un tiers estime qu'*elle* n'était pas appropriée, des raisons suffisantes de sortir de chez eux. Leur vote aurait été favorable au « oui » (71 % contre 29 %).

Au-delà de ces enseignements propres, que peut-on retenir de cette typologie :

– Un vote est une décision. Il est donc plus difficile de mobiliser des retraités satisfaits pour le seul enjeu d'une ratification.

– Un vote est un acte collectif, signe de recensement social marqué par la passion et le conformisme. Un enjeu trop lointain, le précédent des cantonales, et la levée de tabou qu'a constituée la consigne d'abstention du RPR (comme en 1972, celle du PS) ont inversé la charge de la preuve.

– Le vote référendaire représente un engagement de l'électeur, à la différence du vote législatif ou présidentiel qui constitue une délégation. Parce qu'il engage plus, il inquiète plus l'électeur, surtout si l'enjeu est lointain, le projet complexe et les consignes partisanes ambigües ou contradictoires.

– Le vote est une réponse unique à des questions multiples. Paradoxalement peut-être, le référendum gaulliste plébiscitaire et mobilisateur hiérarchisait les enjeux et les ramenait à une question unique. Par bonne volonté démocratique, le référendum rocardien, démuni d'enjeu de pouvoir immédiat, a laissé l'électeur de droite devant des pressions contradictoires (« oui » à l'accord, « non » au pouvoir) qu'ils n'ont su résoudre que dans la non-décision.

Les 63 % du 6 novembre résultent bien, en définitive, d'un cumul d'abstentionnismes.

JEAN-LUC PARODI,
directeur de recherches à la Fondation nationale de sciences politiques, conseiller pour les études politiques de l'IFOP.

A « L'heure de vérité »

M. Barre confirme son projet de création d'une force politique « autonome et responsable »

Trois ministres du gouvernement Rocard : MM. Durafour, Soisson, Stoléru ; les trois mousquetaires du CDS : MM. Barrot, Méhaignerie, Stasi ; les trois lanciers du PR : MM. d'Aubert, Millon, Clément. Des anciens barristes, des modernes, sans oublier l'inusable Alain Delon, sur le plateau de cette « Heure de vérité » du lundi 7 novembre, le « *cocktail* » barriste avait été savamment composé afin que d'entrée le message soit tout à fait clair : M. Raymond Barre n'est pas seul.

S'étant dispensé de toute intervention médiatique depuis le « Questions à domicile » du 30 juin, l'ancien premier ministre, une fois ce premier message répandu par l'image, s'est livré à une longue opération de « *clarification* » sur son comportement depuis la campagne présidentielle. Conscient que l'opinion a pu être troublée – au point, par un amalgame fâcheux avec le « Barzy » du « Bébête-show », de l'imaginer chantant l'*Internationale* sur le petit écran, – conscient également qu' « *on lui a beaucoup prêté ce qu'on veut bien lui prêter* », parvenant difficilement « *à n'a pas envoyer quelques seaux d'eau froide sur ces têtes délirantes* », M. Barre a réaffirmé qu'« *il n'était pas socialiste* », *qu'il se situait toujours dans* l'opposition, non pas une « *opposition butée et bornée* », mais une « *opposition intelligente* » sachant faire preuve de « *vigilance constructive* ».

Considérant que « *la page* » de l'élection présidentielle est aujourd'hui « *tournée* », qu'il lui importe désormais « *d'accomplir son métier de député* », affirmant que jamais on ne le verrait « *aller à la soupe* », jugeant que, depuis le 9 mai, il est redevenu « *un homme libre de se déterminer vis-à-vis de lui-même* », M. Barre a fixé ainsi sa résolution première : « *J'ai pris comme règle que toutes les fois que le gouvernement ferait quelque chose dans une ligne que je crois bonne, je ne la combattrai pas.* » Ainsi pour la Nouvelle-Calédonie *(lire « les réactions » par ailleurs)*, pour « *les grandes orientations* » définies par le président de la République « *qui correspondent à ce qui est l'intérêt du pays* » –, M. Barre estimant notamment que l'Etat socialiste est aujourd'hui moins partial qu'en 1981 ; sur la politique sociale du gouvernement de M. Rocard, la politique économique de M. Bérégovoy, l'ancien premier ministre n'a guère trouvé à redire.

A propos du secteur public, le député du Rhône a simplement rappelé que rien ne devait être fait qui remette en vigueur l'indexation des salaires sur les prix et qu'une politique de différenciation des salaires dans ce secteur était indispensable. Concernant l'OPA sur la Société générale, M. Barre a refusé de parler de « *renationalisation rampante* », sa seule réserve portant sur le rôle joué dans cette affaire par la Caisse des dépôts et consignations, « *qui n'a pas vocation à se livrer à des opérations de ce genre* ». Enfin, M. Barre a parlé de l'Europe pour s'inquiéter du retour « *d'une certaine frilosité* ». Il pense, au contraire « *que nous avons tout intérêt à jouer la carte de l'Europe et du grand marché intérieur* ». « *Je suis convaincu*, a-t-il ajouté, *que ce sera un grand service à rendre à l'économie française que d'accepter les disciplines qui sont celles de la concurrence dans un grand marché intérieur.* »

« Les voies du Seigneur »

De cette Europe, il en avait encore été précédemment question quand M. Barre revint sur son projet de constitution au centre d'« *une force autonome et responsable* » qui, précisemment, pourrait essuyer ses premiers feux électoraux à l'occasion de l'élection européenne de juin 1989. Une force, selon sa définition, capable « *d'éviter les excès du parti de l'ordre et les excès de l'illusion socialiste ou gauchiste* », capable « *de défendre un certain nombre de valeurs et de principes, d'exprimer un discours national et d'exprimer dans la France ce qui est une aspiration à la modération et à la mesure* ». Une force, enfin, « *capable de choisir ses alliances et qui ne se laisse pas assujettir par des alliances aussi serrées et aussi contraignantes quel que soit le nom magnifique dont on les pare, à commencer par le terme d'union* ».

M. Barre a encore admis que cette force pourrait être constituée par le CDS, certains radicaux, des membres du Parti républicain et la Convention libérale, européenne et sociale (CLES) que ses amis sont en train de lancer. Refusant prudemment de s'engager plus avant pour l'avenir – « *je suis là*, a-t-il plaisanté, *comme Jean-Baptiste dans l'Ecriture, j'annonce les voies du Seigneur* », – M. Barre n'a toutefois pas rejeté formellement l'idée d'une liste autonome centriste aux élections européennes : « *Cela*, a-t-il conclu, *dépend de ceux qui sont prêts à prendre leurs responsabilités. Je ne peux pas parler en leur nom, mais il est certain que les élections européennes présenteront une occasion de voir se manifester clairement les divers courants qui peuvent exister dans la société politique française.* »

Au cours de cette émission, M. Barre a eu enfin l'occasion de s'expliquer sur quelques problèmes de société. Le film de Scorsese : « *Je suis contre la censure, mais il ne faut pas blesser les convictions. Il y a certaines choses qui relèvent d'un manque de goût. Mais je suis aussi très préoccupé par la montée de certaines tendances intégristes.* » La pilule abortive : « *C'est une affaire confuse. Ni cléricalisme ni laïcisme. Il y a en France une loi sur l'avortement. Il ne faut pas ressusciter la querelle à propos de l'IVG.* » La peine de mort : « *Je crois*, a rappelé M. Barre, *qu'à l'égard d'un certain nombre de crimes de sang, il serait tout à fait normal que la peine de mort soit appliquée. Le droit de grâce constitue une garantie.* »

En quête d'un rôle

PLUS ça change et plus il est pareil ! M. Barre ressuscite à sa manière cet adage qui fit les riches heures d'Edgar Faure : ce n'est pas la girouette qui bouge, c'est le vent qui change. Au bout d'une heure de vérité et... de clarification qui, apparemment, au vu des sondages transmis par la SOFRES en fin d'émission, a convaincu amplement les téléspectateurs, M. Barre est, en effet, apparu tel qu'en lui-même. Il faut se faire une raison : ce n'est pas à son âge qu'on le changera.

Toujours aussi sûr de lui, arrimé à ses certitudes, méprisant à l'égard du microcosme et de sa succursale journalistique, toujours aussi peu soucieux de son « look » et de l'aisance de son veston, M. Barre est redevenu un professeur à temps complet, plus sévère pour les fautes des autres que sur ses propres manquements. L'élection présidentielle est pour lui *« une page tournée »*, une page qui garde quand même quelques blancs. Car, une fois de plus, M. Barre s'est bien gardé de relire sa copie présidentielle qui lui valut en mai dernier cette mauvaise note de 16,5 %. Le bon *« rapport qualité-prix »* de sa campagne suffit, dit-il, à sa quiétude, et on le sent presque soulagé d'en être sorti. Candidat malheureux, M. Barre est parfait dans son rôle de professeur, et la provocation est parfois sa pédagogie.

M. Barre est aussi censeur, regardant évoluer avant de procéder à la distribution des prix républicains, distinguant ceux qui changent en bien, ceux qui changent en mal. En bas de l'échelle, l'opposition *« bornée et butée »* : il ne cite pas de noms, mais on voit parfaitement à qui il pense. Lui veut se réfugier dans une opposition constructive, vigilante, en un mot *« intelligente »*, décidé à dire à la façon de Molière ce qui est bien quand cela est bien, ce qui est mal quand cela est mal. Satisfecit à M. Mitterrand, qui n'hésite plus à relire Mendès France, à M. Rocard, qui sait tenir sur le front social, à M. Bérégovoy, qui s'inspire de sa politique économique.

Sur la scène politique, son rôle semble parfaitement défini : professeur, censeur, examinateur, sorte de Pinay adapté à l'écran cathodique. M. Barre peut-il faire mieux ? Espérer plus ? Les Français attendent-ils de lui autre chose ? Autant de questions que l'on peut se poser à son endroit. M. Barre a confirmé lundi soir son souhait de voir se créer au centre de l'échiquier une force politique capable de résister *« aux excès du parti de l'ordre »* et *« aux excès de l'illusion socialiste ou gauchiste »*. Est-il pour autant résolu à prendre lui-même la tête d'un tel mouvement ? Le professeur veut-il enfin accepter le premier rôle ? Voilà qui serait de sa part un grand changement !

DANIEL CARTON.

Politique

La discussion du budget de l'éducation nationale au Palais-Bourbon

Les communistes s'abstiennent, les centristes votent contre

Les députés ont adopté, tard dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 novembre, le budget de l'éducation nationale. Seuls les socialistes ont voté pour, les communistes se sont abstenus, tandis que l'opposition RPR, UDF et UDC retrouvait son unanimité dans un vote contre. L'abstention des communistes, qui était loin d'être acquise au début du débat, après le « réquisitoire » de l'orateur du groupe, M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) a été obtenue dans l'après-midi, lors d'une suspension de séance, après concertation entre M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Les communistes qui revendiquaient notamment un effort supplémentaire en faveur des Bourses d'enseignement et davantage de créations de postes dans le primaire et le secondaire, ont été entendus par le gouvernement. En fin de matinée, M. Jospin avait déjà annoncé le recrutement de cinq cents maîtres de conférence supplémentaires pour l'enseignement supérieur, dès la rentrée 1989.

Pour voir adopter les crédits de l'éducation — reconnus par toutes les formations comme l'un des grands enjeux de la discusion budgétaire — le gouvernement a donc dû, une fois de plus, en l'absence de majorité absolue des socialistes à l'Assemblée, se livrer à un savant exercice d'équilibriste, afin de se concilier au moins l'abstention du groupe communiste ou des centristes.

D'un montant total de 183,9 milliards de francs, les crédits de l'enseignement scolaire augmentent de 5,1 % par rapport à 1988 et représentent 14,26 % du budget de l'Etat. Les crédits de l'enseignement supérieur s'élèvent à 24,9 milliards de francs, soit 9,1 % de plus qu'en 1988. Ils représentent 1,94 % du budget de l'Etat.

Avant ses tractations avec les députés communistes, M. Jospin avait ainsi rencontré dans la matinée MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, et François Bayrou (UDC, Pyrénées-Orientales). L'UDC avait alors reconnu la volonté de « *dialogue* » de M. Jospin.

Mais les centristes avaient fermement décidé de ne pas « solder » leur vote. Fidèles à leur souci de « non-opposition systématique », les parlementaires UDC avaient pris soin de poser plusieurs conditions — expérimentation de l'autonomie pour les universités qui le souhaitent, aides de l'Etat aux collectivités locales désireuses de participer aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés, — dont l'adoption, précisaient-ils, pourraient entraîner de leur part un vote favorable ou leur abstention sur le budget.

Mais même présentées comme des propositions « *constructives* » et « *qualitatives* », ces revendications dissimulaient mal la décision du groupe de M. Méhaignerie de ne pas donner son aval au budget d'un ministre éminemment politique, qui n'a pas perdu pour tout le monde son étiquette de premier secrétaire du Parti socialiste. En plaçant la barre aussi haut, tout particulièrement à propos de l'enseignement privé, et en cosignant avec l'UDF l'amendement sur l'autonomie des universités, les députés UDC ne pouvaient sérieusement imaginer que le gouvernement leur donnât satisfaction. Le budget de l'éducation était en fait, pour les centristes, le moyen de rappeler qu'ils se situaient bel et bien dans l'opposition, et de rassurer leurs collègues de l'UDF et du RPR, qui n'avaient pas toujours caché leur agacement face aux velléités d'indépendance de l'UDC.

M. Méhaignerie ne cachait d'ailleurs pas que le vote sur ce budget n'était « *pas seulement technique, mais aussi politique* », notamment en raison de la personnalité de M. Jospin. « *Il existe toujours, un mur de méfiance entre M. Jospin et nous-mêmes* », ajoutait-il. Les centristes n'avaient donc pas l'intention de faire des cadeaux. « *Il est trop facile,* observait M. Méhaignerie, *de s'appuyer tantôt sur les centristes, tantôt sur les communistes.* » Cette fois, « *la corbeille devait être bien remplie* » pour inciter les centristes à une autre attitude. Mais, à une promise décidément trop capricieuse, les socialistes préférèrent, finalement, leur ancienne compagne...

M. Lionel Jospin affiche comme objectif que « *la priorité du septennat qui commence soit approuvée par l'ensemble des responsables politiques et que le pays se rassemble autour de son école* ». Si chacun s'accordait à reconnaître au budget de l'éducation nationale une évolution « *quantitative* » positive, les appréciations divergeaient nettement quant à son contenu « *qualitatif* ». Au nom du groupe UDF, **M. Jean-Claude Gaudin** (Bouches-du-Rhône) estimait : « *Le montant des crédits n'est pas tout. Beaucoup d'argent mal utilisé, cela ne fait pas une bonne politiques.* » Pour **M. Bruno Bourg-Broc** (Marne), orateur du groupe RPR, ce budget « *manque singulièrement de grand dessein* (...) *Il se caractérise par la dispersion des crédits, par un saupoudrage destiné à pallier les manques les plus criants ; on n'y trouve rien des engagements pluriannuels décidés par le précédent gouvernement : vous vous êtes contenté d'habiller différemment quelques mesures éparses, voire de faire du neuf avec de vieux slogans syndicalo-corporatistes* ».

Les crédits de l'éducation nationale « *ne portent pas la marque d'une grande priorité nationale* » indiquait aussi **M. Jacques Bruhnes** (PC, Hauts-de-Seine), avant de renouveler les propositions communistes en matière de désarmement au profit de l'école. « *Je n'ai pas l'intention de me faire le procureur de votre budget* », annonçait **M. François Bayrou** (Pyrénées-orientales), au nom du groupe centriste, reconnaissant qu'il n'était « *pas sûr que qui ce soit d'autre aurait fait beaucoup plus* ». « *Mais,* ajoutait-il, *les problèmes de notre système éducatif sont profonds ; n'y répondre qu'en termes de moyens, c'est ne pas y répondre* ».

Le système est saturé

Chacun s'accordait sur un constat : l'éducation nationale devra pouvoir accueillir, dans les années à venir, un nombre toujours plus grand d'élèves et d'étudiants, alors que le système éducatif est saturé, manque de professeurs, et que ceux qui existent souffrent d'un malaise profond. Mais les priorités ne sont pas les mêmes pour tous. Pour les socialistes, comme pour les communistes, l'effort doit porter sur l'objectif de « *80 % d'une classe d'âge au niveau du bac* » d'ici à l'an 2000. Il passe par une majoration des bourses d'enseignement (le gouvernement s'est engagé, lors de la première partie de la discussion budgétaire, à augmenter leur enveloppe de 250 MF), par la revalorisation de la fonction enseignante, et par le souci d'aider davantage les enfants scolarisés dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP), qui disposent dans ce budget de fonds spécifiques.

Pour l'opposition, unanime sur ce thème, toutes ces mesures doivent bénéficier tant aux établissements privés qu'aux écoles publiques. La querelle public-privé que M. Jospin souhaitait ne pas voir rallumé, soustendait pourtant bel et bien les débats. « *Ma philosophie est simple,* précisait sur ce sujet, M. Jospin, *j'applique la loi, toute la loi, rien que la loi, comme c'est mon devoir. Mais vous ne pouvez pas me demander d'aller au-delà.* » Les communistes avaient d'ailleurs mis en garde le gouvernement : « *Un parti de droite* [l'UDC], déclarait M. Brunhes, *chercherait à obtenir des mesures portant atteinte à la laïcité* [...]. *De telles dispositions soulèveraient notre réprobation.* »

Quant à la revalorisation de la fonction enseignante, qui bénéficie d'une dotation de 300 MF dans le budget, elle est suspendue aux négociations que le ministre de l'éducation doit engager le 14 novembre avec les syndicats.

Enfin, à l'adresse du groupe UDC, M. Jospin s'est déclaré favorable à l'idée de créer une commission d'enquête sur l'enseignement supérieur.

Il a, en revanche, donné un avis défavorable à un amendement commun aux députés UDC et UDF, qui prévoyait la mise en œuvre, à la rentrée universitaire 1989-1990, d'expériences d'autonomie de gestion dans les universités. L'amendement a été rejeté.

PASCALE ROBERT-DIARD.

La loi Savary appliquée

Il aura donc fallu attendre près de cinq ans pour que la loi du 27 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur entre enfin en application. Et pour qu'Alain Savary remporte une ultime victoire posthume. Loin des débats virulents qui avaient accompagné l'examen de sa loi d'orientation, c'est dans la discrétion que M. Jospin a refermé, le mardi 8 novembre, l'un des chapitres les plus controversés de la réforme universitaire engagée par son prédécesseur : celui des statuts des universités, de l'organisation de leurs conseils et de la répartition des pouvoirs entre les différentes catégories d'acteurs de l'Université. Il a, en effet, annoncé qu'il vient d'arrêter les nouveaux statuts — conformes à la loi de 1984 — des dix-huit universités (sur soixante-quinze) qui ne s'y étaient pas encore conformées.

Dès son arrivée rue de Grenelle, M. Jospin avait annoncé son intention de faire appliquer la loi et chargé le directeur des enseignements supérieurs de régler, cas par cas, la situation des réfractaires. Chacun semble s'être convaincu, bon gré mal gré, que cette affaire des statuts n'est décidément plus de saison, quitte à envisager ultérieurement des évolutions et des assouplissements. L'on va donc assister, d'ici au mois de janvier, à une cascade d'élections de nouveaux présidents d'université. Restera ensuite, selon le calendrier fixé par le ministre de l'éducation nationale, à régler avant le printemps prochain la mise en conformité avec la loi de l'organisation des différentes composantes des universités (unités de formation et de recherche, instituts, etc.).

Une petite révolution à la commission des finances

Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise) a pris au mot le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui avait invité les députés, lors de la discussion de la première partie de la loi de finances, à participer au débat qui entourera l'élaboration de la prochaine loi de finances pour 1990.

M. Strauss-Kahn souhaite la création de missions parlementaires d'information permanente (composées à la proportionnelle) chargées de plancher sur un certain nombre de thèmes arrêtés par le bureau de la commission (la fiscalité de l'épargne, par exemple) et qui seront au cœur du prochain budget pour 1990.

Au mois de mai et juin de l'année prochaine, ces groupes de travail présenteront leur rapport devant la commission des finances. Ainsi — et c'est une petite révolution parlementaire — l'Assemblée nationale émettra des vœux, fera part d'un certain nombre de suggestions et de réflexions tenant au contenu du futur budget avant que celui-ci n'arrive tout ficelé devant elle, au mois de septembre, pour l'examen en commission. Dans son souci d'affirmer un peu plus les droits du Parlement à proposer, à innover et à contrôler, M. Dominique Strauss-Kahn a l'intention de reprendre à son compte une idée de son prédécesseur, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) : faire en sorte que la commission des finances puisse disposer de ses propres projections macro-économiques afin de ne pas être tributaires de celles préparées par la rue de Rivoli.

Avant les élections municipales

Le PS se prépare à des « primaires » avec le PCF

Les socialistes prennent acte de la position du PCF, qui refuse un accord national entre les deux partis pour les élections municipales de mars prochain, et ils s'en accommodent. « *Des listes communes seront présentées au premier tour s'il y a accord local* », écrit M. Pierre Mauroy dans la lettre qu'il a adressée, le 4 novembre, à M. Georges Marchais. « *Sinon,* ajoute le premier secrétaire du PS, *l'accord se fera, au second tour, sur la base des résultats des « primaires.* »

Cette démarche est, exactement, celle que recommandent les communistes. L'absence de négociation au niveau des états-majors des partis signifie que, contrairement à ce qui s'était passé pour les élections municipales de 1977 et de 1983, les dirigeants parisiens n'interviendront pas pour imposer, en vertu d'une stratégie globale, des listes d'union là où les responsables locaux n'en voudraient pas. Les socialistes n'en estiment pas moins que, du côté communiste, la gestion des accords locaux sera, en fait, aussi peu « décentralisée » que possible et qu'ils doivent donc se préparer de leur côté, à défaut d'une négociation au grand jour, à un marchandage en coulisse.

« *Nous ne sommes plus en 1977, ni en 1983* », a expliqué, le samedi 5 novembre, à Lille — rapporte notre correspondant Jean-René Lore — M. Mauroy, qui venait d'être désigné par la section socialiste pour solliciter des électeurs, en mars, un nouveau mandat de maire. En 1977 et en 1983, l'axe stratégique du PS était l'union de la gauche contre une droite qui, elle-même, faisait bloc.

Aujourd'hui, le souci du PS est d'élargir l'assise de la gauche et donc de traduire autant que possible, au niveau municipal, l'« ouverture » du printemps dernier. Cette ouverture s'applique à la fois, selon les termes de la lettre de M. Mauroy à M. Marchais, à ceux qui avaient appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle et à ceux qui soutiennent maintenant son action (ce qui vise, particulièrement, MM. Jean-Marie Rausch, maire de Metz, et Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre, deux ministres barristes).

Il est confortable, pour le PS, de pouvoir imputer au PCF l'absence d'accord national entre les deux partis et considérer que la portée politique de l'union municipale, là où elle sera reconduite — vraisemblablement dans la grande majorité des communes — est réduite. C'est si confortable qu'on est tenté de créditer, rétrospectivement, M. Mauroy — qui a eu avec M. Marchais, dimanche soir, une entretien impromptu de trois quarts d'heure — d'une grande habileté dans le traitement du problème : dans un premier temps, M. Mauroy, soutenu par l'indignation de tous les courants socialistes après les manquements du PCF à la règle du désistement mutuel lors des élections cantonales, exige bruyamment des dirigeants communistes une explication préalable à tout accord pour les élections municipales.

Dans un deuxième temps, le PCF ayant fait connaître son refus d'un accord, le PS réaffirme avec insistance qu'il tient à l'union. Dans un troisième temps, débarrassé de l'hypothèque que faisait peser sur l'« ouverture » la nécessité de reconduire l'alliance municipale avec les communistes, le PS peut adapter sa tactique, localement, en fonction du rapport des forces entre lui-même, le PCF et une éventuelle composante centriste.

Le danger existe, cependant, de voir le PCF mener la guérilla à outrance contre les socialistes partout où ceux-ci seront en difficulté ou bien là où ils auront une chance de gagner une municipalité au détriment de la droite. Comme l'observe M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, député du Rhône, on a vu les élus communistes, lors de l'élection du président du conseil régional Rhône-Alpes, refuser leurs voix au candidat socialiste sous prétexte que M. Michel Durafour avait annoncé qu'il voterait pour lui. « *Voilà qu'ils prétendent sélectionner non seulement nos candidats, mais nos électeurs !* », s'indigne M. Queyranne.

Les dirigeants socialistes escomptent, certes, une pression interne de ceux des maires communistes qui se rangent dans le camp des « reconstructeurs », contre ce que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a appelé, le lundi 7 novembre, la tentation du « *tableau de chasse* ». En tout état de cause, ils vont s'efforcer de maîtriser les tactiques municipales appliquées dans chaque ville, ce qui a toute chance d'être plus difficile pour le PS, parti où s'expriment les différences locales et de courant, que pour le PCF, dont la direction a une longue pratique de la centralisation.

PATRICK JARREAU.

M. Mauroy : le souci que la gauche soit majoritaire

Voici le texte de la lettre que M. Pierre Mauroy a adressée, le 4 novembre, à M. Georges Marchais :

« Monsieur le secrétaire général,

» Le Parti socialiste veut constituer des listes municipales rassemblant la gauche, et qui soient le reflet de la majorité présidentielle telle qu'elle s'est constituée le 8 mai dernier.

» Ces listes seront donc ouvertes à ceux qui soutiennent l'action du président de la République et du gouvernement.

» Le Parti socialiste est ainsi fidèle à sa volonté, constamment exprimée depuis des années, de prendre en compte les aspirations de nouvelles catégories sociales et au souci, qui doit être celui de toute la gauche, d'être majoritaire dans le pays.

» Nous aurions voulu constituer, dans le plus grand nombre possible de villes, des listes communes avec les communistes, dès le premier tour, à l'issue d'une discussion entre nos deux partis, menée sur le plan national, et prolongée dans les départements et les communes.

» Il résulte de la conversation qui a eu lieu entre Paul Laurent et Marcel Debarge [NDLR : le 26 octobre], que vous refusez l'idée même d'un accord national. Vous en assumez la responsabilité, car ce n'est pas notre point de vue.

» Dans ces conditions, des listes communes seront présentées au premier tour s'il y a accord local. Sinon, l'accord se fera au second tour sur la base des résultats primaires.

» Vous conviendrez qu'il n'y a pas d'autre solution dès lors qu'un accord national n'a pas été souhaité par votre parti.

» Je vous prie d'agréer, Monsieur le secrétaire général, l'assurance de mes sentiments les meilleurs. »

Marseille : M. Pezet confirmé

Nouvelle étape dans le cheminement de M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, vers la candidature à la mairie de Marseille, avant la convention nationale du PS qui doit désigner, les 12 et 13 novembre, les têtes de listes socialistes aux municipales : une convention fédérale extraordinaire du PS a adopté, lundi 7 novembre, à l'unanimité, les désignations de douze « premiers des socialistes » pour les villes de plus de vingt mille habitants que compte le département.

Outre la confirmation de M. Pezet pour la cité phocéenne la convention fédérale extraordinaire a ainsi choisi MM. Michel Vauzelle, député, pour Arels, Jacques Siffre, pour Istres, André Vallet, pour Salon-de-Provence, et Jean-Jacques Anglade, maire sortant, pour Vitrolles.

Dans tous les cas, souligne la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, les désignations concernent les « *premiers des socialistes* » et non les « têtes de listes », qui seront désignées ultérieurement. Restent à régler les cas des villes de trois mille cinq cents à vingt mille habitants, par négociations au sein de la fédération, et ceux des communes de moins de trois mille cinq cents habitants, par le choix des sections locales.

La nouvelle confirmation de la position de M. Pezet intervient alors que le maire sortant de Marseille, M. Robert Vigouroux, vient une nouvelle fois de réitérer (*le Monde* du 22 octobre) sa volonté de se porter candidat aux élections municipales de mars 1989.

Toulouse : Mᵉ Lévy, transfuge du MRG

TOULOUSE
de notre correspondant

Les socialistes toulousains ont choisi Mᵉ Jacques Lévy, rocardien, un avocat de quarante-trois ans, pour conduire en mars prochain l'assaut du Capitole, la mairie de Toulouse, que dirige M. Dominique Baudis (CDS). Mᵉ Jacques Lévy, qui n'est adhérent du PS que depuis 1986, a été préféré par les militants à M. Robert Loïdi, député de fraîche date, appartenant à la mouvance fabiusienne, qui pouvait arguer pourtant de son militantisme ancien et de ses responsabilités à la tête du comité de ville du PS.

En accordant au cours du vote une confortable avance au moins chevronné, les adhérents toulousains du PS ont cherché à valoriser une image d'eux-mêmes qui se veut humaniste, conciliante, héritière d'une certaine rondeur radicale, et dont Mᵉ Lévy est crédité. A tort ou à raison, son challengeur, M. Loïdi apparaît plus comme un apparatchik.

La poussée des classes moyennes à Toulouse et dans son agglomération, les nouvelles aspirations de ces populations moins soucieuses d'idéologie que de pragmatisme gestionnaire, imposaient probablement au PS une telle adaptation.

Ancien président régional du MRG — il fut candidat contre M. François Doubin à la présidence du mouvement, — M. Lévy adhère au PS en 1986, « *comme militant de base* », précise-t-il. Fondateur du collectif des droits de l'homme en 1985, il a assis toute son action publique sur la défense des libertés.

Nombreux sont toutefois les socialistes, Toulousains qui rêvaient d'une autre confrontation et croyaient que M. Lional Jospin, député de la septième circonscription — avant de devenir ministre, — serait candidat à la mairie. En choisissant M. Lévy, le PS fait un aveu implicite : la conquête du Capitole sera tâche très difficile. Mais si en mars prochain son candidat obtenait mieux que les 36 % de M. Gérard Bapt en 1983, il ferait coup double : il conforterait la position du PS dans une ville où les socialistes reviennent de loin et gagnerait son bâton de maréchal au sein de son propre parti.

GÉRARD VALLÈS.

Le déraillement de l'express Luxembourg-Paris

L'aiguillage auquel on ne devait pas toucher

Neuf morts et treize blessés, tel est le bilan définitif de l'accident ferroviaire survenu, lundi 7 novembre, en gare d'Ay (Marne), où l'express Luxembourg-Paris, mal aiguillé, a heurté une draisine sur une voie de service où travaillait une équipe d'ouvriers.

Ce nouvel accident, le septième de l'année 1988 pour la SNCF, relance le sujet de la sécurité dans les transports en commun. Une enquête judiciaire a été ouverte ainsi qu'une enquête administrative.

AY (Marne)
de notre envoyée spéciale

En temps normal, il n'y a pas de travaux sur la ligne Reims-Epernay. L'express 358 en provenance de Luxembourg, via Reims, passe à 120 kilomètres à l'heure en gare d'Ay et ne s'arrête plus avant Paris. Grâce à la modernisation entreprise par la SNCF, le Luxembourg-Paris pourra faire des pointes à 160 kilomètres à l'heure dans deux ans.

Normalement, la voie de garage qui part sur la droite, juste avant l'entrée en gare, est inutilisée. L'aiguillage manuel qui y conduit est verrouillé d'une agrafe cadenassée et personne n'y touche sans autorisation. D'habitude, un système de sécurité permet de signaler, par exemple à un express, une erreur d'aiguillage au niveau de l'embranchement; il a été démonté il y a plusieurs semaines puisque la voie n'est plus que rarement empruntée.

Le lundi 7 novembre, tout va de travers. Il y a des travaux et du brouillard. Les travaux ont commencé depuis le lendemain de la Toussaint, mais les perturbations vont en s'accentuant et les usagers ont été prévenus par un avis placardé sur la porte de la gare : *« Par suite des travaux les 7, 8, 9, 10, 14 et 15 novembre, les trains normalement reçus quai 1 seront reçus quai 2, entre 10 heures et 17 h 30. »* Soixante-dix trains traversent tous les jours cette banlieue d'Epernay (Marne).

Rien, ce lundi n'est comme d'habitude. A cause des travaux, la voie de garage a repris du service, mais pas le dispositif de sécurité. Une draisine doit l'emprunter pour venir chercher un aiguillage neuf entreposé dans un hangar et destiné à la gare d'Epernay. Toute la semaine précédente, le véhicule a stationné sur la voie principale entre deux trajets. Ce lundi, il s'immobilise sur la voie de garage. Le train 358 qui, la même semaine, a circulé sur la voie de gauche, emprunte celle de droite.

Un peu avant 9 heures, un cheminot, – *« le plus haut gradé du secteur de l'équipement sur place »*, comme l'indique le directeur général de la SNCF, M. Jean Costet, – demande l'autorisation d'entrer sur la voie de garage avec la draisine et donc d'ouvrir l'aiguillage. D'habitude, Reims commande les autorisations mais, à la faveur des travaux, la SNCF a introduit la *« prise en mains locale »* : c'est le poste d'aiguillage d'Epernay qui est responsable. Selon la direction de la SNCF, Epernay n'a pas répondu, ce qui, aux termes du règlement, équivaut à un refus.

Une « neutralisation » oubliée

Seule l'enquête permettra peut-être de comprendre la suite des événements de ce lundi brumeux. A 10 h 15, non seulement la draisine se trouve illégalement sur la voie de garage, mais surtout, l'aiguillage n'a pas été refermé. Il a fallu pour le « déneutraliser » environ vingt minutes et trois clefs mais quelqu'un a oublié ou n'a pas eu le temps de le remettre en position. L'express qui arrive à son allure de croisière de 118 kilomètres à l'heure est alors précipité sur la voie de service. Il emporte la draisine et les ouvriers qui attendent l'autorisation d'emprunter la voie principale, à l'intérieur et autour du véhicule, après avoir fini, selon leurs collègues, de charger le matériel. Une dizaine d'ouvriers viennent de quitter les lieux. Quelques-uns sont toujours abasourdis, six heures après l'accident. *« Tous ceux qui étaient là auraient pu y rester. »*

Au bout de ces extravagances, les pompiers d'Ay, de Reims et d'Epernay relèvent neuf morts. Quatre cheminots, dont deux pères de famille nombreuse, et cinq travailleurs immigrés, quatre Algériens et un Marocain, employés par l'entreprise de sous-traitance Fourchard et Renard, de Bar-le-Duc. Les quatre cents passagers sont secoués par un tremblement de terre mais le choc est tout de même amorti par le wagon postal, en tête, juste derrière la locomotive qui s'est couchée sur le ballast. Le choc est extrêmement violent, en revanche, pour les ouvriers, dont plusieurs resteront coincés entre l'express et leur motrice. Les sauveteurs passeront une partie de l'après-midi du 7 novembre, à chercher à extraire, à l'aide d'une grue, ce qu'ils craignent être les restes d'une dixième victime. On apprendra, à la tombée de la nuit, qu'il s'agit d'un fragment d'un corps déjà recensé.

« Ni la signalisation, ni la mécanique, ni la locomotive ne sont en cause », dira le directeur-général de la SNCF dans la conférence de presse d'après-catastrophe présidée par le PDG, M. Jacques Fournier. Nul doute, c'est une erreur humaine. Le « gradé » de la section d'équipement de Reims, responsable de l'opération « draisine », n'a pas pu être interrogé par sa direction, tellement il était *« choqué »*, selon M. Costet, et son anonymat a été préservé. Le ministre des transports Michel Delebarre, qui est également passé sur place dans l'après-midi, a reçu les syndicats dans la gare et promis de les associer à l'enquête interne qui sera menée parallèlement à l'information judiciaire.

L'erreur, donc, est humaine et l'accident d'un type suffisamment exceptionnel, selon la SNCF, pour que M. Costet puisse affirmer que des experts ne l'avaient jamais envisagé parmi leurs scénarios-catastrophes. *« Des installations fermées et rouvertes exceptionnellement, il en existe des centaines sur le territoire français »*, a indiqué M. Fournier.

CORINE LESNES.

« Nous maîtrisons mieux la technique que les évolutions sociales »

nous déclare le président de la SNCF

Au soir de l'accident d'Ay, le président de la SNCF, M. Jacques Fournier, reconnaissait dans l'entretien qu'il nous a accordé que l'erreur humaine à l'origine du drame mettait en cause toute la SNCF.

« A Ay comme à la gare de Lyon et à la gare de l'Est, il semble que l'erreur humaine soit à l'origine de la catastrophe, n'est-ce pas ?

– Je ne peux l'affirmer à ce stade des enquêtes qui ont débuté. Nous sommes seulement sûrs que le train Luxembourg-Paris a été dévié sur une voie de service parce qu'un aiguillage était ouvert alors qu'il n'aurait pas dû l'être.

» L'équipe chargée de manœuvrer la draisine a bien demandé l'autorisation "d'ouvrir" l'aiguille entre 10 heures et 16 heures pour aller chercher du matériel. Mais cette autorisation n'a pas été donnée, probablement parce que le service compétent attendait pour ce faire le passage du train qui a été accidenté.

» Qu'il y ait erreur humaine ne change rien. Notre entreprise est comptable de cette erreur que ses rouages, ses règlements et son fonctionnement tout entier auraient dû prévenir et parer à temps.

– La multiplication des catastrophes ferroviaires ne signifie-t-elle pas que le mal est profond et que le système culturel de la SNCF est à revoir de fond en comble ?

– Je pense qu'il existe effectivement un problème culturel dans l'entreprise SNCF. Je constate aussi que les accidents ferroviaires se répètent. Y a-t-il un lien de cause à effet entre les deux ? Je ne crois pas qu'il faille généraliser, mais je comprends que certains le fassent.

» Il est exact que cette maison a un problème d'adaptation à la société qui l'entoure. Pour accroître la sécurité, il faut que nous nous tournions vers l'emploi d'automatismes et que nous aidions les hommes à faire face aux situations d'urgence. Mais les hommes ne sont plus formés de la même manière qu'autrefois. Ils ne répondent plus aux mêmes impulsions. Ils n'ont plus les mêmes idéaux. Il nous faut prendre en compte ces impératifs en sachant que la SNCF maîtrise beaucoup mieux la technique que ces évolutions socio-culturelles...

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

La SNCF aliénée

LA SNCF... fout le camp. On dira, bien sûr, qu'elle demeure le mode de transport le plus sûr et qu'avec soixante-huit morts depuis le début de l'année l'insécurité ferroviaire peut encore rendre des points à celle de la route, qui a vu la mort d'environ neuf mille personnes depuis janvier. On dira que tous les accidents de l'année 1988 ne lui sont pas imputables. On dira...

Ces arguments ne valent plus. La répétition de fautes humaines à la gare de Lyon, à la gare de l'Est et à Ay met gravement en cause le fondement même du chemin de fer qui, dans l'inconscient collectif, est la sécurité. On pardonne aux trains de ne pas arriver à l'heure, pas de dérailler ou d'entrer en collision. Or la coupe déborde, car tous les symboles de la SCNF ont failli : le « chef de gare », en 1985, à Flaujac, en envoyant deux trains à la rencontre l'un de l'autre ; le « conducteur », en 1985, à Argenton-sur-Creuse, et en 1988, à la gare de Lyon et à la gare de l'Est, en n'appliquant pas les règlements ; et cette fois l'« aiguilleur » est en cause à Ay, même si l'agent responsable des fausses manœuvres ne manœuvrait pas d'aiguillage en temps ordinaire.

Gageons que les enquêtes sur cet accident feront apparaître les mêmes éléments que les enquêtes ouvertes après les catastrophes de juin et d'août. On découvrira que plusieurs causes ont contribué à la collision et au déraillement du Luxembourg-Paris, qu'une signalisation provisoire aurait dû protéger l'aiguillage, qu'on aurait dû attendre une autorisation pour manœuvrer celui-ci et qu'il aurait dû être refermé après le passage de la draisine.

On incriminera le fossé qui sépare les différents métiers de la SNCF : car on ne se parle guère entre l'équipement et le matériel, le matériel et la signalisation, la signalisation et la traction ; enfermée dans sa logique et ses règlements, chaque fonction ne s'occupe que de ses affaires, ce qui laisse des lacunes dans le dispositif sécuritaire.

Les docteurs Diafoirus

On redécouvrira que les cheminots, endormis par le train-train quotidien et réglementaire, et dépossédés de leurs responsabilités par une hiérarchie pesante, ne savent pas gérer les situations *« perturbées »*, comme ils disent dans leur jargon. Ils n'ont plus ni les réflexes ni le simple bon sens qui sauvent. On notera qu'il est inévitable que les cheminots de 1988 soient plus laxistes dans l'application des règles, puisque la société française accepte sans trop broncher que les limitations de vitesse sur route et les feux rouges soient de moins en moins respectés. Qui vole un œuf vole un bœuf. Les plus indulgents ou les plus syndicalistes comprendront la démotivation d'agents mal payés et mal formés à des tâches tellement parcellisées qu'elles en deviennent inintéressantes.

Le mal est profond. La SNCF n'est plus vraiment maîtresse d'elle-même. Elle doute de ses objectifs. Elle n'arrive pas à s'adapter à son temps. Elle s'affole des conseils contradictoires de tous les docteurs Diafoirus qui la pressent de faire plus ou moins ou mieux. Et le signe le plus éclatant de cette *aliénation* est l'*insécurité* croissante sur les voies ferrées françaises.

A qui la faute ? A vous et à moi, qui exigeons de la Société nationale, notre bien à tous, qu'elle développe le TGV tout en desservant toutes les gares de notre enfance ou de nos besoins de vacances, qu'elle assume sans faillir les pointes de la fin de semaine et du 1er août et qu'elle conserve des tarifs bas. Nous n'hésitons pourtant pas à lui préférer notre voiture parce qu'elle est tellement plus valorisante !

La faute aux chefs petits et grands de la SNCF, qui ont confondu culpabilisation et responsabilisation et qui n'informent pas leurs troupes du pourquoi et du comment parce que c'est compliqué et qu'ils l'ignorent souvent eux-mêmes. Incapables d'animer et de tracer des perspectives de carrière à leurs hommes, ils se réfugient derrière le sacro-saint règlement.

La faute aux grands directeurs, qui ont hypertrophié la technique qu'ils maîtrisent si bien et délaissé les hommes qu'ils n'ont pas appris à aimer diriger.

La faute aux présidents successifs de la SNCF, qui n'ont pas su parler vite et clair au monde cheminot pour lui faire comprendre que le chemin de fer ne pouvait vivre seulement d'équilibre budgétaire et que sa mission au service d'un public exigeant demeurait intacte, même si elle était appelée à s'adapter profondément.

La faute aux syndicats, hostiles à cette adaptation nécessaire aux automatismes comme aux gains de productivité et aux désirs des voyageurs ; cela remettrait en cause les avantages acquis. Il est tellement plus facile de demander des effectifs supplémentaires.

La faute aux gouvernements de droite et de gauche, qui fixent la politique salariale, les effectifs, les investissements et les tarifs de la SNCF tout en exigeant qu'elle se comporte comme une « véritable » entreprise et qui, depuis 1985, l'ont dangereusement déstabilisée en chassant inconsidérément ses présidents sous l'empire de caprices de politiciens.

Devant tant de gâchis, on ne sait que pronostiquer. Qui osera jurer qu'aucun train ne brûlera plus un seul feu rouge alors que cela se produit à la cadence d'une fois tous les deux ou trois jours ? Qui redonnera aux cheminots confiance en eux-mêmes ? Qui les mobilisera ? Il faudra beaucoup de qualités, d'autorité, de persuasion et de persévérance à M. Jacques Fournier, président de la SNCF, mais aussi à son tuteur, M. Michel Delebarre, ministre des transports, pour tirer la société nationale de la crise où elle se débat au lendemain de la catastrophe d'Ay.

AL. F.

Un couple disparu en forêt de Fontainebleau vainement recherché depuis plus d'une semaine

Malgré un dispositif de recherches associant, depuis plus d'une semaine, sept cents gendarmes et soldats, un jeune couple de Parisiens n'avait toujours pas été retrouvé, mardi 8 novembre, en forêt de Fontainebleau. M. Gille Naudet, employé de banque, et son amie Anne-Sophie Vandamme, assistante sociale, tous deux âgés de vingt-cinq ans, ont disparu avec leur chien depuis le 31 octobre, dans le secteur des Trois Pignons de la forêt de Fontainebleau, où leur voiture a été retrouvée sur le parking des Feuillardières, en bordure de la départementale 409, près d'Arbonne-la-Forêt (Seine-et-Marne).

L'hypothèse d'une chute dans une faille rocheuse n'est pas totalement écartée. Les deux jeunes gens peuvent, en effet, avoir été victimes d'un éboulement rocheux, comme le furent deux enfants dans un autre secteur de la forêt, il y a une dizaine d'années.

Les enquêteurs qui étudient très soigneusement les témoignages recueillis n'excluent pas non plus le tir d'un braconnier (un sanglier abattu vraisemblablement illégalement a été découvert) ni l'hypothèse d'une agression.

Pour leur part, les parents des jeunes gens ont porté plainte, samedi 5 novembre, *« contre X... pour séquestration »*.

JUSTICE

Le maire de Carcassonne porte plainte après le détournement de 71 millions de francs

CARCASSONNE
de notre correspondant

Le maire RPR de Carcassonne, M. Raymond Chesa, a porté plainte, lundi 7 novembre, contre X... auprès du procureur de la République, M. Jean-Jacques Silvestre, dans l'affaire du détournement de 71 millions de francs destinés à la réalisation d'un centre international de séjour (*le Monde* daté 6-7 novembre). La mairie de Carcassonne s'était portée garante de l'emprunt contracté par M. André Orta au nom de l'association bordelaise Aquitaine loisirs international auprès de la Caisse des dépôts et consignation et de la Caisse d'épargne de Carcassonne. Or l'argent aurait en fait servi à financer un village de vacances en Guadeloupe et un hôtel à Paris.

Au cours d'une conférence de presse réunie, lundi après-midi, M. Chesa a mis en cause les établissements bancaires concernés.

A propos des 71 millions de francs qui n'avaient toujours pas été rendus à Carcassonne comme M. Orta l'avait promis au procureur, M. Chesa est catégorique : *« Les Carcassonnais n'auront rien à payer puisque la nature de l'objet de la caution a été détournée. »* Autrement dit, selon lui, la ville n'est pas concernée par le remboursement des annuités.

BERNARD REVEL.

● **Légère hausse du nombre des détenus au 1er novembre.** – 45 352 personnes (43 244 hommes et 2 108 femmes) étaient détenues au 1er novembre dans les prisons de la métropole, ce qui représente une très légère augmentation (1,30 %) de la population pénale par rapport à la situation établie au 1er octobre (44 761 détenus). Cette population pénale se répartit comme suit : 23 861 condamnés et 21 491 prévenus, pour un total disponible de 32 500 places environ.

Au Conseil de l'Europe

Les déboires de M. Dobbertin

Le comité des ministres des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe, qui siège à Strasbourg, vient de considérer que M. Rolf Dobbertin n'était pas fondé à invoquer une violation de la convention européenne des droits de l'homme dans la procédure instruite contre lui en France. Ressortissant de la République démocratique allemande, M. Dobbertin avait été inculpé en 1979 d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère. Installé en France, il était accusé d'avoir livré à son pays d'origine des documents scientifiques confidentiels.

Il s'était plaint auprès de la commission européenne des droits de l'homme d'avoir été détenu six jours sans inculpation selon le régime en vigueur à l'époque de la Cour de sûreté de l'Etat et de n'avoir pas été jugé dans un délai « raisonnable ». M. Dobbertin avait été incarcéré « provisoirement » quatre ans et trois mois.

La commission avait estimé par dix voix et une abstention qu'il y avait bien eu, sur ces deux points, violation de la convention européenne des droits de l'homme. Mais le dossier était ensuite passé par le filtre du comité des ministres où siègent les ambassadeurs accrédités auprès du Conseil de l'Europe. Le 29 septembre ce comité a finalement débouté M. Dobbertin, vient de faire savoir l'un des avocats de ce dernier, Me Yves Lachaud, du barreau de Paris. L'instruction de l'affaire Dobbertin a été reprise récemment, après maintes péripéties judiciaires, par un magistrat d'Amiens, M. Jean-Michel Stoltz.

Société

Une campagne du Secours catholique contre la pauvreté

La solidarité à l'affiche

Le Secours catholique, qui a obtenu le label « grande cause nationale 1988 », lance, mardi 8 novembre, avec la collaboration de nombreux médias, une campagne de solidarité sur le thème : « Déchaîne ton cœur ! ». Un sondage SOFRES, publié à cette occasion, indique qu'une majorité de Français est sensible à la pauvreté et soucieuse de la combattre.

« Mesdames, messieurs, pardonnez-moi de vous importuner. Je suis chômeur, j'ai un enfant de deux mois... » Les voyageurs de ce train de banlieue lèvent les yeux au ciel. Il ne se passe plus de jour sans qu'un jeune mendiant au verbe haut ne vienne les faire frémir, d'émotion ou d'agacement, à l'heure de la fermeture des bureaux. *« Je ne vous demande pas la charité,* poursuit l'orateur, *mais un emploi. À défaut, mesdames, messieurs, j'aimerais avoir un ticket-restaurant ou quelques francs... »* Des pièces tintent dans les porte-monnaie. Le candidat à l'emploi les empoche, remercie, puis va sagement s'asseoir en queue du wagon, en attendant la prochaine station...

Il faut être sourd ou aveugle, dans une grande ville comme Paris, pour ne pas percevoir l'explosion de cette nouvelle mendicité. Aux clochards de toujours, qui faisaient la quête devant les églises, aux femmes yougoslaves qui allaitaient leur bébé en tendant la main, sont venus s'ajouter d'innombrables jeunes chômeurs, souvent insistants, parfois même agressifs, qui jouent sur tous les registres de la mauvaise conscience des autres.

Le mot « pauvreté » a refait son entrée dans le vocabulaire. Mais, pour les Français, ce n'est pas seulement un mot, une notion abstraite : 34 % des personnes interrogées par la SOFRES déclarent connaître personnellement des pauvres et 18 % côtoient des gens susceptibles de le devenir. En d'autres termes, un Français sur deux est directement en contact avec les victimes – réelles, potentielles ou présumées – de ce fléau.

Pour sensibiliser à la pauvreté ceux qui ne le sont pas encore et inciter l'ensemble des Français à la solidarité, le Secours catholique a choisi de frapper un grand coup. Le label « grande cause nationale » ne lui permettait-il pas de bénéficier d'un certain nombre de publicités gratuites sur les ondes ? Partant de là, ses animateurs sont allés beaucoup plus loin qu'ils ne l'imaginaient eux-mêmes.

Fondé en 1946, reconnu d'utilité publique en 1962, le Secours catholique est aujourd'hui la première association humanitaire de France (Croix-Rouge exceptée) : 63 000 bénévoles, 8 cités secours et un budget de 570 millions de francs. L'an dernier, il a répondu à 710 000 appels à l'aide, trois fois plus qu'en 1980. Ses actions débordent les frontières de l'Hexagone puisqu'il fêtera, en janvier prochain, son cent millième projet de développement dans le tiers-monde.

Une valeur en hausse

La campagne *« Déchaîne ton cœur ! »* n'est pas de l'autopromotion. *« Il ne s'agit pas de mettre le Secours catholique sur le devant de la scène,* affirment ses animateurs. *C'est la lutte contre toutes les formes de pauvreté et la création de nouvelles solidarités qui doivent devenir la grande cause nationale ».* Cette campagne veut pousser à l'action sans être pour autant un énième appel de fonds. Elle vise plus particulièrement les quinze-trente-cinq ans, avec une triple originalité.

D'abord, l'ampleur. Le Secours catholique s'est assuré 270 passages à la télévision, 780 spots à la radio et de nombreux placards publicitaires dans la presse écrite. Tous gratuits. Ses affiches couvriront plus de 33 000 panneaux, sans compter le concours des 22 000 pharmaciens de France, chez lesquels sera disponible sa revue à 3 170 000 exemplaires.

La deuxième originalité de cette campagne est le ton. Cinq agences de communication avaient été sollicitées à titre bénévole. Le choix s'est porté sur Robert et Partners, auteur du célèbre *« Un verre ça va, trois verres, bonjour les dégâts ».* Les messages sélectionnés ont un caractère dynamique et insolite, avec une pointe d'humour : *« Comment un cultivateur peut cultiver la solidarité ? »* ou *« Comment avoir besoin de ceux qui n'ont plus rien ? »* L'acteur Richard Bohringer, qui a prêté sa voix pour les spots de radio, lancera, par exemple : *« Vous verrez, une bonne bagarre contre le chômage, ça vous maintient un cadre en forme »* ; ou encore : *« Si tu connais un handicapé qui adore la musique, le foot ou le ciné, comme toi, tu peux lui filer un coup de main ; il suffit de faire marcher tes jambes... »*

Enfin, cette campagne se caractérise par les gestes de solidarité qu'elle propose. Des gestes simples, efficaces, à la portée de chacun. Douze exemples concrets sont donnés, qui ont le mérite d'être déjà appliqués ici ou là : une fois par semaine, des jeunes étudiants accompagnent chez eux des enfants en difficulté pour les aider à résoudre leurs problèmes scolaires ; dix familles s'associent pour prendre en charge un chômeur en fin de droits, lui assurer la moitié du SMIC, en échange d'heures de travail, en attendant de lui trouver un véritable emploi...

Les Français sont apparemment plus sensibles qu'on ne le croit à cet état d'esprit. Le sondage SOFRES indique que la solidarité est une valeur en hausse, bien mieux placée que la patrie, la religion ou le progrès, et presque à égalité avec la liberté individuelle. Une majorité en perçoit aussi bien la dimension individuelle que la dimension sociale et politique. Invitée à dire qui devrait jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, la plupart des personnes interrogées citent, à la fois, l'Etat, les associations humanitaires et *« chacun d'entre nous ».*

Pour André Aumonier, président du Secours catholique, *« il est urgent d'inventer le voisin du troisième type ; ni voisin Clochemerle, qui épie le moindre geste de celui qui est dans la gêne ; ni voisin Saint-Bernard, qui entend faire le bonheur des autres malgré eux ; mais celui qui dépanne sans humilier, rend espoir à celui qui est près de renoncer et qui finit par faire bouger les bureaucraties ».*

Le fondateur du Secours catholique, Mgr Rodhain avait résumé l'esprit de cette solidarité de voisinage il y a bien des années, quand la pauvreté n'était pas encore « nouvelle » et que l'on ne faisait pas appel à des agences de communication pour la combattre : *« Ayons de grands desseins, mais commençons par d'humbles gestes. »* Le paradoxe, aujourd'hui, est qu'on ne peut promouvoir efficacement d'*« humbles gestes »* qu'en entrant, haut et fort, dans le grand tintamarre publicitaire...

ROBERT SOLÉ.

Présentées par M. Chirac

Trente mesures d'aide aux Parisiens démunis

Mesures sociales pour les Parisiens, suite : deux semaines après avoir annoncé la création d'une carte Paris-Santé, destinée à *« faire des plus démunis des assurés sociaux à part entière »* (*le Monde* du 26 octobre), M. Jacques Chirac a présenté, mardi 8 novembre, un ensemble de trente autres mesures en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés. Ces propositions seront examinées et, à coup sûr, adoptées par le conseil de Paris, qui se réunira en séance extraordinaire le lundi 14 novembre.

La carte Paris-Santé visait à simplifier et faciliter l'accès aux soins. L'effort nouveau (230 millions de francs prélevés sur le budget de la Ville de Paris), qui prendra effet au 1er janvier 1989, s'attachera à rapprocher les services sociaux des besoins des Parisiens et à donner aux exclus, aux personnes âgées, ou minées par la solitude ou le handicap, ainsi qu'aux familles nombreuses, le moyen de mieux vivre.

Dans cet esprit, les trente mesures annoncées vont d'une permanence téléphonique, « Allo social », à la sonorisation des feux tricolores aux carrefours, à l'exemple de plusieurs grandes villes étrangères. L'expérience tentée dans le 12e arrondissement sera étendue au 19e et 20e : les mères qui se rendront au service social trouveront à leur disposition une mini-garderie, qui s'occupera de leurs enfants pendant qu'elles attendront et s'expliqueront aux guichets.

La garde des enfants est d'ailleurs, avec le logement, l'un des problèmes majeurs pour les familles à Paris. Le maire fait valoir que, lorsqu'il est arrivé à l'Hôtel de Ville en 1977, les crèches collectives ou familiales offraient 5 200 places ; il en recense 14 200 aujourd'hui ; il en promet 3 500 supplémentaires avant six ans. Ce qui correspondrait à l'ouverture d'une crèche nouvelle tous les mois, au cours du prochain mandat. Pendant ce même laps de temps, 1 000 assistantes maternelles seront recrutées et formées. Les projets de crèches familiales, associatives, « non-stop », ouvertes en soirée et pendant les week-ends, seront aidés, et des locaux mis à la disposition des parents, groupés en association.

Les familles de trois enfants bénéficient à Paris de la carte Paris-famille. Les avantages qu'elle procure seront étendus. Par exemple, l'allocation de 2 000 F par an qui l'accompagne couvrira un plus grans nombre de dépenses couvertes : inscription à l'université, cantines dans les collèges et les lycées et non plus seulement dans les écoles, dans les établissements proches de Paris et non plus seulement parisiens.

La notion d'enfant à charge, prise en compte pour l'attribution de cette carte Paris-famille – attribution qui ne pose aucune condition de ressources – sera assouplie ; ce n'est plus le vingtième anniversaire de l'aîné qui servira de seuil ultime mais les vingt-cinq ans s'il poursuit ses études. Un enfant infirme donnera les mêmes droits, quel que soit son âge.

Déséquilibre sociologique

Les mères avec un laudeau, les enfants, les vieillards, les aveugles, rencontrent mille embûches dans leurs déplacements sur les trottoirs de la ville. Dans huit cas sur dix, les marchés et les mairies leur ont déjà été rendus plus accessibles, comme 75 % des bibliothèques et 60 % des musées. Tous les tourniquets à l'entrée des jardins ont été supprimés et 4 816 bordures de trottoir ont été abaissées. 5 millions de francs seront consacrés en 1989 à parachever ces aménagements et à installer, par exemple, des feux sonores.

Maintien à domicile des personnes âgées et des handicapés : c'est aussi la préoccupation affichée par la Ville de Paris. Les enfants ou petits-enfants qui souhaiteraient accueillir chez eux leurs parents ou grands-parents âgés de plus de soixante-quinze ans recevront une allocation de 1 000 F par mois ; à condition que l'aïeul ne dispose pas mensuellement de 10 000 F ou plus et que la famille d'accueil ne paie pas plus de 15 000 F d'impôts. 3 millions de francs serviront à livrer des repas à domicile pour les vieillards et 2 millions à augmenter le nombre des transmetteurs pour assister à distance les personnes isolées.

Ce « train de mesures » contribuera à soulager le sort et la vie quotidienne des Parisiens les plus défavorisés. Il complète un arsenal déjà bien fourni d'aides et de secours que la capitale ne ménage pas à ses habitants modestes. Paris s'efforce ainsi de compenser, pour partie, les effets néfastes nés du déséquilibre sociologique de sa population. Ville prospère, où résident les plus riches de ses enfants, la capitale offre aux 10 % de mal lotis qui l'habitent une meilleure assistance que les autres grandes villes françaises.

CHARLES VIAL.

★ Téléphone : « Allo social », ouvert tous les jours, de 9 heures à 22 h 30, 40-27-98-00.

DÉFENSE

La Belgique commande des missiles anti-aériens Mistral

La Belgique a confirmé sa commande au constructeur français Matra de 714 missiles légers anti-aériens de type Mistral. Le contrat a été signé par le ministre belge de la défense, M. Guy Coeme, et il représente un marché de 3,54 milliards de francs belges, soit 588 millions de francs français.

Le ministre belge a qualifié ce contrat d'*« exemplaire »* à double titre : la Belgique avait pris des engagements concernant ce matériel en juin 1985, alors que celui-ci se trouvait encore dans sa phase de recherche. De son côté, Matra s'est engagé à fournir une compensation pour le montant total du marché selon la répartition suivante : 52,8 % au bénéfice d'entreprises flamandes ; 39,4 % au profit de sociétés wallonnes et 7,8 % dans la région bruxelloise.

Pour les trois quarts du montant, cette compensation prendra la forme de coproductions basées sur une hypothèse de fabrication de 30 000 missiles. Les 25 % restants seront fournis sous forme de contreparties économiques.

Capable, à la vitesse de Mach 2,5, d'intercepter des avions et des hélicoptères à 5 ou 6 kilomètres de portée, le missile Mistral conçu par Matra est adaptable sur des blindés, sur des bâtiments de guerre, sur des avions ou des hélicoptères de combat. Il est également portable à dos d'homme pour des unités d'infanterie.

L'armée française a déjà commandé, en juin dernier, 2 300 missiles Mistral, et l'Italie a prévu d'en acquérir, selon des modalités de coproduction comparables à celles de la Belgique.

La France est prête à accroître son aide militaire à l'Arabie saoudite et à l'Egypte

Au Caire, où il est arrivé, lundi 7 novembre, en visite officielle, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que la France était prête à aider au renforcement de la défense aérienne de l'Egypte et à coopérer dans les domaines de l'entraînement et des télécommunications militaires.

Il a aussi évoqué la perspectives de manœuvres militaires communes en Méditerranée. M. Chevènement devait être reçu par le chef de l'Etat égyptien, le maréchal Moubarak.

Le ministre de la défense venait de faire un séjour officiel, depuis la fin de la semaine dernière en Arabie Saoudite. Il a été reçu par le roi Fahd, auquel il a remis un message de M. François Mitterrand. Avec son homologue saoudien, M. Chevènement a discuté de l'éventualité de l'achat, par Ryad, à la France, de nouveaux bâtiments de guerre, après l'acquisition de quatre frégates porte-hélicoptères et de pétroliers.

Il a, d'autre part, expliqué que la France n'avait pas, l'intention de réduire sa présence navale dans l'océan Indien et dans le Golfe persique, après le départ du porte-avions *Clemenceau.*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

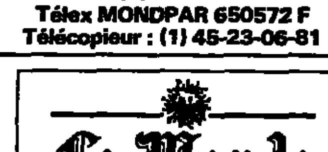
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.



Holger, premier au Salon

« Je ne suis pas du tout un spécialiste, mais j'ai un faible pour l'électronique et l'informatique. » Cette inclination – et le fait d'avoir fait un stage de six mois à Hewlett-Packard Lyon – a valu à Holger Ehnes de remporter à l'unanimité le premier prix d'un concours organisé pour les étudiants par la Fédération des Salons spécialisés, pour un mémoire sur « Les Salons informatiques français. Quelle stratégie pour les exposants ? » Lauréat doublement méritant, puisque cet étudiant de l'ESCAE de Reims, qui l'a emporté sur des concurrents des meilleures écoles de gestion de l'Hexagone, est allemand.

Né en 1964 à Schwabach, petite ville de Bavière, il s'est présenté, après le baccalauréat, à la filière franco-allemande mise en place par le CESEM (Centre d'études supérieures européen de management) de Reims et la Fachhochschule de Reutlingen, près de Stuttgart. Deux années d'études en Allemagne, puis deux en France, et il se retrouve avec deux diplômes (un de chaque nationalité). S'installera-t-il en France ou en Allemagne ? Il ne sait pas trop et ne se fait guère de souci pour son avenir. *« Ce qui compte actuellement pour les entreprises allemandes, c'est d'avoir un diplôme allemand. Elles connaissent mal les écoles françaises. Mais de plus en plus elles cherchent des gens connaissant les langues étrangères et ayant une expérience de mobilité. C'est pourquoi les diplômes mixtes sont de plus en plus appréciés. Ils offrent aux entreprises à la fois une ouverture internationale et la sécurité. »*

En attendant de se décider pour l'un des bords du Rhin, Holger Ehnes a mis une troisième corde à son arc, en allant préparer un MBA au Bentley College de Boston. Il a toutefois interrompu ses études quelques jours, pour venir recevoir, mercredi 9 novembre à Paris, son prix de 30 000 francs, des mains de M. François Doubin, ministre du commerce et de l'industrie.

F. G.

Fédération française des Salons spécialisés, 22, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 42-25-05-80.

● Electronique et industrie

L'Ecole supérieure d'électricité propose, du 5 janvier au 8 décembre 1989, une formation, sanctionnée par un diplôme, Electronique et systèmes industriels. Niveau bac + 5.

ESE, plateau de Moulon, 91192 Gif-sur-Yvette Cedex. Tél. : 69-41-80-40.

● Fête de l'IPAG

La nuit de l'Institut de préparation à l'administration et à la gestion (IPAG) aura lieu mardi 15 novembre à la mairie du neuvième arrondissement de Paris.

IPAG, 184, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 42-22-08-55.

● Elections américaines

Le débat sur les conséquences des résultats des élections américaines, organisé par l'université américaine de Paris, aura lieu mercredi 9 novembre à 16 heures, 31, avenue Bosquet, Paris-7e.

ENVIRONNEMENT

● **Des employés de Sandoz accusés de négligence après l'incendie de Bâle.** – Au terme de l'enquête préliminaire menée après l'incendie, le 1er novembre 1986, d'un entrepôt du groupe chimique suisse Sandoz à Schweizerhalle, près de Bâle (Suisse), des plaintes ont été déposées contre sept employés de l'entreprise, dont l'ancien responsable de la sécurité, le commandant des pompiers de l'usine et deux fondés de pouvoir. Ils sont accusés de « négligence » pour avoir laissé des ouvriers couvrir de bâches de plastique soudées au feu des sacs de bleu de prusse, qui se sont consumés lentement avant de provoquer l'incendie. – (AFP.)

● **Les Mines de potasse d'Alsace gagnent en appel contre les Pays-Bas.** – La cour d'appel de Colmar a infirmé, lundi 7 novembre, une ordonnance de référé du tribunal de Mulhouse condamnant les Mines de potasse d'Alsace à verser 2 millions de francs de provision aux Pays-Bas pour compenser la pollution saline du Rhin (*le Monde* daté 4-5 septembre).

ARTS

Deux expositions d'art africain

Quand le Louvre s'ouvrira-t-il aux « primitifs » ?

La Fondation Dapper, qui fait un excellent travail à Paris en présentant régulièrement des expositions consacrées à l'art africain, ne peut suffire à tout. Il serait temps d'ouvrir le Grand Louvre aux arts dits primitifs. Félix Fénéon le réclamait voilà soixante-dix ans. C'est chose faite au Metropolitan Museum de New-York.

Tout Parisien qui a la passion ou simplement la curiosité de l'art africain est bien obligé de fréquenter les cimaises de la Fondation Dapper. Cet organisme affiche une politique cohérente, semble avoir un point de vue – contesté par certains – sur l'art de ce continent, et organise, pratiquement seule à Paris, des expositions régulières. Elle occupe une place que n'a pas su ou voulu prendre le Musée de l'Homme, endormi dans sa poussière, ni le Musée national des arts africains et océaniens (MNAAO), exilé sans moyens à la périphérie de la capitale.

La récente exposition mise sur pied par ce dernier, « Cameroun, art et architecture », illustre à l'excès ses limites. Le sujet abordé est trop vague, trop vaste, avec des relents de salle Pleyel (« Le Cameroun, une Afrique en miniature »). On a tenté de combler ses manques par une nuée de documents photographiques qui masquent les quelques objets intéressants, comme le trône du roi Bamoum Njoya, récemment reconstitué dans son état initial. Enfin, le mélange des genres (art, architecture, religion, sociologie, etc.) nous ramène à une époque révolue. Le MNAAO porte le titre de musée d'art, et l'art africain n'a décidément plus besoin des béquilles de l'ethnologie occidentale pour se tenir debout.

Les masques conservent une fonction sociale

C'est pourtant aussi la tentation de la Fondation Dapper, qui veut explorer la mythologie tschokwé à travers la production artistique de ce peuple. Celui-ci vit aux confins du Zaïre, de l'Angola et de la Zambie et a développé l'un des arts les plus remarquables du continent africain. Mais la qualité des objets rassemblés et la sobriété de la présentation permettent, au visiteur qui le désire de faire l'économie des savantissimes propos qui encadrent le catalogue signé par des spécialistes incontestables comme Luc de Heusch ou Marie-Louise Bastin.

Parmi les quelques chefs-d'œuvre rassemblés ici, une figure de Tshibinda Ilunga prêtée par le Kimbell Art Museum de Fort-Worth (Texas). L'ancêtre mythique des Tschokwés, dont la Fondation Dapper nous propose deux autres versions, est représenté, comme toujours, debout, nu en tenue de chasseur, le corps ramassé sur lui-même, les jambes légèrement fléchies, le menton volontaire. L'œuvre est impressionnante de puissance contenue. Sa coiffure en coque, assemblage savant de volutes, courbes et contre-courbes, couronne la statuette comme celle des effigies de chefs figés dans la même attitude.



Figure de Tshibinda Ilunga-H

Les artistes tschokwés étaient au service de l'aristocratie locale, mais leurs talents étaient également prisés par les Lundas, leurs puissants voisins. Ils sculptaient donc les insignes du pouvoir, comme ces sceptres ornés de figurines. Ils s'employaient aussi à travailler certains objets de la vie courante : sifflets de chasse, pipes, tabatières, lits, appuis-tête ou chaise. Les Tschokwés se bornent aujourd'hui à confectionner les masques qui ont encore une fonction dans la société. Certains d'entre eux sont même destinés à être détruits après les cérémonies qui ont présidé à leur élaboration. Ainsi, ce heaume kalelwa gris, strié d'un rouge violent, en écorce et raphia, porté au moment de la circoncision, ou ce masque cikunza, interminable tour pointue polychrome, fait de matériaux divers (écorce, branchages, résine), porté au cours des mêmes initiations. Le pwo, masque de danse masculin, incarnation de l'ancêtre féminin, est modelé en bois. Le plus étonnant, d'un réalisme tempéré par une géométrie apaisée, a été prêté par le Musée de Luanda.

Bien sûr, ici comme ailleurs, les artistes tschokwés ne limitent par leur art à un simple naturalisme ou à un fonctionnalisme simplet. Même si la plupart de ces pièces sont façonnées en fonction d'une exigence précise, leur beauté n'est en aucun cas un élément surajouté. La signification de l'œuvre n'épuise en rien sa réalité esthétique. La vieille idée défendue par Griaule qui voulait que pour l'Africain noir la beauté soit *« l'adéquation de l'objet à représenter à ce pour quoi il est créé »* repose sur une vision sommaire et pour le moins paternaliste de l'art. Mais ce raisonnement, adopté en France par les meilleurs esprits, a permis aux conservateurs des musées d'art de refuser leurs salles à ces « primitifs ». Ce n'est pas un hasard si le Louvre a pu invoquer naguère – avec succès – mille bonnes raisons pour refuser les pièces africaines qu'on voulait lui confier. A l'heure où l'on définit les ultimes attributions des espaces du « plus grand musée du monde », il serait désolant de ne pas trouver les mètres carrés nécessaires à l'exposition permanente de quelques-uns de ces chefs-d'œuvre d'Afrique ou d'Océanie. Il y a belle lurette que le Metropolitan Museum de New-York a satisfait à cette exigence. Dès 1920, Félix Fénéon réclamait pour eux une place au Louvre. Soixante-dix ans plus tard, sera-t-il enfin entendu ?

EMMANUEL DE ROUX.

★ « Cameroun, art et architecture », Musée national des arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Jusqu'au 13 février 1989.

★ « Figures tschokwés », Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Jusqu'au 30 janvier 1989.

MUSIQUES

« Anouch » à l'Opéra de Marseille

Scènes de la vie d'Arménie

Donné plus de six cents fois à Erevan, chanté en grec à Istanboul, en arabe à Bagdad, Anouch, *de Tigranian, fut à sa création, en 1912, le premier opéra arménien. Un genre en soi.*

Arrivés par la Méditerranée dès l'époque de Colbert, les Arméniens sont aujourd'hui, à Marseille, environ quatre-vingt mille. Soit par rapport à l'ensemble de la population locale (8 %), un pourcentage bien supérieur à la moyenne nationale (0,5 % environ). Ce qui explique sans doute que, en prévision des municipales, une armada d'élus marseillais (rien moins que MM. Vigouroux, d'ailleurs président d'honneur de la Fondation, Gaudin, Pezet et Tessier) se soient, vendredi 4 novembre, retrouvés à l'Opéra.

Jacques Karpo, directeur de l'établissement, s'était fait aider par la Fondation Aram Katchatourian pour monter à sa manière aventureuse (son précédent coup d'éclat était le *Mefistofele*, de Boïto) *Anouch*, d'Armen Tigranian.

Une surprenante nouveauté

Ce nom ne figure pas dans nos dictionnaires de musique. Et même s'il a été donné des centaines de fois à Erevan, très souvent à Moscou et à New-York, à Calcutta et à Montréal (où fut effectué un enregistrement), puis à Paris, peu après Marseille (déjà) en 1970, cet opéra, destiné par son auteur à la *« conservation de l'authenticité nationale »*, constitue pour le mélomane non arménien une pure et simple découverte, une surprenante nouveauté.

On nous dit qu'Armen Tigranian, né dans la province de Chirag, d'où sont partis les plus grands troubadours arméniens, songeait à créer ce genre à part alors qu'il étudiait encore à Tiflis. *« L'opéra arménien,* écrivait-il, *ne doit pas répéter l'opéra européen. Il doit être original, national, accessible et apprécié par le peuple. »* Une chose est sûre, Tigranian a trouvé une solution originale à la question qu'allaient se poser bien des compositeurs à forte couleur nationale comme les Hongrois Bartok et Kodaly, ou le Tchèque Janacek : comment ne pas trahir le génie d'une langue et les traditions musicales d'une contrée en les faisant passer par le style « hôtel international » de l'opéra à grand spectacle ?

« La musique populaire, voilà la source principale d'inspiration de l'artiste », devait répondre, un peu comme tout le monde alors en Europe centrale, le musicien arménien. *Anouch* en donne néanmoins une traduction peu banale : on croit entendre, pour l'essentiel, de la musique traditionnelle orchestrée à l'européenne. Danses à cinq temps et une levée ; longues mélopées modales sur un tétracorde incluant obstinément la seconde augmentée (intervalle de la mélancolie s'il en est) : chœur rappelant parfois de très près des tournures rythmiques et mélodiques employées par Moussorgsky et issues du folklore ou de la liturgie.

Une variante de Roméo et Juliette

Peu d'ingrédients supplémentaires, en vérité. L'apport pittoresque d'une flûte, d'un cor anglais, certaines situations traditionnellement associées à l'opéra italien (récitatifs, credo du traître), amènent comme involontairement sous la plume du compositeur une tournure de phrase « à l'européenne » : montées chromatiques, brusque accord de neuvième, alors même que l'un des airs suivants va s'achever sans cadence, comme à court d'inspiration. Pendant cinq actes, augmentés d'un prologue et d'un épilogue, l'œuvre évite pourtant la monotonie sans moduler, mais sans cesser de varier, comme cela se passe dans la musique improvisée, des formules très typées, toutes simples, et dramatiquement pleines d'efficacité.

On peut reconnaître dans le livret (adapté par l'auteur lui-même d'un poème de Toumanian) l'éternel mélodrame des amants sacrifiés aux coutumes ancestrales et aux luttes familiales : une variante de Roméo et Juliette. L'essentiel, pour un familier de cette culture, est peut-être dans ce qu'il y reconnaît d'authentiquement ethnique : la tristesse toujours prête à ternir les scènes d'allégresse populaire ; un certain fantastique bucolique, avatar peut-être de vieux mythes agrestes.

Et puis cela, qui explique l'atmosphère particulière des représentations marseillaises : les Arméniens de la dispora chantent encore les grands airs d'*Anouch* comme s'il s'agissait de leur folklore. Un folklore pourtant entièrement inventé par Armen Tigranian.

ANNE REY.

★ Dernière représentation, mardi 8 novembre, 20 h 30. Mis en scène par Narek Dourian, dirigé par Ogan D'Narc, *Anouch* est interprété dans le rôle-titre par Fabienne Chanoyan, jeune soprano française à la voix pleine de promesses.

Ventes

America first

Il y a tout juste un an, ceux qui avaient prédit, après le krach de Wall Street, la chute du marché de l'art en général – et celui de la peinture contemporaine en particulier – étaient légion. Il n'en a rien été. *« En revanche, depuis un an et demi on assiste à un retournement de tendance*, note Hugues Joffre, expert de Sotheby's. *Le krach a mis en évidence la fin de la domination de ce marché par les Américains. Celui-ci bénéficie aujourd'hui de l'intérêt des Japonais et des Européens, découragés jusque-là par un dollar trop élevé. »* Les Américains, cependant – collectionneurs fortunés, fondations, musées et banques, – conscients de la raréfaction des pièces majeures sur le marché, surenchérissent.

Du 9 au 11 novembre, New-York va vivre au rythme de la peinture contemporaine américaine (surcotée aux Etats-Unis, nationalisme oblige), grâce à une série de ventes aux enchères de haut niveau, organisées par Sotheby's et Christie's. Les collections Ganz et Tremaine serviront de locomotives. Victor Ganz, outre six superbes toiles de Picasso de 1923 à 1960, met en vente deux tableaux de Robert Rauschenberg. Ce dernier marie les genres : dripped painting, collages, poster politique, bandes dessinées, photos en noir et blanc d'actualité. Son *Rebus* (1955) est estimé à près de 21 millions de francs. Plus « modestement », *Winter Pool*, qui met en scène peintures, papier, mouchoirs, ruban adhésif transparent, tissu, métal, boutons et une échelle de bois qui relie les deux morceaux de toile, devrait partir pour 6 à 9 millions de francs.

Rauschenberg et Johns, tous deux découverts par Léo Castelli, le célèbre marchand d'art, à une époque où les Pollock étaient déjà trop chers, produisent peu. Les prix s'en ressentent : depuis la vente de quelque trente toiles contemporaines en 1973 par Robert Scull, propriétaire des taxis jaunes new-yorkais, les prix se sont multipliés de quinze à vingt fois. A cinquante-huit ans, Jasper Johns, qui s'est fait connaître il y a trente ans par ses drapeaux américains, ses lettres de l'alphabet, ses cibles et ses chiffres, est encensé par la critique et consacré par les musées du monde entier.

Il est représenté ici par des toiles majeures, dont le parcours devrait rassurer n'importe quel acheteur. A commencer par *White Flag* (entre 30 et 48 millions de francs), drapeau américain passé à l'encaustique, qui annonce sa période monochrome, ou *Grey Rectangles* (plus de 9 millions de francs) et *Screen Piece II* (près de 4 millions de francs) de la collection Ganz. Enfin, avec *False Start*, la couleur reprend ses droits : une explosion de rouge, bleu, jaune et orange vifs, ponctuée d'inscriptions au pochoir. Son prix : plus de 25 millions de francs.

De Kooning, Kline, Newman, Rothko, et bien sûr Pollock, les grands expressionnistes abstraits seront également présents. *Frieze*, de Jackson Pollock, un mélange coloré de peinture, d'émaux et d'aluminium sur toile, devrait battre tous les records de l'artiste : 30 millions de francs, un prix déjà atteint en mai dernier à New-York par une de ses toiles, de la même veine.

Les « bandes dessinées » de Roy Lichtenstein sont toujours prisées : *Sailboats III* est estimé à 3 millions de francs, un amusant service à thé décoré d'après l'artiste : 90 000 francs et ses « Marilyns » : 10 millions de francs. La cote d'Andy Warhol ne fléchit pas : ses 40 billets rouges de deux dollars (900 000 F) ou son hamburger noir sur fond jaune (60 000 F). Depuis la disparition du maître du pop art l'an dernier, les prix de ses œuvres ont considérablement progressé.

Les œuvres des années 50 et 70 continuent de grimper, bénéficiant de la faveur des grosses fortunes épargnées par le krach. *« Un véritable collectionneur, qui peut dépenser 20 millions de dollars par an,* explique Hugues Joffre, *préfère aujourd'hui acheter de très bons tableaux d'art contemporain – américains d'abord – plutôt que des impressionnistes de second rang. »*

ALICE SEDAR.

★ *Ventes :* Christie's à New-York : les 9 et 10 novembre (collection Tremaine). Sotheby's à New-York : les 10 et 11 novembre (collection Ganz).

Culture

Veillée d'armes autour de l'Opéra de la Bastille

Daniel Barenboïm, oui ou non ?

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, les autorités actuelles et les milieux musicaux critiquent vivement le contrat léonin consenti à Barenboïm le 5 mai 1988 (trois jours avant l'élection présidentielle), qui lui alloue un salaire mensuel de 297 000 F, auquel s'ajoutent les cachets des vingt-cinq représentations qu'il dirigera chaque année, à raison de 192 000 F chacune, soit une rémunération coquette pour l'année de 8,364 millions de francs (2).

Avec un tel traitement, il serait bien entendu impossible de résister aux exigences des chanteurs, des metteurs en scène et des décorateurs, sans parler des négociations avec le personnel. Il faut qu'on sache que la programmation telle qu'elle est prévue et les contrats en cours de signature mènent à un coût intolérable pour la collectivité ; l'Etat ne pourra suivre. On est effaré en pensant que l'expérience Liebermann n'a pas suffi à vacciner l'Etat français...

Tant que le verrou Barenboïm n'aura pas sauté (soit qu'il accepte d'être soumis à l'autorité du directeur général, comme directeur musical ou premier chef invité, soit qu'il s'en aille), la situation restera bloquée.

Revoir la programmation

D'autres nominations devront intervenir rapidement, en particulier celle d'un directeur commercial capable de mettre au point un système moderne de billetterie, location, abonnement, et de préparer la prospection méthodique de l'immense clientèle potentielle (dix millions d'habitants dans la région parisienne !) qu'il s'agit d'informer et d'apprivoiser.

Il faudra aussi sans trop attendre nommer un responsable pour la salle modulable, afin de mettre au point le programme définitif des travaux pour ce théâtre de mille cinq cents places.

Le nouveau directeur général aura à revoir au plus vite la programmation des trois premières saisons, telle qu'elle a été définie devant la presse en avril et qui fut une complète déception.

Absence d'idées nouvelles, manque d'imagination, cela ressemblait à une « rétrospective de l'époque Liebermann » ou à un festival combiné Bayreuth-Salzbourg comme en proposent pour les happy few les organisations de voyages lyriques : *Don Giovanni, les Noces de Figaro, Cosi, Tristan, Parsifal*, dirigés par Barenboïm, *Pelléas* et *Moïse et Aaron*, par Boulez, des mises en scène wagnériennes par Kupfer et Schavernoch, mozartiennes par Chéreau et Peduzzi, et puis *Madame Butterfly, la Dame de pique* (qui devaient être montés par Ponnelle, décédé depuis), *Carmen, Otello, Salomé*. Pour toute nouveauté parisienne, *les Soldats*, de Zimmermann, et une œuvre de Berio (à écrire)...

Pas un seul opéra vraiment populaire, en dehors de *Carmen*, aucun Verdi avant la troisième année, un dédain marqué pour la pléiade des metteurs en scène français de talent (Chéreau excepté), les chœurs de l'Opéra payés à ne rien faire, ou tout comme, aucune ouverture sur un répertoire un peu original. Ah ! le bel opéra « nouveau »...

Et avec tout cela, des prévisions d'un malthusianisme désolant : on avançait pour la troisième année cent vint représentations par an ! Ce n'était vraiment pas la peine d'abandonner Garnier qui en donne autant...

Un Beaubourg de l'opéra

Il s'agit donc de recentrer le projet sur ses données initiales. Le nouveau président, Pierre Bergé, a les épaules solides, la connaissance des problèmes, aussi bien artistiques que financiers, l'enthousiasme nécessaire. Il a surtout à nos yeux le mérite de vouloir gérer l'Opéra de la Bastille exactement comme il a été conçu : un « théâtre national populaire » capable d'attirer un vaste public (quelque 750 000 places offertes en année pleine) pour lequel on donnera deux cent cinquante représentations par saison dans la grande salle (et deux cents, plus tard, dans la salle modulable, heureusement remise à flots, tant pour l'opéra baroque que pour la création contemporaine).

L'ambition de Pierre Bergé, comme de Jack Lang et des promoteurs depuis le début, est en définitive de faire de la Bastille un « Beaubourg de l'opéra », une maison ouverte de 9 heures du matin à minuit, un lieu de culture, de rencontre et d'animation, grâce aux possibilités offertes par un programme d'architecture considéré comme une exceptionnelle réussite par les experts internationaux.

Ajoutons que Pierre Bergé n'est pas suspect de démagogie et sait apprécier les grandes voix à leur juste valeur, comme le prouvent ses « Lundis de l'Athénée » où défilent les plus célèbres stars mondiales. Mais il sait que l'Opéra de la Bastille ne peut se gérer comme un festival permanent, qu'il doit offrir des productions nombreuses, de haute qualité, sans pour cela mobiliser automatiquement les moutons à cinq pattes qui font la pluie et le beau temps dans les marques de disques et chez les impresarios, et que le premier devoir d'un directeur est de s'opposer aux folies des décorateurs (voire des couturiers...) qui mettent en péril l'équilibre d'un théâtre pour leur seule gloire.

On n'oubliera pas que d'autres décisions attendent le président des théâtres de l'Opéra de Paris, en particulier celle de l'autorité au palais Garnier, réservé désormais à la danse : nommé directeur général par le précédent gouvernement, Jean-Albert Cartier n'a été depuis ni confirmé ni déplacé (mais peut-être viendra-t-il à la Bastille ?), tandis que Rudolf Noureev piaffe en réclamant un contrat et les pleins pouvoirs !

Quant à la salle Favart, repêchée à la dernière minute, il faudra encore attendre pour connaître sa destination, aucune subvention de l'Etat n'étant, semble-t-il, prévue pour son fonctionnement. Peut-être en viendra-t-on à chercher un concessionnaire.

JACQUES LONCHAMPT.

(2) Selon *Die Deutsche Bühne*, revue allemande du théâtre, de juillet 1988, à titre de comparaison, Wolfgang Sawallisch gagne, à la tête de l'Opéra de Munich, 70 000 F par mois et touche 100 000 F par représentation qu'il dirige. De son côté, Claudio Abbado se contente de 94 000 F par soirée...

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Vivement la peine de mort !

1 La connaissance inutile

C'est ainsi que nous comprenons le suffrage universel : il ne doit y avoir, en France, que des battus, sauf les battus. Même si le oui est largement majoritaire (j'écris ces lignes, le samedi 5, la veille du scrutin), ce oui, par rapport au nombre des inscrits, semblera un échec. Et le non, lui, qui sera calculé par rapport au total des votants et qui aura l'avantage d'être soutenu, dans le commentaire des résultats : 1. par le vote des abstentionnistes « actifs », ceux qui se seront dérangés dimanche pour dire qu'ils se méfient d'un référendum qui n'est pas organisé par leur parti habituel ; 2. par la masse des abstentionnistes traditionnels ; 3. renforcée depuis les dernières cantonales par celle des abstentionnistes qui en ont ras le bol de voter à propos de questions qui ne les intéressent pas alors qu'ils souhaiteraient qu'on s'occupe enfin des problèmes des seuls Français de France, pourra apparaître par contraste comme un relatif succès, en admettant même que le non — sait-on jamais ? — n'ait pas la majorité.

En effet, à force de répéter depuis des semaines que le taux d'abstention sera l'unique vainqueur de ce référendum, que les Français s'en foutent, que les élections succèdent aux élections et que ça commence à bien faire, que le oui va l'emporter haut la main faute de combattants, mais que ce n'est pas là la question, que le oui demandé est trop complexe, cache des choses, que ce oui n'est pas le oui qu'il aurait fallu nous proposer, qu'il y a réellement des oui plus importants sur terre avant de devoir s'occuper de celui du 6 novembre, que, pour finir, ceux qui auraient voté oui, découragés par l'insignifiance de leur oui, risquent de s'abstenir, dans le même temps où ceux qui n'ont pas encore admis que Chirac ne fût pas président de la République, passant outre aux consignes embarrassées de leur parti, votent non, se rappelant après tout que leur candidat, le soir de sa défaite et malgré la tradition, n'avait pas souhaité bonne chance au président qui venait d'être réélu et qu'en votant non, c'est comme si Chirac avait de nouveau ses chances.

Il me faut vous avouer maintenant que la première phrase de mon papier, qui est excellente — et n'allez pas me dire que vous vous en seriez douté ! — n'est pas de moi mais d'André Frossard (et de son « Cavalier seul », *le Figaro* du 5 novembre), qui ajoute que l'opposition d'alors faisait systématiquement le coup au général de Gaulle. *« Quand il obtenait la majorité des inscrits (...), on dénonçait aussitôt le plébiscite, et le résultat du scrutin n'engageait plus personne. »* Le pire n'étant pas toujours le plus sûr, il est probable que lorsque vous lirez ces lignes le résultat des élections sera conforme à ce qui avait été annoncé, que le oui l'aura emporté, loin derrière les abstentionnistes passifs ou actifs, redevenus, toutes tendances confondues, le premier parti de France.

C'est dans cette perspective que l'abstention ahurissante du fougueux RPR trouve sinon sa justification, du moins sa raison d'être. Que voulez-vous qu'il fît d'autre, le pauvre ? Chirac, c'est l'évidence, s'il n'avait pas été battu comme il l'a été, il y a quelques mois à peine, s'il ne se sentait pas responsable de Pons, ce brave homme du Lot, astucieux à l'ordinaire, et qui a eu la malchance de se conduire en Nouvelle-Calédonie comme les anciens gouverneurs généraux socialistes, les Naegelen, les Lacoste, se conduisaient en Algérie en patriotes finauds, fiers de l'œuvre colonisatrice française et la défendant avec d'autant plus d'acharnement qu'ils avaient à se laver du soupçon que leurs galons de brigadiers de gauche faisaient peser sur eux, Chirac, pour tout dire, s'il avait été à l'origine de ce référendum, de cette poignée de main entre Lafleur et Tjibaou mais il aurait voté oui plutôt deux fois qu'une, il aurait fallu l'arrêter, l'impétueux garçon, pour l'empêcher de jumeler sa Corrèze avec la Nouvelle-Calédonie. Quant aux militants du Rassemblement, à force de recevoir depuis une dizaine d'années des baffes à la place des lendemains qui chantent qu'on promet, ils auraient eu tendance à se rencogner dans un non têtu qui aurait servi de vieille couverture à leur frilosité.

Le titre du dernier essai de Jean-François Revel, *la Connaissance inutile*, aurait pu leur servir de programme. Le parti qui se réclame du gaullisme quand il n'est pas au pouvoir — et cette façon de se conduire remonte à la nuit de la Quatrième République — est contre tout abandon, tout recul de notre souveraineté et soupçonne les usurpateurs qui s'agitent sur le devant de la scène de toutes les lâchetés, quitte à tout brader lui-même quand le jour de gloire est arrivé et que l'Algérie, par exemple, risque de gêner les grands desseins. L'abstention volontaire, quasiment nietzschéenne, lors du référendum avait ce mérite pour Chirac, outre qu'il masquait les divisions de son parti, de métamorphoser une dérobade en victoire électorale, la première depuis longtemps. Si l'on rasait les murs, c'était avec la majorité des Français, comme en 40 ! Et n'avait-on pas pour s'abstenir la caution de l'amiral ? Je ne doute pas un instant de la sollicitude du général pour son fils, il suffit de lire sa correspondance. Mais, compte tenu des interventions intempestives de Philippe de Gaulle, ces derniers temps, je me dis que l'amiral a eu beaucoup de chance d'avoir de Gaulle pour père, car s'il ne l'avait pas eu, s'il avait écouté sa nature, celle qui s'exprime maintenant, ce n'est pas à Londres qu'il se serait retrouvé, ou sur une héroïque corvette de la France libre, mais au fond de la baie de Toulon avec la flotte française et ses amiraux dont la fière devise en 1942 était : sabordage et abstention sont les deux mamelles de la marine qui ne se rend pas.

2 Les Kanaks de France

Heureusement qu'il y a un marché à Choisy devant la cathédrale, le dimanche matin. J'y prends toujours *le Journal du dimanche*, dont le vendeur, un gentil Tunisien, donne de la gaieté à notre journée par ses souhaits. Aujourd'hui, il était absent quand je suis passé. Et c'était une dame accorte, du moins forte en gueule, qui le remplaçait. Elle faisait partager sa colère à une dame plus âgée. J'étais distrait et j'allais m'enfoncer dans le marché couvert quand je réalisai qu'elles étaient en train de parler du référendum que j'avais complètement oublié. La commère n'était pas pour : *« A quoi ça sert ? On n'y comprend rien. Comme si l'on n'avait que ça à faire que de s'occuper de Calédonie ! Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher ! »* On ne pouvait vraiment pas dire qu'elle avait l'abstention joyeuse ou indifférente. Je ne crois pas qu'elle était RPR le moins du monde. Son indignation devant ce vote venait du fond du cœur.

Quant à la vieille dame qui avait respecté en silence le flux verbal de la marchande d'occasion, elle profita que cette dernière me rendait la monnaie pour ponctuer : *« Encore si c'était pour la peine de mort, on se dérangerait ! »* Cette dernière réplique dite avec gourmandise sous ce beau soleil froid de novembre me détourna provisoirement des oranges, des filets de truite et de la tarte aux abricots qui étaient sur ma liste pour me faire retrouver le chemin du devoir, la rue Auguste-Blanqui et son école maternelle. A 9 heures passées, la rue barrée par les travaux n'était pas encombrée ni l'école. C'était dimanche. En 1988, si je comptais ce référendum, j'avais voté cinq fois puisque à Choisy nous n'avions pas eu de cantonales. Et, si j'ajoutais 1958 où j'avais voté pour la première fois de ma vie en près de trente ans, six. Comme tous les nouveaux convertis, je mettais les bouchées doubles. Avec ma carte d'identité et ma carte d'électeur, j'offris en passant devant le bureau mon enveloppe : *« Nous n'avons pas besoin de votre vote »*, me dit l'un des assesseurs, pince-sans-rire — *« C'est l'émotion ! »* Du moins quand mon nom fut prononcé, me fut épargné le « Bernard-Ben Jamine », etc., du premier tour présidentiel !

Aux lecteurs qui pourraient se demander légitimement pourquoi je parle du référendum quand il est tiré, je répondrai, en ôtant respectueusement mon béret, que dans un journal comme *le Monde* c'est au directeur de prendre parti et qu'il l'a fort bien fait, et qu'à l'écrivassier il reste à tisonner la cendre, à tenter de deviner les motifs cachés du tapis, bref que son rôle, comme sa renommée, est négligeable. Et serait-elle cent fois plus forte qu'elle ne l'est, elle ne pourrait pas changer d'un iota ce qui va se passer dans les dix ans qui viennent en Nouvelle-Calédonie.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que les transports d'Ouvéa n'allaient pas dans la bonne direction. Ils ont eu pourtant ce mérite de réveiller les leaders des deux communautés et les plus sages de ceux qui les écoutent, de leur faire comprendre qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et Rocard aidant... Il y a quelque chose d'assez déchirant dans cette compréhension amusée de Lafleur et de Tjibaou à propos du vote des Français de la métropole, de notre vote : *« On vous comprend, on aurait préféré que vous votiez massivement oui. Mais vous avez vos problèmes politiques, vos susceptibilités, vos grèves, allez, on ne vous en veut pas, on sait bien que vous n'êtes pas la générosité même, pauvres caldoches, pauvres Kanaks, pauvres tribus de la métropole, prenez bien soin de vous ! »*

3 Vive le général ! (après le vote)

Pas de surprise, pas de quoi pavoiser. Vivement un référendum sur le rétablissement de la peine de mort pour redorer les couleurs de cette procédure ! De braves questions comme ça qui touchent les tripes de l'électeur. Mais la Nouvelle-Calédonie, c'est précieux, c'est de la dentelle, pourquoi pas un référendum sur Mallarmé ? On avait fini par s'intéresser à l'Algérie parce que c'était de l'autre côté de la Méditerranée, parce qu'on y avait des parents, parce que les départements français d'Algérie, ça faisait partie de l'école, parce qu'il y avait le contigent, parce qu'on avait cru que de Gaulle la voulait française, mais quand l'affaire s'était compliquée, tous ces atermoiements, ces attentats, ces années perdues, on n'avait plus qu'une idée : s'en débarrasser. Oui, mille fois oui aux accords d'Evian et qu'on n'en parle plus. La connaissance des erreurs passées n'est pas toujours inutile. Regardez le général Massu, il a voté oui. Et ce qu'il a dit à propos de son oui valait bien qu'il y ait référendum.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MÉFIE-TOI, MA FILLE. Au Bec Fin (42-96-29-35), 22 h.

TITANIC CABARET. Cave du Cloître (43-25-19-92), 18 h 30.

BENZO BLUES. Point Virgule (42-78-67-03), 18 h 30.

LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT, L'ÉPREUVE. Les Déchargeurs (42-36-00-02), 21 h.

LA TÉNÈBRE. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 20 h 30.

LES ESTIVANTS. Théâtre de l'Ombre qui roule (43-26-29-61), 20 h 30.

ARMISTICE AU PONT DE GRENELLE. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48), 19 h.

GEORGE DANDIN. Champigny-sur-Marne. Centre Gérard-Philipe (48-80-90-90), 21 h, 16 h 30.

HERODIAS. Gennevilliers. Salle Youri-Gagarine (47-90-35-07), 20 h 45.

TONTON ARTHUR. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 22 h.

HISTOIRE DU SOLDAT. Bagneux. Théâtre Victor-Hugo (46-63-10-54), 20 h 30.

K. VON G., d'après AUCUN LIEU. NULLE PART. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) 20 h 30.

LA PRÉSIDENTE. Théâtre des Variétés (42-33-09-92) (lun.) 20 h 30.

DJEBELS. Théâtre Artistic-Athévains (48-06-36-02), 20 h 30.

LE PLAISIR DE LA MUSIQUE. Palais-Royal (42-97-59-81), mardi à 14 h 30.

JOCK. Théâtre 13 (45-08-16-30), 20 h 30.

LE FAISEUR DE THÉATRE. Théâtre de la Ville (42-74-22-77), 20 h.

LE PRINCE DE HOMBOURG. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99), 20 h 30.

LE CAFÉ. Villejuif. Théâtre Romain-Rolland (47-26-15-02).

KLEIST OU LA MORT D'UN POÈTE. Châtillon. Théâtre. Petite salle (46-57-22-11), 21 h.

HOMME POUR HOMME. Créteil. Maison des arts (48-99-18-88), 20 h 30.

ÉCLATS DE RIRE AU MARTEAU. Cartoucherie. Théâtre du Soleil (43-74-24-08), 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Butoir : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ◇ Djebels : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◇ Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Souvenirs assassins : 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Simplement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 19 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Augmentation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). ◇ Eclats de rire au marteau ! : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle II. Le Bal de N'Dinga : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astérix : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 14 h 30 et 20 h 30. La Resserre. Henry Brûlard : ma vie : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revions dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Legs suivi par le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross : 21 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Anciennes Odeurs : 19 h. Voyance : 21 h. Salle II. Paroles d'or : 18 h 30. L'Annonce de Matthiah : 21 h.

FONDATION DE L'ALLEMAGNE (DEUTSCH DE LA MEURTHE) (42-38-09-13). Grande salle. ◇ Le pupille veut être tuteur : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille !... : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Aiguilleurs) : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 18 h 45. Le Festival de Cuculson : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Tokyo : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Paris-Nord, attractions pour noces et banquets : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoires : 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Métamorphoses d'une mélodie : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'Epreuve : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◇ André Schmitz : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Monte-Plats : 18 h 30. La Ténèbre : 20 h 30. ◇ Tonton Arthur : 22 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). ◇ Le Prince de Hombourg : 20 h 30.

Mardi 8 novembre

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Retours : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. Les Vamps : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). L'éléphant est tombé : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Le Plaisir de la musique Rencontres du Palais Royal : 14 h 30. Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Premières Fiançailles de Franz K. : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Le plus heureux des trois : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Dorothée : 20 h 45.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). ◇ K. von G., d'après Aucun lieu. Nulle part : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). ◇ Jock : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Arturo Ui : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Les Estivants : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◇ La Meute : 17 h et 20 h 30. ◇ L'Etranger : 20 h 30.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). ◇ Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu m'aimes combien ? : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Réveille-toi, Philadelphie : 20 h 30. Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30. M.I.T., Femme à la porte cochère : 18 h 30. Petite salle. Lettres d'une religieuse portugaise : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélémy : 19 h. Hélas, tant mieux ! : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Armistice au pont de Grenelle : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). ◇ La Présidente : 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Ce soir ou jamais (1961), de Michel Deville, 16 h ; l'Education de Rita (1983, v.o.), de Lewis Gilbert, 19 h ; Au revoir mon chéri (1971, v.o.), de Bei Jingrui, 21 h 15.

CENTRE POMPIDOU
GRAND FOYER

Vidéodanse : 200 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Paris-Jazz à la vidéothèque de Paris : Télé-Jazz : C. Escoudé, J.-C. Capon, R. Carter (1988) de Frank Cassenti, The Leaders (1988) de Frank Cassenti, 14 h 30 ; Concerts filmés : Michèle Rosewoman (1984) de Frank Cassenti, Dave Holland Quintet (1984) de Frank Cassenti, 16 h 30 ; Carte blanche... à Frank Cassenti, 18 h 30 ; Ciné-Jazz : Lettre à Michel Petrucciani (1983) de Frank Cassenti, Mistery Mister Ra (1984) de Frank Cassenti, 20 h 30.

Exclusivités

A BOUT DE COURSE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

ALTAZOR OU LE VOYAGE EN PARACHUTE (Fr., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'AMATEUR (Pol., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BIG (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE COMPLOT (Fr., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CROCODILE DUNDEE II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DEMAIN C'ÉTAIT LA GUERRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ETUDIANTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

FRANTIC (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA GUERRE DES TUQUES (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE HASARD (Pol., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES RUES DE MON ENFANCE (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL. Film américain de Taylor Hackford, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

CLASSIFIED PEOPLE. Film français de Yolande Zauberman, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA COULEUR DU VENT. Film français de Pierre Granier-Deferre : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA MAISON DE JADE. Film français de Nadine Trintignant : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PELLE LE CONQUÉRANT. Film danois de Bille August, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MALAVENTURA (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LES MODERNES (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MON AMI LE TRAITRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ONIMARU (Jap., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

L'OURS (Fr.-All.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PETITE REVANCHE (vénézuelien, v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 8 novembre

TF 1

20.40 Cinéma : Tu fais pas le poids, shérif ! □ Film américain de Hal Needham (1980). Avec Burt Reynolds, Jackie Gleason, Jerry Reed, Dom de Luise. **22.25 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Robert-André Vivien, ancien ministre, député et maire RPR de Saint-Mandé et rapporteur spécial du budget de la communication de la radio et de la télévision à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Avec le début de la nuit spéciale consacrée à l'élection présidentielle américaine. **23.25 Journal. 23.45 Nuit spéciale de l'élection présidentielle américaine.** Emission animée par Christophe Dechavanne et Dominique Bromberger à Paris, entourés d'Eddy Mitchell, David Hallyday, Valli et Simon Serfaty (directeur de l'Ecole des études internationales avancées de l'université John Hopkins à Washington). Jean-Loup Demigneux interviendra de Boston, au siège des démocrates, et Alain Chaillou, de Houston, au siège des républicains.

A 2

20.35 Cinéma : la Mort aux enchères ■ Film américain de Robert Benton (1983). Avec Roy Scheider, Meryl Streep, Jessica Tandy, Josef Sommer, Joe Grifasi. **22.05 Nuit spéciale de l'élection présidentielle américaine.** Emission en direct de l'hôtel Méridien de New-York, présentée par Christine Ockrent, entourée des envoyés permanents Paul Nahon, Jacques Abouchar, Claude Gaignaire, et des envoyés spéciaux Isabelle Baechler, Jacques Merlino, Christophe Martet. ▶ **22.20 Magazine : L'Amérique éclatée.** De Claude Chelli et Gilles de Maistre. Cinq visions de l'Amérique : les Noirs, les agriculteurs, la violence, la drogue, le mysticisme. **23.15 Election américaine** (suite). **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Magazine : Strophes. 0.00 Election américaine** (suite). **3.00 Variétés : Show Aretha Franklin. 3.50 Election américaine** (suite). **4.00 Série : Le juge et le pilote. 4.50 Election américaine** (suite). **5.00 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.). **6.00 Election américaine** (fin).

FR 3

20.30 Cinéma : Furie ■ Film américain de Brian de Palma (1978). Avec Kirk Douglas, John Cassavetes, Amy Irving. **22.35 Journal.** ▶ **23.00 Documentaire : Jean Monnet, un message pour l'Europe.** De Jean-Jacques Mallemanche et Jean-Marie Carzou. **0.00 Musiques, musique.** Semaine Nicolas Economu, pianiste : Quatrième ballade en fa mineur opus 52, de Chopin. **0.10 Documentaire : Blue jean.** Emission proposée par Dianel Friedmann. La saga du jean. **1.00 Espace 3 : Cinq minutes pour convaincre** (rediff.).

CANAL PLUS

20.30 Football. Coupe d'Europe de l'UEFA (match retour) : Bordeaux-Ujpest Dosza. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Des gens comme les autres** ■ Film américain de Robert Redford (1980). Avec Donald Sutherland, Mary Tyler Moore, Judd Hirsch (v.o.). **0.40 Cinéma : le Yacht de l'amour.** Film français classé X de Michel Ricaud (1982). Avec Monique Guru, Christine Chavert. **1.55 Cinéma : Tant qu'il y aura des femmes** □ Film français de Didier Kaminka (1987). Avec Roland Giraud, Fanny Cottençon, Marianne Basler.

LA 5

20.30 Téléfilm : U.S. marine. De Vittorio de Romero, avec Warren Flemming, Bianca de Lorean. **22.15 Spécial élection américaine. 22.30 Cinéma : Bienvenue Mr Chance** ■ Film américain de Hal Ashby (1980). Avec Peter Sellers, Shirley McLaine, Jack Warden. **0.00 Journal de minuit. 0.05 Bienvenue Mr Chance** (suite). **0.50 Spécial élection américaine. 3.00 Capitaine Furillo** (rediff.). **4.00 Série : Lou Grant. 5.00 Spécial élection américaine.**

M 6

20.35 Téléfilm : La force de l'amour. De Joseph Sargent, avec Mare Winningham, Phyllis Frelich. **22.25 Série : Le Saint. 23.15 Journal. 23.30 Magazine : M 6 aime** (rediff.). **0.20 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **1.05 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Feuilleton : Les Mohicans de Paris. 2.45 Feuilleton : Le dessous du ciel** (7e épisode). **3.00 Le glaive et la balance** (rediff.). **3.30 M6 aime** (rediff.). **4.25 Le glaive et la balance** (rediff.). **4.55 Documentaire :** *Le monde sauvage.* **5.25 Les Mohicans de Paris** (rediff.). **5.40 Le dessous du ciel** (rediff.). **5.55 Musique :** *Boulevard des clips.*

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier : Les énergies de renouvellement, éoliennes et photovoltaïques. **21.30 Autisme.** Le point en France en septembre 1988. **22.40 Nuits magnétiques.** Ecrans de rêve. Le jeune cinéma français des années 80. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** La vie en bleu : Memphis Slim.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 novembre en l'église Saint-Germain-des-Prés) : Ode funèbre, de Nikiprowetzki ; Symphonie n° 3, de Honegger par le Nouvel Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio-France, dir. David Robertson ; sol. : Mary Shearer, soprano, Jean-Marie Fréneau, baryton. **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.** Charles Munch. **1.00 Karlheinz Stockhausen.**

Mercredi 9 novembre

TF 1

20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée. Invités : Serge Gainsbourg, Sheila, Jean-Michel Jarre. **22.40 Magazine : Ex libris.** De Patrick Poivre d'Arvor. Sommaire : Expliquez-moi (Thierry Pfister) ; Exercice de style (Christiane Rochefort) ; Tête à texte (Virginie Coulloudon, Lilly Marcou) ; Exploration (Céline) ; Extérieur livre (Qu'est-ce qu'un prix littéraire ?) ; Exclamation (Gérard Depardieu) ; Extra et ordinaires ; Excellence ; Réflexions. **23.50 Journal et Météo. 0.10 Variétés : Wiz qui peut. De 0.55 à 6.27 Rediffusions. 0.55 Feuilleton : L'homme à poigne. 1.50 Feuilleton : Symphorien. 2.15 Documentaire : Histoire de la vie. 4.00 Musique. 4.15 Documentaire : Histoires naturelles. 5.35 Documentaire : Histoire de la vie.**

A 2

19.30 Journal et Météo. 20.00 Transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon. Cérémonie présidée par François Mitterrand, en présence de tous les chefs d'Etat des pays européens. **21.00 Téléfilm : L'inconnu de Florence.** De Charlotte Bingham et Terence Brady. Avec Marilou Henner, Daniel Massey, Sky Dumont. **22.40 Document : Herman S., mon père.** D'Helma Sanders Brahms. **23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : Alain Fondary.

FR 3

▶ **20.30 Théâtre : Henri IV.** Pièce de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean Vilar, avec Jean Vilar, Germaine Montero, Christiane Minazzoli, Jacques Lalande, Jean Topart, Jean-Paul Moulinot. **22.20 Journal et Météo. 22.45 Magazine : Océaniques.** Trotski, d'Alain Dugrand et Patrick Le Gall. 2. Exils. **23.55 Musiques, musique.** Spécial Nicolas Economu, pianiste ; première ballade de Chopin.

CANAL PLUS

20.05 Football. Les coulisses. **20.30 : Football.** Coupe d'Europe des clubs champions (match retour) : Monaco-Bruges. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : la Corde raide** ■■ Film américain de Richard Tuggle (1984). Avec Clint Eastwood, Geneviève Bujold, Dan Hedaya (v.o.). **0.35 Cinéma : Force G** ■ Film américain de Barry Brown (1980). Avec David Carradine, Jennifer O'Neill, Joseph Bottoms. **2.15 Magazine : Avance sur image.**

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Docteur Fischer de Genève. De Michael Lindsay-Hogg, avec James Mason, Greta Scacchi, Alan Bates. **22.35 Série : La loi de Los Angeles. 23.35 Supercopter** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter** (suite). **0.35 Boulevard Bouvard** (rediff.). **1.00 Orient-Express** (rediff.). **1.50 Le temps des as** (rediff.). **2.45 Journal de la nuit. 2.50 Seule à Paris** (rediff.). **3.00 Voisin, voisine** (rediff.). **5.00 Feuilleton : Le clan Beaulieu.**

M 6

20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Le loup de la nuit. Avec David Janssen. **21.55 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème « Un sang impur abreuvait nos sillons (l'épuration) », sont invités : Pierre-Henri Teitgen (ministre de la justice de 1945 à 1948), Philippe Buton (historien, chercheur au CNRS), Philippe Bourdrel (auteur de *l'Epuration sauvage)*, Henri Amouroux (auteur de *Joies et Douleurs du peuple libéré : 6 juin-1er septembre 1944)*, José Giovanni (réalisateur du film *Mon ami le traître)*. Témoignage par téléphone d'Arletty. **23.10 Journal. 23.25 Série : Le Saint. 0.15 Magazine : Club 6. 1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Les Mohicans de Paris. 2.45 Le dessous du ciel. 3.00 Magazine : M6 aime** (rediff.). **3.55 Le glaive et la balance** (rediff.). **4.25 Magazine : M6 aime** (rediff.). **5.20 Les Mohicans de Paris** (rediff.). **5.35** *Le dessous du ciel* (rediff.). **5.50 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Spécial mois de la photo. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** L'histoire du blues. **22.40 Nuits magnétiques.** Ecrans de rêve. Histoire d'images. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** La vie en bleu : Memphis Slim.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 juillet, lors du Festival Tibor-Varga) : Alborada del gracioso, de Ravel ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartok ; L'Arlésienne, de Bizet ; Le boléro, de Ravel, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Tibor Varga, violon. **22.30 Références. 23.07 Jazz club.** En direct du New Morning, le quartette du guitariste André Condouant.

Audience TV du 7 novembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52.4	Santa-Barbara 21.0	Actual. région. 7.6	Actual. région. 13.0	Top 50 4.0	Porte magique 3.7	Routes paradis 3.3
19 h 45	57.2	Roue fortune 31.5	Tel père 8.5	19-20 7.3	Nulle part 3.8	Boul. Bouvard 2.2	Routes paradis 4.0
20 h 16	65.6	Journal 32.3	Journal 16.2	La classe 11.2	Nulle part 1.7	Journal 3.8	Cosby show 3.4
20 h 55	70.9	Cinéma 23.3	Heure vérité 16.8	Le Récidiviste 17.6	Cri du hibou 1.5	Maison de l'ogre 8.5	A nous deux... 3.7
22 h 8	62.0	Générique fin 15.0	Heure vérité 18.9	Le Récidiviste 16.5	Cri du hibou 1.5	Maison de l'ogre 7.0	A nous deux... 3.5
22 h 44	31.9	Santé à la Une 8.4	Et Dieu créa... 11.2	Journal 6.1	Bebegolfoot 1.5	Accords diable 3.1	Le Saint 1.9

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 novembre à 0 heure et le dimanche 13 novembre à 24 heures.

Jusqu'à dimanche, le ciel sera très nuageux à couvert avec des ondées sur les régions méditerranéennes. Vendredi, il pleuvra même de façon plus continue. Sur le reste du pays le temps sera plus agréable après dissipation des brumes matinales du Nord-Est et de l'Est. Le ciel sera généralement peu nuageux. Cependant, à partir de vendredi, les nuages envahiront le ciel de la Bretagne et de la Vendée aux côtes de la Manche. Quelques pluies ou bruines tomberont çà et là. Les pluies se renforceront samedi.

Mercredi et jeudi : nuages et douceur, quelques ondées.

Sur l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté et le nord de Rhône-Alpes, le temps sera encore brumeux le matin. Ces brumes pourront persister tard en journée sous un ciel peu nuageux. Sur le Languedoc-Roussillon et la Provence, le ciel sera très nuageux à couvert avec des ondées. Le vent d'est soufflera encore assez fort.

Les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse verront de belles périodes ensoleillées entrecoupées de passages nuageux. Sur les autres régions, le temps sera nuageux en matinée avec localement quelques gouttes de pluie. L'après-midi, des éclaircies laisseront apercevoir le soleil.

Les températures seront douces avec encore un risque de faibles gelées sur les régions les plus à l'est (– 1 à 2 degrés). Ailleurs, les températures minimales seront de 5 à 9 degrés sauf sur les côtes atlantiques (8 à 10 degrés) et sur les Sud-Est (11 à 13 degrés).

Les températures maximales varieront de 9 à 13 degrés sur l'Est et de 14 à 17 degrés du nord au sud. Elles pourront atteindre les 18 à 20 degrés sur le Sud-Ouest.

Vendredi : sur les régions méditerranéennes, le ciel sera couvert et il pleuvra. Le vent d'est soufflera. Les températures au lever du jour seront voisines de 9 à 12 degrés. L'après-midi, elles atteindront 18 degrés.

De la Bretagne et de la Vendée aux côtes de la Manche, le soleil se cachera derrière les nuages et quelques pluies ou bruines se produiront près des côtes. Les températures, voisines de 7 à 9 degrés le matin, varieront entre 12 et 15 degrés l'après-midi.

Sur le reste du pays, après dissipation des brumes matinales dans le Nord-Est et l'Est, la journée sera agréable. Malgré quelques petits nuages dans le ciel, le soleil brillera. Les températures minimales varieront entre 2 degrés dans le Nord-Est et 10 degrés dans le Sud-Ouest. Les températures maximales seront comprises entre 13 degrés dans le Nord-Est et 19 degrés dans le Sud-Ouest.

Samedi : le vent d'est apportera encore beaucoup de nuages et des ondées sur les régions méditerranéennes.

De la Bretagne et de la Vendée aux côtes de la Manche, le ciel, très nuageux le matin, deviendra couvert dans la journée et il pleuvra.

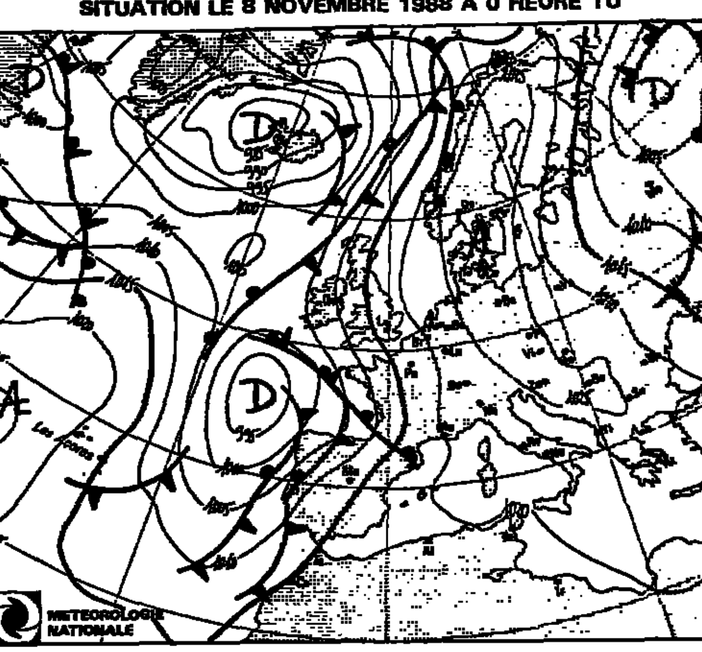
Sur le reste du pays, encore quelques brumes le matin dans le Nord-Est, puis la journée sera ensoleillée.

Les températures varieront peu.

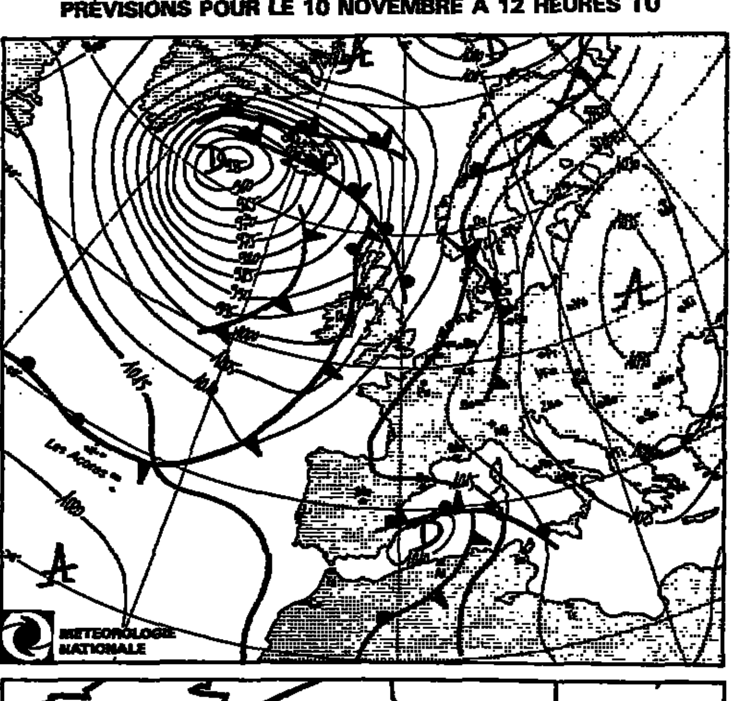
Dimanche : sur les régions méditerranéennes, le vent soufflera de sud-est, le ciel sera nuageux.

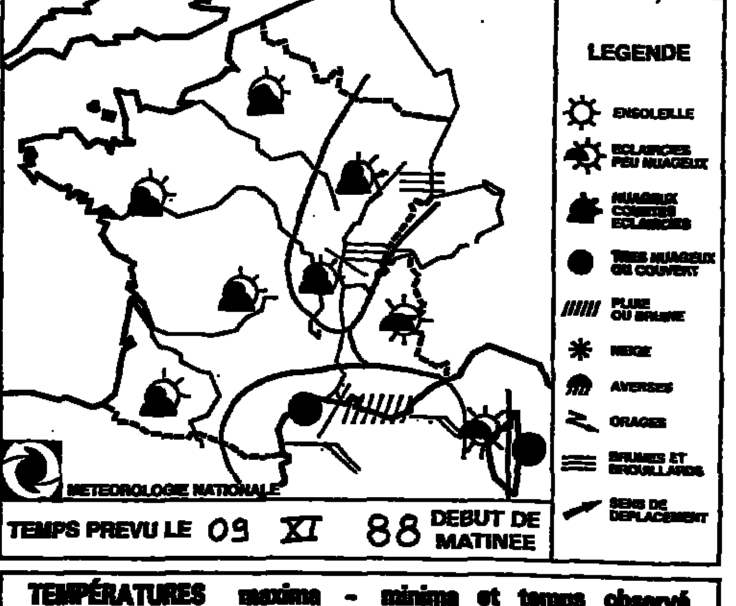
De la Bretagne aux côtes de la Manche, le ciel sera encore couvert.

SITUATION LE 8 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 NOVEMBRE A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 07-11-1988 à 6 heures TU et le 08-11-1988 à 6 heures TU — le 08-11-1988

FRANCE			
AJACCIO	18	6	D
BIARRITZ	22	17	P
BORDEAUX	18	11	C
BOURGES	11	2	B
BREST	16	10	N
CAEN	11	2	C
CHERBOURG	10	4	D
CLERMONT-FERR.	15	-3	D
DIJON	3	2	B
GRENOBLE St-M-H	10	-1	B
LILLE	7	-1	D
LIMOGES	14	8	N
LYON	8	1	N
MARSEILLE-MAR.	16	12	C
NANCY	5	-2	B
NANTES	15	8	N
NICE	15	7	D
PARIS-MONTS.	9	4	-
PAU	22	10	P
PERPIGNAN	19	8	N
RENNES	13	5	C
St-ETIENNE	9	3	D
STRASBOURG	6	0	D
TOURS	8	2	D
TOULOUSE	18	7	N
POINTE-A-PITRE	31	20	A

ÉTRANGER			
ALGER	23	10	D
AMSTERDAM	7	3	N
ATHÈNES	15	8	D
BANGKOK	29	24	C
BARCELONE	20	13	D
BELGRADE	5	-3	D
BERLIN	7	-3	D
BRUXELLES	9	-1	D
LE CAIRE	30	17	C
COPENHAGUE	9	-2	D
DAKAR	30	26	D
DELHI	31	14	D
DJERBA	23	16	D
GENÈVE	7	2	C
HONGKONG	24	19	N
ISTANBUL	5	2	N
JÉRUSALEM	24	12	N
LISBONNE	20	15	A
LONDRES	12	3	N
LOS ANGELES	18	15	C
LUXEMBOURG	5	-2	D
MADRID	17	14	P
MARRAKECH	25	14	D
MEXICO	26	7	B
MILAN	11	2	N
MONTRÉAL	15	3	N
MOSCOU	8	-2	C
NAIROBI	24	17	N
NEW-YORK	17	8	C
OSLO	6	-6	D
PALMA-DE-MAL.	21	11	N
PÉKIN	16	3	D
RIO-DE-JANEIRO	25	22	C
ROME	16	5	N
SINGAPOUR	30	30	O
STOCKHOLM	2	-4	D
SYDNEY	23	17	D
TOKYO	19	8	D
TUNIS	23	14	N
VARSOVIE	3	-3	N
VENISE	9	0	D
VIENNE	8	3	C

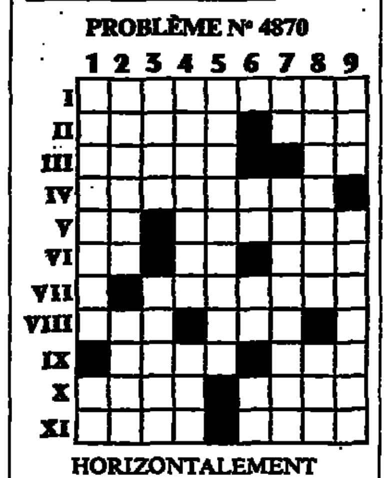
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4870



HORIZONTALEMENT

I. Rendent des expulsions beaucoup plus fermes. – II. Pour y accéder, il ne faut pas hésiter à pénétrer dans une cage. Avec lui, on peut se permettre de tirer sur la corde. – III. Faire des opérations qui sont en fait des divisions. Participe. – IV. Est à la portée de n'importe quel marmiton. – V. Réfléchi. A le pied à terre. – VI. « Sèmes » en toute saison. Sert à lever et à dresser. Paroles et musique. – VII. Il était inconcevable qu'il n'y ait pas d'engagement de leur part. – VIII. Donne lieu à un changement de genre. Revient à qui de droit. – IX. Entre dans le quartier. Une chose de taille. – X. A connu de nombreux changements de régime. Fit impression avec des expressions. – XI. Fut jugé digne de récompense. Tout près de chez nous.

VERTICALEMENT

1. Est susceptible d'attendre la « suite » avec impatience. Ne révèle aucune identité. – 2. Entrent en matière. De nombreux aqueducs y ont leur place. – 3. Est près d'un buffet parfois bien rempli. Nul besoin de la ramasser pour essuyer un revers ! – 4. Facilite des déplacements. Sa richesse le condamne à être exploité. – 5. Un élément de la faune marine. – 6. On ne récolte le fruit de ses branches que lorsqu'il est en de bonnes mains. N'avait pas son bonnet sur la tête. Note. – 7. Constituant du bel âge. Une banquette sur laquelle on s'allonge rarement. – 8. Ce n'est pas un drame si elle échoue dans la vase. Agrandit le cercle de famille. – 9. Petit malin. Précède parfois une « hécatombe ».

Solution du problème n° 4869

Horizontalement

I. Vespasien. – II. Alpiniste. – III. Guenilles. – IV. Ces. Est. – V. Soudée. – VI. Sole. Tas. – VII. Asialie. – VIII. Mot. Olt. – IX. Emissaire. – X. Neva. Gê. – XI. Tresseras.

Verticalement

1. Vagissement. – 2. Elu. Oô. Omer. – 3. Spéculative. – 4. Pinèdes. Sas. – 5. Anisé. Ios. – 6. Sil. Etalage. – 7. Isle. Altier. – 8. Etes. Si. – 9. Neste. Epées.

GUY BROUTY.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Des horloges dans la tête

La chronobiologie met en évidence des rythmes internes dont il faudra tenir compte en médecine ou en pharmacologie.

UNE jeune femme, Valérie Le Guen, descendue le 10 août dans un aven du Larzac, vit depuis en complet isolement, sans rien qui lui indique l'écoulement des heures et l'alternance des jours et des nuits. Des appareils sophistiqués permettent de suivre son comportement et de mesurer nombre de paramètres biologiques. Organisée par le spéléologue Michel Siffre, qui s'était lui-même soumis à un isolement prolongé dans les années 60, cette opération se veut *« une aventure humaine sans précédent et une première scientifique mondiale »*.

Plus de deux cents expériences de vie hors du temps ont été menées depuis dix ans dans des laboratoires étrangers, dans des conditions de rigueur scientifique qui paraissent bien supérieures, et la plupart des biologistes au fait de ces questions jugent l'expérience dépassée et inutile. En tout cas elle attirera l'attention sur la chronobiologie, un domaine des sciences de la vie dont le développement est récent, même si les premiers travaux remontent à 1814, avec Jules-Joseph Vivès qui démontra que l'heure de la prise conditionne fortement l'action de certains médicaments.

Le temps est évidemment un facteur essentiel en biologie, mais il est surtout saisi dans ce qu'il implique d'inéluctable : le vieillissement. Ses aspects rythmiques sont moins souvent pris en compte, sans doute à cause du concept de milieu intérieur que Claude Bernard a installé au centre de cette science. La cellule ou l'organisme sont des sacs bien fermés, isolés de l'environnement par des membranes d'une perméabilité très sélective, à l'intérieur desquels des mécanismes stabilisateurs maintiennent les conditions physico-chimiques nécessaires à la vie. Les fluctuations rythmiques que l'on observe sont alors interprétées comme de simples traces de cette régulation.

Or elles jouent un rôle plus fondamental. L'état de l'être vivant n'a rien à voir avec l'équilibre thermodynamique. La stabilité est constamment entretenue, pilotée par des horloges biologiques dont le rythme est un facteur essentiel. L'existence de ces horloges n'a été prouvée que dans les années 30 et la reconnaissance de leur rôle majeur est bien plus récente encore. On pouvait penser, sans doute parce que les principaux rythmes sont circadiens, c'est-à-dire d'une durée voisine de vingt-quatre heures (1), que l'alternance du jour et de la nuit dictait les fluctuations observées. Or il n'en est rien : les mécanismes sont internes. La rotation de la Terre et ses conséquences environnementales ne servent qu'à synchroniser les horloges.

Drosophiles insomniaques

C'est l'Allemand Erwin Bünning qui a reconnu, entre les deux guerres, l'existence d'horloges dans les plantes, et que celles-ci mesurent la longueur du jour pour contrôler certaines phases de leur activité comme la floraison. Ce n'est donc pas, comme on le pensait, la température qui était le facteur déclenchant. Il démontra ensuite le caractère génétique de ces horloges en sélectionnant des lignées de haricots dont les « horloges » ne sont pas circadiennes.

On trouve même des horloges dans les cellules. Cela a été prouvé par des études sur la drosophile, qui détient des gènes « per » (pour périodique), responsables de la rythmicité. Certains mutants, dépourvus de ces gènes, sont d'ailleurs insomniaques, et leur « chant nuptial » perd sa périodicité. Toutefois l'influence du gène est locale. En greffant des cellules porteuses du gène « per » sur la tête d'une drosophile qui en est dépourvue on rétablit certains rythmes et on en rétablit d'autres si on les greffe sur le thorax.

La question reste de savoir comment les phénomènes chimiques intracellulaires, dont les durées sont en général inférieures à la seconde, peuvent engendrer une périodicité d'environ vingt-quatre heures. Selon une hypothèse, cette période tiendrait à la longueur du gène qui se lirait et synthétiserait la protéine correspondante en vingt-quatre heures.

Ces horloges intracellulaires existent aussi chez les mammifères. Certaines cellules du foie fabriquent des protéines à certaines heures et stockent les sucres à d'autres. Mais les principales horloges sont fonctionnelles : c'est l'interaction d'un ensemble de cellules qui crée le rythme. Les mieux connues sont *dans* le cerveau archaïque, précisément dans le noyau suprachiasmatique de l'hypothalamus et dans l'hypophyse – cette glande sécrète une hormone, la mélatonine, uniquement pendant la nuit. Mais il y aurait aussi des horloges dans l'écorce cérébrale, beaucoup plus « récente » dans l'évolution du système nerveux.

On a mis en évidence un rythme circadien de la force manuelle, désynchronisé par le travail « posté » chez certaines personnes. Chez ces personnes l'alternance veille-sommeil reste synchronisée sur vingt-quatre heures, alors que les rythmes de la température et de la force manuelle se désynchronisent.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 18.)

(1) On réserve habituellement le mot *circadien* aux périodes comprises entre 21 et 27 heures. Les autres rythmes sont infradiens ou ultradiens.



PHILIPPE HALSMAN/MAGNUM

Tête de Dali en horloge.

Le cholestérol en héritage

Les enfants à risques doivent-ils être traités et mis au régime de façon préventive ?

LE cholestérol est à l'honneur. Quelques jours à peine après le colloque de Toulouse sur les programmes de prévention (*le Monde* du 5 octobre), c'est la puissante association américaine de pédiatrie, forte de ses 36 000 membres, qui définit à son tour sa doctrine. Celle-ci a été rendue publique le 18 octobre, à l'occasion du congrès annuel de l'association, réuni à San-Francisco.

Il convient, recommandent ces spécialistes, de soumettre à des dosages réguliers du taux de cholestérol dans le sang les enfants âgés de deux ans et plus, dont un membre de la famille est affecté d'une hyperlipidémie (élévation du taux sanguin de lipides) ou a souffert d'accidents vasculaires précoces.

L'association, en revanche, écarte toute idée de dépistage systématique concernant l'ensemble de la population enfantine, allant de la sorte à l'encontre d'une attitude jusqu'alors assez largement répandue aux Etats-Unis.

Il peut sembler paradoxal de voir des pédiatres s'intéresser à l'hypercholestérolémie. Si on laisse de côté, en effet, les très rares cas d'hypercholestérolémies familiales sévères (forme homozygote, représentant une naissance sur un million), il s'agit d'une affection qui restera longtemps parfaitement asymptomatique, les premiers troubles n'apparaissant, en tout état de cause, qu'à l'âge adulte. En effet, il faut de longues années pour que se constituent sur la paroi des vaisseaux sanguins les plaques d'athérome qui, en entravant la circulation du sang, peuvent être à l'origine de divers accidents cardiovasculaires comme l'angine de poitrine, l'infarctus du myocarde, l'artérite, ou les accidents vasculaires cérébraux.

Mais ces longs délais ont une contrepartie : la prévention elle-même n'est efficace que si elle est entreprise au moins vingt ans à l'avance. *« Cette position américaine est donc logique et correspond d'ailleurs à notre propre pratique »*, commente le professeur Jean-Luc De Gennes (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris), l'un des meilleurs spécialistes français en ce domaine, qui suit régulièrement environ 1 500 enfants et adolescents souffrant d'hyperlipidémie.

Il convient, souligne-t-il, de distinguer trois tranches d'âge : *« Avant deux ans, la maturation du système nerveux, qui consomme d'importantes quantités de lipides, n'est pas achevée. Il serait donc dangereux, en l'état actuel de nos connaissances, d'imposer quelque restriction que ce soit avant cet âge et*, a fortiori, *d'instaurer un traitement médicamenteux. C'est une question de sécurité. »*

Entre deux ans et l'adolescence, le professeur De Gennes, comme les pédiatres américains, préconise un dépistage limité à la « population à risques. »

« Un enfant sur 500 naissances est porteur d'une hypercholestérolémie familiale, souligne-t-il, *ce qui en fait l'une des plus fréquentes des maladies génétiques connues. »* Un simple dosage de la cholestérolémie suffit à dépister 98 % de ces enfants. Les tests plus sophistiqués que sont le dosage des lipoprotéines de base (LDL) ou de haute densité (HDL) ou surtout, désormais, des apolipoprotéines A et B doivent donc être réservés aux sujets porteurs d'une hypercholestérolémie, dont ils permettront de préciser la nature, le degré de gravité et le pronostic.

Les travaux menés à Tours par l'Institut régional pour la santé, qui pratique chaque année pour le compte du régime général de la Sécurité sociale 15 000 examens de santé auprès des enfants, ont permis de déterminer quelles sont les valeurs des différents paramètres biologiques que l'on observe chez les enfants et les adolescents (1).

Les praticiens français disposent ainsi, pour formuler un diagnostic et prendre leurs décisions, de points de repère récents, adaptés à notre pays.

« Dans l'enfance, l'attitude doit être dominée par la dédramatisation et la modération thérapeutique », insiste le professeur De Gennes. *Tout affolement est sans objet, il faut bien expliquer aux parents que leur enfant ne présentera aucun trouble avant vingt, trente, voire cinquante ans selon le taux de cholestérol décelé. »*

Encore faut-il également s'astreindre à des dosages répétitifs, avant de conclure à une anomalie. Le taux de cholestérol, en effet, est sujet à de fréquentes variations et sa mesure pose aux meilleurs laboratoires des problèmes qui ne sont pas encore tous résolus.

Les enfants porteurs d'une hypercholestérolémie devront bénéficier de conseils diététiques « positifs » : pas d'interdictions, mais des recommandations, des orientations, des suggestions.

Un régime adapté sera d'autant mieux accepté que les enfants concernés vivent, par définition, dans une famille déjà confrontée à ce problème.

« L'avantage de commencer tôt, observe le professeur De Gennes, *c'est de permettre à l'enfant d'acquérir de bonnes habitudes alimentaires qu'il conservera ensuite. »*

« Il faut, d'autre part, éviter tout médicament avant l'adolescence, sauf si le taux de cholestérol dépasse 4 grammes/litre, poursuit-il ; *l'objectif n'est pas de faire disparaître l'hypercholestérolémie, mais de l'atténuer. »*

Avec beaucoup de ses collègues, il souhaite, en revanche, que soit instauré un dosage systématique du cholestérol à l'adolescence ou, suggère-t-il, lors de la visite médicale d'incorporation. Les femmes, en effet, outre la relative protection naturelle que leur confèrent les hormones ovariennes, sont de plus en plus nombreuses à bénéficier d'un dosage systématique à l'occasion de la prescription d'un contraceptif.

Abstention avant deux ans, dépistage sélectif limité aux familles à risques entre deux ans et l'adolescence, généralisation de la surveillance ensuite : les progrès de la connaissance tant biochimique qu'épidémiologique des troubles de la cholestérolémie ont permis d'élaborer une doctrine claire et cohérente.

On devrait ainsi parvenir à une meilleure prévention des maladies cardiovasculaires en évitant tout à la fois un catastrophisme et un activisme thérapeutique précoce que rien ne justifie et un attentisme dont les conséquences seraient néfastes. L'enjeu est d'autant plus important qu'ont sait la fréquence des maladies cardiovasculaires et que l'efficacité des mesures préventives, qu'elles soient diététiques ou médicamenteuses, n'est plus à prouver.

MARC POISSY.

(1) IRSA, 45, rue de la Parmentière, BP 122, 37521 La Riche cedex. Ces chiffres sont réunis dans un volume édité par l'institut : *De la biométrie à la prévention : repères pour la santé, 6-18 ans.*



LE PRIX DE LA DÉPRIME

QUEL est le coût de la dépression ? La publication des résultats d'une récente étude donne des éléments de réponse dans ce domaine mal connu des coûts induits par des pathologies spécifiques (1).

Affection multiforme, la « dépression » est une entité aux contours bien mal définis au sein de la galaxie neuropsychique. Tendance dépressive, neurasthénie, fatigue nerveuse, le malade « déprimé » *« voit tout en noir »* ou, comme Lamartine, parle d'un *« cœur lassé de tout, même de l'espérance... »*. Dans tous les cas, on retrouve, à des degrés divers, une perte du goût de vivre qui impose une prise en charge – une aide – médicale.

L'étude du CREDES porte sur vingt et un mille personnes. Il apparaît, en la comparant avec une étude réalisée dix ans auparavant, que les états dépressifs vont en augmentant. Trois cas *pour cent personnes, avec une* fréquence beaucoup plus importante chez les femmes : 4,5 %, contre 1,6 % chez les hommes. L'âge a son importance, puisqu'on observe une augmentation des cas entre quarante et cinquante ans, période de la vie où l'état dépressif concerne 7 % à 8 % des femmes et, de manière décalée (cinquante à soixante ans), plus de 3 % des hommes.

Mais cette étude met surtout en lumière la corrélation étroite entre l'état dépressif et de multiples affections organiques. Ainsi, les hommes dépressifs entre vingt et soixante-dix-neuf ans ont-ils en moyenne six maladies dont la dépression, alors que les hommes non dépressifs n'en ont que trois. Les femmes dépressives souffrent en moyenne de 6,8 maladies, contre 3,7 pour les femmes non dépressives. En quelque sorte, d'un point de vue morbide, le dépressif est « vieux avant l'âge », peut-on lire dans l'étude. Les plus grands écarts concernent les maladies du tube digestif, du système urinaire et du système nerveux.

On comprend, dès lors, que la consommation médicale du dépressif soit nettement plus élevée – le double environ – que la moyenne. Les dépressifs font, tous âges réunis, une dépense moyenne par personne de 1 059 francs par trimestre (dont 442 francs dus à la dépression elle-même), alors que les non-dépressifs ont une dépense moyenne de 566 francs pendant la même période. Si ces affections sont souvent la conséquence de l'état dépressif fréquemment lié à l'hypocondrie, on peut en conclure que la dépression n'est pas analysée et traitée en tant que telle, et que malades et médecins font comme s'il *s'agissait d'autre chose. C'est* ce qu'expriment à leur manière les chercheurs du CREDES, qui écrivent en conclusion de leur étude : *« A l'occasion d'un trouble quelconque* (cardiaque, ophtalmologique, digestif, dentaire, etc.), *les malades recourent de façon plus fréquente que les non-dépressifs à la possibilité de dialoguer avec un médecin généraliste ou spécialiste, quel qu'il soit. N'est-ce pas chez ces médecins que les dépressifs trouvent la psychothérapie dont ils ont besoin ? »* Reste à savoir si c'est une psychothérapie et si les psychiatres n'ont pas ici leur mot à dire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Aspects socio-économiques de la dépression. Étude du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (CREDES) réalisée par Mme Thérèse Lecomte.

« Longue Marche » à petits pas

Les Chinois à la conquête de l'espace... avec les moyens du bord

XICHANG
de notre envoyé spécial

CHINE oblige, c'est peut-être de la base de lancements spatiaux la plus peuplée au monde que partiront à l'avenir des satellites occidentaux à bord des fusées Longue Marche de la République populaire, si le programme mis au point par Pékin réussit son décollage... commercial. Eclatée en plusieurs sites implantés au cœur même de la province la plus populeuse de Chine, le Sichuan, la base de Xichang, un des trois centres spatiaux chinois, présente cet aspect coutumier des grandes réalisations du pays : la juxtaposition d'un monde rural millénaire et de l'avant-garde technologique et « à cent pour cent chinoise ».

Cette assertion est en partie fondée, même si certains des équipements « chinois » – c'est-à-dire achetés à des firmes nationales – sont composés d'appareils chargés de programmes informatiques acquis en Occident. Le journaliste profane admis en ces lieux, jadis ultra-secrets, qui entrouvrent leurs portes à des fins commerciales, en est réduit à inventorier ce qui, dès l'abord, rattache en effet ces lieux à la Chine.

Les sept mille paysans – pour la plupart des membres de la minorité ethnique des Yis – qui vivaient dans un rayon de 5 kilomètres autour de l'aire de lancement ont été réinstallés dans d'autres villages de cette vallée située à 300 kilomètres au sud-ouest de la capitale provinciale, Chengdu. Mais, les jours de tir, l'armée, omniprésente dans tout le secteur, doit évacuer plusieurs centaines de paysans pour quelques heures afin de réduire les risques en cas d'explosion.

Si l'on en croit les responsables du centre, jusqu'à présent quatre tirs réussis ont eu lieu sur la base de Xichang depuis le premier, en 1984. Ces derniers affichent fièrement ces succès et reportent sur les deux autres bases du pays – Taiyuan, à 400 kilomètres à l'ouest de Pékin, et Jiuquan, dans le nord-ouest – les quelques échecs connus par les Chinois dans leur conquête de l'espace. *« Nous sommes parfaitement confiants dans la capacité des équipements et du personnel travaillant ici à assurer des lancements pour le compte des clients étrangers qui feront appel à nous »*, répètent sur le même ton de confiance tous les responsables.

L'atmosphère de promotion publicitaire n'aurait pas été autre pour le lancement d'une nouvelle machine à laver ou d'un réfrigérateur révolutionnaire (deux des productions annexes du complexe militaro-industriel chinois en ces temps de « diversification ») : trajectoire commerciale calculée au plus juste, avec ce qu'il faut de sérieux pour paraître crédible, et de modestie dans les objectifs pour rassurer le client occidental.

Le paysan et la fusée

Le sérieux : une salle d'intégration des satellites entièrement neuve, avec, assure-t-on, toute la technique permettant d'atteindre les critères occidentaux de propreté et où, si le client le désire, le personnel de sécurité étranger pourrait veiller lui-même à ce que les secrets industriels restent inviolés. Non loin, un vaste hangar attend la prochaine fusée Longue Marche-3, le plus puissant des lanceurs chinois en service, pour les tests et le montage définitif. Confiance et relations publiques, on permet même au visiteur, après s'être fait un moment supplier, de photographier la maquette grandeur réelle de l'engin de 43 mètres de haut qui s'y trouve, sur laquelle les techniciens s'entraînent aux procédures de vérification.

A environ un kilomètre, c'est la photo symbolique : au premier plan, le paysan yi tire son buffle vers la colline. Derrière lui se dresse la rampe de lancement, vide pour le moment. Comme pour tout le reste du programme, la technique est simple, voire rustique. Un tunnel unique d'évacuation des gaz projette les résidus de combustible – oxygène et hydrogène liquides – vers la colline attenante, où la végétation est creusée d'une cicatrice verticale à peine recouverte d'herbe.

Une deuxième aire de lancement, au pied des mêmes montagnes de 2 000 à 3 000 mètres d'altitude, permettra d'accueillir, en 1990, des modèles plus puissants des Longue Marche – 2 et 3, – ainsi peut-être qu'une Longue Marche-4 nouvellement réalisée (son premier tir, en septembre, à partir de Taiyuan, a, pour la première fois, envoyé un satellite chinois de météorologie sur une orbite synchrone polaire). L'objectif de ces réalisations est de pouvoir lancer des satellites plus lourds, la charge maximale des fusées chinoises étant pour l'heure limitée à 2,5 tonnes en orbite basse et à 1,25 tonne en orbite haute.

Sous le pas de tir, un poste avancé de contrôle, entièrement souterrain, est relié au centre de commandement. Ici encore, le contraste est frappant entre les écrans géants couverts d'indications techniques en chinois et la vétusté de tout ce qui n'est pas matériel purement technique. Le programme spatial chinois manque cruellement d'argent, et c'est pour en trouver qu'il cherche à vendre ses lancements. A des prix qui peuvent d'autant plus défier toute concurrence qu'il en est à sa phase commerciale initiale : les experts occidentaux estiment qu'il pourrait, en régime de croisière, « casser » les prix de 15 à 20 % au-dessous de ceux pratiqués par les États-Unis ou le programme européen Ariane.

« Nous ne serons pas des concurrents pour les industries aéronautiques occidentales, nous sommes complémentaires », répondent les responsables de Xichang aux questions sur la part du marché que vise la Chine en l'an 2000. Voire, rétorquent les experts occidentaux, qui ont levé le sourcil devant les premières commandes fermes obtenues par Pékin : un satellite australien pour la première fois acheté en orbite et non au sol – c'est la firme américaine Hugues qui a contacté les Chinois pour le lancement – et, selon toute vraisemblance, l'ex-Worldsat récupéré par la navette américaine, réparé et rebaptisé Asiasat, qu'un consortium de Hongkong, dans lequel la Chine est financièrement présente, souhaite relancer l'an prochain. Autant d'inquiétudes qui ne sauraient être que ravivées si le prochain tir d'un satellite chinois depuis Xichang, d'ici à la fin de l'année, s'effectue comme prévu.

FRANCIS DERON.

ÉLÉPHANTS SQUELETTIQUES

DÉCIDÉMENT, le territoire actuel de la République de Djibouti est l'endroit idéal pour les « chasseurs » d'éléphants fossiles. L'équipe franco-djiboutienne de préhistoriens et de paléontologues (1) dirigée par M. Jean Chavaillon, directeur de recherche au CNRS, vient d'annoncer qu'elle avait découvert il y a quelques mois, au lieu-dit Haïdalo (« Grande Vue » en langue afar), à 160 kilomètres au sud-ouest de Djibouti, un éléphant fossile de l'espèce *Elephas recki*, qui a disparu il y a au moins un million d'années. En 1985, 1986 et 1987, la même équipe avait dégagé un premier *Elephas recki* au lieu-dit Barogali (« le Cimetière des anciens »), à quelque 6 kilomètres au nord de Haïdalo (*le Monde* du 15 avril 1987).


CHAVAILLON

Ce deuxième vieil éléphant n'a pas été dépecé par des « bouchers », comme le premier, dont le crâne et la mandibule étaient brisés (sans doute pour prélever la cervelle et la langue) et qui était accompagné de plus de cinq cents outils ou fragments d'outils de pierre. A Haïdalo, pas un outil, quelques dents de crocodile et un squelette quasi complet dont de nombreux os étaient encore en connexion. Les restes de l'animal reposaient sur le dos, les pattes détachées de part et d'autre, la tête tournée à 180 degrés sur la gauche du corps. Il n'y avait plus qu'une défense longue de 3 mètres. On peut imaginer que le deuxième éléphant est mort naturellement et que, vivant ou mort, il a été entraîné par un cours d'eau en crue. L'animal a été déposé sur une couche de limons qui se sont transformés en argile, et il a été très vite recouvert par des sables qui, au cours des siècles, se sont cimentés en grès dur, puis par d'autres argiles. Ainsi, isolé de l'oxygène de l'air, l'éléphant a pu se fossiliser.

Le deuxième éléphant était, comme le premier, un *Elephas recki*, c'est-à-dire qu'il était sensiblement plus grand qu'*Elephas*, son cousin d'Asie actuel. M. Chavaillon pense qu'il vivait il y a probablement un million d'années, soit environ deux cent mille ans ou trois cent mille ans après son congénère de Barogali. L'un et l'autre prouvent que dans les temps anciens la région, aujourd'hui totalement désertique, bénéficiait d'un climat humide : chacun d'entre eux avait besoin quotidiennement pour se nourrir de plus de cent kilos de feuilles vertes.

Les os seront consolidés. Et les autorités djiboutiennes, en particulier l'Institut supérieur d'études et de recherches scientifiques et techniques que dirige M. Anis Abdallah Mohammed Kamra, voudraient mettre les deux éléphants fossiles et les outils de Barogali dans un petit musée de site que pourraient visiter les touristes et les promeneurs allant au lac Abbé, à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest, à la frontière de la République de Djibouti et de l'Ethiopie.

L'équipe franco-djiboutienne a aussi découvert deux autres sites. Le premier, situé au lieu-dit Gobaad, non loin d'Haïdalo, contient des os de bovidés et d'éléphants. Le second, Asa Marika, près du village de Girrori de l'autre côté du golfe de Tadjoura, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Djibouti, est beaucoup plus récent : là, des hommes ont installé, tout près de leurs habitats, plusieurs ateliers de taille d'outils de rhyolithe (une roche cristalline à grain très fin appelée autrefois porphyre rouge), il y a quinze mille ou vingt mille ans, soit pendant le paléolithique supérieur. Les préhistoriens et paléontologues y ont trouvé des centaines de lames, d'éclats et d'autres outils, qui rappellent certaines trouvailles d'Ethiopie, et ils n'ont fouillé qu'une infime partie du site.

En 1988, comme les années précédentes, l'équipe franco-djiboutienne a reçu des aides financières du ministère français des affaires étrangères et du CNRS et des aides matérielles du gouvernement de Djibouti, de l'ambassade et de l'armée françaises.

Au programme des prochaines campagnes, la consolidation du deuxième *Elephas recki* et la continuation de la fouille des ateliers de taille et des habitats d'Asa Marika.

YVONNE REBEYROL.

(1) Mme Arlette Berthelet, M. Jean-Luc Boisaubert préhistoriens ; Mme Martine Faure, M. Claude Guérin, paléontologues ; M. Saïd Ahmed Wazzama, archéologue.

Portrait

LA CASSE AU TRÉSOR

MICA, quartz, feldspath, tourmalines et spodumènes, amazonite ou chrysobéryls : depuis le temps qu'il les pratique, Michel Cachoux connaît ses cristaux sur le bout du doigt. Mais c'est dans la recherche de pierres géantes que s'est surtout spécialisé cet ancien élève de Bachelard, minéralogiste de formation et propriétaire, à Paris, d'une galerie de minéraux et fossiles. L'œil pétillant, très bleu, les cheveux en bataille à l'image de l'exaltation qui l'habite, ce presque sexagénaire, qui revendique la folie et non l'exploit (*« La notion d'exploit m'ennuie à mourir »*), continue de courir le monde pour débusquer ces chefs-d'œuvre du règne minéral. Et faire revivre, dans un langage souvent plus poétique que scientifique, l'histoire ancestrale de ces cristaux géants.

Ecoutons-le, ainsi, évoquer la formation d'une géode géante d'améthyste. *« Imaginez un gaz souterrain qui, il y a deux cent cinquante millions d'années, essaye de s'échapper. En mourant, ce gaz va parfois former une bulle, en forme d'amande. Prisonnière des masses magmatiques qui se sont consolidées tout autour, cette bulle est comme un ventre : c'est là, sous certaines conditions de chaleur et de pression, que va naître la vie cristalline. S'il n'y a pas d'espace, il n'y a pas de cristaux... »*


SINCLAIR STAMMERS/SCIENCE PHOTO LIBRARY

En 1976, il rapporte ainsi à Paris une géode d'améthyste rarissime, haute de 2,30 m. Mis au jour dans un gisement de basalte, l'extraordinaire édifice cristallin dormait là, à l'insu de tous. Comme de toute éternité, quelque part à la frontière entre l'Uruguay et le Brésil aux fabuleuses richesses minéralogiques.

« Quand ce basalte, qui est ordinairement gris, vire au vert, on sait la présence possible d'une géode », raconte Michel Cachoux. Reste ensuite à vérifier l'intuition, à faire parler cette boule de matière verte, parfois pas plus grande qu'une miche de pain. Autrement dit dégager la pierre centimètre par centimètre, des semaines durant, avec plusieurs dizaines d'hommes *« dont il faut mesurer la patience et la hardiesse »*. Au marteau et au burin, parfois même au marteau-piqueur, en intercalant des plaques d'amiante pour éviter les vibrations latérales. Sortir ensuite la gigantesque pierre de sa gangue, la tirer dans la carrière. Décalotter son sommet, enfin, d'un délicat coup de masse. Et c'est l'instant magique : ou la pierre est pleine tel un vulgaire caillou, et tout le travail passé devient inutile. Ou elle est creuse...

Il ne reste plus alors qu'à ouvrir la géode en deux pour que ses deux parties, complémentaires comme un fond et son couvercle, dévoilent l'intimité violette de leurs cristaux. Une mise au monde ? *« En tout cas l'inverse de l'assassinat »*, affirme Michel Cachoux.

Mais attention ! Phase délicate entre toutes, la séparation en deux de l'immense pierre requiert une solide expérience, et il suffit parfois d'une fausse manœuvre pour que tout soit perdu. *« Les pierres de grande taille atteignent la qualité d'objet d'art quand elles sont intactes »*, insiste Michel Cachoux. *« Un objet des hommes, quelle que soit sa rareté, on le restaure. Une pierre restaurée, pour moi, n'existe plus, car vous en avez cassé le rythme. »*

Tout son discours le confirme : pour ce poète du règne minéral, une pierre cassée est une pierre morte. Et c'est bien là le drame. Car c'est à l'explosif, rentabilité immédiate oblige, que se fait le plus souvent l'extraction. *« La multiplicité des points de vente dans le monde a fait que les minéraux, sur place, sont aujourd'hui cassés pour être mis à la portée des bazars »*, déplore Michel Cachoux. Ainsi le métier de chercheur de pierres se transforme-t-il, trop souvent, en une course contre la montre pour acquérir les grands cristaux avant qu'ils ne soient débités en morceaux par les exploitants.

En 1985, dans le nord du Brésil, notre minéralogiste met ainsi au jour un quartz énorme, de plusieurs mètres de long, qui dormait dans une carrière. La perfection faite quartz. Mais la passion de la pierre brute coûte cher. Faute de moyens suffisants, faute de temps pour organiser son rapatriement, le fabuleux cristal n'a pu être sauvé. Brisée, monnayée pour les besoins de la technologie, sa partie centrale est toujours exploitée par les laboratoires de l'industrie optique.

Triste fin pour un cristal de rêve... Mais pour son impuissant sauveteur, la page est tournée. D'autant qu'en Amérique latine l'attend aujourd'hui un autre quartz, qu'il espère rapporter en France dans les mois à venir. De plus petite taille, sans doute, que le premier aujourd'hui disparu, mais qu'importe : Michel Cachoux, déjà, ne songe qu'à repartir. Son objectif : intéresser une municipalité au financement de l'opération, et choisir avec elle un lieu public – *« un lieu d'art, pas de science »*, précise-t-il, – où « son » cristal géant pourrait exprimer sa transparence en toute impunité. A l'abri, enfin, de l'avidité des hommes.

CATHERINE VINCENT.

Des horloges dans la tête

(Suite de la page 17.)

On a pu observer quatre rythmes différents pour la veille, la température, la force des deux mains – ce qui indique l'existence d'horloges distinctes pour la main droite et la main gauche.

Ces deux horloges sont probablement situées dans l'écorce cérébrale. L'intervention de cette zone cervicale est aussi attestée par les phénomènes de synchronisation sociale : des expériences sur des groupes de femmes vivant en isolement temporel ont montré qu'elles avaient perdu l'alternance des jours et des nuits, mais que, entre elles, « elles vivaient à la même heure ».

Les conséquences en pharmacologie

Il reste beaucoup d'inconnues sur ces horloges mais leur importance n'est plus contestée. Alain Reinberg, directeur de recherches au CNRS, qui dirige à la Fondation Adolphe-de-Rothschild une équipe de recherche en chronopharmacologie et chronobiologie humaine, estime que le chercheur en biologie doit répondre dans l'ordre à quatre questions : où, comment, quand, pourquoi. Le « quand » est une étape indispensable.

« Pourquoi » et « pour quoi ». Les acquis de la chronobiologie commencent à trouver des applications significatives en médecine et en pharmacie (2). Le vieillissement peut entraîner une désorganisation des rythmes biologiques responsables de la perte des facultés d'adaptation. Une maladie comme la dépression est comme pour être cyclique. La récurrence périodique des rechutes est parfois très nette et a conduit à la description d'un syndrome dépressif saisonnier, avec rémission en été et rechute en hiver. La désorganisation de certains rythmes circadiens est bien établie et l'on a expérimenté des *« traitements chronobiologiques »*, qui visent à rétablir les rythmes perturbés et à renforcer les synchronisations naturelles.

Mais c'est en pharmacologie que les conséquences des recherches chronobiologiques sont les plus nettes. On a constaté que certains produits toxiques tuent 80 % des animaux à certaines heures et 20 % seulement à d'autres. Chez des malades sous perfusion à débit constant d'héparine, un anticoagulant, la coagulation varie énormément au cours du temps. On a montré que dans le traitement de l'asthme nocturne, les corticoïdes sont actifs s'ils sont donnés le matin, tandis que les théophyllines doivent être prises le soir.

En thérapie anticancéreuse, où il faut parfois donner des doses massives, il est important de les administrer à l'heure où elles sont bien tolérées. D'où le développement de « pompes intelligentes » que l'on peut programmer et qui permettent d'éviter des hospitalisations. Le problème est que ces indications générales ne sont pas valables dans tous les cas à cause de variations individuelles. D'où la recherche de rythmes marqueurs – température au niveau d'une tumeur, certaines sécrétions, tension artérielle – qui pour certaines affections permettraient de déterminer à quel moment un individu est réceptif aux médicaments. Le domaine est encore mouvant. Alain Reinberg résume la situation comme suit : *« Nous sommes sûrs de nous en chronotolérance. En chrono-efficacité, nous ne pouvons encore convaincre. »* Il reste beaucoup de travaux à faire, et sans doute plus dans des tubes à essais que dans des avens du Larzac.

MAURICE ARVONNY.

(2) La revue *Pathologie-Biologie*, éditée par l'Association d'enseignement médical des hôpitaux de Paris, a publié en juin 1987 un numéro spécial d'une centaine de pages sur la chronobiologie et ses applications.

CASSE AU TRÉSOR



la tête

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Jeunes ingénieurs d'affaires

Paris/Sud-Est

Réseaux informatiques et connectique - Cette société est un des leaders français sur le marché des réseaux informatiques et de la connectique. Elle recherche pour Paris et le sud-est plusieurs ingénieurs d'affaires. Ils conduiront des missions de conseil, de conception, de mise en œuvre de réseaux informatiques. Ils en maîtriseront les aspects techniques et business (développement commercial et rentabilité). Ces opportunités s'adressent à de jeunes ingénieurs (AM, INSA, Sup Télécom...) disposant d'une première expérience technique ou commerciale ou pourquoi pas à des débutants. La création de nouvelles agences, le développement de nouveaux marchés, sont autant d'opportunités en France comme à l'étranger pour des candidats souhaitant atteindre rapidement des postes à responsabilités élargies. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5066M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Filiale de services d'un organisme financier parisien, nous intervenons auprès d'une clientèle d'établissements du secteur financier: banques, sociétés de bourse, compagnies d'assurance... Pour notre maison mère nous recherchons un

Administrateur de données

Bourse Titres

Le contexte est celui d'une reorganisation generale des procedures de transactions des valeurs mobilières entre les sociétés agréées de la Place financiere parisienne.
L'administrateur de données repond à la double vocation de l'unité chargée de centraliser la gestion des operations: garantie et compensation. Il participe, en collaboration avec les responsables d'études, à la conception d'outils et de méthodes garantissant la cohérence et la qualité des données des systèmes. Il veille a leur mise en œuvre tant auprès des services études que de la production.
L'environnement materiel est celui de grands systemes IBM 30 XX sous MVS/XA, DB2, IMS.

Nous proposons ce poste à un ingenieur de formation souhaitant integrer l'équipe d'un important projet novateur et complexe accompagnant la mutation de la Place. Une experience d'au moins 5 à 6 années dans le secteur tertiaire a conforte son approche conceptuelle des donnees et affermi ses competences en matière de methodologie.

***Michel DHEUR**, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8811.217 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDA. ***Conseil en ressources humaines.***

CORNING EUROPE

DIRECTION TECHNIQUE EUROPEENNE

CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, grâce à la place privilégiée accordée à la recherche et à l'innovation technique, recherche pour son Département Ingénierie un :

INGENIEUR PROCEDES

GENIE INDUSTRIEL FOURS - FUSION

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez acquis une première expérience dans le domaine de l'ingénierie chimique ou thermique, de préférence dans les industries du verre, des réfractaires, ou de la métallurgie...
Nous vous proposons de rejoindre une équipe hautement performante, pour participer à la conception, au suivi technique de nos fours et à nos projets de développement.
Nombreux contacts internationaux : Europe, USA.
Localisation : Fontainebleau.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence IP/M à CORNING EUROPE Inc., Direction du Personnel, 7 bis avenue de Valvins, 77211 Avon.

MEDIA-SYSTEM

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

FRAMATOME, grand groupe industriel diversifié (ingénierie, produits et services nucléaires, informatique industrielle) recrute :

Ingénieurs études

Nous rejoindre c'est participer à des études appliquées sur le fonctionnement ou les équipements de nos centrales.
C'est aussi être intégré dans une unité où vous vous formerez auprès d'ingénieurs expérimentés dans un environnement technologique de haut niveau disposant de moyens informatiques puissants. Vous aurez progressivement des responsabilités techniques sur des projets concrets où vous mettrez en pratique vos connaissances en physique, thermohydraulique ou mécanique.

Cette première expérience vous servira de tremplin pour accéder à d'autres types de fonction.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous réf. IEM à Valentine TRABUT, FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.



FRAMATOME

LE FUTUR EN TETE

MEDIA-SYSTEM

Directeur de la Qualité

(Ingénieur Electronique - Mécanique - Electromécanique)

Rattaché au Directeur de Division, vous serez le garant de la qualité des produits fabriqués, conformes aux besoins et aux exigences du Client.

Votre objectif : Développer un programme visant à améliorer la qualité et l'efficacité de notre organisation par la mise en œuvre de procédures privilégiant la prévention à tous les stades : Conception - Industrialisation - Achat - Production.
- Impliquer chaque fonction et chacun dans le cadre d'un programme de maîtrise totale de la qualité.
- Avec votre équipe, vous identifierez les dysfonctionnements internes et externes. Vous formaliserez les procédures d'assurance qualité. Vous fixerez des objectifs et interpréterez les écarts.

La réussite d'un programme de qualité totale, s'appuie sur une démarche informative, communicative et par conséquent participative, nous recherchons un collaborateur : 35/40 ans. Vous avez acquis un savoir-faire en matière de Production ou dans une fonction Etude en milieu Automobile et êtes depuis quelques années Responsable de la Qualité.
Vous possédez un certain sens du leadership et êtes un homme de communication sachant animer, motiver et convaincre.
- Allemand/Anglais indispensables.
- Déplacements à prévoir.
- Rémunération motivante.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence LM/1068 au **CNPG Ressources Humaines** 61 rue des Belles Feuilles, 75116 Paris.

GENEVE
LONDRES
BRUXELLES
FRANCFORT



CNPG CONSEIL

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ingénieur automaticien

INDUSTRIE CHIMIQUE — ALSACE

Nous sommes une société américaine de premier plan (2,2 Milliards de dollars de C.A.). Nous élaborons et **fabriquons des produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture.**
Nos profits (123e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.
Notre usine (plus de 600 p.) fabrique une large gamme de produits vendus par les sociétés de notre groupe.
L'important programme de **modernisation, d'extension et d'automatisation** des installations que nous menons, conduit notre Directeur d'Usine à rechercher un Ingénieur Automaticien.
Vous prendrez en charge la maintenance des équipements et vous aurez un rôle prépondérant dans la **conception et la réalisation des équipements à venir.**
Ingénieur diplômé d'une école d'Ingénieurs, spécialisé dans la régulation des procédés industriels, vous êtes débutant ou avez déjà acquis une première experience significative.
Vous maîtrisez la langue **anglaise.**
Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. RH 21 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialite.

COGEPLAN
2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Le Monde

DIRIGEANTS

Groupe Concept

Nous exerçons une activité de progiciels et de services dédiés aux financiers et couvrons tous les domaines de la trésorerie, de la comptabilité et de la gestion financière. Fort d'un effectif supérieur à 1.500 collaborateurs et d'un C.A. de 1,5 milliard de francs, notre Groupe s'est hissé au 5ème rang des SSII françaises, en maintenant depuis 1985 un taux de croissance annuel supérieur à 100 %. L'une de nos divisions, **ENTREPRISES** et **GROUPES**, spécifiquement axée sur les grosses PME et les grands comptes, crée, dans le cadre de sa très forte expansion, la fonction de

Directeur du Marketing

Vous participerez à l'élaboration de la stratégie et, responsable de la politique de marketing, vous mettrez en place, avec une équipe, les études et les outils nécessaires : supports à la vente, relations clientèle, product marketing, communication produit,... De formation supérieure, votre expérience commerciale réussie vous a amené à intégrer une fonction marketing, dans le secteur des services, de préférence.



concept
Recrutement

Ce poste vous conviendra tout particulièrement si vous souhaitez vous investir dans un contexte professionnel de haut niveau, où votre personnalité, votre sens commercial, votre diplomatie, vos talents d'organisateur seront pleinement appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, rémunération actuelle, CV sous référence 21098 à CONCEPT RECRUTEMENT 2, pl. A. Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

Adjoint du directeur technique Côte d'Ivoire

Nous sommes un important groupe agro-alimentaire très diversifié. En Côte d'Ivoire, notre usine possède un atelier complet mécanique et électrique.

Adjoint du Directeur technique, vous assurerez l'entretien préventif, superviserez les réparations et les fabrications de matériels mécaniques ou électriques. Assisté d'un chef d'entretien et d'une équipe de techniciens, vous veillerez à la bonne marche des installations et du matériel roulant.

A 35 ans environ, votre formation d'ingénieur vous a apporté rigueur et sens professionnel. Vous êtes un animateur d'équipe et savez, par vos compétences techniques, assurer la liaison entre tous les techniciens de l'usine. Tenté ? Alors, adressez lettre manuscrite et CV, sous référence A/207.02/M, aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber, 75116 Paris.



LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES — CERA

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Informatique industrielle à Grenoble

Ingénieur ESE, ENST, Centrale... Animez une Equipe R & D Matériel

Filiale industrielle du groupe TEKELEC AIRTRONIC (1 600 personnes, 2 milliards de CA), THEMIS développe une gamme complète de cartes et systèmes informatiques au bus VME, destinée aux marchés industriels : Robotique, Vision, Traitement Numérique du Signal, Télécoms...

Des produits novateurs, à fort service, une stratégie de diversification soutenue lui ont permis de se situer parmi les dix premiers constructeurs mondiaux et l'un des leaders français.

Pour renforcer son équipe R & D, elle recherche un Ingénieur confirmé (30/35 ans) qui prendra en charge l'animation de l'équipe HARD.

Fortement impliqué sur les projets techniques (Design de haut niveau), en liaison étroite avec l'équipe Système, il assure la coordination et la gestion des différents projets et le management d'une équipe d'Ingénieurs.

Fortes compétences techniques de concepteur Matériel (Bus VME, Microprocesseurs 68020, 68030), ouverture sur le développement logiciel (UNIX, Noyau Temps Réel pSOS, OS9), mais surtout qualités relationnelles, d'organisation et de réelles capacités de leader et d'animateur sont les clés de la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE qui garantit toute confidentialité à votre démarche, en précisant votre rémunération, sous la référence 280.

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
DE L'IDÉE... À L'ACTION

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR ENSIA, ENSAIA,...
ET HOMME DE TERRAIN

Venez prendre des responsabilités régionales élargies, demain nationales !

Au sein d'un groupe international solide (40.000 personnes), l'unité française de 1000 personnes a réalisé un CA de 1 million de francs en 87.

Réputée pour ses TECHNOLOGIES DE POINTE, elle relance l'activité d'un département à FORT POTENTIEL et renforce l'équipe, basée à PARIS, avec un

Futur Sales Manager
Industrie Agro-alimentaire

VOS ATOUTS : • 28-35 ans, • 3 à 5 ans d'expérience de l'industrie agro-alimentaire (commercial en produits d'hygiène ou contrôle qualité production), • anglais courant parlé et écrit, • beaucoup d'autonomie et de disponibilité (fréquents déplacements), • le goût du travail sur le terrain, seul ou en équipe, et des contacts variés.

VOTRE MISSION sera double :
• CONSEILLER HYGIENE sur votre secteur, vous commercialiserez nos produits de nettoyage et de désinfection, ainsi que les équipements nécessaires à leur mise en oeuvre, à travers le service et l'assistance technique à votre clientèle ; le développement de votre CA permettra de créer de nouveaux secteurs et d'augmenter vos responsabilités.
• SUPERVISOR, vous participerez à l'élaboration du budget, du reporting, et aux réunions concernant votre département ; vous animerez notre équipe d'ingénieurs de vente.

CONDITIONS DE TRAVAIL très motivantes (ambiance, rémunération, voiture, frais).
EVOLUTION liée à votre potentiel et à votre propre développement de cette activité.

ADRESSEZ CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS sous réf. 49.1906 M.

Mercuri Urval

Ingenieur grandes écoles
devenez le N°1 de notre site d'Angers

Nos centrales thermiques produisent l'énergie et le chauffage de plus de 100.000 logements en France. Nous sommes dans ce domaine l'un des premiers spécialistes en chauffage urbain. A Angers, nous recherchons un ingénieur pour diriger notre site. Epaulé par sa direction technique, il a le rôle d'améliorer la production. Son champ d'action est complet ; responsabilité de la production, gestion technique des appareillages et des approvisionnements. Il détermine ses méthodes de conduite, coordonne une équipe de techniciens. Il doit par des études, favoriser le développement des techniques et veiller à l'extension de son installation.



Ingénieur mécanicien, thermicien... si vous êtes ouvert à une fonction de chantier ou de production contactez-nous. Nous sommes prêts à intégrer un débutant pour le former à notre métier. Vous pourrez ainsi vous initier à une carrière de patron en relevant nos défis technologiques.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. IDSA
4, rue Jules Dauban - 49000 ANGERS

SOCCRAM

Directeur de fabrication
3 usines - Afrique francophone

Nous sommes un important groupe-alimentaire implanté solidement en Afrique. La minoterie représente une activité importante de notre groupe. Nos 3 usines emploient près de 800 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 27 milliards de francs C.F.A.

En collaboration avec le Directeur technique, notre Directeur de fabrication prendra en charge l'ensemble de la production des trois usines, supervisant à la fois le département meunerie et celui des produits alimentaires. Il apportera son savoir-faire de production à ces deux métiers.

40 ans environ, de formation supérieure technique (type ENSMIC), vous possédez la connaissance des fabrications en meunerie et industries alimentaires. Animateur d'équipes, votre sens du concret et de l'efficacité en milieu technique, vous conduit tout naturellement à vous impliquer sans réserve dans cette fonction. Alors, adressez lettre manuscrite et CV, sous référence A/207.01/M aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber, 75116 Paris.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES — CERA

Directeur
DE NOS SYSTEMES D'INFORMATION

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

Dans le cadre du projet d'implantation d'une nouvelle unité de production, nous souhaitons restructurer nos différents services informatiques (gros système IBM, micro-informatique), afin d'assurer le fonctionnement et la coordination de quatre sites en France et à l'Etranger.

Après un audit de l'existant, le nouveau collaborateur devra élaborer le plan directeur du nouveau système d'information, en assurer la conception, le développement et la mise en place sur les différents sites.

Il devra en définir l'architecture (matériel - logiciels - réseaux) dans un souci de cohérence et d'efficacité. Il devra gérer son budget (coûts, délais, etc) et sera responsable de la mise en place de nouvelles équipes, de leur animation et de leur formation.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Grandes Écoles, d'environ 35 ans, connaissant le matériel IBM et possédant une expérience réussie en conduite de projets en milieu industriel. L'anglais courant est nécessaire. Le poste est situé à Paris.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par Ch. RIVAULT - **FORM'A4 RECRUTEMENT** - 118, Champs-Élysées 75008 PARIS.

Ingénieurs, vos logiciels pour les nouveaux médias...

Nous sommes jeunes, appartenons à un grand groupe, et sommes spécialisés dans la Communication électronique.
Société d'ingénierie, nous proposons aux entreprises une solution complète à leurs problèmes de communication externe et interne.

La haute technicité et l'originalité de nos produits, basés sur l'image de synthèse, le son numérique... nous ont permis d'occuper la première place sur notre marché.

Notre politique offensive de développement nous amène à renforcer l'équipe existante en intégrant deux Ingénieurs.

De formation supérieure (école d'ingénieur) vous avez acquis un a deux ans d'expérience en informatique temps réel en milieu industriel par exemple.
L'Informatique graphique (création ou animation d'images) pour l'un des postes, la téléinformatique pour l'autre poste, sont vos points forts.

Vous avez développé sur la famille des 68 000 en langage évolué (C...). et connaissez le logiciel de base et l'assembleur ; une approche génie logiciel est un atout supplémentaire.

Vous vous sentez un peu à l'étroit et avez envie d'autonomie, de structures légères et de créativité : c'est ce que nous vous proposons en conjuguant marketing et informatique.

Merci de nous adresser votre dossier (CV, lettre, photo) sous réf. 8149 LM à mentionner sur enveloppe et courrier au 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Membre de Syntec

DIRECTEUR DE LA MAINTENANCE
Lille

LES IMPRIMERIES JEAN DIDIER

Nous devons notre place de leader français de l'imprimerie (six usines) aux 1500 personnes, femmes et hommes de métier de l'imprimerie qui relèvent chaque jour le défi européen de la performance et de la qualité. Aujourd'hui, nous engageons l'entreprise dans la T.P.M. (Total Productive Maintenance) et nous recherchons le Directeur de la Maintenance de notre unité de Lille. Sous l'autorité du Directeur Technique, il assurera la gestion optimum de ce service, mécanique, électronique, automatisme, informatique. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la maintenance, de formation ingénieur, possédant une expérience d'une dizaine d'années dans des fonctions similaires au cours desquelles ils se sont investis dans la qualité totale. A la fois homme d'étude et de terrain, il devra autant maîtriser la prospective technique que gérer les incidents. A la rigueur du gestionnaire et du technicien, il devra allier des qualités d'animateur, de formateur et d'encadrement d'une équipe d'une quarantaine de personnes.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + Photo + Prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10, rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la référence 467 UN.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

JEUNES INFORMATICIENS H/F
(ecp, ensimag, ese, x...)

DEVENEZ JOURNALISTES

...du Groupe TESTS, éditeur à Paris de 01 INFORMATIQUE, L'ORDINATEUR INDIVIDUEL, DECISION INFORMATIQUE, TEMPS MICRO,...

Vous informez nos lecteurs des évolutions technologiques en faisant le point, en particulier, sur l'avancement des recherches liées à l'informatique. Vous lancez des études, élaborez des synthèses, réalisez enquêtes et reportages, en France et à l'étranger. Vous assistez, bien sûr, à la plupart des grandes manifestations professionnelles.
Vous êtes âgés de 26 ans minimum et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience professionnelle en informatique. Vous maîtrisez l'anglais.

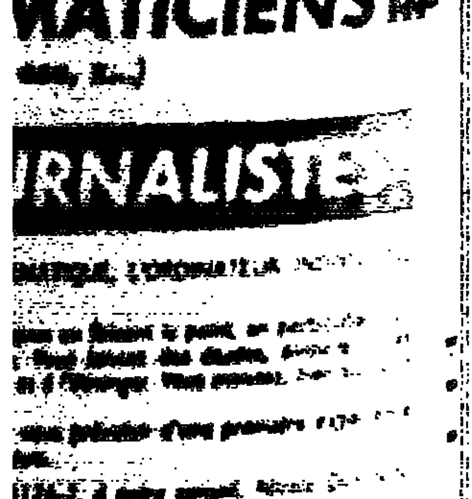
Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4126-2, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION – 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SECTEURS DE POINTE

***Le Monde,* point de rencontre des grandes ambitions.**



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le groupe des Fromageries BEL, présent dans 85 pays : 6300 personnes, 5 milliards de CA dont 50 % à l'étranger.
Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : 1 centre serveur IBM 43XX, VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD, un réseau d'IBM 36, micro PC/PS... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Coordinateur

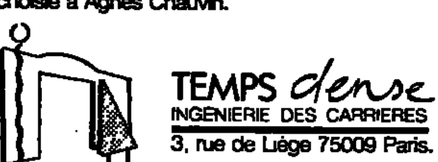
Vous serez l'ambassadeur de la SA des fermiers réunis, filiale de 1000 personnes environ qui assure la production et la commercialisation de grandes marques telles que : Le ROITELET, le PORT-SALUT, le ROUY...
Vous piloterez des schémas directeurs sectoriels, vous assurerez la cohérence entre les objectifs des utilisateurs et l'organisation informatique. Vous veillerez aux budgets et ferez les arbitrages nécessaires. Votre expérience d'au moins 5 ans en informatique ou en gestion vous a doté d'un sens du dialogue à toute epreuve.
Votre lieu de travail : Paris-La Villette. Réf. M TD 11

Ingénieurs de développement

- **Ingénieur confirmé**
Votre expérience de 2 à 5 ans dans la conception et la réalisation d'applications vous permettra de prendre des responsabilités adaptées à vos compétences et à vos goûts : de l'analyse au management complet d'un projet et d'une équipe. Réf. M TD 13A
- **Ingénieur débutant**
Vous serez formé à nos méthodes et prendrez part au développement de nos applications. Réf. M TD 13B

Votre lieu de travail : Paris-Madeleine/Concorde.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre en précisant la référence choisie à Agnès Chauvin.



Responsabilités à partager...

Intégrez l'équipe de direction de notre département systèmes de communication.

Ingénieur grande école (X, TELECOM, SUPELEC...), vous avez acquis une solide expérience dans le domaine des télécommunications. Vous désirez aujourd'hui prendre de nouvelles responsabilités en rejoignant l'équipe de direction du Département Systèmes de Communication de SYSECA, afin de développer l'une des trois fonctions suivantes :

COORDINATEUR TECHNIQUE DE PROJETS

Votre expérience de conduite réussie de gros projets dans le domaine des systèmes de communication (choix de solutions techniques, management des équipes, planification, suivi budgétaire, relation avec les partenaires et le client final...) vous permettra de prendre en charge la supervision technique de nos principaux projets. (Réf. 398)

ARCHITECTE RESEAUX

Votre profil d'expert en architecture de réseaux et systèmes de télécommunication, acquis dans le cadre du développement de gros projets, de l'animation de réponses à appel d'offres, d'une assistance technique aux structures commerciales, d'une veille technologique permanente, vous fera contribuer efficacement à la poursuite du développement du département ainsi qu'à l'initialisation de ses nouveaux axes de diversification. (Réf. 399)

RESPONSABLE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Votre spécialisation et votre intérêt pour le domaine de la communication d'entreprise (réseaux locaux, PABX, télématique, bureautique) acquis dans le cadre d'une fonction de responsable d'affaires (évaluation des offres constructeur, recherche de solution correspondant aux besoins des clients, étude des coûts, réponses aux cahiers des charges), vous amèneront à diriger la mise en place de cette activité au sein du departement. (Réf. 400)

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie
315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.





750 personnes - CA 350 MF
Filiale d'un important groupe industriel français
Société d'électronique spécialisée dans l'application des TECHNOLOGIES DE POINTE recherche

Ingénieur électronicien

De formation ENST, ESE, ENSI, vous possédez une parfaite maîtrise des ETUDES et du DEVELOPPEMENT dans le secteur **Traitement du Signal (analyse des spectres, reconnaissance de signatures)** associée à une connaissance du matériel et du logiciel.

Vous serez chargé

- de conduire des expérimentations,
- d'exploiter des données et des simulations pour CREER DES SYSTEMES NOUVEAUX associant des technologies diverses **en liaison avec les clients.**

Adresser CV, rémunération actuelle, sous réf. CAPT, à SECRE 214, rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS.

CONTESSE



Des projets de grande envergure

Ingénieur débutant ou avec une 1ère expérience, vous voulez valoriser votre potentiel.
Venez participer à notre développement et rejoindre nos équipes de généralistes et d'experts en :

- Conception mécanique et maintenance (Réf. K).
- Analyses de structures et calculs (Réf. U).
- Etudes de sûreté (Réf. P).
- Etudes d'installation (Réf. I).
- Conception thermique et électrotechnique (Réf. M).

Ce qui fait notre force :
- une place de leader mondial dans un secteur de pointe.
- des moyens importants en recherche et développement pour de grands projets.
- des opportunités de carrières très ouvertes vers le management ou l'expertise.

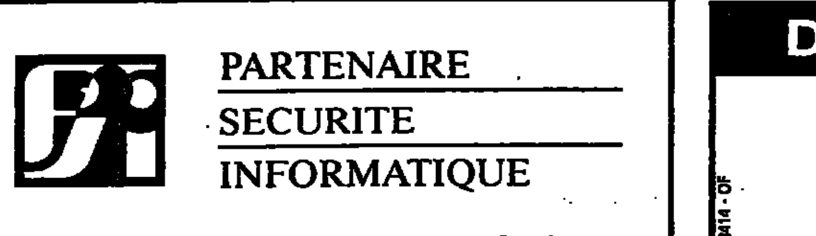
L'aspect **international** des projets exige un bon niveau d'anglais et quelques déplacements en France et à l'étranger. Les postes sont basés à **Lyon.**

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à notre conseil : **MILO**, 3, avenue des Ternes, 75017 Paris, en précisant la référence du poste choisi.



LE FUTUR EN TETE

MEDIA-SYSTEM



Filiale d'un grand groupe de Conseils et de Services en Gestion de Risques renommé, notre société est leader dans le domaine de la qualité et de la sécurité des systèmes d'informations (activités : conseil, formation, progiciels spécialisés).

Pour faire face à l'expansion rapide du marché, nous recherchons des

CONSULTANTS

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir une expérience minimum de 3 à 6 ans dans un service informatique ou dans un cabinet d'audit.

Après une formation à nos outils et méthodes, acquise sur le terrain au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous aurez la responsabilité de projets dans les domaines de pointe que nous maitrisons.

Le poste nécessite de fréquents déplacements en province et parfois à l'étranger. Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions à l'attention de M. COUTANT, "Partenaire Sécurité Informatique", 15 bis, rue Pigalle 75009 Paris.

DEPARTEMENT CARTOGRAPHIE



LEADER EUROPEEN DANS LE DOMAINE DES CARTES ET GUIDES, nous nous préparons à appliquer les technologies les plus modernes à nos produits actuels, afin d'offrir de nouveaux services à nos clients. Nous concevons des calculateurs d'itinéraires, à distances ou embarqués, et travaillons aux futurs systèmes de navigation automatisée dans les véhicules.

Pour prendre la responsabilité technique de ces projets, nous recherchons un **ingénieur grande école**, passionné de **Recherche Opérationnelle, d'Intelligence artificielle** et de **CAO.**

Débutant ou première expérience.

Poste basé à Paris.

Ecrire en joignant curriculum vitae, sous la référence LM/2, à **MICHELIN** - Service du Personnel Didier MIRATON - 63040 CLERMONT FERRAND Cedex.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL CUIVRE

Avec 2 usines et 1000 personnes, nous nous plaçons parmi les leaders des fabricants européens des fils de cuivre émaillés et tréfilés.

Filiale de CABLES DE LYON, nous participons au développement du n° 1 mondial des câbles (16 000 personnes, 16 milliards de CA). Pour renforcer le développement de l'une de nos divisions, nous recherchons :

INGENIEUR CHEF DE SERVICE

ETUDES INDUSTRIELLES

Rattaché au Directeur de la division vous aurez la responsabilité d'une petite équipe de techniciens méthode et conduirez un important projet de développement de nos capacités industrielles et d'automatisation. Les missions du service Etudes Industrielles seront : la conduite de projets, le choix des investissements, l'implantation et la gestion des flux.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur généraliste. (AM ou équivalent) ayant déjà confirmé une première expérience dans un contexte industriel (industries mécanique, métallurgique, équipement électrique) et souhaitant, après avoir acquis la connaissance de notre technologie, évoluer à terme vers des responsabilités de production ou de service technique. Nombreuses possibilités d'évolution dans le Groupe pour candidat de valeur. Localisation à une centaine de km au nord de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. ICS/M à ALCATEL CUIVRE, Direction du Personnel, BP 30, 02301 CHAUNY.

ALCATEL CABLES

MEDIA-SYSTEM

Promouvoir l'informatique scientifique et technique

Ouvrir de nouveaux marchés dans la défense et l'aéronautique, répondre aux appels d'offres, assurer le suivi commercial des contrats en cours, c'est la mission de l'

Ingénieur d'affaires

au sein d'un grand nom de ce secteur.

Ingénieur du corps, Centralien ou Supelec, il a soit une expérience dans le secteur du service, soit dans la gestion de projets complexes.

Il a 30 à 35 ans. Il a l'envergure d'un futur directeur commercial.

Ecrivez sous référence 495/M.
Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG - LILLE

Jeunes ingénieurs fabrication

Philips Eclairage Premier constructeur mondial dans le domaine de l'éclairage, nous disposons en France d'un outil industriel puissant : 7 centres de production à vocation internationale spécialisés dans les sources lumineuses (lampes à incandescence, fluorescentes, halogènes...) et le matériel d'éclairage (intérieur, extérieur et décoratif).

Le centre industriel de **CHALON-SUR-SAONE** (550 personnes) maîtrise des technologies de pointe appliquées à la fabrication en très grande série de lampes fluorescentes et recherche deux Ingénieurs de Fabrication pour ses activités verrerie et tubes fluorescents.

Vous contribuerez à la conduite opérationnelle des équipes et à l'assistance technique sur des moyens de production très automatisés.

Dotés d'un fort esprit d'équipe et de qualités relationnelles, vous êtes diplômés d'une grande école d'Ingénieurs et avez de préférence une première expérience.

En relation constante avec nos services internationaux, vous avez bien sûr une bonne connaissance de l'anglais.

Ces postes constituent une étape pour une évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 30, à Jérôme Percheron, **Philips Eclairage**, Tour Vendôme, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

"Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.A., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

MEDIA-SYSTEM

30 ans

Ingénieur recherche développement

Contrôle commande / Automatismes

Notre Groupe (3000 personnes) est rattaché à la Générale des Eaux. En tant qu'ensemblier, nous intervenons en conception, fabrication et installations sur des chantiers d'équipements industriels. Nous envisageons de confier à un ingénieur, possédant **3 à 5 ans d'expérience en automatismes**, la direction de l'unité Recherche et Développement (3 personnes) de l'une de nos Agences (120 personnes). Plusieurs axes de recherche vous seront proposés, afin de créer une nouvelle dynamique de développement répondant à la demande de nos Clients. Le poste est basé dans une **agréable ville universitaire de l'Ouest**. Votre candidature sera traitée confidentiellement. Merci d'écrire (lettre manuscrite, CV, salaire actuel), sous référence UN 75, à : **Cabinet de GASTINES - 34, Bd Haussmann 75009 Paris.**

Ch. A. de Gastines
conseil de direction

ILE-DE-FRANCE - PAYS DE LOIRE - BRETAGNE

MEDIA-SYSTEM

NOUS AVONS DU TALENT, VOUS AVEZ DU TALENT

REJOIGNEZ NOTRE DIRECTION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

H/F

Dynamique, rigoureux, vous avez le sens du contact et souhaitez progresser dans un contexte varié et évolutif. Venez piloter un grand projet dans le cadre d'un ambitieux Plan de Développement.

Vous assurerez et coordonnerez, en liaison étroite avec les utilisateurs et les informaticiens, la définition des besoins, la conception et la mise en œuvre de nos nouveaux systèmes d'information.

A environ 30 ans, de formation supérieure (INGENIEURS, ECOLE DE COMMERCE, DESS ou DEA), vous justifiez d'une expérience significative dans des domaines tels que l'organisation, l'audit, les marchés financiers ou la conduite de projets.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. DMC à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA PA

JEUNE INGENIEUR

Nous sommes la filiale française performante (progression de 20% par an) d'un important Groupe International fabricant des produits pharmaceutiques de haute technologie.

Un très important programme d'investissements est planifié sur les 4 prochaines années pour faire face au développement d'activités propres et au transfert d'activités nouvelles.
Dans ce contexte, nous recherchons notre

RESPONSABLE AUTOMATISME

Rattaché au Responsable Production, il assure la responsabilité des **performances et de la productivité du Parc Machine :**
- réglage et automatisme : définition, organisation et suivi des travaux de réglage des automatismes de production et logistique.
- projets d'automatisme : définition et mise en place dans les secteurs Fabrication, Conditionnement et Logistique.

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN, il a une première expérience "automatisme" (BE, méthodes, fabrication, maintenance) dans un domaine d'activité proche.

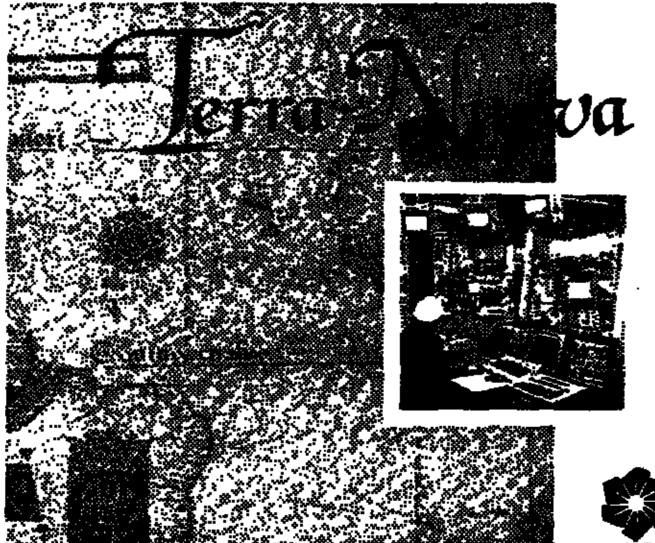
Nous recherchons des candidats à forte personnalité et potentiel pour évoluer vers des fonctions élargies.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. SPE/11 M - KEY MEN - 2 avenue de Paris - 45000 ORLEANS.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DU SYNTEC

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES



CGEE ALSTHOM c'est l'entreprise électrique, le contrôle industriel et l'assistance technique, soit 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 Ingénieurs et Techniciens.

La Direction Régionale PARIS, recherche des Ingénieurs Jeunes Diplômés d'une Grande Ecole : ECP, ESE, ENSI...

Votre mission :
- contacts commerciaux,
- devis et négociations,
- organisation, suivi des études et des chantiers,
- gestion des affaires.

Merci d'adresser votre candidature, à Madame LOUVET - CGEE ALSTHOM - DR PARIS - B.P. 202 92002 NANTERRE.



CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner

CIGIE

MEDIA PA

Jeune INGÉNIEUR D'AFFAIRES - T.P. - A.M.

Importante société, 170 MF de C.A., filiale d'un puissant groupe national, œuvrant dans le domaine de la construction de matériel de travaux publics, recherche pour son organisation commerciale en France :

un ingénieur

débutant ou avec quelques années d'expérience.

Ce poste évolutif couvrirait des fonctions technico-commerciales pour toute la partie EST de la France à partir du siège social situé en région Rhône-Alpes.

La formation aux méthodes et techniques de la société sera assurée.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

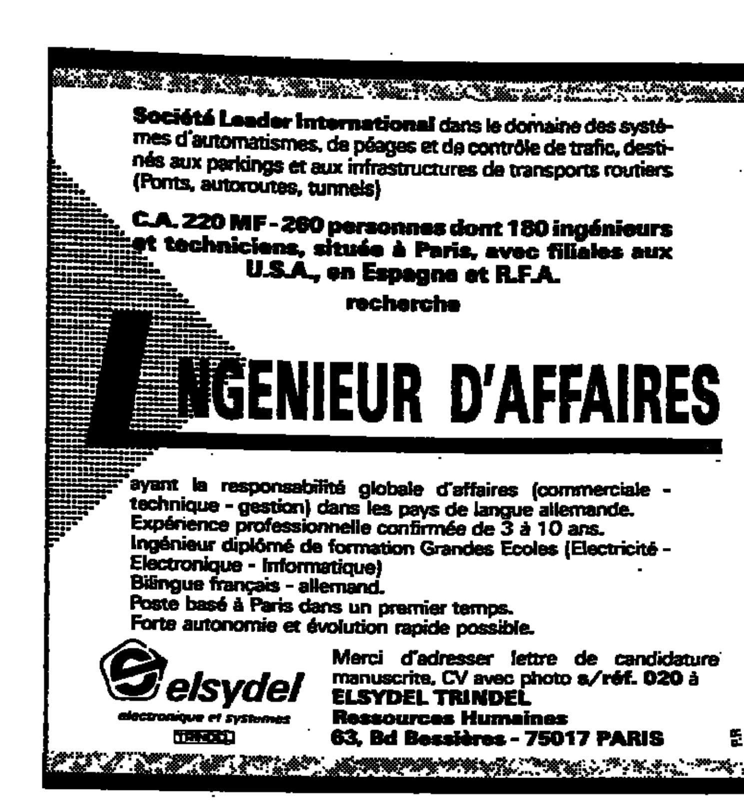
Formation souhaitée : ESTP, AM, INSA Lyon.

Ecrire s/nº 8859
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**





N°1 du marché français des Centres Auto

jeune chef de projet,

nous vous confions la conception et la réalisation de nos applications informatiques (tenue de la collection, exploitation des statistiques de vente) en liaison avec les plate-formes et les magasins.
A 28 ans environ, de formation supérieure, vous avez acquis votre expérience dans un environnement IBM 38 (GAP III) et micros, de préférence en SSII. Homme de communication, autonome, vous n'avez pas peur de mettre la main à la pâte.
Venez rejoindre à Lyon notre équipe jeune et notre entreprise en pleine progression.
Merci d'écrire à notre consultant, A. CLEMENT (réf. 1405 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

France Câbles et Radio intervient dans le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique. Les Services Internationaux vendent des services de télécommunications professionnelles aux entreprises et recherchent pour participer à leur développement un Ingénieur Technico-Commercial. Travaillant en collaboration avec les ingénieurs d'affaires, il doit veiller avant, pendant et après la vente, à ce que les services de télécommunication apportés répondent avec cohérence aux besoins des clients. Pour ce rôle de véritable support technique, nous souhaitons rencontrer des professionnels, soit de formation ingénieur (informatique et électronique) avec 3 à 5 ans d'expérience en transmission de données ou réseaux privés, soit de formation BTS avec une dizaine d'années d'expérience. Anglais impératif.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10, rue du Colisée, 75008 Paris, sous référence 454/B.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Paris

L'un des tout premiers fabricants européens de roulements, renforce son équipe commerciale automobile et crée le poste

Ingénieur de ventes automobile

Agé de 35 ans environ, vous êtes Ingénieur mécanicien diplômé (A.M., INSA...). Vous avez une bonne expérience de l'antifriction et de l'utilisation des roulements acquise en B.E. ou en entreprise et vous êtes attiré par une évolution commerciale de votre carrière.

Rattaché au Directeur des Ventes Automobile, vous serez chargé de développer nos ventes chez les équipementiers. De même, en liaison avec la Division Automobile, vous entretiendrez et développerez les contacts techniques à tous les niveaux.

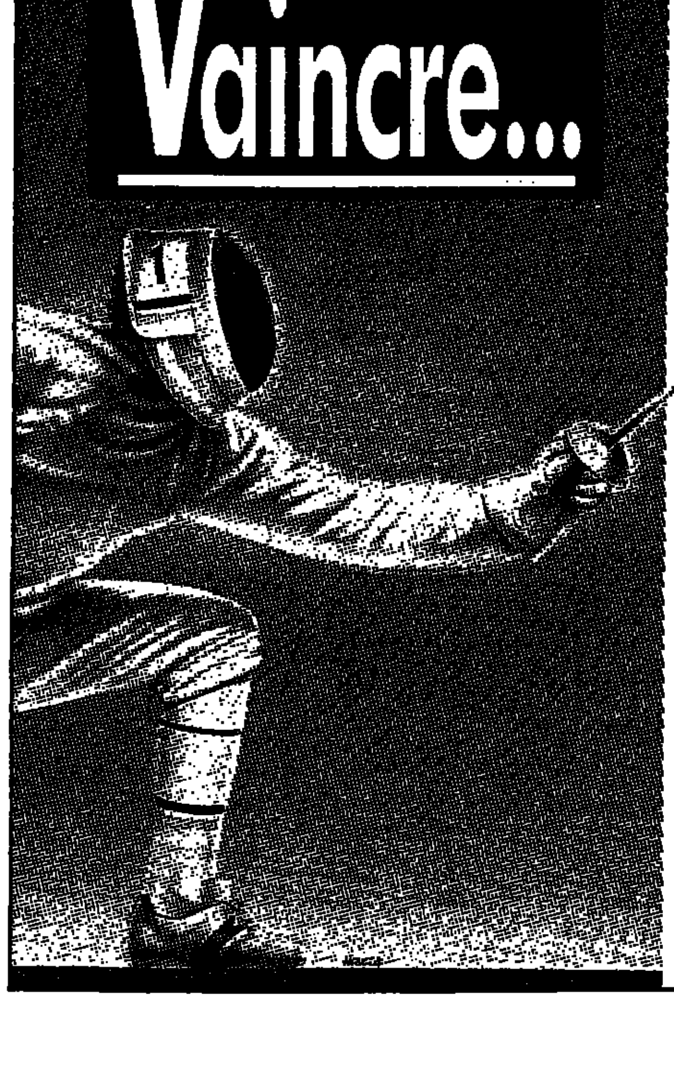
Dynamique, disponible et tenace, vous n'en êtes pas moins un homme de contacts, diplomate et motivé pour réussir votre mission. En rejoignant notre équipe, vos perspectives d'évolution sont grandes, à vous de les tracer...

Christophe Grivolat vous remercie de lui écrire (Réf. 1124 M)

DOMINIQUE BARRE S.A.,
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex.

Lyon - Paris

MEDIA-SYSTEM



SAGEM, le premier spécialiste français de la communication de l'écrit, ouvre la porte à une informatique qui sait communiquer.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, nous recherchons pour notre Siège Social Paris La Défense:

5 COMMERCIAUX GRANDS COMPTES INFORMATIQUES JUNIORS

Vous êtes soit un jeune débutant double formation (Ingénieur + E.S.C.), soit un jeune professionnel de la vente aux Grands Comptes, de formation commerciale type E.S.C., attiré par la négociation de très haut niveau.

Après une période de formation et d'intégration au contact de nos commerciaux confirmés, vous serez amenés à proposer nos solutions informatiques et bureautiques à notre clientèle.

Le contexte fortement évolutif de notre société devrait permettre à des candidats de valeur d'évoluer rapidement vers des responsabilités encore plus importantes.

Merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous réf. M ICJ.1 à SAGEM, Service du Personnel - BP 215 - 92002 Nanterre Cedex.



UN CERCLE HUMAIN DE QUALITE

NOTRE SECTEUR "APPLICATIONS DE SYNTHÈSE" RECHERCHE UN

RESPONSABLE D'UN GROUPE DE PROJET HF

dans le cadre de son futur système d'information des Agences.
Vous animez de 3 à 6 Chefs de projets et leurs équipes de conception et de réalisation.
Vous assurez la conception et le suivi de la réalisation d'une partie du futur système tel que : gestion des données, structure d'accueil des applications, opérations de guichet, suivi des risques,...
Après un bac + 5 et environ 10 années d'expérience, vous souhaitez participer à un projet essentiel pour notre entreprise.
Votre goût du travail en équipe et vos qualités d'animateur seront déterminants.
Des connaissances du milieu bancaire ainsi que de MERISE seraient vivement appréciées.
La taille de notre structure permet de vous offrir des possibilités d'évolution très motivantes.

Merci d'adresser vos C.V. et prétentions (réf. META),
à Anne LAHAYE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA BA



ENTREZ DANS L'EQUIPE...

Leader dans les matériaux de friction : garnitures de freins - garnitures d'embrayages - Valeo Matériaux de friction poursuit son développement et renforce son potentiel humain.
Si vous êtes prêt à vous engager dans un challenge industriel important, venez nous rejoindre.
Nous recherchons pour des postes en Région Parisienne :

Activité Freinage : Commerce Export

Ingénieurs Généralistes ou Mécaniciens
(ECP - ENSAM - ENSI - INSA - MINES...)

POUR LES FONCTIONS SUIVANTES

Ingénieur Responsable des Ventes
Vous animerez une équipe d'Ingénieurs technico-commerciaux dont la mission principale sera le déve loppement de nouveaux marchés chez les constructeurs étrangers de véhicules de tourisme. Une expérience réussie de 2 à 3 ans est nécessaire. La pratique de l'Anglais et de l'Allemand est indispensable. (Réf. IRV/LM)

Ingénieur Technico-Commercial
Responsable des liaisons avec des constructeurs étrangers de véhicules de tourisme. Une première expérience est souhaitée. La pratique de l'Anglais et de l'Allemand (ou italien) est indispensable. (Réf. ITC/LM)

Activité Freinage : Etudes

Jeune Ingénieur Essais/Etudes
(ENSI - INSA - UTC)

Chargé de la conduite et du suivi en laboratoires et sur véhicules des problèmes de VIBRATIONS et de BRUITS, vous possédez la maîtrise des techniques de TRAITEMENT DU SIGNAL - ANALYSE MODALE.
Vous participerez à des études de modélisation sur gros calculateurs.
Vous ne craignez pas d'intervenir sur le «terrain». La pratique de l'Allemand et/ou de l'anglais est indispensable. (Réf. IEE/LM)

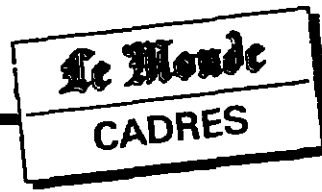
De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à Valeo Matériaux de Friction - Service du Recrutement Ingénieurs et Cadres - 13 rue Dieumegard - 93406 SAINT-OUEN.

Valeo L'Equipement Automobile



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.







Groupe Concept

Fort d'un effectif supérieur à 1.500 collaborateurs et d'un C.A. de 1,5 milliard de francs, notre groupe s'est hissé au 5ème rang des SSII françaises, en maintenant depuis 1985 un taux de croissance annuel supérieur à 100%. L'une de nos divisions, **BANQUE et FINANCE INTERNATIONALE**, spécialisée dans la conception et la réalisation de salles de marchés (francs, devises, matif, titres...) souhaite renforcer ses équipes en intégrant des

Consultants

De formation supérieure, vous avez une expérience significative d'audit et/ou de conseil liée aux domaines bancaires et nouveaux produits financiers. Vous prenez en charge nos activités de consulting liées à l'installation des progiciels salle de marchés : études des besoins spécifiques de chaque client, conseil, organisation, mise en place, suivi...

Jeunes diplômés
(ESC Ingénieurs)
Futurs Ingénieurs d'Affaires

Après une période de formation à nos produits et services, vous assurez la coordination commerciale et organisationnelle au sein du département en relation avec nos clients et nos consultants. Vous êtes également responsables de l'information technique auprès de nos prospects (démonstration des logiciels, jeux d'essais, paramétrage).

Nous proposons à des candidats passionnés et performants d'évoluer dans un environnement de haut niveau et d'être à l'avant garde de ces métiers d'avenir.



Merci d'adresser lettre manus. rémunération actuelle et CV sous réf. 21138 à notre conseil CONCEPT RECRUTEMENT 2, pl. André Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

JEUNES DIRECTEURS D'AGENCE

JOUEZ TOUTE LA GAMME DE VOTRE TALENT

A 25-28 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et professionnel reconnu de la vente, vous déployez toutes les facettes de vos talents de manager :

- Animateur de tempérament, vous dynamisez une équipe de 5 à 15 personnes.
- Négociateur de haut niveau et véritable conseil financier, vous assurez le suivi des clients les plus importants.
- Fin stratège, vous participez à l'élaboration de la politique de développement régionale.

Vous évaluez vos objectifs agence et les moyens à mettre en œuvre.

- Décideur averti, vous avez la maîtrise du risque et des marges sur les opérations de financement.

Filiale performante du Groupe de la Compagnie Bancaire, l'UCB est le N° 1 du financement immobilier. En nous rejoignant, vous jouez la carte de votre propre développement.

Adressez votre dossier complet de candidature, sous réf. 300, à Sylvie AGUER - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

UCB

groupe compagnie bancaire

Bercy-Expo

Premier Centre d'Affaires International de l'Alimentaire (ouverture 1992)

Recherche jeunes diplômés formation commerciale/marketing (bac + 4) pour négociation haut niveau avec chefs d'entreprise secteur agro-alimentaire.

Qualités requises : goût du challenge, force de persuasion, très grande disponibilité et excellente présentation.

Poste basé à Paris, nécessitant de nombreux déplacements en province.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :
E. Ilinski, Bercy-Expo, 3, place des Vosges, 75004 PARIS.

Société de service en pleine expansion

CHERCHE
DIRECTRICE (TEUR)

administratif et du personnel, diplômé école gestion ou commerciale, expérience minimum 10 à 15 ans dans poste administratif à responsabilité, de préférence dans une société de services fortement informatisée. Sera en contact avec une clientèle nombreuse et exigeante. Dirigera et gérera un personnel d'une trentaine de personnes. Assistance directe du PDG.

Rémunération motivante et potentiel de carrière important.

C.V. avec photo sous n° 8 858.
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Cabinet Conseil en Recrutement, Siège Paris 8e, Filiale d'un groupe spécialisé en informatique, souhaite intégrer dans le cadre de son expansion

UN(E) CONSULTANT(E)

A ce jour, une expérience probante d'au moins 2 ans dans un cabinet ou une SSII vous a permis d'exploiter vos qualités commerciales et humaines.

Vous aurez à prendre en charge l'intégralité des opérations de recherche de cadres par approche directe ou voie d'annonces, vendre et réaliser des missions de recrutement en s'appuyant sur une très bonne expérience de la vente de services et conseil aux entreprises.

Ce poste s'adresse à une femme ou un homme à fort potentiel, sensible à la notion de qualité autant qu'à celle d'efficacité.

Notre style de management, reposant sur la responsabilité et la convivialité de chacun de nos partenaires, nous a permis de constituer une équipe soudée et performante. Vos résultats seront les garants de votre évolution au sein du cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et photo sous réf. C/11 à:

LM Consulting, 80, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

Consultant confirmé HF

Nos sociétés, **JP PORNET Consultants**, implantée depuis plus de 10 ans en Rhône-Alpes et **JP PORNET Conseil**, implantée depuis 3 ans en Lorraine, développent sur ces régions ainsi qu'à PARIS une activité de conseil auprès des Directions de Relations Humaines :

- **Recrutement**
- **Détection de potentiels**
- **Evaluation...**

Nous proposons à un consultant de formation DESS, DEA en Sciences Humaines et ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience en cabinet et/ou en entreprise, de rejoindre notre société Nancéienne.

En prise directe avec la Direction, il animera notre équipe constituée d'un consultant junior et d'une assistante.

Il prendra en charge le développement du portefeuille de clients existant et assurera le bon déroulement des missions.

A moyen terme, il prendra en charge la prospection de nouveaux clients et devrait évoluer s'il le souhaite vers une fonction de conseil de direction.

Nos compétences concernent les métiers de la finance, de la banque et de l'informatique. Aussi, une connaissance de ces domaines sera un atout supplémentaire.

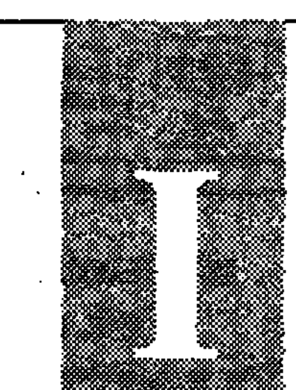
Adressez-nous votre dossier de candidature, sous réf. 11M.

JPP **Gestion des Ressources Humaines, Recrutement, 8 rue Jean-Jaurès, 54320 Maxéville.**

CONSULTANTS LYON PARIS NANCY

SECTEURS DE POINTE

IMPORTANTE SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE, filiale d'un des premiers groupes internationaux recherche pour ses unités de production des



NGENIEURS

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

Arts et Métiers, Centrale, Physique et Chimie, INSA

Votre expérience de 3 à 5 ans dans une fonction Etudes ou Production vous permet d'assumer pleinement cette responsabilité.

Dans une entreprise leader sur son marché, développant des technologies de pointe, vous serez chargé d'étudier et de définir les matériels techniques nécessaires à la production et au conditionnement de nos produits.

Vous serez parallèlement responsable de la mise en application effective de D.A.O.

Vos qualités d'organisateur et votre goût des contacts humains feront de vous l'un des acteurs privilégiés de notre réussite.

Réf. 8302/LM

CHEF DE LABORATOIRE

ENSIA - INA - ENSA - UTC ou équivalent

Expérience de 3 à 5 ans en industrie agro-alimentaire

Dans le cadre de l'organisation et de la gestion du système assurance qualité de l'usine, notre Chef de Laboratoire est responsable des procédures de :

- Contrôles physico-chimiques et organoleptiques des matières premières et Fabrications
- Libération des produits finis
- Hygiène et Nettoyage
- Echantillonnage et Dégustation

Parallèlement, il gère et anime son équipe, composée d'une vingtaine de personnes.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil et si, en outre, vous portez un intérêt particulier à l'hygiène alimentaire, écrivez-nous.

Poste basé en Province

Réf. 8303/LM

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à HYPERBOLE, 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

DIPLÔMÉS D'ÉCOLE D'INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES 3e CYCLE SCIENTIFIQUE

DÉBUTANTS

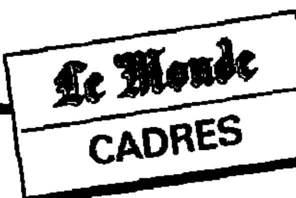
Quelle que soit votre spécialité d'origine, vous partagez notre passion pour la mise en œuvre de techniques avancées.

Associez à votre carrière la notoriété d'un grand Groupe Informatique, 850 personnes, 12 filiales, qui interviennent auprès des plus grandes entreprises de tous secteurs d'activités.

Une formation qui a fait ses preuves vous initiera aux techniques les plus actuelles de l'informatique de gestion et vous permettra de jouer très vite un rôle opérationnel au sein de nos équipes de réalisation. Rapidement, vous élargirez vos responsabilités à la conception d'applications, au Conseil et à la conduite de projets importants.

Merci de nous adresser dès maintenant votre dossier de candidature sous la référence D/765 à Michel BOUFFARD





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Clermont-Ferrand

FUTUR RESPONSABLE D'UNITE

Le premier groupe français de distribution de produits techniques (5 300 personnes, 7 milliards de CA) recherche le futur Directeur de l'une des Sociétés (CA 37 millions, 33 personnes) de sa Division Fourniture Industrielle (transmission hydraulique, pneumatique, mécanique, automatismes). Sa mission est de gérer progressivement le développement de la Société.

Véritable patron d'une unité décentralisée, il propose et met en oeuvre la politique générale et commerciale, définit ses budgets ventes et réalisations des objectifs quantitatifs et qualitatifs, supervise les contacts commerciaux de son équipe. De formation supérieure mais aussi homme de terrain, il possède une expérience confirmée de direction d'un centre de profit et/ou d'une équipe de vente proche du négoce industriel.

Les responsabilités, l'autonomie du poste et les perspectives d'évolution au sein d'un groupe de premier plan sont de nature à intéresser un homme de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 15/2861 A à :

EGOR RHONE ALPES
Tour Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

aumi.

Notre prestigieux Groupe de Sociétés de Service est le plus important dans son domaine. 5 000 personnes dans des entreprises décentralisées oeuvrent à nos objectifs prioritaires : l'image et la rentabilité du groupe, la qualité des services apportés et leur adéquation aux attentes de nos clientèles.

ADJOINT DU D.R.H.

avec l'avenir devant vous

La DRH, au siège de la société holding à Paris, initie et coordonne la stratégie sociale et la mobilité interne. Nous souhaitons accueillir dans ce poste une forte personnalité.

Ses missions auprès du DRH recouvrent ou recouvriront l'ensemble des fonctions de cette Direction : gestion des hommes et gestion administrative, communication interne, négociation avec les partenaires sociaux, etc... De plus, la responsabilité de la formation (3 % de la masse salariale) lui sera confiée en direct.

A 33-40 ans environ, avec une formation de type IEP Paris, une expérience opérationnelle du métier, le sens de l'anticipation et beaucoup de conviction vous êtes notre candidat(e) pour le présent et le futur.



Edith Giacchetti, notre Conseil, vous en dira plus et vous assure une totale discrétion, adressez-lui votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) s/réf. 28.235/M au CPA. 3 rue de Liège, 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

ATTACHE DE PRESSE H/F

ETABLISSEMENT FINANCIER SPECIALISTE DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années dans la profession, et vous possédez de solides bases en économie.

Les relations avec la presse économique et financière n'ont plus de secret pour vous.

Le secteur du développement local vous intéresse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 08.169 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Qualité et Productivité

Entre Manche et Loire, 1250 personnes sur 5 sites industriels oeuvrent ensemble à la conception et à la fabrication d'une gamme de produits d'équipement industriel. Nous sommes l'un des pôles d'un puissant groupe français leader mondial sur ses marchés très porteurs. Nous recherchons une personnalité pour prendre

LA RESPONSABILITE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Former, recruter, gérer, communiquer, négocier, innover, préparer le futur sont vos missions auprès de la D.G., toutes aussi importantes les unes aux autres. Entre 35 et 45 ans, avec une formation de type IEP, ESC, DROIT..., l'expérience du métier et surtout une vision réaliste et clairvoyante des hommes et des femmes qui feront l'entreprise de demain, vous trouverez votre avenir chez nous. Vous serez basé à Rouen, ville européenne.



Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 21.295/M à notre Conseil Edith Giacchetti qui vous garantit la discrétion. CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

VOCATION MEDIA

RECRUTEZ NOTRE FORCE COMMERCIALE ET GEREZ SON DEVELOPPEMENT

Nous sommes une société leader dans le domaine de l'Assurance-Vie. Notre croissance actuelle tient à notre force commerciale : un réseau de 750 vendeurs salariés. Notre croissance à venir sera liée à la qualité des commerciaux que vous recruterez pour nous.

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT RESEAU

Dans ce domaine, vous créerez véritablement la fonction et disposerez de responsabilités étendues. En équipe avec la Direction commerciale vous analyserez l'existant, évaluerez les besoins. Vous définirez les méthodes propres à la société (grilles d'évaluation, tests) et les mettrez en place. Campagnes de recrutement, formation des opérationnels au recrutement, suivi des jeunes embauchés... votre action, vous l'avez compris, répondra à des objectifs tant quantitatifs que qualitatifs.

De formation supérieure, votre expérience (5 ans) du recrutement de commerciaux, dans les domaines Distribution-Services, fait de vous un professionnel reconnu. Vous êtes également autonome et créatif. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. LM/RRR à :
CEPIG - 16, rue Franklin - 75116 PARIS

CEPIG

Structure Régionale de Conseil et d'Etudes Economiques

Pour assurer son expansion, une équipe de haut niveau (X, MA.Sc, ENSEA, INPG), chargée d'analyser les grands projets industriels et d'accompagner le développement des PMI de sa région, recherche :

Un Chargé d'Etudes Economiques

De formation type Sciences Eco, âgé d'au moins 25 ans, il maîtrise les méthodes d'enquêtes et les outils de traitements informatiques de l'information, a une bonne capacité rédactionnelle.
Réf. 947 M.

Plusieurs Consultants en développement produits et diversifications d'activités

De formation ingénieur polyvalent, complétée par une formation en Gestion ou Marketing, ils ont une bonne sensibilité aux problèmes de l'entreprise, sont pragmatiques, et autonomes. Âge indifférent.
Réf. 948 M.

Pour ces postes, basés dans une capitale régionale proche de Paris, l'expérience concrète de l'entreprise est souhaitée.



Envoyer lettre + CV + photo et prétentions en rappelant référence du poste à EKA, 18 Avenue Matignon 75008 PARIS.

DESSEIN

L'ACADEMIE ACCOR Université d'entreprise du Groupe ACCOR recherche des

Formateurs

- au management des hommes et ressources humaines (réf RHLM 811)
- au marketing des services et au commercial (réf. MLM 811)
- à la comptabilité (réf. CLM 811).

Notre Groupe, en 20 ans, s'est développé dans 60 pays, compte 52 000 collaborateurs et pense que l'homme est la principale richesse de l'entreprise : l'existence de l'Université en est la preuve.
A 25 ans minimum, votre expérience est en rapport avec le domaine d'intervention choisi et vous permet d'être immédiatement opérationnel.
En répondant aux demandes spécifiques du Groupe, vous créerez les stages, les améliorerez, les animerez, en assurerez le suivi et appliquerez les procédures de gestion administrative.
Vous avez, bien sûr, une bonne capacité à évoluer dans un milieu opérationnel, vous êtes créatif et rigoureux, et saurez vous positionner comme conseil et spécialiste auprès du Groupe.
Grande disponibilité et mobilité sont indispensables.
Poste basé à Evry.
Merci d'adresser votre dossier (lettre man. + CV) à Anne-Yvonne Carré, Groupe PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.



Nous sommes spécialisés dans la diffusion des méthodes modernes de management ; en France, et, bientôt ailleurs.
Vous êtes un spécialiste confirmé du management.

Nous nous adressons aux chefs d'entreprise et à leurs collaborateurs directs.
Vous avez l'expérience vécue de l'entreprise et plusieurs années de pratique du conseil de direction générale.

Nous exigeons une formation de très haut niveau.
Vous possédez une double formation d'ingénieur et de MBA.

Nous avons beaucoup de projets de développement.
Vous êtes animé d'une forte ambition.

Nous nous distinguons nettement de nos concurrents, tant par nos produits que par notre stratégie de croissance.
Vous souhaitez être associé à une oeuvre originale et ambitieuse.

Nous sommes une structure encore jeune avec un très fort potentiel de croissance.
Vous souhaitez vous épanouir et donner la mesure de vos compétences dans une entreprise dynamique.

Nous souhaitons intégrer dans notre équipe un

Conseil en management

Ingénieur + MBA

Rencontrons-nous rapidement.
Merci d'adresser votre dossier à notre conseil sous la référence M/304.

ornicar *3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris*





Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Papeteries de Condat

branche papier bois de Saint-Gobain

Nous sommes déjà l'un des leaders européens du papier d'impression haut de gamme.
Notre objectif en 1990 :
– une capacité de production multipliée par 1,5,
– un CA de 2 milliards.
grâce aux importants investissements que nous allons réaliser.
Pour participer à ce challenge et intensifier notre présence auprès des professionnels de l'édition et de la publicité nous recherchons le

Responsable des ventes directes

aux utilisateurs : imprimeurs, éditeurs, agences de publicité...

Par son battant et ses talents d'animateur, il entraînera et motivera une équipe de cadres commerciaux, l'appuiera dans les négociations délicates, élaborera et mettra en œuvre des stratégies efficaces pour gérer et développer un chiffre d'affaires important.
Les enjeux de cette mission impliquent une formation SUP de CO ou équivalent, une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la vente de produits industriels, des qualités de leader.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 44 B 1121-8 M à Annie SANTAMARIA,
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap

PUBLIPANEL

Un groupe français performant en expansion, leader européen pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation et comprenant plus de 30 fililales recherche des

Jeunes diplômés opérationnels, potentiel :

Directeurs de filiale

Ils assumeront d'emblée des responsabilités autonomes impliquant animation de personnel, gestion budgétaire et relations commerciales.
Ces postes conviendraient à des candidats :
- diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion ;
- ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle impliquant des responsabilités de terrain ;
- témoignant d'un potentiel de manager de PME.

Ils pourront démarrer dans le groupe à :

- **Paris** réf. 44 C 1068-8M
- **Bar-le-Duc** réf. 44 C 919-8M
- **Rouen** réf. 44 C 1030-8M
- **Châteauroux** réf. 44 B 1167-8M

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



royal air maroc

NOUS :
Compagnie Nationale de Transport Aérien, implantée dans plus d'une trentaine de pays, C.A. : 3 milliards de dirhams et un effectif de 4.880 personnes.

NOTRE AMBITION :
Relever les défis de la prochaine décennie pour être parmi les gagnants.

VOS ATOUTS POUR NOUS CONVAINCRE :
Une passion pour la créativité, l'organisation, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

Une excellente formation supérieure sanctionnée par :
- un diplôme d'ingénieur de Grandes Ecoles,
- un diplôme de Hautes Etudes en Management, Administration des Entreprises, Relations Humaines, Sociologie.

Si vous répondez à ce profil, vous serez intégrés dans une équipe pour mettre en place une nouvelle politique de gestion de ressources humaines.

Un C.V. détaillé prouvant vos aptitudes professionnelles, une lettre manuscrite de candidature accompagnée d'une photocopie de vos diplômes sous référence : Recrutement Royal Air Maroc, 34, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.



JEUNES INGENIEURS

JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE...

LA G.I.E. (700 PERSONNES) CONÇOIT, REALISE ET FAIT FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU GROUPE A.G.F. POUR REPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT CONSTANT D'INNOVATION ET D'ANTICIPATION.

- Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 21 novembre 88) à notre informatique de gestion, vous serez analyste au sein de nos équipes.
- Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :
  – 3 unités centrales (IBM 3090-400 et 600),
  – 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 600 terminaux, 1 million de messages par jour),
  – de nombreux domaines de développement : infocentre, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...),
- Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : rémunération et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M/SF 8 à Melle Dominique BŒUF - G.I.E. Direction des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11

GIE

UNANIME Photos Craddock - Zefa - Ken Cooper - The image bank

L'INFORMATIQUE EN ACTION

MNH MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS

1re Mutuelle du monde hospitalier
1 Milliard de C.A.
1 Million de bénéficiaires

recherche pour son service Organisation et Informatique basé à Montargis

(1 heure d'autoroute, 50 minutes en train de Paris)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Vous êtes attiré par le travail en équipe.
Vous souhaitez démontrer rapidement votre aptitude à prendre des responsabilités.

ENTRE L'INFORMATIQUE HOSPITALIÈRE ET LES RÉSEAUX DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE, VENEZ REJOINDRE UN SECTEUR D'ACTIVITÉS EN PLEINE EXPANSION.

Vous avez une formation supérieure (MIAGE, DUT, BTS), une connaissance des systèmes BULL DPS7, une première expérience dans au moins l'un des domaines suivants (SGBD, Télétraitement, Bureautique, Vidéotex).

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à

M.N.H. - Service du personnel
45213 MONTARGIS CEDEX.



BOUYGUES INTERNATIONAL : CHOISISSEZ LE BON LEADER

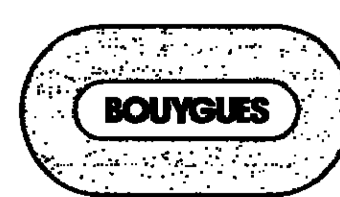
Choisissez Bouygues, qui n'est pas le leader que vous croyez :
- des unités à taille humaine, où chacun peut s'épanouir, réaliser son projet, accroître ses responsabilités, se passionner...
- un nouvel horizon international qui passe par Moscou, par l'Europe Occidentale, l'Afrique et l'Extrême Orient.

Jeunes ingénieurs

débutants ou avec une première expérience, entreprenants, dynamiques, venez participer à d'importants chantiers concernant toutes les spécialités de la filière Bâtiment : GO - CET - CEA - VRD.

Vous maîtrisez l'anglais et si possible une deuxième langue, l'espagnol, par exemple.
Vous faites preuve de la souplesse nécessaire à une carrière mobile dans tous les sens du terme.

S'il vous plaît de rejoindre un leader, adressez votre candidature à
J. Surugue Bouygues Bâtiment International - Challenger
1, avenue Eugène Freyssinet 78061 St Quentin en Yvelines.



NOUS DESSINERONS ENSEMBLE VOTRE PROJET



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Evolution, d'accord...

Bien sûr, notre établissement (430 personnes) en pleine expansion dans son domaine technologique de pointe peut faire grandir ses cadres « battants »... Mais auparavant, il faut faire ses preuves ! Aujourd'hui, notre équipe « personnel », elle aussi en croissance, recherche un jeune cadre...

Mais recrutement d'abord !...

Vous connaissez l'importance du choix des personnes :

Dans notre environnement d'ingénieurs et de commerciaux, il s'agit, dans cette période d'augmentation importante des effectifs, d'assurer dans les délais qualitativement et quantitativement, la réussite de ces recrutements. (définition des profils, rédaction des annonces, logistique, examen des C.V., entretiens, participation au choix final...)

Cela n'empêche pas une vision plus globale de la fonction « Personnel », elle pourra servir ultérieurement !

Jeune diplômé d'études supérieures, débutant ou avec une première expérience, votre ouverture d'esprit, votre disponibilité et votre motivation feront la différence... Une bonne connaissance de l'anglais sera la bienvenue.

Vous êtes intéressé par ce poste basé en proche banlieue Nord Ouest de Paris ?

Adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. Z/RR/LM, à notre Conseil.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS









Pour devenir responsable de la section "Analyse-Vitamines" au laboratoire de contrôle de NESTLE FRANCE, situé à Courbevoie, vous êtes

INGÉNIEUR BIOCHIMISTE

avec une expérience d'environ 5 ans des différentes méthodes de dosage pratiquées dans ce domaine (HPLC, GC, Microbiologie). Vous assurerez la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes. Vous aurez des relations fréquentes avec différents services ou unités du groupe, avec les fournisseurs...; celles avec l'étranger supposent que vous parliez couramment l'anglais.

Adressez votre candidature, sous réf. INB, à Alain Girard - Direction du Personnel - SOPAD NESTLE - 17, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex.

Sopad Nestlé

c'est fort en réussite!

TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER (2.000 personnes),
spécialisé dans le crédit et le financement,

structure sa jeune Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information dont l'objectif est de proposer un ensemble complet de prestations de conseil, d'audit, d'organisation, d'études et de réalisations informatiques à toutes les directions de l'Etablissement, et recherche un

CONSULTANT ORGANISATEUR

- vous serez au sein du Groupe Conception l'un des principaux acteurs de cette mutation,
- votre action s'exercera sur l'existant et sur les futurs développements de services. Elle s'étendra à tous les secteurs administratifs, comptables, financiers et commerciaux,
- vous interviendrez au niveau des décisions de développements et mènerez des réflexions d'ensemble (plans, schémas directeurs), auprès des utilisateurs, en amont de l'informatique,
- de formation Grandes Ecoles, vous avez entre 28 et 35 ans et aurez mené plusieurs missions similaires dans le secteur tertiaire ou dans un cabinet d'audit et de conseil en organisation,
- votre culture porte sur une connaissance approfondie des secteurs financiers des entreprises, les risques, les engagements et les différents types de financement. Vous n'êtes pas, à priori, informaticien mais vous devrez en connaître l'usage et les applications.

Adresser lettre, CV, photo (Réf. COE 06) à NORINE NIZEROLLE
CABINET DE RECRUTEMENT ATYA R.I. 45, rue Anatole-France, 92300 LEVALLOIS-PERRET
Téléphone : 47.57.75.99 – Télécopie : 47.57.18.97





Etablissement Public à caractère industriel et commercial, situé à Paris, recherche :

PHARMACIEN/MÉDECIN OU BIOLOGISTE

NIVEAU DOCTORAT

ayant travaillé au moins 2 ans dans l'industrie pharmaceutique ou en contact avec celle-ci. Réf. DGAF 01

CHIMISTE/MATÉRIAUX SPÉCIALITÉ "CHIMIE-FINE"

NIVEAU DOCTORAT

ayant travaillé au moins 2 ans dans l'industrie chimique ou en contact avec celle-ci. Réf. DGAF 02

Pour ces postes les candidats(es) auront la charge : • du suivi technique/économique du secteur • de l'appui au réseau régional de l'organisme • des contacts avec les établissements publics scientifiques et techniques pour évaluation des résultats de recherche • du transfert de technologies... Anglais courant nécessaire.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste, au Service du Personnel de l'ANVAR - 43, rue Caumartin 75436 Paris Cedex 09.

Organisme administratif, social et financier
PARIS - 3.000 personnes

recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES

(Maîtrise économétrie, MASS, Sciences économiques)

Ce cadre prendra en charge la rédaction de notes d'études. Il devra faire évoluer et redéfinir les produits existants.
Il aura à assurer l'organisation de fichiers statistiques à partir d'extraction d'une base de données.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + *prétentions* à :
Monsieur le Directeur du personnel,

U.R.S.S.A.F.
3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL CEDEX.

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son agence de

QUIMPER

CHARGE DE CLIENTELE H/F

Directement rattaché à votre Directeur d'Agence, vous aurez pour mission de développer et de gérer, au sein d'une petite équipe, un portefeuille de clientèle PME/PMI.

De formation supérieure à dominante commerciale, économique ou bancaire, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en exploitation ou de solides connaissances techniques acquises en milieu bancaire.

Homme de contact, vous cherchez un développement de carrière.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 6811 Publicités Réunies - 112, Bd Voltaire - 75544 Paris Cedex 11 qui tr.

IMPORTANTE FEDERATION PROFESSIONNELLE
Quartier Opéra recherche

UNE ASSISTANTE COMMUNICATION

- Véritable bras droit du Directeur de la Communication, elle sera associée à toutes activités d'information externe et interne de l'Organisme.
- Elle a une maîtrise des relations avec les médias.
- Elle est très au fait des techniques de communication.
- Elle a une bonne expérience des Relations Publiques (Manifestations, Colloques, Audio-visuel, expositions, voyages de presse, cocktails...).
- Totale disponibilité, esprit d'initiative et de synthèse, imagination et méthode seront absolument nécessaires pour une parfaite réussite dans cette fonction.
- Une expérience probante à un poste similaire est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions s/réf. DEL9 à
HELP INTERNATIONAL - 8, rue de Louvois - 75002 PARIS.



Jeunes diplômés Sc Po, Ingénieur, ESC, DEA...

entreprenez votre carrière dans l'édition

Notre prestigieuse maison d'édition publie essentiellement des livres scolaires et para scolaires pour l'enseignement technique. Nous concilions harmonieusement modernisme et tradition. Notre chiffre d'affaires connaît depuis plusieurs années une très forte progression qui nous permet d'avoir d'ambitieux projets de développement et de diversification.

Nous créons un poste :

Editeur junior

Vous assisterez nos éditeurs dans la conception des ouvrages, la recherche des auteurs, le contrôle qualitatif des manuscrits, le suivi de fabrication...

Vous avez des qualités d'autonomie et d'imagination, de la rigueur, le goût du contact, des qualités rédactionnelles...

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil sous la réf. M/303.

ornicar 3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris

Recrutement "à la une" pour un groupe de presse

Nous sommes un des premiers Groupes de Presse et de Communication (1800 personnes). Nous avons créé une dizaine de publications en France et à l'étranger ces 2 dernières années. Pour faire face à ce développement et à plus de 100 recrutements par an (en majorité des Cadres et Journalistes), nous renforçons notre structure Ressources Humaines.

Nous vous proposons de prendre en charge pour certaines unités du Groupe, la responsabilité de missions de recrutement dans leur totalité jusqu'à l'intégration et au suivi des nouveaux embauchés.

Vous participerez à la mise en œuvre de la politique "vivier" du Groupe : relations grandes écoles, recrutement et suivi des stagiaires.

Le poste nécessite une formation supérieure et une excellente pratique de l'entretien acquise au travers d'une expérience d'au moins 3 ans en entreprise ou en cabinet.

Nous vous remercions d'adresser une lettre de candidature + CV, sous référence CRM, à BBC, 129 rue de Turenne 75003 Paris.



Le GROUPE PELEGE, plus de 5 milliards de C.A., 3 500 collaborateurs, s'affirme comme l'un des leaders du monde de l'immobilier.

Sa stratégie de croissance, l'intégration de nouvelles sociétés le conduisent à renforcer son Secrétariat Général, et vous propose la fonction de

Chef des services juridiques

Véritable conseil interne, expert en matière de droit des affaires, vous serez responsable du montage des dossiers lors d'acquisitions ou de créations de sociétés, de la rédaction de contrats de toute nature, de la gestion des conseils et assemblées, du suivi des contentieux avec les avocats et du suivi des assurances.

De formation maîtrise minimum, vous avez la trentaine, une expérience de juriste d'entreprise et souhaitez développer vos compétences dans le cadre d'un Groupe en pleine croissance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence CSJ/M à
CARA CONSEIL
36, avenue Hoche
75008 PARIS.

CARA CONSEIL

SOCIETE D'AMENAGEMENT REGIONAL

recherche

Responsable de projets d'Aménagement

Basé dans une grande ville universitaire de Normandie, vous serez directement responsable de l'animation et de la conduite technique et financière d'importantes opérations d'aménagement.
De formation de préférence technique (INSA, ESTP...) ou économique (IEP, Sciences Eco...), vous avez si possible une première expérience acquise sur le terrain en aménagement opérationnel ou immobilier.
D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe national auquel nous sommes intégrés.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. 41178/M à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Le Monde CADRES — *Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

Pour réaliser et conforter son développement national et international, un groupe industriel (10 PMI) crée les postes suivants :

directeur administratif et financier HF

Vous dirigez les services du groupe : comptabilité, gestion, financement, juridique, informatique et communication.
Vous coordonnez leurs actions vis-à-vis des sociétés du groupe et de l'extérieur, avec le souci rapport qualité/prix compétitifs.
A 40 ans environ, vous avez une formation supérieure, maîtrisez l'anglais et votre expérience est plutôt industrielle. Réf. DAF

directeur des concessions HF

Vous assurez la Direction de toutes les sociétés du groupe, titulaires de marchés publics concédés (construction et exploitation).
Vous représentez les intérêts du groupe, préparez les conseils d'administration et les décisions des PDG de ces sociétés. Vous négociez et gérez les contrats conclus par chacune de ces sociétés (maîtrise d'ouvrage, commercialisation, approvisionnement...).
A 40 ans environ, vous êtes ingénieur + IAE ou IFG ou CPA, vous maîtrisez l'anglais et vous justifiez d'une expérience similaire. Réf. DC

directeur filiale export HF

Vous dirigez la société chargée de gérer les synergies des diverses sociétés du groupe à l'exportation, proposez et mettez en application la stratégie du développement des technologies du groupe à l'étranger et gérez le partenariat qui y est attaché.
Vous coordonnez l'action des Directeurs de zones commerciales.
A 35 ans environ, vous êtes ingénieur + IAE ou équivalent, parlez une ou plusieurs langues dont l'anglais et avez une expérience commerciale à l'export réussie, type vente d'usines clé-en-main. Réf. DFE

Merci de nous envoyer votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie et en mentionnant salaire et avantages actuels, à Marie May Consultants, 42 rue Pitot, 34000 Montpellier.

MEDIA-SYSTEM

Secrétaire général

Société holding, nous possédons tant en France qu'à l'étranger, plusieurs filiales développant leurs activités dans le domaine industriel.
Dans le cadre de notre expansion, nous créons le poste de Secrétaire général, en prise directe avec le Président Directeur Général du groupe, dont il sera le "bras droit" et le conseil.
Il sera directement responsable de toute l'administration des diverses sociétés du groupe, du juridique, de la comptabilité et des finances.
Basé à Qimper, au siège social de la holding, il s'intégrera dans une équipe jeune et motivée. Utilisant les méthodes de gestion et de direction modernes, il fera preuve d'un esprit d'entreprise bien marqué.
Agé de 30/35 ans, de formation supérieure (BAC + 4...) et des qualités de contact.
Rémunération motivante : Fixe + prime sur objectifs + participation au capital des diverses sociétés du groupe.
Adresser lettre + photo + C.V. + prétentions sous référence 514LM à CAPFOR - 1, rue St Marc - 29000 QUIMPER - Tél. 98.53.50.51.

MEDIA PA

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG



CA 580 MF - 300 personnes.
Rattaché au **GROUPE MARTINI & ROSSI**, élaborant des spiritueux et commercialisant les marques St-Raphaël, Long John, Avèze, Gancia, Porto Diez, Casanis, etc., nous recrutons à **PARIS**

CHEF DE PRODUITS

DE FORMATION COMMERCIALE SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE MINIMUM DE 3 ANS EN MARKETING DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION.

Rattaché au Responsable *Marketing*, vous bénéficierez d'une **large autonomie** et serez chargé de : concevoir, proposer, mettre en oeuvre les moyens destinés à optimiser la commercialisation d'une gamme de produits en fort développement. Vous aurez à gérer un **budget important** et à contrôler les résultats.
Déplacements sur le terrain.
PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION.
Nous vous remercions d'écrire, sous référence STR/CP/80/M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Pierre-Louis ROSENFELD - **GROUPE BBC** - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

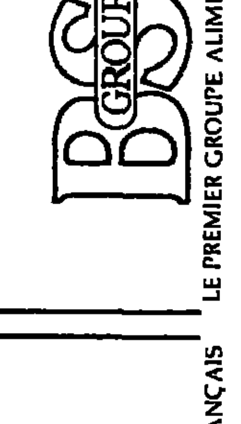
Les relations humaines et sociales

phare et force de notre management

BSN EMBALLAGE
Département Bouteille
Premier fabricant européen
6 usines - 3000 personnes
Des outils industriels parmi les plus performants du monde

Phare car le double projet de développement économique et social est un axe fondamental de notre politique d'entreprise ; force car sa réussite est un moteur de notre performance.
Si vous êtes désireux et capable de vous y associer, rejoignez-nous.
Votre mission : Responsable des Relations Humaines et Sociales d'une de nos usines (440 personnes, ville universitaire Est France), vous ferez en sorte que les organisations et les ressources humaines soient appropriées aux besoins socio-économiques à moyen et à long terme.
Vous assurerez l'élaboration, la cohérence, la mise en œuvre des actions d'organisation, de formation, de communication et de relations sociales, permettant l'adéquation des ressources humaines aux objectifs de l'entreprise.
Votre profil : • une formation supérieure favorisera une rapide compréhension de nos métiers et de notre culture, • 5 ans dans la fonction personnel vous rendront rapidement opérationnel, • rigueur, dialogue, créativité feront de vous le membre de l'équipe de Direction que nous recherchons.

etap — Merci d'adresser votre candidature sous réf. 44 A 1217-8 M au Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Discrétion absolue



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Un professionnel des achats industriels

pour un budget de 400 millions

Brasseries Kronenbourg
CA : 5031 millions de francs
3.050 personnes
Un des atouts essentiels de sa performance :
Une politique d'achats planétaire, novatrice, rigoureuse.

En prévision de l'évolution du titulaire du poste, la Direction des Achats de KRONENBOURG recherche un Acheteur confirmé et de premier plan, qui assurera avec autonomie, la responsabilité des Achats d'investissement et d'énergie, pour l'ensemble des sites industriels.

La réussite dans ce poste dont l'importance est liée non seulement au volume des achats (400 millions) mais également à la grande multiplicité des équipements implique :
- une formation grande école d'ingénieur (ou de commerce avec de solides connaissances techniques),
- au minimum 5 ans d'expérience dans les achats industriels acquise au sein d'une entreprise performante ayant permis le développement d'un solide professionnalisme,
- *la maîtrise de l'anglais (et si possible d'une deuxième langue étrangère),*
- la capacité de piloter et de former un Acheteur Junior.

De réelles perspectives d'évolution de carrière sont ouvertes au candidat qui aura été performant dans ce poste dont l'étendue permet une bonne mise en valeur des compétences. Lieu de travail : Strasbourg.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. 44B 1123-8M au Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Discrétion absolue

BSN GROUPE — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Ingénieurs AM, INSA, ENSI...

Double compétence : technique et management

BSN EMBALLAGE
Département Bouteille
Premier fabricant européen
6 usines - 3000 personnes
Des outils industriels parmi les plus performants du monde

Dans nos usines de fabrication de bouteilles réalisant en continu des produits en très grande série un des postes clef est la maintenance des machines et des moules.
Ce poste implique la gestion de budgets lourds, l'animation d'équipes importantes (70 à 100 personnes), le développement d'organisations et de méthodes innovantes et performantes.

Nous recherchons, pour nos usines de REIMS et de GIRONCOURT (dans les Vosges) deux ingénieurs capables d'assumer de telles responsabilités.
Généralistes à dominante mécanique, vous aurez 3 à 5 ans d'expérience (en maintenance ou fabrication). Vous aurez éprouvé vos compétences dans le management : animation, organisation, gestion.
La réussite dans ce poste, qui joue un rôle majeur dans la performance des usines, constitue un excellent tremplin pour évoluer dans le groupe.

etap — Merci d'adresser votre candidature sous réf. 44 A 1216-8 M au Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Discrétion absolue

BSN GROUPE — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Hay Management Consultants

Consultants 400 KF + HF

animateurs, expérimentés en DPPO

Une des Unités de HAY MANAGEMENT CONSULTANTS, spécialisée dans le Management des performances, recherche **un professionnel de l'animation de groupes de Direction,** pour lui confier des missions d'interventions auprès de nos grands clients nationaux et internationaux.

Ses capacités à intégrer dans sa démarche les spécificités des métiers tels que Banques et/ou Industries, en vue d'assurer une qualité optimale d'intervention et de développer les affaires, seront la clé de son évolution tant au plan de sa rémunération que de sa carrière.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel, sous la référence 602/JF, à notre Conseil.

Sonia Lipszyc
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

MEDIA PA

GTM-ENTREPOSE

recrute pour l'une de ses filiales :

Ingénieurs travaux

(Référence 40886A)

Dans une première phase vous assurerez la préparation des opérations avec les Ingénieurs de Projets : participation aux études techniques et analyse approfondie des procédures de travaux. La seconde phase se déroulera sur nos chantiers à l'étranger, pour suivre l'exécution des travaux, dialoguer avec le client, puis rédiger les rapports d'opérations afin de rendre compte aux responsables techniques du Siège et d'assurer le lien entre réalisation et préparation.
Vous êtes débutant ou possédez une expérience d'environ 3 ans acquise si possible dans le secteur des Travaux Publics.
Vous êtes : - soit Ingénieur de formation type ENSI, INSA, ENI ou équivalent
- soit Chef de Chantier ou Conducteur de Travaux avec une expérience de quelques années (EYROLLES, EGLETONS ou niveau DUT).

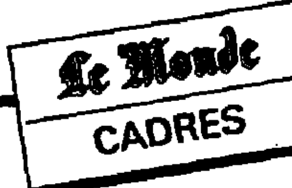
Estimateur

(Référence 40886B)

Au sein du Service ETUDES DE PRIX vous aurez en charge l'analyse des documents d'appels d'offre, l'étude des coûts élémentaires et des prix de revient, l'établissement des prix et la rédaction des soumissions.
Vous êtes débutant, diplômé d'IUT, ou possédez une expérience d'environ trois ans acquise si possible dans le secteur des Travaux Publics.

Pour ces deux postes vous devez impérativement PARLER et REDIGER en ANGLAIS, être particulièrement DISPONIBLES et MOBILES.
Postes à pourvoir en Région Parisienne.
Adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à MEDIA SYSTEM, 6/8, impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

I M A G I N E R   P O U R   E N T R E P R E N D R E



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR
DES ACTIVITES ARTISTIQUES DU CENTRE DE MISE EN FORME
Franche-Comté

LUXEUIL LES BAINS le défi !

Luxeuil-les-Bains confirme sa vocation de station thermale et touristique grâce à un nouveau complexe de centre de soins avec deux hôtels, des restaurants, une discothèque, un casino et une salle ultramoderne de spectacle. Pour animer les activités artistiques - cinéma, théâtre, vidéotransmission, séminaires... -, nous recherchons un professionnel de l'organisation, de l'animation et de la promotion d'activités culturelles. Du gestionnaire, il possèdera la rigueur et l'organisation, du commercial le sens de la clientèle et de l'animateur le dynamisme. Homme de synthèse, il saura intégrer ses entreprises avec savoir-faire et diplomatie dans la vie sociale, en relation avec les acteurs de la vie économique et sociale luxovienne.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à notre conseil : PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 Paris, sous référence 472.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Au volant de la formation... chez un loueur !

Nous sommes un très grand de la location automobile, filiale d'un groupe anglo-saxon. La qualité de nos services et le professionnalisme de nos équipes sont les bases de notre développement.

Dans le cadre d'une large délégation, notre Directeur de Formation propose et coordonne la mise en œuvre de la politique de la société : identification des besoins, élaboration des programmes, sélection des organismes extérieurs, suivi des actions internes, relations avec les partenaires sociaux... Patron d'une équipe de 5 personnes, il anime personnellement certains stages.

Vous avez 30-35 ans, une formation supérieure, une première expérience de la formation et vous êtes un bon gestionnaire. Votre point fort, c'est le dialogue et la négociation... Vous êtes, bien sûr, un animateur et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Alors adressez lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée, sous référence M/145.07/M aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES — CERA



Prenez la direction de notre service formation

La CCIFP (Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris) gère le MATIF. Avec des cadres jeunes et bien formés, un état d'esprit résolument novateur, la CCIFP est actuellement le 3e marché à terme international, devant celui de Londres.

Elle crée un service "formation" chargé de former l'ensemble des personnels de la CCIFP ainsi que les utilisateurs et adhérents aux nouveaux produits du MATIF. La mise en place de programmes d'éducation assistée par ordinateur (EAO) est prévue.

De formation supérieure - Sup de Co, Universitaire - vous êtes formateur depuis plusieurs années soit dans un établissement bancaire, soit dans un organisme de formation.

Le monde de la finance vous attire. Vous vous sentez aujourd'hui capable de mettre en place une structure de formation et de la développer.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence M/297.

ornicar 3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris



50 ans d'expérience et d'innovations... : nous sommes une Société Industrielle, taille PMI de 70 personnes, réalisant un C.A. de 90 millions.
Avec 6 unités régionales, nous produisons, pour la route : des émulsions de bitumes, des liants, ainsi que des enrobés à froid ; en activité distillation : des additifs pour enrobés et liants.
Dans une unité spécialisée, nous produisons plusieurs millions de « pigeons » pour ball trap, dont 60 % pour l'exportation.
Le Directeur de la société recherche le collaborateur qui participera activement au développement des deux premières activités auprès des utilisateurs publics ou privés, ainsi que des industriels concernés par nos produits de distillation.
Afin d'étendre nos zones d'influence (proximité des unités de production) il pourra faire une étude de marché des clients potentiels qu'il contactera.
Portant assistance commerciale aux Chefs d'Usine, il suivra les chantiers tests des clients.
Ce poste basé à Paris, implique de nombreux déplacements, sur toute la France.
35 ans environ, Ingénieur de Formation (AM - TP ou similaire) ou diplômé d'une Ecole de Commerce (HEC, SUP de Co...), la connaissance des techniques routières, de l'exploitation d'un centre de profits et des contraintes de gestion, la pratique de l'entreprise et des administrations, ainsi que des qualités commerciales prouvées, vous prédisposent au poste de confiance que nous vous proposons et pour lequel la pratique de l'anglais serait un plus.
Une rémunération motivante et une voiture de fonction complètent l'attrait de ce poste.
Pour en savoir plus, adressez votre candidature sous référence 502 PA 001 M à notre Conseil Michel BARBEY après avoir, si vous le souhaitez, testé votre adéquation en composant sur MINITEL le 3616 JOB PLUS code 11 B CENTOR 1.



EMPLOI centor 26, rue Henri Monnier 75009 PARIS

PARIS 42 85 15 33 ■ LYON 78 69 97 16 ■ MULHOUSE 59 32 36 26

ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire Général d'un groupe industriel (CA = 28 milliards de francs, effectifs = 45 000 personnes) recherche son adjoint, pour le seconder dans chacune de ses missions, et plus particulièrement dans :

- l'élaboration et le suivi opérationnel de dossiers pour la Direction Générale
- des études de stratégie et de développement du groupe
- des contacts commerciaux de haut niveau
- des missions de conseil et d'audit de filiales.

Diplômé de l'X, Centrale, HEC, ESSEC, ENA..., vous avez acquis une première expérience, par exemple en stratégie et organisation, et vous souhaitez vous intégrer à une petite équipe performante et très active.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M8 à M. J. Debest
149, rue Saint-Honoré - qui transmettra.
Vous pouvez indiquer les entreprises
avec qui vous ne souhaitez pas entrer en contact.

Préparer l'avenir

SEMIKRON innovation+service

Cette société leader en électronique de puissance poursuit sa politique "pépinière" et intègre

Deux ingénieurs

Rapportant au DG, ils seront dans un premier temps chargés de missions d'organisation et de conseil respectivement dans les domaines :

- *marketing export*
- *études production dans le domaine de l'électromécanique.*

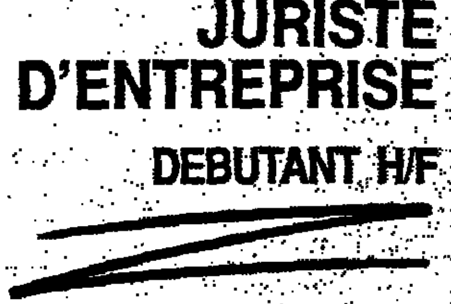
Ils possèdent une première expérience dans un grand groupe. Une formation complémentaire du diplôme d'ingénieur est appréciée. La connaissance d'une langue étrangère est indispensable :

- *anglais pour le premier poste*
- *allemand pour le second.*

L'évolution peut amener ces ingénieurs à des postes de direction en France ou à l'étranger.
Le poste est basé à Sartrouville (78).
Ecrivez sous référence 455/M avec CV, photo et rémunération actuelle. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

IMPORTANTE SOCIETE A RAYONNEMENT INTERNATIONAL EVOLUANT SUR DES MARCHES DE HAUTE TECHNOLOGIE, RECHERCHE DANS LE CADRE D'UN C.D.D. D'UN AN.



De formation D.E.A. - D.E.S.S. (Droit commercial, Droit des affaires), vous prendrez rapidement en charge, au sein de notre jeune équipe juridique, l'intégralité des dossiers concernant le droit des contrats et la propriété industrielle. Votre polyvalence et votre goût des responsabilités seront vos atouts pour ce poste très rapidement opérationnel.

Lieu de travail : PARIS 15ème.

Merci de nous faire part de vos ambitions
en adressant C.V. et prétentions
sous réf. JUR/M.1 à
Redwood, 37 bis, avenue Gambetta
75020 Paris

INGENIEUR RESPONSABLE DU PERSONNEL INDUSTRIE

SALOMON

Dans l'univers des sports individuels (ski, golf) notre nom est synonyme dans le monde entier d'innovation et de qualité (90% du CA exporté). Nous sommes profondément enracinés dans notre Savoie natale, où le cœur de notre Entreprise bat au rythme de nos Bureaux d'Etudes et de nos usines. Nous sommes d'abord des inventeurs et des industriels animés par un souci constant : L'EXCELLENCE.

Cette conquête quotidienne de l'excellence passe par la constitution, la formation, la motivation, le développement des Hommes SALOMON et des différents équipages qu'ils constituent.

Afin d'animer et de coordonner cette dynamique, nous recherchons un Ingénieur Responsable du Personnel Industrie.

Rendant compte au Directeur du Personnel, en étroite liaison avec les dirigeants et l'ensemble de la hiérarchie opérationnelle qu'il conseillera, il sera chargé d'anticiper les évolutions des métiers et qualifications, de gérer la mobilité et l'évolution professionnelle, d'évaluer les différents besoins en formation, d'adapter les organisations et modes de fonctionnement (Management participatif, évolution des structures, groupe de progrès, analyse des dysfonctionnements, mesure de l'efficacité collective...).

Ce poste s'adresse à un ingénieur (Central, AM...) âgé de 35 ans, doté d'une solide culture générale, ouvert aux sciences humaines et animé par le goût des relations.
Il aura acquis une expérience opérationnelle dans un milieu industriel évolué au sein d'une fonction proche de la production et de l'organisation. Il pourrait également avoir acquis cette expérience opérationnelle comme consultant dans un Cabinet d'Organisation.
Cette mission s'exercera sur une plate-forme permettant une vue très complète de la vie de l'Entreprise. Elle comporte de nombreuses perspectives d'évolution dans notre Entreprise internationale (usines en France et aux USA - 15 filiales dans le monde) en très forte croissance.

Ecrire à notre Conseil Hervé ZEBROWSKI - 6, rue Victorien Sardou - 69007 LYON - qui répondra en toute confidentialité.

MEDIA RA

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable information et relations extérieures

Banque - 350.000 F

La Fédération d'un important groupe bancaire de premier plan recherche le responsable de son service information et relations extérieures. Placé sous l'autorité directe du directeur général et assisté d'une petite équipe, il aura pour responsabilités: la diffusion de l'information interne et externe à cette Fédération, à ce titre, il aura la responsabilité de diverses publications; l'animation des relations presse et communication avec les membres de cette Fédération; la promotion de l'ensemble des relations avec la presse et les milieux environnants de cette Fédération; il contribuera en outre activement à la politique d'image et de communication de cette Fédération et du groupe auquel elle appartient. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat doté d'une forte personnalité, âgé de 33 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, et ayant acquis une expérience confirmée des relations avec le monde de la presse (gestion de publications, contacts avec les journalistes, etc...). Le candidat devra être doté d'excellentes qualités de rédaction et de synthèse et avoir le sens des relations. La connaissance du monde agricole et du milieu bancaire constitueraient des atouts supplémentaires. La rémunération de l'ordre de 350.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9446M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Opportunité pour chargé d'études senior

BVA

Institut d'études de marchés et d'opinion, BVA réalise un chiffre d'affaires de plus de 70 millions de francs, avec une croissance de 15% par an. Structuré en domaines de spécialisation, il recherche l'adjoint du chef de département "industrie automobile et transports". Ayant à encadrer et à appuyer deux chargées d'études junior, ce professionnel des études quantitatives pilotera des "études lourdes" jusqu'au rapport et à la présentation des résultats. Responsable du suivi des budgets, il assurera l'interface avec les services gestion et production pour l'ensemble des études du secteur. Il pourra également négocier certains projets. Ce poste s'adresse à un chargé d'études senior, de formation supérieure, ayant acquis de solides compétences techniques grâce à une expérience de 3 ans minimum, de préférence en institut. Le poste est à pourvoir dans un cadre calme et vert, à Viroflay (banlieue ouest). Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8354M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

une

DIRECTION D'AFFAIRES, - pour un INGÉNIEUR TP -,

POUVANT LE CONDUIRE A DES FONCTIONS DE CADRE SUPÉRIEUR DANS L'UNE DES PREMIERE SOCIETES DE SERVICES FRANÇAISES.

Faisant partie du staff du Président, son rôle sera d'élargir la pénétration du Groupe dans le domaine du BTP, et d'entraîner par la suite les équipes chargées des développements engagés.

Cet INGÉNIEUR DIPLOME ESTP est âgé de 35 ans environ. Il sera vivement apprécié qu'il possède une double expérience - au départ de chantier puis d'affaires - Connaissant bien l'environnement des Travaux Publics, il apportera ses compétences, sa documentation, ses initiatives et idées personnelles, son sens relationnel et commercial au Groupe. Il pourra, en fonction de ses résultats, bénéficier des opportunités qu'il aura contribué à créer, y compris à l'échelon international.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3557 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC ◆ FORCE ◆ S ◆

TA CONTROL

Filiale en constant développement d'un groupe multinational de 2 000 personnes et de plus d'un milliard de CA, nous sommes en France l'un des leaders du génie climatique. Pour prendre en charge notre nouvelle structure **parisienne,** nous recherchons notre :

Responsable d'agence

Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'un centre de profit et d'animer et dynamiser une équipe qui se composera d'environ 8 personnes, commerciaux et techniciens. Vous aurez pour objectif l'optimisation des ventes de notre gamme de produits pour le chauffage et le conditionnement d'air (robinetterie, ensembles d'équilibrage hydraulique, systèmes de régulation, télégestion).

Agé de 35/40 ans, votre formation technique, votre expérience de plusieurs années dans les domaines du chauffage et du conditionnement d'air, vos qualités de meneur d'hommes et votre grande autonomie sont autant d'éléments qui vous permettront de réussir à ce poste.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser CV, lettre, photo et prétentions à Arnaud LAROCHE, AFL SELECTION, 12 Av. Victor Hugo, 75116 PARIS.

AFL SELECTION

Pour diriger et animer

2 PEPINIERES D'ENTREPRISES

dans la région Toulouse-Pyrénées

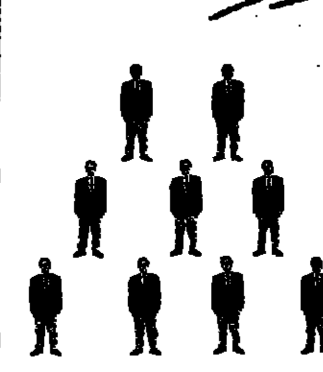
nous recrutons un

Directeur général *HF*

Le candidat retenu devra posséder :

- Une bonne connaissance des petites et moyennes entreprises, acquise au cours d'expériences personnelles. Il devra notamment maîtriser l'ensemble des problèmes liés à la création et à la gestion courante des PME-PMI.
- Un savoir-faire de montage de dossiers prévisionnels en matière financière et marketing est indispensable ; une expérience de société en difficulté sera appréciée.
- Le candidat retenu sera en outre un animateur polyvalent, aimant les contacts à niveaux divers, capable aussi bien d'animer des réunions de groupe de créateurs d'entreprise que de négocier aux plus hauts niveaux institutionnels, capable de coordonner plusieurs actions géographiquement différentes.
- Nous cherchons un caractère fort, allié à une rigueur d'organisation prouvée, capable de fonctionner en autonomie dans le respect des objectifs fixés, et de s'impliquer totalement dans l'exercice de sa mission.
- Le candidat, qui sera âgé de 35-40 ans, aura une rémunération très incitative.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite (sous référence 31) à **Michel CASAS, Société TEN,** 10, rue Mayet 75006 Paris (aucun dossier de candidature incomplet ne sera pris en compte).



Marketing direct au sommet

ADJOINT MARKETING AU DIRECTEUR DE TEMPLUS SYSTEM

Dans le groupe Expansion, leader de la presse économique et financière (700 personnes, 1 Milliard de CA) le marketing est une affaire de professionnels.

Templus est un organizer haut de gamme destiné à une clientèle de cadres et dirigeants d'entreprises. Son exceptionnel développement (CA × 7 en 3 ans) se confirme. Voulez-vous continuer cette aventure passionnante avec un pro de la VPC ?

Il vous délègue : - L'activité VPC (préparation des campagnes mailing, mise en œuvre et suivi avec les différents prestataires, analyse des remontées qualitatives et quantitatives), - le développement des ventes grandes entreprises (étude de pénétration du produit, mise en œuvre d'une stratégie).

Vous participerez également à l'élaboration des nouveaux produits : choix, adaptation à la gamme Templus, et aux échanges internationaux avec les utilisateurs étrangers.

Pour ce poste, conçu dans une large optique de délégation et laissant s'exprimer enthousiasme et créativité, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (HEC, EDHEC, ESC, ESSEC ou IEP...) passionné par son expérience d'environ 3 ans du marketing direct et souhaitant l'enrichir dans une structure légère.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. AM . à Nicole Julhiet, Groupe Expansion, 2 rue Beranger, 75139 Paris cedex 3.

Groupe Expansion

MEDIA-SYSTEM

GENERAL MOTORS FRANCE

DIVISION COMMERCIALE

CADRE LOGISTICIEN CONFIRME

Diplômé école Supérieure de Transport ou Bac + 5

Vous avez obligatoirement :

- une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le domaine des études de logistiques, appliquées notamment au transport, et une pratique courante de la langue anglaise.
- Des qualités de gestionnaire et de négociateur.
- Une bonne maîtrise de l'informatique et de la bureautique (DOS, LOTUS)

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :
Mme LAIGNEL - Service du Personnel - DIVISION COMMERCIALE
56/68, avenue Louis Roche - 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

CONTESSE

ATTENTION

EXCEPTIONNELLEMENT

suite de nos rubriques d'offres d'emploi :

– LE MONDE CADRES
– SECTEURS DE POINTE

DANS LE JOURNAL DE DEMAIN MERCREDI DATÉ JEUDI.

IKEA : Une entreprise différente, spécialisée dans la distribution de meubles et d'équipements pour la maison, des relations sociales sans formalisme et décontractées, un climat international et dynamique, une politique de communication et de formation motivante.
Nous recherchons d'urgence notre :

Responsable de Formation

(H/F)

Chargé de l'ensemble des responsabilités de la fonction (analyse des besoins pour un effectif de 1200 personnes, préparation, mise en œuvre et suivi du plan de formation, gestion du budget et déclarations fiscales). Le poste est rattaché à la Direction du Personnel et basé à St-Germain-en-Laye (78).

Si vous avez une expérience dans un poste similaire, de préférence dans une entreprise commerciale, si vous maîtrisez l'anglais et si vous êtes déjà familier de la micro-informatique, adressez-nous vite votre CV avec photo et prétentions à : IKEA FRANCE, Service du Personnel, BP 102, 78102 St-Germain-en-Laye Cedex.



Ils sont fous ces Suédois

MEDIA-SYSTEM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLE ETUDES REPORTING

La Direction des Ressources Humaines du groupe DMC (12.000 personnes dont 7.500 en France) basée à Paris, recherche pour renforcer son équipe un jeune diplômé (licence/maîtrise droit ou AES) ayant complété sa formation par une première expérience en service du personnel et maîtrisant l'outil informatique (lotus 1 - 2 - 3).

Il prendra en charge de façon autonome le reporting groupe : effectifs, masse salariale, taxe d'apprentissage, bilan social... et devra développer des études ponctuelles en utilisant le logiciel de gestion de personnel RESSOURCE.

Il évoluera à moyen terme vers une fonction opérationnelle.

Ce poste exige méthode, diplomatie et une réelle maîtrise de la micro-informatique.

Il implique des contacts fréquents avec l'ensemble des interlocuteurs de la Direction des Ressources Humaines tant au siège que dans les établissements du groupe.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite s/réf. 3553/M à Catherine MANGET, DMC, 88, rue de Rivoli, 75004 PARIS.

CURRICULUM





Le développement des échanges avec l'ESPAGNE conduit la Caisse Régionale de CRÉDIT AGRICOLE des PYRÉNÉES ATLANTIQUES à engager

ADJOINT du RESPONSABLE "AFFAIRES INTERNATIONALES"

MISSIONS : • Contrôler et garantir la régularité des opérations du service.
• Manager et animer l'équipe en place.
• Promouvoir le développement des offres de produits et services et participer à leur mise en place.

FORMATION : • Supérieure (Sup de Co, Sciences Éco, Commerce International...) complétée par une formation bancaire, I.T.B. par exemple.

EXPÉRIENCE : • 3 à 5 ans au sein du service "Affaires Internationales" d'un établissement bancaire ou financier.

QUALITÉS : • Rigueur, organisation, innovation, aptitude pour la formation et goût pour la négociation.
Pratique de l'Anglais. Celle de l'Espagnol constituerait un "plus".

Notre conseil étudiera confidentiellement votre candidature : Lettre manuscrite + CV + photo (réf. CA 64/58) à :

BJS
Jacques JAMMET BJS CONSULTANTS
3, rue Gaston Planté 64300 ORTHEZ

BORDEAUX - ORTHEZ - TOULOUSE

CHARGE(E) DE RECHERCHES

Cabinet de recherche de cadres et de dirigeants bien connu, nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre équipe «chasse de têtes» par un(e) chargé(e) de recherches expérimenté(e).

A 30 ans au moins, vous connaissez bien le milieu industriel et ses contraintes et savez organiser votre travail de façon autonome mais avec un fort esprit d'équipe.

Vous faites vivre votre bibliothèque documentaire et utilisez notre informatique (WANG). Nos 6 consultants comptent sur votre professionnalisme, votre ingéniosité et vos qualités d'organisation pour les aider dans l'ensemble de leurs missions de recrutement.

Une expérience similaire en cabinet est indispensable.

Nicole ANCESSI traitera en toute confidentialité votre candidature. Adressez-la lui sous référence CDR.

SODERHU
36 rue de Lisbonne 75008 PARIS
42 89 20 50

DESSEIN





Pour secteur ILE-DE-FRANCE recherche

DELEGUE TECHNICO-COMMERCIAL

Vous avez :
- une bonne expérience commerciale - 30 ans minimum
- une bonne base technique, électricité courants faibles.

Nous vous offrons :
- une rémunération motivante - une situation évolutive dans un secteur en pleine expansion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence Mo à Mme DUSSEZ SICLI 2, rue Blaise Pascal 93157 LE BLANC MESNIL CEDEX.

Chargé d'affaires

promouvoir notre région

En tant que chargé d'affaires "high tech", vous serez l'un des moteurs du développement économique de notre technopole.

Votre prospection active devra aboutir à l'identification d'opportunités industrielles nouvelles.
Principal interlocuteur des entreprises et des centres de recherche, vous les accompagnerez dans leur projet d'implantation sur notre région.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, d'ingénieur ou de sciences politiques), vous avez au moins 4 ans d'expérience en informatique, électronique, robotique ou communication.
Vous parlez anglais.

Venez rejoindre une équipe dynamique au sein d'un District du Sud de la France.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1077-02 à notre Conseil.
Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08
PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

Secrétaire général

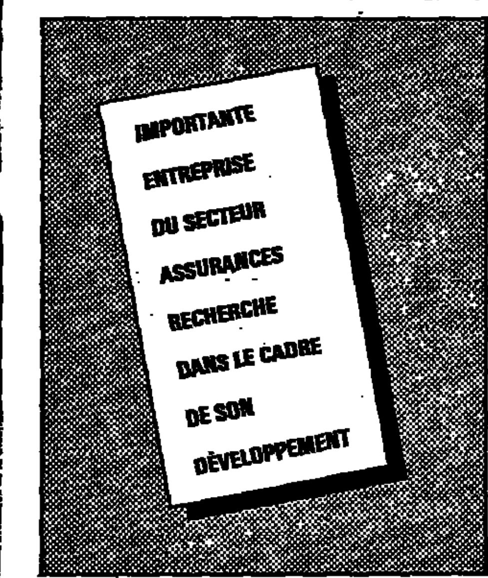
Paris

L'ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS (2000 membres) recherche son Secrétaire Général. Véritable "plaque tournante" et "mémoire" de l'Ordre, il :
— gère et anime son siège social "La Maison du Géomètre" (6 personnes) pour apporter le meilleur service à ses membres ;
— traite en liaison avec le Président de l'Ordre et le Comité de Direction, tout dossier ou réalise toute étude sur des questions concernant l'Ordre ou la Profession ;
— fait circuler l'information auprès des membres du bureau.

Homme de confiance, il peut être chargé par délégation de missions plus larges de représentation, d'information, de suivi des travaux des organes de Direction.
45 ans environ, de formation supérieure de préférence juridique, vous avez exercé des fonctions similaires de gestion, de conseil et de relation dans des milieux proches : administration, ministère, groupement professionnel...
Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous réf. 5296.LM.

argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
178, rue de Courcelles - 75017 PARIS
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO



CHEF DE PROJET

De formation supérieure, vous avez quelques années d'expérience dans la conduite de projets en environnement IBM.
Vous serez chargé de concevoir, en étroite collaboration avec les utilisateurs, d'importantes applications statistiques utilisant le télétraitement, les bases de données relationnelles et les langages de 4e génération.
Vos qualités relationnelles et votre sens du contact vous permettront d'animer une équipe de 10 personnes et d'entretenir un dialogue constructif avec l'ensemble des utilisateurs.
Une connaissance approfondie de DB2 serait un atout supplémentaire.
Environnement : 3081 - MVS-XA, CICS, DL1, DB2.
Lieu de travail : PARIS OUEST (10' de l'Etoile par RER).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions, sous référence 10158.

AGENCE MAILLE
18, RUE VOLNEY - 75002 PARIS, QUI TRANSMETTRA.





CRÉDIT AGRICOLE DE L'ISÈRE
le bon sens en action

PUBLIVAL

jeune gestionnaire des ressources humaines

Venez, à Grenoble, assister notre DRH, dans la conception et la mise en place d'un système de gestion globale des carrières (nous gérons 1000 salariés) : créer des outils de gestion informatisés, affiner les méthodes de recrutement et d'évaluation des potentiels individuels, proposer des dossiers de synthèse à la DRH sur des sujets ponctuels.

A 25 ans au moins, BAC + 4, vous avez 2 ans d'expérience réussie de la gestion prévisionnelle du personnel dans une banque ou une entreprise de la même taille.

L'exploitation efficace des chiffres vous intéresse. Vous les aimez et les traitez avec rigueur. Vous savez communiquer, vous êtes relationnel, créatif et courageux.

Ecrivez à notre consultante, Mme C. MARTY (réf. 3901 LM)



MEMBRE DE SYNTEC

Rejoignez un des Grands de la Chimie Française,
présent dans près de 100 pays,
C.A. 23 Milliards de F.

Notre Direction Financière se développe et les jeunes et brillants collaborateurs qu'elle forme sont souvent «aspirés» vers des postes à responsabilité. Cela vient de se produire et nous recherchons un(e)

JEUNE CONTRÔLEUR FINANCIER

Vous serez en charge d'un portefeuille de 6 à 10 filiales en France ou à l'étranger pour lesquelles vous serez, selon leur taille et leurs besoins, le Contrôleur Financier et le Conseil en Gestion.
Agé(e) idéalement de 25-30 ans, vous êtes soit diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieur avec une première expérience financière acquise par exemple dans une banque, soit diplômé(e) d'une Ecole de Gestion avec une première expérience financière dans une société industrielle qui vous a habitué(e) à travailler avec des ingénieurs.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation sous référence M/103/BH (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



Consultant en Gestion des Ressources Humaines

Notre Cabinet Parisien est spécialisé dans **le conseil en Ressources Humaines.**
Bien introduits au sein d'entreprises importantes, dotés d'une bonne image de marque, notre action porte sur la fidélisation de nos clients, assurée par la qualité et la polyvalence de nos prestations.
Homme de la fonction personnelle, adjoint d'un Directeur des Relations Humaines par ex., votre expérience doublée d'aptitudes commerciales doit être un "plus" pour venir développer notre département conseil en gestion "Ressources Humaines."
Pour un premier contact, veuillez écrire sous référence 7188 à Impact Développement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ID
Middle management et cadres de haut niveau

A la Fnac votre talent au service de clients passionnés.

CRETEIL : OUVERTURE AVRIL 1989

Avec près de 5 milliards de chiffre d'affaires et des résultats en forte croissance, la Fnac est un des leaders de la distribution spécialisée. La qualité de service qu'elle réserve à ses clients est fondée sur la qualité de ses collaborateurs, et sur la passion dont ils témoignent pour que l'entreprise remplisse sa mission.

Responsable de comptabilité et gestion H/F

Rattaché au Directeur de magasin, vous serez responsable du bon fonctionnement des comptabilités fournisseurs, générale et analytique et assurerez le suivi de la trésorerie.
Vous participerez aussi à l'établissement des budgets dont vous suivrez la réalisation en analysant les écarts constatés. Vous aurez en permanence le souci de compléter et améliorer les procédures administratives et comptables du magasin.
En outre, vous prendrez en charge l'animation d'une équipe de 15 personnes (caissières et comptables).
Ce poste implique nécessairement une bonne culture comptable (formation type DECS ou équivalent) et environ deux ans d'expérience.

Vous souhaitez élargir votre champ d'activité, vous avez un réel sens du contact et aussi un talent d'organisateur ?

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV précisant votre rémunération actuelle, sous réf. M71, à FNAC, Direction Exécutive Province, 142 rue du Bac, 75007 Paris.

fnac



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde CADRES

PROCHE BANLIEUE EST

Notre client, important établissement financier, leader sur son marché et filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche son :

Directeur des services comptables

Véritable bras droit du Directeur Financier, vous serez en priorité chargé de la réorganisation des systèmes comptables des sociétés qui composent cette filiale et de la mise en place d'un nouveau système comptable unique en liaison avec son service informatique. Dans le même temps, animant et supervisant une quarantaine de personnes, vous serez responsable du suivi quotidien, des travaux périodiques et de l'établissement du bilan de 3 sociétés.

Agé de 35 ans environ, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et si possible titulaire du DECS, vous avez acquis en entreprise et/ou en cabinet une solide compétence en comptabilité et fiscalité. Vous êtes pragmatique, rigoureux et autonome et avez participé à la conception et à la mise en place de systèmes informatiques de gestion. Une bonne connaissance de la comptabilité financière est un atout.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous référence 810.08-M à Monique HERBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris - La Défense 2.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

---

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT
PREMIERE BANQUE D'ARBITRAGE FRANÇAISE

Recherche

Traders options

Mission : Vous mettrez en place et gèrerez des stratégies d'arbitrage sur les différents marchés.

Vous bénéficierez dans l'exercice de votre activité de l'assistance d'une équipe de recherche et des outils d'aide à la décision les plus évolués.

Profil : Vous êtes de formation supérieure scientifique, débutants ou avec une première expérience.

Venez rejoindre notre équipe d'intervention sur les marchés pour y exercer un métier passionnant dans un secteur financier de pointe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la référence ISM/OP à :

BIP - Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Une importante
BANQUE D'AFFAIRES,
filiale d'une des premiers groupes bancaires Européens recherche un :

jeune JURISTE

Spécialiste en prises de participations

Ce poste s'adresse à un cadre qui maîtrise depuis deux ou trois ans ces opérations dans le détail de leur réalisation, au sein d'un cabinet de conseil juridique ou d'un Etablissement Financier.
La connaissance approfondie du droit des affaires français et anglo-saxon est bien entendu indispensable et la formation exigé est la licence en droit avec spécialisation en droit des sociétés.
Il s'agit d'une fonction en pleine évolution qui demande dynamisme et disponiblité.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo à PUBLIVAL/11009, 27, Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra

PUBLIVAL

Contrôleur de gestion ...
Passez la vitesse supérieure

PARIS

Premier distributeur français d'une marque automobile renommée, filiale d'un grand groupe, nous voulons confier à un cadre de valeur, la mise en place de notre contrôle de gestion.

Outre la responsabilité des prévisions, du suivi et du contrôle des résultats, vous animerez une équipe de 25 personnes et coordonnerez les fonctions : comptable, personnel, informatique et services généraux.

Homme de communication, de bonne autorité mais souple, après une formation de type ESC... vous avez acquis une expérience minimum de trois ans de la distribution automobile de préférence. Réf. 4254/M.

SV & GM, Evelyne LEVY, 2, av. Hoche Paris 8[e].

SV&GM
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Jeunes Diplômés ambitieux, venez vous faire un nom à l'ODA.

Première force d'information commerciale en France, l'ODA met en valeur 350.000 entreprises dans les Annuaires Officiels de FRANCE TELECOM, 350.000 entreprises qui ont choisi nos supports publicitaires pour développer leurs contacts commerciaux.

Chaque année, l'ODA conçoit, réalise et vend plus d'un million d'annonces, diffusées dans les Pages Jaunes, l'Annuaire Electronique, l'Annuaire Professionnels à Professionnels (PAP). Notre chiffre d'affaires a dépassé 2,5 milliards de francs en 1987. Nous sommes devenus le premier producteur mondial d'écrans télématiques.

Pour faire face à notre croissance (plus 30% en 1987) sur ce marché porteur, nous recherchons des Jeunes Diplômés de Grandes Ecoles.

Jeunes Ingénieurs (X, MINES, CENTRALE...), vous contribuerez à développer nos moyens informatiques de gestion de traitement de commandes et de production.

Vous travaillerez à la création de nouveaux supports d'informations commerciale en utilisant les technologies les plus avancées (CDROM, Vidéodisque et demain le RNIS).

Jeunes Diplômés d'Ecoles de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE...), après une formation et une expérience de terrain, où vous aurez à conseiller notre clientèle et développer notre chiffre d'affaires, vous pourrez accéder à des postes de responsabilités dans les fonctions commerciale, marketing et gestion.

Les postes que nous vous proposons ouvrent de réelles perspectives à ceux qui prennent leur avenir professionnel en main.

Car ce qui est vrai pour les entreprises qui nous consultent l'est aussi pour tous nos collaborateurs.

L'ODA, le premier moyen de se faire un nom.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre, CV, photo) à :
Evelyne MALACH - ODA
Direction des Ressources Humaines.
Réf. JDM 8/11.
136, avenue Charles de Gaulle
92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

ODA



Jeunes Sup. de Co, placez votre dynamisme dans la finance

Nous sommes un établissement financier français spécialisé dans le crédit court terme aux entreprises. Nous occupons une position de leader sur notre marché, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de plus de 18 milliards de francs. Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer des

Chargés de clientèle

qui auront pour mission en pleine autonomie à l'intérieur de très larges délégations : d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises, de les prendre en charge, d'entretenir le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.

Nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur avec une première expérience professionnelle, ayant démontré dans des postes opérationnels, soit en banque, soit à l'intérieur d'une PME, de réelles qualités d'entrepreneurs, une bonne résistance au stress, et un sens commercial développé.

Outre une rémunération motivante, notre Société est capable d'offrir aux candidats à potentiel des opportunités de carrière intéressantes tant dans sa propre structure que dans ses filiales. Le lieu de travail est à Paris.

Nous avons confié le premier contact à notre Conseil, Denis SESBOÜÉ, à qui vous voudrez bien adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous la réf. B/CC/LM, et qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

LA BANK LEUMI LE-ISRAEL (FRANCE) S.A.
recherche dans le cadre du développement de son activité :

EXPLOITANT P.M.E. - P.M.I.

RESPONSABLE BACK OFFICE TITRES

Adresser lettre de candidature, CV, et prétentions à :
Service du Personnel, BANK LEUMI LE-ISRAEL S.A.
30, Bld des Italiens, 75009 PARIS.

bank leumi בנק לאומי



Société spécialisée dans le service aux entreprises recherche pour son siège à Paris 8 ème, son

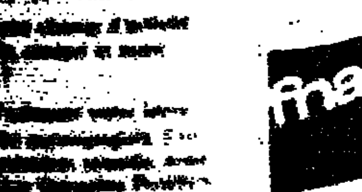
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Au sein d'une société d'implantation nationale (effectif 1000 personnes) en pleine expansion, avec l'appui d'un groupe important, vous participerez activement à son développement.

Interlocuteur des directeurs régionaux, vous proposerez et ferez appliquer la politique de l'entreprise en gestion, administration du personnel et relations sociales.

Dynamique, de formation juridique supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie dans la fonction.

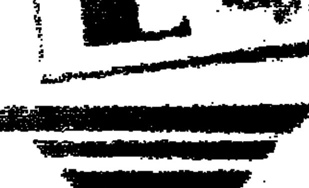
Envoyez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 9183 à ORC-Valens Conseil - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Créer le contrôle de gestion

260.000 F

Fenêtres et façades en aluminium - L'une des premières entreprises de ce secteur d'activité (250 personnes - 150 millions de francs de chiffre d'affaires), nous concevons, fabriquons et posons nos modèles destinés aux immeubles tertiaires. Notre croissance nous conduit à rechercher un contrôleur de gestion pour créer cette fonction. Rattaché au directeur général, il aura pour mission de définir les différents centres de profits et de mettre en place un outil de gestion performant pour chacun d'eux en améliorant la comptabilité analytique existante. Responsable de la planification budgétaire, il proposera des actions permettant d'accroître la productivité et la profitabilité. Ce poste s'adresse à un diplômé d'école de gestion de 30 ans minimum, ayant une très bonne maîtrise des techniques de contrôle de gestion et une expérience d'au moins 5 ans acquise de préférence dans le BTP ou en milieu industriel. La pratique du suivi de chantiers sera un atout important. Le poste est basé en proche banlieue ouest. Ecrire à *Christine BERNET en précisant la référence* A/S8356M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable organisation

Banque - 180/200.000 F

Une banque, filiale d'un groupe suisse industriel et de négoce de premier plan, recherche son responsable de l'organisation. Basé à Paris et rattaché au directeur administratif, il prendra en charge l'organisation des procédures internes des services de la banque et proposera de nouvelles applications informatiques. Dans ce cadre, il collaborera étroitement avec le responsable du contrôle de gestion. Ce poste évolutif conviendrait à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) ayant une expérience d'au moins deux ans dans un département organisation dans la banque ou dans un cabinet conseil. De bonnes bases en anglais ainsi que des connaissances en comptabilité seraient souhaitées. La rémunération de l'ordre de *180/200.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER* en précisant la référence *A/R9434M. (PA Minitel 36.14 code PA)*

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INTERSPORT FRANCE
RATTACHE AU GROUPE INTERSPORT LA HUTTE
RECHERCHE SON

INTER SPORT

Contrôleur de gestion

pour son réseau de 10 importantes surfaces de vente.

Rattaché au Directeur Général de la structure INTERSPORT France, vous établissez et contrôlez le budget des magasins, développez et animez les outils de gestion prévisionnelle et analytique, assurez le contrôle de l'exploitation des filiales en définissant et mettant en place des règles de procédures de contrôle.

Vous savez vérifier et interpréter les résultats tout en étant capable d'apporter des idées de développement.

A 26 ans minimum, avec une formation supérieure de type DECS, un bon niveau comptable, vous avez l'expérience de la distribution de détail, des qualités de persuasion, de créativité et une aptitude à évoluer rapidement dans votre fonction.

Poste basé à Longjumeau. Disponibilité indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre man. + CV) sous réf. CGLM 811, à Anne-Yvonne Carré, Groupe PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.

GROUPE PANISSOD S.A.
RECRUTEMENT

Trésorier adjoint Groupe



BSN Groupe, 37,2 Mds de francs de CA, 1,5 Md de bénéfice, plus de 100 établissements, 40000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

HEC, ESSEC, SUP DE CO...

5 ou 6 années au moins dans une grande banque vous permettent de maîtriser parfaitement les rouages des institutions bancaires.

Vous êtes prêt à intégrer la direction financière du 1er groupe alimentaire français.

Aux côtés du directeur de la Trésorerie, vous serez chargé du suivi de nos filiales étrangères en matière de gestion de trésorerie, de financements et de relations bancaires. Vous bénéficierez d'une large autonomie au sein d'une petite équipe.

La réussite à ce niveau de responsabilité implique une grande adaptabilité, des qualités relationnelles, le sens du terrain et une grande rigueur.

Naturellement, vous parlez couramment anglais, la maîtrise d'une seconde langue serait un atout apprécié.

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Poste basé à **Paris.**

Merci d'adresser votre candidature sous réf. EP 27 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Contrôleur de gestion

JEUNE DIPLOME — **PICARDIE**

Notre Division (350 Millions de F de CA) fait partie d'un important Groupe Industriel Français. Nous renforçons notre Contrôle de Gestion et recherchons un Jeune Cadre pour suivre nos activités hors fabrication.

Rattaché au Responsable Administratif et Comptable, votre mission consiste à préparer les éléments nécessaires à l'élaboration de notre reporting ainsi que proposer de nouvelles procédures.

Jeune Sup de Co, titulaire du DECS, vous êtes débutant (mais libéré des obligations militaires) ou peu expérimentés.

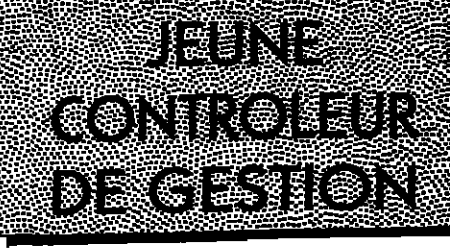
Nous vous proposons une réelle opportunité de début de carrière et des perspectives de nouvelle prise de responsabilités en cas de réussite.

Faites nous part de votre motivation pour ce poste en adressant à notre Conseil un dossier complet (C.V. + lettre manuscrite + photo), sous référence 8860-M.

RCC Recherche / Conseil / Cadres
68, BOULEVARD MALESHERBES - 75008 PARIS

UN DES PREMIERS ASSUREURS-VIE

recherche :



Au sein d'une petite équipe, il participera au développement du contrôle de gestion de l'une de nos branches.

Il sera particulièrement chargé :
- *de l'élaboration des tableaux de bord ;*
- *du suivi et de l'analyse des résultats d'activité.*

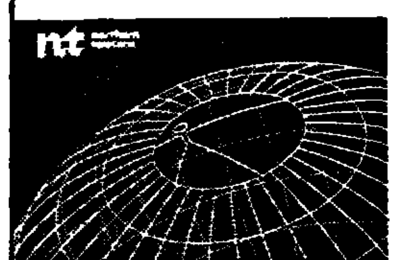
Il collaborera de plus à l'établissement des comptes prévisionnels.

Pour ce poste où la rigueur et le sens relationnel sont indissociables, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerces ou Gestion prêts à s'impliquer dans le secteur des assurances ayant si possible deux ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 08.170 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

DES OPPORTUNITES HORS DU COMMUN DANS LA FINANCE. UNE TRADITION NORTHERN TELECOM.



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

NORTHERN TELECOM, 50 000 employés dans le monde, est le leader mondial dans le domaine des systèmes de télécommunications entièrement numériques. Les orientations définies par la Direction du groupe tablent sur une expansion majeure des activités en France dans la recherche, le développement comme la production de produits de téléphonie d'entreprise à vocation internationale.

Depuis toujours, Northern Telecom est réputée pour la formation et les évolutions de carrière qu'elle offre à ses cadres financiers. Nous souhaitons qu'il en soit de même au sein de notre structure en pleine croissance. Nous sommes à même de proposer de larges ouvertures, en France et à l'étranger, aux professionnels dotés d'un fort potentiel.

Ces perspectives s'offrent aux 4 profils qui vont demain rejoindre notre siège situé à PARIS-LA DEFENSE et composer notre première équipe financière. Ils seront amenés, dans l'avenir, à prendre une place au sein de nos équipes de Direction.

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Par votre maîtrise des budgets et des prévisions vous occuperez une position-clé. Vous contribuerez à la croissance de notre structure, à la définition de ses orientations et aurez de fréquents contacts avec le P.D.G.
Agé de 30-35 ans, diplômé d'une grande école de commerce et titulaire d'un MBA, vous possédez une solide expérience du domaine et d'évidentes qualités relationnelles. Vous avez de préférence évolué dans un environnement de haute technologie, au sein d'une société anglo-saxonne.

Réf. YS 171/M

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

La trentaine environ, titulaire du DECS, vous travaillez aujourd'hui au sein d'une société industrielle ou d'un cabinet comptable et vivez votre première expérience du management. Vous envisagez à terme d'évoluer vers un poste de Contrôleur de Gestion Industriel ou de Chef Comptable. Vos responsabilités couvriront l'ensemble des éléments propres au reporting des résultats financiers

Réf. YS 172/M

ADJOINT DU CONTROLEUR BUDGETAIRE

Jeune Diplômé, titulaire d'un MBA, vous possédez tout juste une première expérience ou bien vous cherchez à débuter dans la finance. Vous trouverez avec nous un environnement motivant et les moyens d'évoluer à terme au poste de Contrôleur Budgétaire

Réf. YS 173/M

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

Titulaire du DECS, débutant ou doté d'une première expérience, vous travaillerez en étroite collaboration avec le Responsable de la Comptabilité afin de fournir d'une façon fiable et ponctuelle les éléments comptables de la société. Vous aurez la possibilité de développer vos connaissances comptables et financières au travers de l'ensemble des missions menées par la Direction Financière.

Réf. YS 174/M

A chacun de ces postes, vous disposerez d'outils comptables informatisés particulièrement performants.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. NT Meridian S.A. (NTM), la filiale française de Northern Telecom, a choisi le cabinet Touche Ross pour ces recrutements.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement votre dossier de candidature en rappelant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à :

Touche Ross
185, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Discrétion totale assurée.

ntm

HCAP



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Expertise Informatique

CAP SOGETI FRANCE RECHERCHE POUR SES FILIALES :

Directeur administratif et financier

Dans un contexte très opérationnel et en forte croissance, directement rattaché au PDG, vous êtes responsable des services administratifs et financiers. A ce titre, vous assurez des missions sur le terrain en relation avec les agences.
De formation HEC, ESSEC, ESCP, + DECS ou EXPERTISE, 5 à 10 ans d'expérience réussie en Audit ou dans une fonction similaire ont développé votre excellent potentiel et vos connaissances informatiques.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Dominique ILLIEN, CAP SOGETI FRANCE, 11, rue de Tilsitt 75017 Paris.

MEDIA-SYSTEM

CAP SOGETI FRANCE

Join The Team !

Membre de l'un des plus importants réseaux mondiaux d'audit et de conseil, Ernst & Whinney Fiscalité fournit à une clientèle nationale et internationale une assistance fiscale de haut niveau dans presque tous les pays du monde.

Notre bureau de Paris connait une progression extrêmement rapide. Pour faire face à cette croissance, nous recherchons des

Fiscalistes Expérimentés

qui, dans un environnement dynamique et stimulant de par la qualité des missions confiées, interviendront auprès d'une clientèle prestigieuse et variée.

Nous recherchons des candidats(es) possédant une solide formation fiscale et justifiant d'une expérience d'au moins 5 à 6 ans, acquise en cabinet ou au sein du département fiscal d'une entreprise à vocation internationale. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, et une spécialisation dans le secteur bancaire par exemple, serait appréciée.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions de transmettre votre dossier (lettre, CV et rémunération actuelle) à l'attention de Hervé COCHELIN, Ernst & Whinney Conseil, 150 Bld Haussmann, BP 629-08, 75367 Paris Cédex 08 qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

MEDIA-SYSTEM

Ernst & Whinney Conseil

unigrains

PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CEREALES

Nous sommes une société financière d'intervention et de développement dans le domaine agro-alimentaire. Nous vous proposons d'être notre **responsable du secteur "collecte de céréales"**. Vous serez chargé d'analyser en permanence l'évolution du secteur, de proposer et suivre sur les plans économiques et financiers, les interventions menées dans les entreprises de ce secteur.

Diplômé de l'enseignement supérieur : **Agro, Agri, IAA ou HEC, ESSEC... ou Université**, vous possédez une bonne culture en **économie et en gestion**. Vous avez acquis une expérience professionnelle de cinq ans au moins soit dans une entreprise de taille moyenne, soit dans un organisme professionnel ou financier (Contrôle de gestion, études, développement, engagement...).

Vous avez une certaine connaissance de l'agro-alimentaire et si possible du secteur céréales. L'activité, basée à Paris, mais comportant de fréquents déplacements (deux jours/semaine) peut convenir à une personne soucieuse d'apporter une contribution personnelle et de qualité à l'évolution de la filière céréales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et salaire souhaité à Claudine FERRY-CLEMENT qui étudiera votre candidature en toute discrétion, sous réf. 3123/M
Sélé-CEGOS, Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX.

CURRICULUM — MEMBRE DE SYNTEC

sélé CEGOS

Un CA qui augmente chaque année de plus de 20%, une trésorerie et des résultats positifs, un encadrement de 33 ans d'âge moyen...
Notre groupe industriel (3200 personnes) recherche,

CONTROLEURS DE GESTION

Au sein de notre Direction Centrale de la gestion, ou dans nos filiales et Directions Opérationnelles, nous offrons deux types de postes :

▷ Contrôleurs des budgets, des prévisions de CA et des résultats, Analystes des écarts, Audits financier et comptable lors du rachat de filiales, vous superviserez les activités des gestionnaires de nos 7 filiales **(en France et à l'étranger)**, auprès du directeur de la gestion à la holding.

▷ En Ile de France, 2 grosses entités du groupe (+ de 500 millions de F) souhaitent intégrer un Contrôleur budget/gestion, à qui sera aussi confié la supervision des activités administratives (comptabilité, main d'œuvre, services généraux...).

Ce poste pouvant évoluer rapidement vers la Direction Administrative Régionale.

Profils souhaités : diplôme école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP...) ou Dauphine, ou DECS complet...
28-35 ans, **au moins** 4 à 5 ans de contrôle de gestion en milieu industriel **indispensable**. Et avant tout... LA PECHE !
La connaissance du milieu BTP serait un plus, l'anglais est bien sûr absolument nécessaire.

Philippe Pasquier attend les dossiers de ses futurs collègues, sous référence 2828, adressés à son Conseil "Sources" 108, rue St Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.



MONTUPET

LEADER EUROPEEN DU MOULAGE ALUMINIUM
1.700 PERSONNES - CA : plus d'1 milliard de F.

Notre Société connaît une croissance importante et dans le cadre de son expansion internationale, recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

Vous assurerez l'encadrement et l'animation de la Comptabilité Générale et Analytique. Vous superviserez la réalisation des bilans de la Société et du Groupe.
Vous aurez à compléter l'organisation informatique des services et à mettre en place l'audit interne.

Vous assisterez le Directeur Financier afin de prendre progressivement de plus en plus de responsabilités dans ce poste.

Vous êtes **diplômé d'une grande école** (HEC, ESSEC, ESCP) + **DECS ou expertise comptable.**

A environ 35/40 ans, outre votre expérience dans ce domaine, vous alliez un tempérament de manager financier à des qualités humaines certaines dans vos contacts. Votre anglais est courant. Le poste est basé en **proche banlieue Ouest.**

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence ADF à notre Conseil CAPFOR, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

CONSENSUS

L'AUTOMOBILE EN TETE

Groupe Concept

Nous exerçons une activité de progiciels et de services dédiés aux financiers et couvrons tous les domaines de la trésorerie, de la comptabilité et de la gestion financière. Fort d'un effectif supérieur à 1.500 collaborateurs et d'un C.A. de 1.5 milliard de francs, notre Groupe s'est hissé au 5ème rang des SSII françaises en maintenant depuis 1985 un taux de croissance annuel supérieur à 100 %.
Dans ce cadre, notre Département Juridique recherche **deux Juristes** :

▪ Un Fiscaliste

▪ Un Spécialiste en Droit des Sociétés



Vous avez une expérience professionnelle significative en Cabinet, en Entreprise ou dans l'Administration. De formation supérieure, (DESS, Ecole des Impôts...), vous souhaitez intégrer une société performante dans un environnement de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, rémunération actuelle, CV sous référence 21078 à CONCEPT RECRUTEMENT 2, pl. A. Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

concept Recrutement

Conseil en recrutement financier



En raison du développement de la Consolidation du Groupe SUEZ, nous recherchons un Cadre qui aura à assurer auprès des filiales les responsabilités suivantes :
- l'assistance comptable, le retraitement des comptes et leur contrôle.

Pour mener à bien cette mission, vous avez :
- une expérience de 1 à 2 ans dans un grand cabinet d'audit ou dans une entreprise,
- si possible une pratique en matière de consolidation ou un goût certain pour cette activité,
- une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons.

D'excellent niveau professionnel, vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (DECS ou équivalent). Vous avez une grande capacité de travail, un esprit d'équipe ainsi que des qualités relationnelles.

Pour notre part, nous vous formerons avec soin aux techniques de consolidation des comptes d'un grand Groupe international.

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, merci d'adresser votre candidature, s/réf. CC, à la

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ
Direction du Personnel, 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

MEDIA 84

PARTICIPER A NOTRE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique de forte notoriété basé dans le sud-ouest de la France, et nous venons de rejoindre un Groupe international. Nous réalisons un chiffre d'affaires de plus de 500 Millions de F.F.

Nous recherchons le Contrôleur Budgétaire qui nous aidera à optimiser notre récente intégration au sein de ce groupe. Il sait constituer et animer un service de contrôle budgétaire, faire évoluer sa fonction vers l'élaboration d'outils prévisionnels, développer puis gérer des outils informatiques.

Pour développer ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats d'environ 35 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (E.S.C., Maîtrise de Gestion... avec une option financière et comptable), qui ont idéalement acquis leur expérience du contrôle budgétaire dans un environnement anglo-saxon. Vous possédez de très bonnes connaissances informatiques en tant qu'utilisateur. La pratique de l'Anglais est impérative, celle de l'Allemand serait un atout supplémentaire.

Mobile géographiquement, vous avez le potentiel d'un manager et nous vous offrons la chance d'évoluer rapidement dans un contexte fortement international.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR - Muriel ANIORT - réf. 987/01. 20, place de l'Iris - 92400 COURBEVOIE

Organisation et Publicité





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Etablissement financier (Poitou Charentes)
recherche son

Directeur des engagements

Responsable de la gestion du risque de notre établissement et du respect de la réglementation interne et externe s'appliquant à ce dernier, vous analysez et mettez en place, dans le cadre de votre délégation, les dossiers de prise de risques dans les domaines immobiliers et professionnels. Vous assurez par ailleurs le suivi du stock de dossiers de crédit de notre établissement. En outre, vous gérez la qualité de nos engagements en conseillant et assistant notre réseau d'agences. Vous êtes membre du comité de Direction de notre établissement et vous animez une équipe d'une dizaine de personnes.
Vous avez entre 28 et 35 ans, une formation supérieure et une expérience d'au moins 3 ans acquise au sein d'un service de gestion de risque (particuliers et entreprises) d'une banque ou d'un établissement financier. Vous avez enfin démontré votre capacité à animer des équipes comme à les former notamment dans le souci d'une prévention des risques et vous êtes capables d'accompagner par votre potentiel, la croissance de l'établissement sur le marché des entreprises principalement.

Contacter **Frédéric Serres** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.FS257MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Etablissement financier (Poitou Charentes)
recherche son

Responsable du contentieux général et du recouvrement

Vous êtes chargé de concevoir et de mettre en oeuvre les procédures de recouvrement des créances, liées au découvert, au crédit court terme, au crédit immobilier et crédit entreprise, comme d'apporter aux différents services de notre siège et de notre réseau, une assistance en matière de pré-contentieux. Vous assurez, d'une part, le suivi des procédures permettant de recouvrer nos créances en relation avec les différents intervenants spécialisés et, d'autre part, l'inventaire permanent des risques (dans le cadre de constitution de provisions)
Avec une solide formation juridique et à 25/28 ans, vous avez au moins 3 ans d'expérience dans le domaine du recouvrement et du contentieux pendant lesquels vous vous êtes familiarisé notamment avec les procédures de comptabilisation des provisions.

Contacter **Frédéric Serres** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.FS256MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

NORD EST

classée parmi les 100 premières entreprises nationales.

HOLDING INDUSTRIEL

exerçant ses activités dans :
- *le chauffage (chaudières, radiateurs),*
- *l'emballage (plastique et carton),*
- *la mécanique (presses à injecter le caoutchouc et le plastique).*

Le groupe a réalisé en 1987 un bénéfice consolidé (part du groupe) de 142 MF, avec un effectif de 8250 personnes.

Cet holding (quartier Saint Lazare) recherche rapidement

COLLABORATEUR *HF*

ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE

Le candidat âgé de 25/30 ans, de formation supérieure **DECS** ou **MSTCF** (minimum), aura acquis une expérience probante d'au moins 3 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable ou d'Audit.

Il prendra en charge, sous la responsabilité du Directeur Financier :
- la comptabilité générale de la société mère et de certaines filiales,
- l'établissement des bilans, des comptes de résultats annuels et semestriels,
- **la consolidation,**
- les comptes sociaux, les budgets, le suivi et la mise à jour des procédures comptables du groupe.

La connaissance :
. de l'anglais et/ou de l'espagnol,
. du progiciel Concept,
sera particulièrement appréciée.

La rémunération offerte sera fonction de l'expérience.

Des informations complémentaires sur le Groupe NORD EST sont à votre disposition sur Minitel : **3616 DATEL puis NORDEST**

Votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo + prétentions) doit être adressé sous réf. NE 11 à Bruno TUMA.

SECOR - Ressources Humaines
BP 79 - 92503 Rueil-Malmaison Cedex.

SECOR RESSOURCES HUMAINES

ORG.-Pierre Lichau

Entreprise industrielle du secteur télécommunication.
Nous recherchons un Manager/Organisateur qui soit notre

N° 2 des Services Comptables

Paris Sud (RER) — 240 KF+

Manager, il animera une équipe de 30 personnes dont il sera l'interlocuteur technique.
Organisateur, il s'impliquera particulièrement dans l'évolution de nos systèmes d'information.
Le candidat retenu montrera à ce poste ses capacités à exercer des responsabilités de haut niveau et progressera alors dans l'organisation.
Agé de 28 à 35 ans, il connaît l'industrie de part son expérience de plusieurs années en grande entreprise ou en cabinet d'audit. Il est titulaire, au minimum, du DECS.
Contacter **Paul Mercier** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Comptabilité**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.PM319MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Comptabilité
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Comptable

Un informaticien financier pour notre Salle des Marchés

GROUPE SOVAC — NOTRE METIER : VOUS FINANCER

Important GROUPE FINANCIER (2 500 personnes) spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France.

Notre Direction FINANCIERE et de la TRESORERIE renforce son équipe informatique et recherche un collaborateur à fort potentiel, apte à jouer un rôle moteur dans la refonte de son informatique.

En liaison directe avec le Directeur Financier, vous participerez à l'évolution des logiciels de gestion Salle des Marchés-back et front-office - et des systèmes de compensation. Vous aurez également un rôle important dans la mise en place d'outils de simulation et d'aide à la décision, en étroite relation avec les utilisateurs, auprès desquels vous jouerez un rôle de conseil.

Vous serez formé à nos outils et méthodes dans un contexte très évolutif, au sein d'une petite équipe, dans un environnement Mini-micro.

Vous avez une formation Bac + 4 et une première expérience de 2 à 4 ans, de préférence dans le secteur bancaire et financier. La connaissance d'APL et/ou COBOL serait un atout. Ce poste clé dans notre organisation donnera à un candidat de valeur l'opportunité d'acquérir une double compétence informatique et financière avec des perspectives d'évolution très ouvertes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8112 M à notre Conseil SENANQUE - 103, rue La Fayette - 75010 Paris.

Sénanque

Grand constructeur automobile américain
recherche pour sa filiale française un

Organisateur

Région Parisienne — 250-280 KF

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce et/ou Ingénieur), vous possédez une expérience réussie d'environ 4 ans en entreprise ou en cabinet de conseil.
Vous devrez notamment concevoir et mettre en place des systèmes de gestion commun à l'ensemble des divisions du groupe. Vous avez acquis de très bonnes connaissances en informatique et vous parlez anglais couramment.

Contacter **Xavier d'Anglade** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.XA1285MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

SOREFI BRETAGNE RENNES
Total Bilan : 10 milliards de francs
Société Régionale de Financement du réseau Ecureuil
renforce sa Direction Financière et recherche :

ATTACHE DE DIRECTION

Agé de 30/35 ans environ, diplômé de l'Enseignement supérieur de Gestion, votre expérience bancaire d'au moins 7 ans dans le cadre d'une Direction Financière, vous a permis de saisir les principaux enjeux d'une Banque Régionale, et vous avez su en apprécier la polyvalence des fonctions.
En liaison directe avec le Directeur Financier, vous participerez à la création de nouveaux produits financiers, mettrez en place l'ingénierie financière au profit des Etablissements du Réseau Régional ou de la clientèle et réaliserez des études financières spécifiques.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

Agé d'une trentaine d'années, vous bénéficiez d'une formation HEC, DESS Finances ou équivalent. Vous avez acquis, lors d'une première expérience réussie, la connaissance des techniques actuarielles et des instruments financiers.
Directement rattaché au Directeur Financier, vous aurez en charge la gestion d'un en cours de 3 milliards de liquidités régionales. Votre objectif sera d'optimiser le rendement du portefeuille obligataire et monétaire et d'en gérer le risque.

Ces postes sont à pourvoir à Rennes, ville universitaire, classée 1re au palmarès des villes les plus dynamiques de France.
Adresser lettre manuscrite, CV. et photo à SOREFI BRETAGNE, Département juridique et social, Rue du Chêne Germain - B.P. 8 - 35511 Cesson Sévigné Cedex

COMMUNICO

Entreprise industrielle (800 millions de C.A.), dans le cadre d'une nouvelle définition des fonctions au sein de l'Entreprise, crée le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION HF

Placé sous la hiérarchie du D.A.F., le Contrôleur de Gestion est chargé d'établir l'interface entre les « faits » et les « chiffres ».

Le titulaire doit donc allier à la fois la rigueur du comptable et la compréhension des « réalités » techniques et commerciales de l'Entreprise.

Pour mener à bien sa mission, il est le patron de la comptabilité analytique.

Nous recherchons, pour assurer cette fonction, un diplômé d'une Ecole Commerciale (de préférence option comptabilité) qui peut justifier d'une première expérience dans un poste de comptabilité analytique en milieu industriel.

C'est une forte personnalité marquée par son sens du dialogue.

Le poste est à pourvoir à Boulogne-sur-Mer.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire avec C.V à Gérard STIKER, sous la Réf. M 39960.B, qui vous assure de la plus totale discrétion.

G.L & STIKER & ASSOCIES

" Centre Vauban " - 201, rue Colbert
59800 LILLE - Tél. 20.54.06.37.

UNIVERS DE LA GESTION



SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES
BOURSE DE PARIS

Nouveaux marchés financiers : faire vivre le nouvel indice CAC...

Le Département « Statistiques » de la Société des Bourses Françaises a élaboré le nouvel indice le « CAC 40 » qui sert de support aux contrats à terme et aux options négociables côtés sur le MATIF et le MONEP. Maintenant, il s'agit de le faire vivre. Pour cela, nous adjoignons à notre équipe un

Statisticien HF

qui possèdera une formation de type ISUP, DEA de Maths/Stat... Il suivra dans le quotidien l'évolution du marché continu sur le système CAC et en évaluera la qualité par le biais d'analyses statistiques. Au-delà de cette activité « au jour le jour » interviendront des études portant sur l'évolution des différents marchés. De la méthodologie donc, de la rigueur, mais aussi une aptitude et une volonté à utiliser des chiffres comme un moyen... et non comme une fin ! Passionnant, non ? Au sein d'un milieu en pleine évolution. A bientôt !

Michèle RIPAUD, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/STA/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FRESHFIELDS
P-A-R-I-S

recherche

3 JURISTES
(anglais courant)

• POUR DÉPARTEMENT DROIT DES AFFAIRES :
1 juriste 30 ans environ. 5 ans expérience minimum en droit des sociétés et droit bancaire
(DESS + diplôme anglo-saxon).

• POUR DÉPARTEMENT LITIGES ET ARBITRAGE INTERNATIONAL :
1 juriste 27 ans environ. 3 ans expérience minimum de contentieux en qualité d'avocat
(DESS + CAPA + diplôme anglo-saxon).

• POUR DÉPARTEMENT FISCAL :
1 fiscaliste débutant (DESS Droit Fiscal + DECS).

Adresser C.V. avec photo à :
Françoise Thouvenin - 14, avenue Gourgaud - 75017 Paris.

---

directeur administratif & financier

Un IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS - C.A. 5 Milliards ; Effectifs : plus de 2000 personnes ; une dizaine d'unités de production - recherche, pour son siège basé en province, un DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER.

Membre du Comité de Direction du Groupe, il travaillera en étroite liaison avec le Président. Il aura pour mission personnelle d'étudier sous l'angle financier et de mener à bien les projets de développement du Groupe, ainsi que de mettre en place les méthodes et procédures adaptées à son évolution. En outre, il supervisera et animera les services contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie et informatique.

Les candidats, de FORMATION SUPERIEURE, âgés d'au moins 40 ans, disposeront d'une expérience professionnelle - acquise de préférence en milieu bancaire - au cours de laquelle ils auront eu à traiter et à maîtriser les techniques financières et de Droit des Sociétés (fusions, absorptions,...).

Les dossiers de candidature - sous réf. 3558 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde CADRES

SERVICE DÉVELOPPEMENT ET INGENIERIE

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
SUP-AERO

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL
- TÉLÉCOM, RÉSEAUX
- SYSTÈMES
- GESTION.

C.V. + prétentions à :
S et DI Tour Gallieni 1
78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Tél. : 43-60-13-54.

IMPORTANT PROMOTEUR CONSTRUCTEUR ET INVESTISSEUR EN PLEIN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE UN

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Le candidat est nécessairement INGÉNIEUR des ARTS ET MÉTIERS ou ETP.
Il assure le contrôle et la programmation de chantiers de logements, de bureaux, dans PARIS et la région parisienne.
Le candidat a une longue expér. du chantier et maîtrise parfaitement le bâtiment.
Une connaissance de la maîtrise d'ouvrage est souhaitée.
Très hte rémunér. si candidat compétent et sérieux.

Envoyer C.V. détaillé + photo à CONSTRUCTION-INTER-SERVICE CONSEIL. 9, avenue Matignon, 75008 PARIS, qui transm.

Cabinet Beau de Loménie. 55, rue d'Amsterdam, 75008 Paris recherche

JURISTE MARQUES
SPÉCIALISÉ EXPÉRIENCE INDISPENSABLE

Adr. C.V. et prétentions Service du personnel.

LE GROUPE GUILDE ÉDITIONS ATLAS

recherche

ATTACHÉE JURIDIQUE
SPÉCIALISÉE DANS LE DROIT COMMERCIAL

Ce poste s'adresse plus particulièrement à JEUNE FEMME DÉSIREUSE DE TRAVAILLER A MI-TEMPS après première expérience juridique en cabinet conseil ou chez un avocat ; la connaissance du milieu de l'édition ou de la publicité sera un critère déterminant : l'anglais un atout supplémentaire.

Env. lettre de candidature manuscr. indiquant le niveau salaire, accompagnée d'une photo à

G.G.E.A.
Direction des Relations Humaines,
89, rue La Boétie,
75008 PARIS.

Grpe Sté Traiteurs région Paris, recherche

ASSISTANT CHEF COMPTABLE
QUALIFIÉ

Niveau DECS expérimenté, bonnes connaiss. gestion et informatique. Poste évolutif. Ecrire C.V., prét. à SODIP, 60, rue du Rendez-Vous, PARIS-12[e].

INSTITUT PASTEUR

recherche pour son service de

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

JURISTE CONFIRMÉ

Contrat 1 an éventuellement renouvelable.

Les candidats(es) titulaires d'une maîtrise ou DESS de droit privé devront justifier d'une expérience de plusieurs années en droit des contrats et avoir une bonne connaissance de l'anglais

Formation C.E.I.P.I. souhaitable

Adr. C.V., photo et prétent. à la Direction du personnel, 28, rue du Docteur-Roux. 75724 Paris Cedex 15.

Banlieue Sud
B.E. recherche

INGÉNIEURS

pour travaux d'études : aérodynamique, thermique, combustion, mécanique, analyse d'essais informatiques. Débutants acceptés. Envoyer C.V. à ESSAIR, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, PARIS-9[e].

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INVESTISSEMENT recherche

CHEF DE PROGRAMMES

fonction à haute responsabil. Issu de SCIENCES PO, ESSEC ou HEC.

Capable de gérer et de créer des opérations de construction dans PARIS et la RÉGION PARISIENNE.
- PROGRAMMATION
- MÉTHODE
- ORDONNANCEMENT D'AFFAIRES au plan jurid., techn. et financ.

Rémunération à la hauteur de la compétence et du sérieux.

Envoyer C.V. détaillé + photo à CONSTRUCTION INTER SERVICE CONSEIL, 9, avenue Matignon, 75008 PARIS, qui transm.

ASSOCIATION LOI 1901 RECHERCHE UN DIRECTEUR

pour équipe apportant soins méd. psy. soc. aux réfugiés. Ce poste s'adresse à H. ou F. d'exp. sensibilisé à vie associative et à approche médicale (13 000 consult. annuelles, budget : 6 MF). Animat. équipe, coordination et diffusion projets et actions, recherche financements, relations avec organismes externes, avec le C.A., responsab. du budget.
Cond. à COMEDE,
Hôpital Claude-Bernard,
10, av. Pte-d'Aubervilliers.
75019 Paris.
Tél. : 40-34-16-15.

L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE PARIS-GRIGNON recrute

1 PROFESSEUR DE GESTION DES ENTREPRISES

à mi-temps. (Gestion de production, gestion industrielle). Epreuve le 2 décembre 88.

Les candidatures devront être déposées 10 jours avant la date des épreuves au ministère de l'agriculture et de la forêt. 78, rue de Varenne, 75700 Paris.

Pr ts rens., s'adr. à : l'Institut national agronomique Paris-Grignon, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél : 43-37-15-50 (p. 331).

GROUPE INTERNATIONAL recherche

pour sa division Exploration-Production d'hydrocarbures

JURISTE INTERNATIONAL

5 ans d'expérience environ, parlant couramment français et anglais.

Adr. C.V. sous nº 8 852
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

ASSOCIATION
rech. pour Grenoble son

ATTACHÉ DE DIRECTION

FONCTION :
Respons. du fonctionnement et de la coordination des Serv. Adm./Compt et du contrôle de gestion.
PROFIL :
30-35 a. env. DECS ou équiva. Exp. compt. inform. 5 ans de fonction similaire. Lettre manusc., C.V., photos, prétentions :
C.O.D.A.S.E.
21, rue A.-France,
38100 Grenoble.

Cabinet de Brevets d'invention recherche pour poste d'avenir

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grande école, dipl. CEIPI allemand et anglais.
Envoyez C.V. et prétentions sous nº 8 860
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

INSERT. PROFESSIONNELLE handicapés 19[e] RECHERCHE
- 1 NÉGOCIAT.(TRICE) ;
- 1 CHARGÉ DE RELATIONS ENTREPRISE ;
- 1 GESTIONNAIRE base donnée sur PC/mi-tps ;
- 1 DUT gest. personnel, stat. cadre, exp., dynam.

Env. let. + C.V. + prét., R. VERDIER, 4, rue de Thionville, 75019 PARIS.

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE EN DROIT SOCIAL PARIS

recherche

COLLABORATEUR DÉBUTANT

OU MUNI D'UNE PREMI. EXPÉR.

Ecr. C.V. et prét. s/nº 8831, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Sté d'expertise comptable LYON RECHERCHE

COLLABORATEUR

BTS ou DECS, expérience cabinet pour suivi et développement clientèle régionale.

Adresser C.V. + photo et prétentions s/nº 8836, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

LE CENTRE DE MUSIQUE BAROQUE DE VERSAILLES RECRUTE

pour la maîtrise nationale DE VERSAILLES

- **UNE ADMINISTRATRICE DÉLÉGUÉE**
pour le 1[er] janvier 1989
- **UNE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE**
pour le 15 novembre 1988

Rens. : Centre de Musique Baroque de Versailles, 21, rue de Bourgogne, 75007 PARIS. Tél. : 45-55-02-25.

URGENT
Hebdomadaire spécialisé recherche

MAQUETTISTE CONFIRMÉ(E)

Expérience presse exigée. 16 (1) 47-30-99-99, p. 357.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION recherche

VÉRITABLE ASSISTANTE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Cette candidate devra impérativement avoir exercé des fonctions de SECRÉTARIAT dans le BATIMENT (bureaux d'études, entreprises, maîtres d'ouvrages).
Elle sera parfaite sténodactylographe :
- sens des relations humaines exigé ;
- capacité de gérer un haut niveau de secrétariat.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à

NORELL A CONSEIL

9, avenue Matignon, 75008 PARIS, qui transm.

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE
Responsable technico-commercial CNAM, ICG. 43 ans + 15 ans expérience SSII et constructeurs, négociations haut niveau, encadrement MKGT international, R&D, spécialiste TPV, TPE/EFTS cherche Responsable agence SSII ou Direction informatique.
Ecrire sous le nº 6012 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Ingénieur Ecole centrale, 47 ans, 22 ans expérience, démarrage redressement et direction entreprises et complexes industriels en Afrique. Négociations avec gouvernements et syndicats recherche direction générale de société en Afrique.
Ecrire HAVAS, 152931 MONTPELLIER CEDEX 34063.

RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE
journaliste 10 ans d'expérience, responsabilités, secrétariat de rédaction, maq., système informatique, photocompo. intégrés... rech. promotion externe.

DOMICILIATION

Ecrire sous le nº 438 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Homme 41 ans

Ts permis, exp., ch. pl. chauff. maître ou direction. Tél. : 46-86-16-83.

F. solides connaissances médicales et psychanalytiques cherche activités rédaction. M[me] C. Maillard. Tél. : 42-55-63-41.

J.F. 26 a., ESC Montpellier commerc., tt terrain rech. emploi commerc.-markét. pr projet motiv. Rég. toulous. Tél. : (16) 61-23-23-38.

INGÉNIEUR MÉCA INSA CONTROLEUR GESTION ICG
14 a., ing. aff., dir. techn., Stés cond. air + régulation. 10 ans cont. de gest. près direct. gle. Stés internat. ingénierie indust. (création fonction), anglais + allemd. Rigoureux, sens réalités, entreprise, travaillant étroitement avec DÉCIDEURS ET RÉALISATEURS Offre collaboration active à responsables PME/PMI ou DIVISION, gagnés par impératifs économiques marché unique européen 1993.
Ecrire sous le nº 8 862 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

CADRE ACHATS ALIMENTAIRES
propose
SON EXPÉRIENCE

distribution, importation, restauration collective. Ecrire sous le nº 8863. LE MONDE PUBLICITÉ. 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Marketing et Gestion des Achats

L'UNIVERSITE de PARIS DAUPHINE

propose une formation à temps plein permettant de maîtriser les techniques nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de politiques et de stratégies en matière d'approvisionnement.

Public concerné : Bac+2 ou équivalent et 3 ans minimum d'expérience professionnelle.
- salariés en Plan Formation - salariés en Congé Individuel de Formation
- Demandeurs d'Emploi

Début de la formation : 18 janvier 1989 pour une durée de 5 mois.

INFORMATIONS : Département d'Education permanente
Contacter Géraldine LENOBLE au (1) 47.27.68.96

☐ Je dirige un Centre de Profit
STAGE : DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

Nom ______
Fonction ______
Société ______
Adresse ______
______
Ville ______
Téléphone ______

Patrons ou futurs patrons d'unités décentralisées, ce cycle de 25 jours (1 semaine par mois de janvier à mai) vous donnera une vision globale de l'entreprise et les outils d'un patron d'entreprise pour prendre les décisions opérationnelles dans votre unité et mettre en œuvre la stratégie de votre firme.

Dates et lieux :
A Lyon à partir du 23 janvier 1989.
A Paris à partir du 16 janvier 1989.



Groupe ESC Lyon

DIVISION FORMATION PERMANENTE

A LYON : 23, av. Guy de Collongue 69132 Ecully Cedex - Téléphone : 72.20.25.20
A PARIS : Le Nemeyer, 1-10 av. des Olympiades, 94120 Fontenay-sous-Bois
Téléphone : (1) 43.94.06.46
Bénéficiez du savoir-faire d'une grande école.

DCP1

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ



IAE
FORMATION PERMANENTE

CPFCE
Spécialisation dans les domaines du contrôle interne et de l'audit

Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés titulaires d'un BAC + 2 et justifiant d'une expérience professionnelle (en comptabilité ou gestion).

du 23 janvier au 31 mars 1989 - (290 h)
Inscriptions jusqu'au 15 décembre 1988
Renseignements : Nicole Mossec (1) 45.57.28.41 - (1) 45.58.02.28

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne, 162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

☐ Je veux optimiser ma stratégie Marketing Industriel.
STAGE : STRATÉGIE MARKETING DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Nom ______
Fonction ______
Société ______
Adresse ______
______
Ville ______
Téléphone ______

Nouveaux concepts, nouvelles méthodes, nouveaux outils... mis au point par l'Institut de Recherche de l'Entreprise (IRE) du Groupe ESC Lyon.

Durée : 10 jours par modules de 2 jours par mois

Dates et lieux : A Lyon à partir du 28 novembre 1988. A Paris à partir du 23 janvier 1988

Personnes concernées : Directeurs Généraux - Responsables Marketing et Commerciaux - Chefs de Produits.



Groupe ESC Lyon

DIVISION FORMATION PERMANENTE

A LYON : 23, av. Guy de Collongue 69132 Ecully Cedex - Téléphone : 72.20.25.20
A PARIS : Le Nemeyer, 1-10 av. des Olympiades, 94120 Fontenay-sous-Bois
Téléphone : (1) 43.94.06.46
Bénéficiez du savoir-faire d'une grande école.

SMEI 1



Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

4[e] arrdt

PRÈS BEAUBOURG
Quartier de l'Horloge.
Imm. stdg, duplex 3 pièces, tt cft + terrasse + park.
Prix : 2 420 000 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.

5[e] arrdt

CONTRESCARPE
Maison 17[e], 7 pièces, 220 m² + terrasse.
47-03-32-44. CHARME.

10[e] arrdt

RUE DES PETITES-ÉCURIES
Petit 3 p., cuis., w.-c., bains.
Prix : 450 000 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.

16[e] arrdt

TROCADÉRO
Et. élevé, stand., balc. sur verdure, ét. impecc. 98 m², idéal 2 pers. 42-81-50-33.

17[e] arrdt

WAGRAM. Grand standing, rez-de-ch. SOLEIL. CALME. 145 m². Refait neuf.
Prix : 3 500 000 F.
GAUSSERAND 45-51-24-70.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

IMMO MARCADET
Rech. imm., appts, locaux cciaux. Même à rénover. Paris. 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

FACE COMPLEXE DE LA VILLETTE
2 pces cuis., s. de bains, w.-c., refait nf. 3 300 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Collaboratrice du journal cherche à louer immédiat. 3 p., 65 m², très calme et clair, dans petit imm. résid. ou maison, banlieue sud près RER B ou train gare Montparnasse, 4.500 F/mois C.C., région parc Sceaux souhaitée.
Tél. h.b. 42-47-95-93 ou dom. soir 47-02-61-71.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES, GDS APPTS de stdg. 5, 6, 7 p. Tél. : 42-80-20-42.

pavillons

CESSON
35 km de Paris
Vds pavillon 3 p. (48 m² habit.), cheminée, coin cuisine, salle de bains, jardin 140 m². Parfait état.
Prix : 380 000 F.
Tél. H.B. 42-25-95-50.

maisons individuelles

VENDS A ANGY (OISE) BIEN SITUÉE
Noailles 7 km - Paris 60 km
Maison, 3 pièces, séj., sal., ch., cuis., s. de bains, wc, chauf. élect. (dble vitr.), cave, cour, gren. aménag.
Tout confort - parfait état
240 000 F - 34-12-01-49

terrains

A vdre en Roussillon, près d'Amélie-les-Bains, 1,5 ha de terrain construct. Accès facile, soleil, microclimat.
T. ap. 20 h : 16-44-21-41-67.

Communication

Le projet de loi sur l'audiovisuel au Sénat

La composition du futur CSA en question

La discussion du projet de loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en remplacement de la CNCL devait commencer, mardi 8 novembre, au Sénat. Une discussion prévue sur trois jours et amorcée par les travaux de la commission des affaires culturelles, saisie au fond, et de la commission des lois, pour avis. Regrettant que l'alternance politique ait, une fois encore, provoqué une énième réforme de l'audiovisuel, les deux commissions – majoritairement d'opposition à l'image du Sénat – ont remis à plat la composition du futur CSA, n'apportant sur ses pouvoirs que des retouches plus limitées.

Quel mode de nomination pour la nouvelle instance ? *La question* avait largement préoccupé les sept experts chargés, cet été, par le gouvernement de préparer la réforme. Les ministres compétents avaient finalement tranché. La composition serait calquée sur celle du Conseil constitutionnel, à l'image même de la Haute Autorité : trois membres nommés par le président de la République, trois membres par le président du Sénat, trois autres par celui *de l'Assemblée nationale.*

D'accord pour réduire le nombre des membres de treize à neuf, d'accord pour supprimer le représentant de l'Académie française et les personnalités cooptées, ont jugé les commissions. Mais à condition que les plus hautes autorités de l'Etat ne désignent chacun que deux membres et fassent de la place à trois représentants élus chacun par l'un des grands corps de l'Etat : le Conseil d'Etat, la Cour des comptes et la Cour de cassation. Quant au président, il devrait être désigné collégialement par l'instance, et non, comme prévu, par le chef de l'Etat. La commission des affaires culturelles présidée par M. Adrien Gouteyron (RPR) souhaite, en outre, ramener à neuf ans la durée des mandats que le gouvernement a réduite à six. Dans la foulée, elle supprime l'interdiction faite aux membres d'exercer un mandat local et tempère leur stricte obligation de réserve. Les présidents des trois groupes de la majorité sénatoriale demandent en outre que les membres ne soient pas soumis à la limite d'âge, fixée par le texte à soixante-cinq ans.

Quels pouvoirs pour le CSA ? Importants, souhaite le gouvernement qui, dans son projet de loi, et pour faciliter l'application de sanctions, lie toute nouvelle autorisation à la signature d'une « convention » entre le Conseil et les bénéficiaires. Une façon de préciser les engagements des contractants, note le rapport de M. Gouteyron, qui redoute toutefois que ces négociations à deux n'aboutissent à moins de transparence. D'où une série d'amendements en faveur d'une publicité maximale des travaux du CSA : la définition dès l'appel d'offre des caractéristiques de programmation des services à autoriser ; l'audition publique des candidats ; la publication au *Journal officiel* du texte des conventions.

Considérant *« l'arsenal »* des sanctions prévu par le gouvernement – *« abondance de biens ne nuit pas »*, note-t-il avec ironie, – le rapporteur s'emploie à renforcer *« les droits de la défense »*. Il exige, dans tous les cas, une mise en demeure préalable et publique au contrevenant, lequel se voit *systématiquement* offerte la possibilité d'un recours auprès du Conseil d'Etat. Il limite également à un an maximum la réduction de l'autorisation que peut infliger le CSA. Dans le même esprit, il accède à certains souhaits des opérateurs de télévision : les autorisations passent ainsi à douze ans (contre dix dans le texte du gouvernement) ; les engagements de production sont supprimés, même si apparaît l'obligation de diffuser un minimum d'œuvres françaises aux heures de grande écoute.

Suit enfin une série de dispositions diverses concernant les cahiers des charges des chaînes publiques et des chaînes privées, de l'INA et de TDF. Un amendement prévoit le renforcement de l'autorité du CSA sur Canal Plus, seule chaîne, il est vrai, à avoir échappé à l'autorité de la CNCL, laquelle, demande-t-on également, devra continuer pendant la période transitoire à exercer la plénitude de ses pouvoirs. Un autre consolide l'indépendance du Conseil en supprimant le droit que s'est réservé le gouvernement de faire appel des décisions devant le Conseil d'Etat.

Une disposition qui prend à revers les pouvoirs publics déjà embarrassés par l'amendement adopté par *la commission des affaires* culturelles et visant à supprimer la coupure publicitaire des films et téléfilms français diffusés pour la première foir à la télévision (*le Monde* du 8 novembre). Les ministres compétents, M. Jack Lang et Mme Catherine Tasca, risquent sur ce dernier point d'être d'autant plus gênés que les sénateurs socialistes ont, eux aussi, préparé des amendements en ce sens.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

Réunis à l'initiative de Mme Tasca

Une vingtaine de professionnels demandent la réorganisation du service public

A l'initiative de Mme Tasca, ministre chargé de la communication, une vingtaine de professionnels de la communication se sont réunis pour réfléchir au renouveau de la radio-télévision publique.

« Le service public est en danger de mort. Il est urgent de redéfinir ses missions et de le doter de structures et de moyens qui lui permettent de trouver sa place et d'assurer son développement. » C'est par cet avertissement un peu solennel que débute un texte rendu public mardi 8 novembre et remis à Mme Tasca par un groupe de professionels réunissant des personnalités aussi diverses que Claude Sérillon, Michel Bassi, Gilbert Denoyan, Albert Mathieu, Didier Decoin, Francois Lemoine ou Jean Lallier. La grande grève d'octobre avait révélé, il est vrai, au-delà des problèmes salariaux, le profond malaise existant dans l'audiovisuel public.

Les signataires du texte ne proposent pas de solutions miracle mais tentent de gérer *« une situation de transition »*. Ils fixent au service public une mission essentielle : *« Restituer la diversité de l'offre de programmes aux heures de grande écoute »* face à des télévisions privées qui sacrifient des pans entiers de la programmation aux impératifs de l'audience. Le téléspectateur pourra ainsi retrouver à 20 h 30 le choix notamment entre des émissions de divertissement et des magazines d'information artistique, scientifique ou économique.

Cependant, pour éviter sa marginalisation, le rapport suggère au service public de jouer la complémentarité entre ses différentes chaînes : harmonisation des programmes entre A 2, FR 3 et la Sept, gestion unique, unité de commandement, même régie publicitaire. Une organisation en cartel qui a déjà fait ses preuves en Grande-Bretagne et en Italie. Cette reconstitution d'une force de frappe unique ne va pas sans quelques sacrifices. Les auteurs du rapport conseillent de renoncer à régionaliser FR 3, plaident pour la réunification des services radio de RFI et RFO, et estiment que l'Institut national de l'audiovisuel doit se recentrer sur ses missions de conservation et d'exploitation du patrimoine.

Reste le difficile problème des ressources. Constatant la différence de budget de programmes en TF 1 (3 milliards de francs), A 2 (2 milliards) et FR 3 (1 milliard), les rédacteurs du texte concluent : *« Il apparaît dangereux de supprimer, sans transition, au service public toutes ressources publicitaires. Cela supposerait une augmentation de 30 % de la redevance ou l'établissement d'une taxe parafiscale assise sur les recettes de tous les autres médias, ce qui paraît irréaliste, ou sur les seules télévisions privées, ce qui induirait un prélèvement annuel correspondant à plus de 20 % de l'assiette totale. »*

Le rapport se termine par une série de recommandations : nécessité d'une gestion plus moderne dans le cadre de *« budgets autonomes et pluriannuels »*, meilleure utilisation des ressources humaines, responsabilisation et sanction des dirigeants, contrats de plan entre l'Etat et les sociétés du service public.

● **Grève des « exclus de l'accord salarial » à *Libération*.** – Une quinzaine de salariés du quotidien *Libération* sont en grève depuis vendredi 4 novembre. Sténos de presse, assistants de rédaction ou rédacteurs de petites annonces ou de programmes de télévision, ils veulent qu'on leur applique l'accord salarial prévu pour la rédaction (*le Monde* du 5 novembre) et notamment une augmentation de 800 francs mensuels. Ils ont formé une « coordination des exclus » et demandent l'ouverture de négociations.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Isabelle et Dominique GALLOIS,
Camille et Anne,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Laure,

le 4 novembre 1988.

3, rue Copreaux,
75015 Paris.

– Simone et Henri ARCHIMBAUD
ont la joie d'annoncer la naissance de

Madeleine,

le 30 octobre 1988,
chez
Cécile et Jean-Michel Archimbaud.

1, rue Dubreuil,
34000 Montpellier.

– Mathilde et Clémentine
ont la joie d'annoncer la naissance de

Valentin,

le 4 novembre à Rambouillet.

De la part de
Olivier et Elisabeth Blondeau-Broholm.

Fiançailles

– On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Lillebi HABANS,
fille de M. Patrice Habans et de Mme, née Carita Jarvinen,
avec

M. Wladimir TAITTINGER,
fils de M. Jean Taittinger et de Mme, née Corinne Deville.

2, rue d'Auteuil,
75016 Paris.
11, rue de Beaujolais,
75001 Paris.

Mariages

– Alain HESPEL
et
Véronique MAILLET

sont heureux de faire part de leur mariage, le 5 novembre 1988.

52, rue Lhomond,
75005 Paris.

Décès

– Lavaur-Paris-Puylaurens.

Mme Raoul Bastie-Sigeac,
Irène et Michel Videcoq,
Jacqueline Bastie-Sigeac,
François et Joëlle Bastie-Sigeac,
Camille et Pauline Videcoq,
Les familles Paris, Pinel, Bordes,
parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul BASTIE-SIGEAC,
ancien combattant 1939-1945,
croix de guerre,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 novembre 1988, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu demain mercredi 9 novembre, en la cathédrale Saint-Alain de Lavaur, suivies de l'inhumation au cimetière de Puylaurens vers 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
Adresse du deuil :
15, place de la Halle,
81500 Lavaur.

– Mme Julia Cohen,
M. et Mme Yvon Cohen,
M. et Mme Jacky Cohen,
M. et Mme Elie Cohen,
M. et Mme Norbert Cohen,
Mme et M. Lucienne Vowles,
Véronique, Béatrice, Yaniv,
Laurence, Pierre, Laure, David,
Michael, Rebecca, Joseph, Deborah,
Melissa, Simon, Michael,
ont la douleur de faire part du décès de leur mari, père et grand-père,

Chemaya-Simon COHEN,

survenu le 3 novembre 1988 dans sa soixante-seizième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

83, rue Petit,
75019 Paris.

– M. et Mme Armando Poggi,
M. et Mme Yvon Helft,
Leurs familles et leurs amis,
ont la douleur d'annoncer la disparition de

Ricardo GALVAGNI,

survenue le 1er novembre 1988.
Les obsèques auront lieu au Père-Lachaise le 9 novembre.

– Jacques et Nicole
Doniol-Valcroze, Berckmans,
son fils et sa belle-fille,
Françoise Doniol-Valcroze,
sa belle-fille,
Véronique et Patrice Roos,
Doniol-Valcroze,
Jean-Louis Doniol-Valcroze,
Olivier et Hayat Guinand,
Florence et Pierre Bernard,
Stéphane et Brigitte Guinand,
Laurent et Véronique
Doniol-Valcroze, Porte,
Julien et Elsa Doniol-Valcroze,
Thomas Doniol-Valcroze,
ses petits-enfants,

Ismaïl, Samuel, Sébastien, Reda, Amanda, Benjamin, Coralie, Karim, *Julie et Arthur*,
ses arrière-petits-enfants,

Marguerite Buhot de Launay,
Marc et Michèle-Irène
Buhot de Launay,
Les familles Anseaume et Hamon,

ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Miette DONIOL-VALCROZE,

dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

« Mes bien-aimés, aimons-nous les uns les autres. »
(Jean, épître 4, verset 7.)

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 novembre 1988, à 15 h 45, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris (16e), suivie de l'inhumation au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Pierre-Edouard HENTSCH,
née Marie-Thérèse de Cheffontaines,

survenu en son domicile le 5 novembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 10 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré.

61, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

– Mme André Heymann,
Mme Martine Heymann,
Caroline et Anne, ses filles,
M. et Mme François Doat,
Et Jules, leur fils,
M. et Mme René Caen,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme François Théodore,
M. et Mme Roger Wolff,
leurs enfants et leur petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André HEYMANN,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur
dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 5 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

20, rue Constant-Strohl,
67000 Strasbourg.

– Les membres du conseil d'administration de la fédération française des industries du vêtement *masculin*
ont la douleur de faire part du décès de leur président d'honneur

M. André HEYMANN,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur
dans l'ordre des Palmes académiques,
président d'honneur de l'Union
des industries de l'habillement,
vice-président d'honneur
de l'Association européenne
des industries de l'habillement,

survenu le 5 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

20, rue Constant-Strohl,
67000 Strasbourg.

– M. Pierre Levy,
Mlle Lise Levy,
M. et Mme Gérard Mauras
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-François Hirsch
et leurs enfants,
M. Roland Bloch
et ses enfants,
ont le regret de faire part du décès de

Mme Hugnette LEVY,
née Bloch,

survenu le 3 novembre, dans sa soixante-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue de Belfort,
25200 Montbéliard.

– Son épouse
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MANENS,
membre de la Société française d'archéologie,

survenu le 24 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

23, route de Houdan,
78116 Saint-Léger.

– Suzanne Spaak,
sa grand-mère,
Pierre et Marielle Mas,
ses parents,
Jean, Yves, Luc,
ses frères,
Leurs compagnes et leurs enfants,
Denise Brett
et ses enfants,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Denis MAS,
interne de médecine générale,

survenue, à Paris, le 4 novembre.

Selon sa volonté, il sera incinéré le 9 novembre, à 14 heures, au grand amphithéâtre du Père-Lachaise.
Adressez vos dons à Médecins du monde, CCP 1144 Z Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Charolais,
75012 Paris.
31, avenue Marie-Reynoard,
38000 Grenoble.

– Françoise Panzani,
Marie-Claire Panzani-Jezequel,
Gilles, Frédéric, Claire, Martin,
Antoine et Julie,
et leurs enfants,
Roger Hein
et ses enfants,
Son amie, Danuta Sintak,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Antoine PANZANI,
née Marie-Rose Hein,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et tante,
qui s'est éteinte le 2 novembre 1988, à son domicile, dans sa quatre-vingt-onzième année.
Les obsèques ont eu lieu le 7 novembre dans l'intimité.

81, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.
29, rue Jean-Pierre-Timbaud,
75011 Paris.

– M. Julien Pianko,
Ses enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Julien PIANKO,
née Alina Szpigielglas,

survenu le 6 novembre 1988.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 novembre, à 16 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien.

– M. et Mme Antoine Duhamel,
M. et Mme Marc Saglier,
M. et Mme Francis Haguenauer,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Germaine LEVI SAGLIER,

le 5 novembre 1988.
L'inhumation aura lieu le mercredi 9 novembre, à 15 heures, au cimetière Montmartre.

10, rue de Parmain,
95460 Butry.

– Mme Yves Sartorio,
née Durandy,
Evelyne et Françoise,
ses filles,
M. Philippe Sartorio,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves SARTORIO,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 7 novembre 1988.
Il a fait don de son corps à la médecine.

– Mme Jacques Schwartz,
M. et Mme Alain Schwartz,
M. et Mme Michel Schwartz,
M. et Mme Jack Polayes
et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur Jacques SCHWARTZ,
ancien interne des hôpitaux de Paris,

survenu, à Sens, le 2 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 5 novembre.

14, boulevard Maupéou,
89100 Sens.

– **Mme Denise SCHELER-WEIL,**
libraire réputée,

s'est éteinte, entourée des siens, le 6 novembre 1988.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 10 novembre à 16 h 30, au cimetière Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18e.

De la part de
M. Lucien Scheler,
son époux,
Mme Marguerite Bonniot,
sa sœur.

11, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mme Solange Soukiassian,
M. Georges Soukiassian,
M. et Mme Alphonse Folacci
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Léon SOUKIASSIAN,
ingénieur à l'IFP e.r.,

survenu le 30 octobre 1988, en son domicile, dans sa soixante-dixième année.

L'incinération a eu lieu le 3 novembre, au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

46, rue Caulaincourt,
75018 Paris.

Obsèques

– Alger-Paris-Lunel.

La dépouille mortelle de l'adjudant-chef de gendarmerie

Pierre PASTOR,

mort pour la France le 26 septembre 1953, à Saïgon, a été inhumée au cimetière de Lunel (Hérault) en présence des siens, de M. le maire de Lunel et des autorités civiles et militaires.

Anniversaires

– Pour le troisième anniversaire de la disparition de

Chantal LECAS-MARTINON,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Communications diverses

– Très touché par les félicitations qu'il a reçues à l'occasion du prix Nobel d'économie, M. Maurice Allais prie ses correspondants de bien vouloir l'excuser de ne pas être en mesure de leur répondre tout de suite, mais, sans plus attendre, il leur exprime dès maintenant tous ses remerciements.

– Colloque international : « Judaïsme, sciences et techniques », 14 et 15 novembre 1988, salle de conférences du CNRS, 15, quai Anatole-France, 75007 Paris. Renseignements et inscription, tél. : 42-70-70-40, poste 247.

– Mardi 8 novembre. – 18 h 30 : L'art et la guerre : vernissage des poupées du peintre israélien Maayan.
20 h 15 : « Un espoir éclate » : reportage télévisé de Gerald Mury, tourné en Israël à la veille des élections, avec la présence du journaliste, réalisateur à la Télévision Suisse romande.

Soutenances de thèses

– Université de Rennes-II : le lundi 7 novembre, Mme Gnansa *a soutenu* sa thèse de doctorat en psychologie : « Esquisse théorique des pratiques thérapeutiques chez les Nawdeba du Nord-Togo ».

– Université Paris-I : le vendredi 18 novembre, à 14 h 30, salle 307, centre Panthéon, M. Carlos Reynoso Castillo : « Le licenciement individuel en Amérique latine ».

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 NOVEMBRE

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Cités artisanales du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« La pyramide de verre et l'aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Tuileries (C.A. Messer).

« Redon et les symbolistes français », 14 h 45, hall du Petit Palais (Mme Cazes).

« Deux mille ans d'orfèvrerie chez Christofle », 15 heures, 12, rue Royale (Tourisme culturel).

« La Salpêtrière », 15 heures, entrée, 47, boulevard de l'Hôpital (Paris et son histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« L'UNESCO : architecture des années 50 et œuvres exposées » (prévoir 2 h 30, avec projection d'un documentaire), 14 h 30, devant les grilles, place Fontenoy.

« La Sorbonne et l'université de Paris », 15 heures, 47, rue des Ecoles.

« Naissance de Paris à la crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, entrée, place du Parvis.

POUR LES JEUNES

« L'Opéra », 14 h 30, hall d'honneur, sous la statue de Lully (Monuments historiques).

« Le petit reporter à Paris : rallye dans le Marais », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Chasse aux portraits » (huit-douze ans) ; « Contes par A. de Coincy et I. Sauer » (cinq-sept ans), 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Musée du Petit Palais).

CONFÉRENCES

9, avenue d'Iéna, 15 heures : « Histoire, beautés et étrangetés du monde » (première partie) ; 17 h 45 : « Le Japon, du Moyen Age à nos jours » (Jean-Claude Stevens).

Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la BPI), 18 h 30 : « Les droits de l'homme et question. Droits des peuples, droits des minorités », débat animé par Antoine Spire.

3, rue Rousselet, 19 heures : « Eglises et palais de l'Europe centrale » (Arcus).

ISTEG, 107, rue de Reuilly, 19 heures : « Lutte ?... Agressivité ?... Vivre sa profession ou la subir », par Jacqueline Barbin (Université libre de Paris et de l'Ile-de-France).

Économie

SOMMAIRE

■ M. Pébereau, qui a reçu le feu vert des autorités pour dépasser les 10 % du capital de la Société générale, s'explique pour la première fois et affirme vouloir ouvrir le dialogue avec la banque *(lire page 48)*.

■ La grève des camionneurs des PTT commence à perturber de nombreuses entreprises à Paris mais également en province *(lire ci-dessous)*.

■ Sur la pression de plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne, la CEE semble devoir abandonner en matière bancaire la règle de « réciprocité » qu'elle s'est donnée dans le cadre de l'ouverture de son marché et de celui des pays tiers *(lire ci-dessous)*.

La grève des postes et les mouvements de fonctionnaires

La situation sociale, le 8 novembre au matin, était toujours marquée essentiellement par les conflits des PTT. Tandis que se tenait la troisième séance de négociations salariales dans la fonction publique, des mouvements se préparaient dans d'autres secteurs.

Aux PTT, des négociations devaient reprendre mardi à 8 h 30 pour mettre fin à la grève des chauffeurs de camion parisiens. Dans un communiqué commun, la CFDT, FO et la CFTC avaient réagi favorablement aux propositions contenues dans la lettre envoyée par M. Gérard Delage, directeur général de la poste, et adressée aux grévistes. Les trois syndicats énoncent *« un jugement positif »* et souhaitaient organiser une consultation. Le syndicat FO, pour sa part, lançait un appel pour que chacun *« prenne ses responsabilités »* afin, par le prolongement du conflit, de ne pas porter *« préjudice au service public »*. La CGT, de son côté, reconnaissait l'existence d'*« avancées indiscutables »* mais, estimant que la direction pouvait encore donner davantage, demandait de nouvelles négociations. Quant à la base, hésitante à suivre les syndicats, elle avait décidé en fin de soirée de lundi de la poursuite de la grève. Concrètement, les camions bloquent toujours les accès des centres de tri, à l'exception de ceux de Montparnasse et d'Orly, dégagés depuis la veille.

En province, les centres de tri d'Amiens et d'Orléans — où un vote de confirmation est intervenu — poursuivent leur grève, tout comme la poste centrale du Havre. Les centres de transports postaux de Marseille et de Bordeaux sont désormais touchés.

● *Dans les transports urbains*, la reprise du travail se confirme à Nantes, après la signature de l'accord par la CFDT. Le trafic devrait redevenir normal le 9 novembre. En revanche, le conflit continue à Saint-Etienne et à Lyon, où l'appel de FO a entraîné une très légère reprise du travail. Mais de nouvelles villes sont affectées par le mouvement, ainsi à Montpellier, à Marseille, à Valence, à Nice et dans le Valenciennois. Les mécaniciens au sol d'Air France, quant à eux, poursuivent leur action.

● *Dans la fonction publique et le secteur nationalisé*, différents foyers sont allumés, dans la perspective des négociations salariales. A l'ANPE, la CFDT, FO et la CGC ont appelé à l'action *« pouvant aller jusqu'à la grève »* le 8 novembre. La CGT appelle, de son côté, à une journée d'arrêt de travail. Les agents protestent contre le manque d'effectifs et déclarent que *« c'est se moquer du personnel de l'agence et des chômeurs »*.

Quatre syndicats (CGT, FO, CFDT et CFTC) ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 8 novembre, également, à la Sécurité sociale. Une manifestation devrait réunir dix mille personnes à 14 heures entre la gare Montparnasse et l'avenue de Ségur. A EDF-GDF, la CGT demande au personnel de baisser la production d'électricité de 20 % à 30 %. Les autres syndicats réclament des négociations immédiates. Enfin, à la SNCF, la CGT a déposé un préavis de grève pour la période entre le 13 et le 17 novembre, afin de préparer la journée du *« tous ensemble »*, le 15 novembre, souhaitée par la confédération, en prévision de l'échec des négociations avec M. Michel Durafour.

La grogne des entreprises lyonnaises

LYON
de notre bureau régional

Après quinze jours de grève des transports en commun et une semaine de perturbation dans l'acheminement du courrier vers – et depuis – Paris, la grogne s'installe parmi les entreprises lyonnaises, gênées dans leur activité. L'assemblée générale de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon a même voté, lundi 7 novembre, deux motions condamnant la *« prise d'otages »* commise par les traminots et les *« formes larvées de grève actuellement en cours dans le service public de la Poste »*.

D'ordinaire, les rames du TGV postal apportent à Lyon, chaque jour, près de 160 tonnes de courrier parisien. Ce flux est réduit de moitié depuis début novembre. La direction de la Poste du Rhône a pris des mesures d'urgence. Certaines relations sont assurées par des bureaux ambulants ; des liaisons routières ont pu être mises en place, avec des transporteurs affrétés, « court-circuitant » Paris pour atteindre les autres provinces, mais ce dispositif n'a pu acheminer à ce jour que la moitié, en moyenne, du trafic normal. Arrêt des facturations, allongement des délais de règlement, difficultés de participation à des appels d'offres : le patronat éprouve des soucis inhabituels.

« Toutes nos entreprises ne sont pas au bord du gouffre », reconnaît cependant l'Union régionale de la petite et moyenne industrie. Ce syndicat, affilié à la CGPME, a été prompt à la riposte : dès le 4 novembre, il s'indignait des grèves *« perpétrées impunément par les fonctionnaires des PTT »*.

« Nous sommes entrés dans un système d'attente, explique un petit industriel (quarante-cinq salariés), constructeur de matériel de galvanoplastie. *Pour adresser courriers et plans, nous avons découvert la télécopie. En retour, pour les règlements, nous constatons que la grève des PTT sert souvent d'alibi à des débiteurs qui se font tirer l'oreille. Comme l'ouvrier paresseux prend prétexte de la grève des transports pour arriver en retard au travail, le payeur prend son temps... Parfois, nous allons chercher nos règlements nous-mêmes. La semaine dernière un cadre est allé, à Paris, prendre un chèque de 800 000 F, dont le montant couvre le tiers de notre échéance mensuelle. Cela nous a coûté 1 500 F de frais de déplacements. »*

Délais de grâce

Dans une petite entreprise de construction électrique (trente salariés), c'est la production qui subit des aléas : la livraison d'une armoire de commande de remontées mécaniques, pour la station de Bourg-Saint-Maurice, est en suspens. On attend d'avoir les dernières pièces pour achever le montage. Et le début de la saison de sports d'hiver approche.

L'entreprise use, à grands frais, des messageries rapides, actuellement fort sollicitées. Elle leur confie des marchandises, mais aussi du courrier, contournant sciemment le monopole de la Poste. *« Pour donner le change, nous mettons les lettres dans des colis. Chaque envoi nous coûte 80 F. »*

Nul n'évoque encore le risque de chômage technique. Le grand souffle de la protestation n'est pas même parvenu au Groupement professionnel lyonnais, représentation locale du CNPF, qui fédère des syndicats professionnels. Il en irait tout autrement sans doute, si l'activité des centres de tri lyonnais venait à cesser à son tour. Pour l'heure, le courrier intradépartemental et régional parvient normalement à ses destinataires. Or, Lyon s'écrit beaucoup à elle même.

Déjà, pourtant, l'URPMI demande des délais de grâce pour le paiement de l'impôt et une plus grande compréhension des banques. La chambre de commerce souhaite être autorisée, *« si cela s'avère nécessaire »*, à mettre en œuvre les moyens d'acheminement du courrier des entreprises, *« comme elle y est préparée »*.

En novembre 1981, elle avait dû organiser des navettes routières vers les grandes villes voisines. Mais c'était après l'incendie accidentel d'un central de télécommunications à longue distance...

GÉRARD BUÉTAS.

Système D contre PTT

(Suite de la première page.)

A la caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne, on ne note pas de plainte particulière. Détail amusant : comme les virements sont de plus en plus fréquents (et informatisés), un assuré ignore parfois qu'il a été remboursé de ses soins, n'ayant reçu ni son relevé bancaire ni son avis de virement. En revanche, ils semble que les chômeurs pointant par correspondance et les allocataires des ASSEDIC soient plus vulnérables. Trois organisations syndicales de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) s'en sont émues publiant un communiqué pour demander qu'ils *« ne fassent pas les frais »* du conflit de la poste.

Télex et télécopie

Nouvelle illustration de l'inégalité des gros et des petits devant ce type de grève : si une grande compagnie d'assurances, propriétaire d'un immeuble entier, a pris soin de faire relever les loyers qui lui étaient dus par la concierge, nombreux sont les petits propriétaires qui voient leurs comptes *« virer au rouge »* faute d'avoir reçu dans les temps le versement de leur locataire. Ils ont tout intérêt à en parler à leur banquier qui n'en prélèvera pas moins des agios s'il sont à découvert. Plus généralement, l'Association française des banques a invité ses adhérents à faire preuve de plus de souplesse que d'habitude dans la gestion des comptes et des impayés de façon *« à ne pas pénaliser les entreprises »*.

Celles-ci, au quotidien, apprennent avec difficulté à « faire avec » la grève des camions jaunes. Les notes internes fleurissent, encourageant les salariés des sociétés de la région parisienne à éviter d'envoyer du courrier, à utiliser autant que faire se peut le télex et la télécopie et à recourir à des coursiers pour l'Hexagone, ou à des entreprises privées comme DHL pour les expéditions internationales. Dans un grand organisme professionnel, tous les agents du service intérieur *« sans exception »* sont réquisitionnables pour porter le courrier. Une standardiste est mobilisée auprès du télex et de la télécopie et les employés sont priés d'inscrire eux-mêmes sur leur courrier s'il doit être *« porté dans les vingt-quatre heures »*, simplement *« être porté »* ou s'il *« peut attendre »*.

C'est l'âge d'or des coursiers : *« Ils sont débordés »*, entend-on partout. Une entreprise comme Jet Service estime que le nombre de ses clients non réguliers a augmenté d'environ 30 % pour des acheminements entre Paris et la province. Ne travaillant que sur l'international, DHL estime que le nombre d'appels qu'il a reçus dans la capitale est passé de deux mille par jour à trois mille, le volume distribué progressant dans les mêmes proportions.

Evaluer la perte économique réelle de cette grève est pour le moment impossible. Le CNPF ne s'y aventure d'ailleurs pas. Car, comment calculer le manque à gagner des entreprises de vente par correspondance qui font 50 % de leur chiffre d'affaires entre septembre et décembre ? Elles estiment très grossièrement à 15 % ou 20 % la baisse de leurs ventes mensuelles depuis la mi-octobre. Que dire des sociétés qui organisent des colloques ou des table rondes et qui sont incapables de dénombrer les participants ? On peut multiplier les exemples. Mais à quelle aune peut-on mesurer la perte de crédibilité d'un service public ?

FRANÇOISE VAYSSE.

BILLET

La politique de M. Rocard

La voie du dialogue semée de chausse-trapes

Arc-bouté sur sa ligne de défense (traiter les conflits au coup par coup — ou *« au cas par cas »*, — éviter à tout prix la contagion), le premier ministre subit avec les divers mouvements sociaux les effets de sa tactique : le malaise persiste, diffus et multiforme. Quand la cote d'alerte est atteinte dans un secteur, le gouvernement lâche un peu de lest, mais un autre foyer s'allume. Cette gestion par soupapes de sécurité successives fait encourir au gouvernement les accusations de saupoudrage de la part des partenaires sociaux, sans entraîner une amélioration stable et générale.

C'est pourquoi le premier ministre veut maintenant « dégager » le champs des revendications salariales dans la fonction publique. Le cap reste le même : l'œil rivé sur les *« grands équilibres »*, M. Rocard veut tenir ferme en tablant sur la *« durée »*. Mais, tout en refusant à tout prix de revenir à l'indexation des salaires, le gouvernement devait, mardi après-midi, lors des négociations avec les syndicats de fonctionnaires, consentir un geste financier, afin que la fonction publique prenne sa part de l'embellie économique constatée. Selon l'Hôtel Matignon, c'est seulement quand chacun sera sorti « la tête haute » de cette négociation que l'on pourra engager, avant la fin décembre, la définition annoncée par M. Rocard, d'un « projet d'entreprise » pour la fonction publique.

Autre front sur lequel est engagé M. Rocard : l'amélioration de la vie quotidienne des Français. Là encore, l'inertie des faits vient s'opposer au volontarisme du gouvernement. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée la catastrophe ferroviaire de lundi mettent en cause, une nouvelle fois, le fonctionnement et le malaise interne de la SNCF. Comment si rien n'avait changé sur ce terrain depuis six mois. Remarque injuste pour un gouvernement qui n'en peut mais. Remarque, pourtant, que ne manquera pas de faire *in petto* l'homme de la rue, surtout s'il lit *l'Humanité*.

L'opinion, en revanche, est sans doute largement ignorante des conditions dans lesquelles se déroule le débat budgétaire au Parlement. Néanmoins, là encore, le gouvernement Rocard, confronté aux joies de la « majorité relative », vit des jours moroses. On en est au troisième budget, dont le vote a été réservé à la demande du gouvernement, de peur de voir ces crédits rejetés par une conjonction des oppositions contraires.

Concessions et promesses

Là encore, le gouvernement doit négocier... au coup par coup pour trouver une majorité. Les socialistes et le gouvernement, qui voulaient *« être eux-mêmes »*, sont, en fait, quotidiennement contraints de faire des concessions ou des promesses sur leur droite comme sur leur gauche. Avec, comme bouquet final, la perspective de l'adoption sans vote de la loi de finances, après recours à l'arme du 49-3 (engagement de responsabilité).

La « méthode Rocard » repose sur le dialogue. Dialogue en Nouvelle-Calédonie, dialogue social, dialogue avec les Français, dialogue au Parlement. Le premier ministre s'y emploie, envers et contre tout, avec quelques résultats (notamment au Parlement). Mais, pour ce marin amateur de grands espaces, la voie du dialogue ressemble à un sentier raide et escarpé, plein de chausse-trapes et de déceptions. D'autant que, pour ce dialogue, M. Rocard ne met pas toutes les cartes sur la table. Méfiant quant aux des effets d'annonce, très parcimonieux quant à sa communication, le premier ministre ne définit pas la cohérence à moyen terme de son action. Un peu comme si, parce qu'il sait où il veut aller, les Français devaient de borner à lui faire confiance pour y aller avec lui sans être mis dans la confidence.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

ETRANGER

La position des pays tiers dans le grand marché

La Communauté européenne s'oriente vers une politique libérale dans le secteur bancaire

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les banques des pays tiers pourront bénéficier à quelques nuances près des mêmes avantages que celles de la CEE à partir du 1er janvier 1993 lorsque le grand marché sans frontières sera réalisé dans ce secteur. Telle est l'impression qui prévaut après le débat qu'on eu sur ce thème les ministres des finances des Douze lundi 7 novembre à Bruxelles. Le projet de la Commission, appuyé par la France mais combattu à Washington et à Tokyo, de subordonner un tel privilège à un minimum de réciprocité de la part des pays tiers semble avoir du plomb dans l'aile.

Plusieurs Etats membres qui jouent un rôle important sur les marchés financiers — le Royaume-Uni, la RFA, les Pays-Bas et le Luxembourg — se sont déclarés hostiles à l'idée d'une clause de réciprocité trop stricte. Ils estiment qu'une procédure d'agrément trop lourde risquerait de bloquer l'installation dans leur pays de banques importantes et de porter, par là-même, préjudice à l'activité de leur place financière.

Au cours des dernières semaines, la Commission européenne avait déjà assoupli sa position. Lord Cockfield, son vice-président, avait indiqué, voici une quinzaine de jours lors d'une conférence de presse sur le volet extérieur du grand marché, que les banques des pays tiers ayant déjà une filiale installée dans la CEE pourraient opérer, sans autre condition, dans l'ensemble des Etats membres lorsque le marché commun bancaire serait devenu une réalité. M. Hans Tietmayer, le secrétaire d'Etat allemand aux finances, a fait remarquer que compte tenu de cette interprétation extensive des droits acquis, imposer une clause de réciprocité rigoureuse pour la période postérieure à 1993 n'avait plus guère de sens. Les banques japonaises, coréennes ou américaines désireuses d'opérer dans la CEE après la date fatidique de 1993 auront assurément tout le temps d'ici là d'installer une filiale dans les Etats membres qui voudront bien les accueillir.

Il n'existe pas, pour l'instant, de règles internationales concernant l'exercice de l'activité bancaire. L'un des objectifs de l'Uruguay round lancé voilà deux ans et demi à Punta-del-Este est d'en définir d'aussi libérales que possible. Il serait souhaitable, aucun Etat membre ne le conteste, que la Commission dispose d'atouts afin d'aborder dans des conditions favorables cette négociation, en particulier avec le Japon et les nouveaux pays industrialisés. La clause de réciprocité que préconisait la Commission aurait pu constituer une telle carte. Mais, expliquent en substance les Allemands, les Britanniques et ceux qui les soutiennent, il ne faudrait pas que les inconvénients qui en résulteraient dépassent les avantages espérés...

Trouver une formule permettant à la Commission de se présenter en force dans les futures négociations du GATT sans être pour autant taxée de protectionnisme ne sera pas évident. Il semble déjà probable que le camp favorable à l'ouverture au libre accès et à des réglementations ait les meilleures chances de l'emporter. Quant à l'accès pour nos banques au marché financier des pays tiers et en particulier au marché financier asiatique... on verra plus tard.

Ph. L.

Troisième acquéreur possible pour RJR Nabisco

Un consortium regroupé autour de Forstmann Little et de Procter & Gamble, comprenant notamment Ralson Purina, Castle and Cooke et Goldman Sachs, a étudié la possibilité d'une contre-offre de rachat au comptant de plus de 21 milliards de dollars (126 milliards de francs) du géant alimentaire américain RJR Nabisco, que se disputent la direction de la firme et le groupe Kohlberg Kravis Robert.

La direction de RJR Nabisco avait eu, avant de lancer son offre, des discussions avec Fortsmann Little, qui avait été mis au courant des données financières, de la stratégie de rachat ainsi que des montages financiers prévus. Des conseillers de RJR Nabisco accusent aujourd'hui Forstmann de ne pas respecter un accord aux termes duquel la firme d'investissement s'était engagée à ne pas faire de contre-offre.

Les marques de RJR Nabisco excitent les convoitises. Procter & Gamble serait intéressé par les biscuits Oreo et Ritz, Ralston Purina par les céréales et les aliments pour animaux domestiques, Castle and Cooke par Del Monte (fruits en conserve notamment).

EN BREF

● **M. Dunkel reconduit à la tête du GATT.** — M. Arthur Dunkel a été reconduit à la tête du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pour une période de deux ans, lors de la quarante-quatrième session qui s'est ouverte lundi 7 novembre à Genève. Ancien délégué de la Suisse au GATT, M. Dunkel (cinquante-six ans) en avait été nommé directeur général en 1980 pour un mandat de trois ans, renouvelé depuis lors par deux fois. Le dernier venait à expiration le 30 septembre 1989, mais les pays membres, engagés dans la nouvelle négociation commerciale multilatérale de l'« Uruguay round », ont préféré maintenir en place Arthur Dunkel jusqu'en septembre 1991, date à laquelle ces discussions devraient, en théorie, être terminées.

Économie

AFFAIRES

Feu vert de Bonn à l'entrée de Daimler-Benz dans MBB

BONN
de notre correspondant

Le conseil des ministres a définitivement adopté, lundi 7 novembre, le projet d'entrée de Daimler-Benz dans le capital de la société Messerschmidt-Bolkow-Blöhm, (MBB), qui contrôle elle-même à 100% Deutsche Airbus, le partenaire ouest-allemand du consortium européen Airbus industries.

Cette décision, qui devait déjà être prise la semaine dernière, avait été retardée par des objections de dernière minute du président du parti libéral, M. Lambsdorff. Celui-ci estimait que les garanties en cas de variation du cours du dollar, consenties jusqu'en l'an 2000 par le gouvernement fédéral, condition mise par Daimler-Benz à sa prise de contrôle majoritaire de MBB, était une entorse aux lois du libéralisme (*le Monde* du 4 novembre).

M. Lambsdorff voulait s'assurer, avant de donner son accord au projet élaboré par son camarade de parti, le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, que l'on n'allait pas « *socialiser les pertes de Airbus et privatiser les profits de MBB dans le domaine de l'armement.* »

Rassuré par une lettre de M. Bangemann, le Parti libéral, membre de la coalition au pouvoir, a finalement donné son accord.

L'office fédéral des cartels a néanmoins fait valoir des objections, estimant que la prise de contrôle de MBB par Daimler-Benz mettait l'entreprise de Stuttgart en position dominante sur le marché des armements. Pour des « *raisons d'intérêt général* », le gouvernement peut passer outre à une recommandation de l'office fédéral des cartels.

Le conseil d'administration de Daimler-Benz, présidé par M. Alfred Herrhausen, PDG de la Deutsche Bank se réunit, mercredi 9 novembre, pour se prononcer sur les propositions gouvernementales. Ces dernières ayant été longuement négociées entre Bonn et la firme de Stuttgart, il serait surprenant que le conseil d'administration ne donne pas son aval.

L. R.

TRANSPORTS

La compagnie aérienne Euroberlin France a décollé

BONN
de notre correspondant

Douze passagers seulement, lundi 7 novembre, se sont présentés à l'enregistrement pour le premier vol Berlin-Francfort de la nouvelle compagnie franco-allemande Euroberlin France. Celle-ci n'avait fait aucun effort publicitaire, car son début de desserte de Berlin-Ouest à partir de plusieurs villes de la République fédérale dépendait de l'accord entre les attachés de l'air des trois puissances alliées garantes du statut de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France). Cet accord est intervenu *in extremis* dimanche 6 novembre au soir, permettant à l'avion d'Euroberlin de décoller.

Depuis plusieurs mois les négociations butaient sur l'opposition des Américains qui voyaient dans la nouvelle compagnie une concurrence déloyale pour les transporteurs d'outre-Atlantique, PanAm et TWA, assurant la desserte de l'ex-capitale du Reich : cette filiale commune d'Air France et de la compagnie ouest-allemande Lufthansa bénéficie, en effet, de l'excellente infrastructure commerciale de Lufthansa et emploie des pilotes britanniques, moins cher que les pilotes américains ou français. A cela s'ajoutait les objections soviétiques, qui soupçonnaient les Allemands de l'Ouest de vouloir détourner l'interdiction qui leur est faite d'utiliser les couloirs aériens conduisant, au dessus de l'Allemagne de l'Est vers l'aéroport de Berlin-Tegel.

L'accord interallié de 1945 stipule que seuls les appareils des quatre puissances alliées peuvent utiliser ces couloirs. Formellement, la nouvelle compagnie répond à ces critères, puisque Air France possède 51 % du capital d'Euroberlin France, que son président est M. Bernard Attali, PDG de la compagnie nationale française, et son directeur général, M. Jean Signoret, représentait jusqu'à l'an passé Air France en RFA. L'accord signé dimanche soir autorise Euroberlin à effectuer cent aller-retour par semaine entre Berlin-Ouest et la RFA.

L. R.

Pillsbury cède Burger King à ses actionnaires

Le groupe alimentaire américain Pillsbury, pour lutter contre l'OPA hostile de 5,2 milliards de dollars (31,2 milliards de francs) du groupe britannique Grand Metropolitan, a décidé de vendre à ses actionnaires sa filiale Burger King, qui deviendra une société indépendante cotée en Bourse, à côté de son ex-maison-mère restructurée autour, notamment, de Green Giant (conditionnement de légumes) et Haagen-Daz (crèmes glacées). Chaque actionnaire de Pillsbury va ainsi recevoir, pour chacune de ces actions, une action Burger King, payable avant le 27 janvier 1989.

Avec 5 500 restaurants, Burger King, deuxième entreprise mondiale de restauration rapide après MacDonald, représente environ un tiers du chiffre d'affaires total de Pillsbury, qui s'élève à 6,1 milliards de dollars.

REPÈRES

Conjoncture

L'activité reste vive aux Etats-Unis

L'essoufflement de septembre a fait place à une vive activité économique en octobre aux Etats-Unis, indique dans son rapport, publié lundi 7 novembre, l'Association des directeurs d'achats. La production comme les carnets de commandes se sont redressés sans pour autant atteindre le rythme de croissance de juillet et août. La nouvelle hausse de l'indice mis au point par l'association augmente ainsi pour le vingt-septième mois consécutif et l'emploi, en octobre, donne des signes de forte reprise. Ce dernier élément confirme les résultats annoncés vendredi 4 novembre par le département du travail : en données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage a reculé en octobre pour s'établir à 5,3 % contre 5,4 % un mois auparavant et 6 % en octobre 1987.

Budget

Révision en baisse du déficit ouest-allemand

Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Gerhard Stoltenberg, a annoncé, lundi 7 novembre, une révision en nette baisse du déficit budgétaire pour 1988 et 1989. Le déficit fédéral pour 1988 devrait représenter 36 à 37 milliards de deutschemarks (122,8 à 126 milliards de francs) et non 40 milliards comme le craignait le gouvernement, grâce à de fortes rentrées fiscales reflétant une conjoncture meilleure que prévu. L'an prochain, l'impasse devrait être ramenée à 28 milliards de deutschemarks en raison de la hausse de certains impôts indirects sur les carburants, le tabac, les primes d'assurance ainsi que par la création d'une taxe sur la consommation de gaz et d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus du capital. Le déficit public global (Etat fédéral, Länder, communes), de 58 milliards de deutschemarks cette année reviendrait ainsi à un niveau se situant entre 44 et 48 milliards l'an prochain.

Marchés financiers

Après une bataille perdue contre Epéda

Valeo n'a pas dit son dernier mot

« Le client a toujours raison » : aussi ironique dans l'apprente soumission qu'il l'avait été dans l'offensive, Noël Goutard, PDG de Valeo, justifiait, le lundi 7 novembre, son absence de surenchère sur Epéda-Bertrand-Faure (EBF) par la position adoptée par les constructeurs automobiles français. Suite à son offre publique d'échange (OPE) sur EBF, numéro un du siège automobile en Europe, Valeo, premier équipementier français, dont l'actionnaire principal est l'italien Carlo De Benedetti, a vu se dresser contre lui les groupes Peugeot et Renault, peu désireux de dépendre d'un même fournisseur pour un nombre important de produits (chauffage, éclairage, siège, antivol...).

Peugeot SA a pris une participation symbolique dans la contre-offre montée par Pierre Richier, le PDG d'EBF, et Renault a apporté son soutien moral. Pas question dès lors pour Valeo, *« partenaire indéfectible des constructeurs »*, de livrer un conflit ouvert avec de tels clients, qui représentent la moitié de son chiffre d'affaires.

Mais Noël Goutard n'abandonne pas pour autant. Dans l'immédiat, il tient à s'assurer que la solution montée par Pierre Richier ira jusqu'à son terme et, en attendant, maintient son OPE. Il veut éviter que la contre-offensive ne soit qu'une manœuvre destinée à lui faire faire marche arrière. En outre, si le nombre de titres visés par l'offre de Pierre Richier (soit 67 % du capital) n'est pas atteint, celui-ci pourrait tout annuler. Ce serait purement et simplement le retour à la case départ, avant l'attaque menée par Valeo le 30 septembre.

Si Noël Goutard fait de si subtiles calculs, c'est qu'il considère sur le fond que la solution de défense montée par Pierre Richier n'a pas de cohérence industrielle. Composée d'éléments hétéroclites (des assureurs, une société textile, un pneumaticien, un constructeur...), trop nombreux (seize) et peu engagés – si l'on excepte la présence du groupe AXA-Midi, – elle rappelle étrangement les « noyaux durs » mis en place par M. Balladur pour les privatisées. Elle ne comporte pas de véritable partenaire industriel. Solution de replâtrage, elle ne tire d'affaire EBF que momentanément. Pierre Richier le reconnaissait lui-même en affirmant que son objectif immédiat était de préserver l'indépendance de son groupe à l'égard de Valeo.

Mais le statu quo n'est pas une fin en soi. Alors que les géants américains et japonais de l'équipement automobile atteignent 40 à 50 milliards de francs de chiffre d'affaires (par comparaison, Valeo ne « pèse » que 16 milliards et EBF 7 milliards), une étude de la Communauté européenne vient, fort à propos, rappeler que la concentration de ce secteur reste à faire en Europe. On y compte mille cinq cents entreprises pour un chiffre d'affaires de 420 à 430 milliards de francs. Au Japon, elles ne sont que trois cent cinquante pour le même volume d'activité.

Pour être dans la compétition mondiale, Valeo a donc choisi de grossir. EBF était la dernière acquisition importante et intéressante en France. L'avoir pour l'heure ratée n'empêche pas Valeo de vouloir poursuivre ses achats dans le reste du monde, en RFA, en Espagne ou aux Etats-Unis.

C. B.

NEW-YORK, 7 novembre ↓

Baisse

Wall Street fait de la neurasthénie. Alors qu'aucune raison n'incline vraiment au pessimisme, une assez forte baisse a marqué la première séance de la semaine. Amorcé peu après l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi presque sans interruption jusqu'à la clôture. Pour finir, l'indice des industrielles s'établissait à 2 124,64, soit à 21,16 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été lourd. Sur 1 949 valeurs traitées, 314 seulement ont monté, mais 1 176 se sont repliées. Enfin, 459 n'ont pas varié. Singulier comportement, mais à la mesure de l'effet dépressif causé sur le marché par la réduction du chômage, non pas interprétée comme une amélioration du bien-être, mais comme la menace d'une surchauffe économique. D'autre part, la remontée de M. Dukakis dans les sondages a fait également très mauvaise impression sur la communauté boursière.

L'activité, cependant, est restée assez faible, avec 133,87 millions de titres, contre 143,98 millions.

VALEURS	Cours du 4 nov.	Cours du 7 nov.
Alcoa	54 1/2	54 1/2
A.T.T.	28 1/2	28 1/2
Boeing	64 1/8	63 3/4
Chase Manhattan Bank	28 3/4	28 1/2
Du Pont de Nemours	82 1/4	82 1/4
Eastman Kodak	46 1/8	45 5/8
Exxon	44 1/2	43 7/8
Ford	48 5/8	51
General Electric	43 3/8	43 3/8
General Motors	83 3/8	82 1/2
Goodyear	52	51 3/8
I.B.M.	120 1/4	119 1/8
I.T.T.	51 3/4	51 1/8
Mobil Oil	44 1/4	44 3/8
Pfizer	56 1/4	56
Schlumberger	33 1/2	33 3/8
Texaco	46 3/4	46 5/8
UAL Corp. ex-Allegis	97 3/4	97
Union Carbide	26	26 1/8
U.S.X.	27 7/8	27 1/2
Westinghouse	52 1/4	52
Xerox Corp.	58 3/8	57 3/4

PARIS, 7 novembre ↓

Affaiblissement

Renversement de tendance lundi à la Bourse, où l'indicateur instantané s'est orienté à la baisse dès l'ouverture des transactions. Il affichait ainsi – 0,5 % en milieu de matinée avant de passer sous la barre des 1 %. A la clôture, il s'inscrivait à – 1,16 %. A l'origine de ce mouvement, l'approche des élections américaines, prévues mardi 8 novembre, qui a ralenti l'activité de nombreuses places internationales, et notamment celle de Tokyo. D'autre part, l'annonce d'une réduction du nombre de chômeurs aux Etats-Unis et surtout d'une augmentation des créations d'emplois laisse craindre aux milieux financiers une reprise de l'inflation en raison de la surchauffe de l'économie. Pour freiner cette surchauffe, les autorités monétaires pourraient être tentées de resserrer la politique du crédit et aussi de provoquer une hausse des taux d'intérêt.

Les investisseurs, en revanche, ont peu réagi au résultat du référendum et au faible taux de participation. Ils observent avec attention l'évolution des conflits sociaux, notamment dans les postes, et s'interrogent sur une possible extension.

Dans ces conditions, les prises de bénéfices ont été nombreuses. A commencer par Essilor, après l'annonce de l'entrée de Saint-Gobain, venu renforcer le noyau stable des actionnaires. Cette valeur, présentée par beaucoup comme une opéable probable, a désormais son capital mieux contrôlé, puisque les cadres dirigeants avec leur nouvel allié détiennent 45 % des droits de vote et prévoient de lever des options sur certains titres. Recul également de la CGE et d'Alcatel, actions très recherchées la semaine dernière dans le cadre de la bataille autour de la Société générale. Les cours de la banque que préside M. Viénot se dépréciaient, certains jugeant que l'attaquant Monceau Investissement était en passe d'échouer dans sa tentative de prise de contrôle.

L'intérêt se déplaçait alors sur une autre privatisée, le CCF, dont 262 000 titres étaient échangés. Importants mouvements autour de la Radiotechnique, qui était la plus forte progression de la journée.

La cotation d'Epéda-Bertrand-Faure devrait reprendre le 8 novembre, après le maintien de l'offre publique d'échange avec soulte de Valeo.

Le MATIF était en baisse, le contrat de décembre perdant 0,3 % à 106,75.

LONDRES, 7 novembre ↓

Maussade

Début de semaine maussade à la Bourse de Londres. Lundi, dans un marché terne, l'ensemble des valeurs se sont orientées à la baisse, et l'indice Footsie a perdu 14,6 points (– 0,8 %), revenant à 1 819,7. Le volume des transactions est demeuré peu élevé avec 331 millions de titres échangés. La faiblesse de Wall Street, ainsi que l'attentisme des investisseurs à la veille de l'élection présidentielle américaine, a pesé sur la tendance. Le secteur de la distribution a été parmi les plus atteints, continuant son mouvement de repli près d'une semaine après les résultats décevants de Marks and Spencer. Dans le domaine agro-alimentaire, le groupe Rank Hovis a vu son cours se déprécier à la suite des difficultés que rencontre la compagnie australienne Fielder pour revendre ses 29,9 % de participation, après le blocage d'une tentative de prise de contrôle. Les valeurs tournées vers l'exportation ont été affectées par la fermeté de la livre par rapport au dollar. Parmi les hausses, s'est distingué le conglomérat Lonhro, stimulé par les rumeurs d'une éventuelle OPA de l'homme d'affaires australien Alan Bond. Celui-ci a, en effet, porté sa participation dans le capital à 23 %.

Les fonds d'Etat se sont affaiblis, tandis que certaines mines d'or se sont appréciées.

TOKYO, 8 novembre ↑

Raffermissement

Le marché tokyote a regagné, mardi, la plus grande partie du terrain, qu'il avait perdu en début de semaine. La tendance avait été étale dans la matinée. Le redressement a commencé à s'opérer au début de l'après-midi, et, à la clôture, l'indice Nikkeï avait refranchi la barre des 28 000 points, pour s'inscrire à 28 007,25, avec un gain de 140,91 points. D'après les professionnels, les investisseurs nippons jouent la victoire de M. Bush à l'élection présidentielle américaine. *« Le sentiment est très positif actuellement »*, assurait un intervenant.

L'action NTT, tombée la veille à son plus bas niveau, est sensiblement remontée après que le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, eut déclaré qu'à son avis le cours ne pouvait continuer encore à descendre. Les valeurs de haute technologie ont été très recherchées. L'activité est restée assez faible avec à peine plus de 1 milliard de titres échangés.

VALEURS	Cours du 7 nov.	Cours du 8 nov.
Akaï	560	580
Bridgestone	1 210	1 230
Canon	1 200	1 260
Fuji Bank	3 040	3 060
Honda Motors	1 790	1 820
Matsushita Electric	2 100	2 190
Mitsubishi Heavy	1 010	1 020
Sony Corp.	5 730	5 960
Toyota Motors	2 260	2 310

FAITS ET RÉSULTATS

● **Guinness souhaite être coté à Paris.** – La brasserie britannique Guinness a annoncé qu'elle allait solliciter son introduction à la Bourse de Paris. Cette initiative, a expliqué Guinness, répond au souhait de la compagnie d'élargir son actionnariat sur le plan international. Guinness souligne également son engagement accru sur le plan commercial et financier en France, à la suite des accords récemment passés avec les groupes Financière Agache et LVMH-Moët-Hennessy-Louis Vuitton. Guinness a formé, l'été dernier, avec la Financière Agache une société commune (Jacques Rober SA), qui est devenue le premier actionnaire du groupe de luxe LVMH.

● **Saint-Gobain va renforcer l'actionnariat stable d'Essilor (précision).** – La compagnie Saint-Gobain détient aujourd'hui environ 3 % du fabricant français de verres optiques Essilor et va prochainement entrer dans le capital de Valoptec, société qui regroupe la participation des cadres et constitue l'actionnaire majoritaire (*le Monde* du 8 novembre). L'entrée de Saint-Gobain est encore soumise à l'approbation du conseil d'administration de cette société, qui se tiendra le mois prochain. Au sein de Valoptec, les cadres détiennent actuellement 39 % des droits de vote, auxquels s'ajoutent les 3,6 % du capital contrôlés par le Crédit lyonnais. Avec Saint-Gobain, Valoptec contrôle maintenant 45 % des droits de vote.

● **Importante augmentation de capital de Hongkong Telecom.** – Hongkong Telecommunications Ltd., filiale du groupe britannique Cable and Wireless, a annoncé, lundi 7 novembre, son intention d'émettre entre 712 millions et 787 millions d'actions nouvelles pour 513 millions de dollars (3,13 milliards de francs), notamment sur les places boursières de Hongkong et de New-York, afin d'augmenter son capital dans une proportion de 6,4 % à 7,1 %. Cette émission sera la plus importante qu'ait jamais connue la colonie britannique. Sur la totalité des nouvelles actions, entre 425 et 500 millions d'actions seront offertes aux institutionnels et au public à Hongkong. Afin d'élargir la base de son actionnariat, Hongkong Telecommunications offrira également 187 millions d'actions à la Bourse de New-York. Le reste du capital serait réparti sur d'autres places internationales.

● **Les actions Mitsubishi Motors entièrement placées avant leur mise en vente publique.** – Les nouvelles actions de Mitsubishi Motors Corp. (MMC), qui devaient être offertes au public le 14 novembre pour un total de 59,8 milliards de yens (2,9 milliards de francs), ont toutes été déjà vendues à des acheteurs préférentiels. Un total de 70 354 000 titres devaient être offertes au public lors de l'introduction, le 5 décembre prochain, de la société aux Bourses de Tokyo, d'Osaka et de Nagoya, avec la firme Nikko Securities Co. comme chef de file de l'opération. L'émission représente 10 % du capital de la société.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	292	283	La Commande Electro.	320	321
Arnault & Associés	....	521	Le gd livre du mois	....	320
Asystel	266	278	Loca Investissement	270	270
B.A.C.	350	360	Locamic	...	166
B. Demachy & Assoc.	589	565	Metallurg. Minière	120 10	120 10
B.I.C.M.	550	547	Métrologie Internat.	500	500
B.I.P.	....	703	Métroservice	157 50	164
Boiron	429	429	M.M.B.M.	610	610
Bolloré Technologies	830	831	Molex	224	224
Buitoni	1050	1050	Navale-Delmas	....	741
Câbles de Lyon	1462	1481	Olivetti-Logabax	....	221
Calberson	704	704	Om. Gest.Fin.	....	344
Cardif	850	850	P.F.A. S.A.	439	450
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	287	Presbourg (C. In. & Fin.)	....	94
C.A.T.C.	139 50	139	Prévoyance Assurance	408	405
C.D.M.E.	1150	1150	Publicat. Filipacchi	....	435
C. Equip. Elect.	375	370	Razel	738	787
C.E.G.I.D.	785	756	St-Gobain Emballage	....	1451
C.E.G.E.P.	....	220 50	St-Honoré Matignon	244	239
C.E.P.-Communication	1457	1481	S.C.G.P.M.	....	280
C.G.I. Informatique	894	900	Segin	440	429
Ciments d'Origny	550	550	Sema-Metra	502	602
C.N.I.M.	....	407 50 d	S.E.P.	....	380
Concept	245	243	S.E.P.R.	....	1260
Conforama	....	870	S.M.T.Goupil	....	292 80 o
Creeks	495	491	Sodiaforg	850	845
Delta	176	170	Supra	....	329
Dauphin	....	1098	TF 1	302	310
Devanlay	1100	1099	Unilog	185	185
Deville	805	610	Union Financ. de Fr.	413	410
Duménil-Leblé	1045	1045	Valeurs de France	337 50	337 50
Éditions Belfond	125	120			
Elysées Investiss.	25	25 30			
Finacor	229	220			
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	230 40	236			
Guimafi	522	522			
I.C.C.	....	230			
IDIA	225	227			
I.G.F.	99 30	99			
IN2	195	192 60			
Int. Metal Service	....	418			

Marché des options négociables le 7 novembre 1988

Nombre de contrats : 8 126

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	480	65	84	4,50	–
CGE	400	26	40	14	18
Elf-Aquitaine	320	35	–	2,50	–
Lafarge-Coppée	1 300	137,50	173	12,50	30
Michelin	164	18,10	25,50	2	6
Midi	1 645	67	–	95	–
Paribas	400	77	92,50	–	–
Peugeot	1 200	60	115	50	70
Saint-Gobain	560	21	45	–	–
Société générale	520	33	56	30	45
Thomson-CSF	180	20	30	2,40	6

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 nov. 1988
Nombre de contrats : 41 495.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 88	ÉCHÉANCES Mars 89	ÉCHÉANCES Juin 89
Dernier	106,70	106,35	105,85
Précédent	107,20	106,85	106,25

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
104	2,85	2,87	0,02	0,48

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,07 F ↓

Le dollar a fléchi, mardi 8 novembre, sur toutes les places financières internationales, Tokyo excepté. Il a ainsi coté 6,0670 F (contre 6,0945 F la veille). Bien que le résultat de l'élection présidentielle américaine ne fasse guère de doute, les opérateurs agissent avec prudence. L'activité était jugée fébrile.

FRANCFORT	7 nov.	8 nov.
Dollar (en DM)	1,7812	1,7780

TOKYO	7 nov.	8 nov.
Dollar (en yens)	125,07	124,74

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (8 nov.)	7 3/4-7 7/8 %
New-York (7 nov.)	8 1/4-8 5/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	4 nov.	7 nov.
Valeurs françaises	139,3	
Valeurs étrangères	118,1	
(Sbf, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	397,1	396,60
(Sbf, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 505,24	1 484,87
(OMF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice OMF 50	415,76	410,20

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

Industrielles	2 145,80	2 124,64

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

Industrielles	1 485,6	1 475
Mines d'or	174,5	174
Fonds d'Etat	88,82	88,59

TOKYO

	7 nov.	8 nov.
Nikkeï Dow Jones	27 866,36	28 007,27
Indice général	2 129,44	2 145,73

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E-U.	6,0670	6,0700	– 42	– 22	– 100	– 75	– 240	– 160
$ can.	4,9285	4,9269	– 130	– 102	– 260	– 220	– 745	– 643
Yen (100)	4,8625	4,8689	+ 142	+ 166	+ 269	+ 301	+ 814	+ 914
DM	3,4103	3,4130	+ 78	+ 96	+ 154	+ 178	+ 477	+ 544
Florin	3,0234	3,0264	+ 59	+ 71	+ 117	+ 135	+ 368	+ 419
FB (100)	16,2699	16,2866	+ 51	+ 135	+ 125	+ 269	+ 527	+ 900
FS	4,0669	4,0788	+ 139	+ 157	+ 254	+ 282	+ 784	+ 869
L (1 000)	4,5884	4,5941	– 156	– 121	– 300	– 247	– 787	– 686
£	10,8053	10,8167	– 408	– 364	– 766	– 697	– 2119	– 1932

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/8	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 11/16	8 13/16	8 11/16	8 13/16
DM	4 3/4	5	4 13/16	4 15/16	4 7/8	5	4 15/16	5 1/16
Florin	5 1/8	5 3/8	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16	5 3/8	5 1/2
F.B. (100)	7	7 1/2	7	7 3/8	7	7 3/8	7 1/8	7 1/2
F.S.	3 3/4	4	3 13/16	3 15/16	4	4 1/8	3 15/16	4 1/16
L (1 000)	10	11	10 3/4	11 1/4	11 1/8	11 1/2	11 1/8	11 1/2
£	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12	12 1/16	12 3/16	12 1/16	12 3/16
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 7/8	8 1/8	8	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 7 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3640	C.N.E. 3% ★	3651	3700	3660	+ 0 25
1052	B.N.P. T.P.	1060	1059	1059	- 0 09
1132	C.C.F. T.P.	1143	1142	1142	- 0 08
1135	Créd. Lyon. T.P.	1063	1065	1065	+ 0 19
1362	Renault T.P.	1361	1365	1365	+ 0 29
1620	Rhône-Poul. T.P.	1655	1655	1660	+ 0 30
1255	St-Gobain T.P.	1295	1294	1294	- 0 08
1245	Thomson T.P.	1270	1270	1270	....
530	Accor	546	544	536	- 1 83
555	Air Liquide	557	557	551	- 1 08
2330	Alcatel ★	2576	2512	2401	- 6 79
1420	Als. Superm.	1550	1550	1550	....
320	A.L.S.P.I.	328	328	327	- 0 30
385	Alsthom ★	392 30	394	393 50	+ 0 31
2140	Arjom. Prioux ★	2180	2150	2181	+ 0 05
580	Ausedat-Rey ★	562	564	562	....
1090	Aux. Entrepr. ★	1110	1100	1092	- 1 62
650	Av. Dassault ★	648	651	655	+ 1 08
415	BAFIP ★	396	396	394	- 0 51
285	Bail-Equipem. ★	290	291	290	....
825	Bail Investis.	810	815	821	+ 1 36
320	B.N.P. C.I. ★	313 50	313 50	311 20	- 0 73
490	Cie Bancaire ★	500	495	490	- 2
475	Bazar H.-V.	564	556	561	- 0 53
515	Béghin-Say ★	546	535	531	- 2 75
1120	Berger (Ma)	950	925	925	- 2 63
820	Bic ★	855	832	850	- 0 58
2250	B.I.S.	2280	2300	2273	- 0 31
2780	Bongrain S.A. ★	2870	2830	2790	- 2 79
630	Bouygues ★	599	595	586	- 2 17
67	B.P. France ★	66 20	68 10	68 50	+ 3 47
5680	B.S.N. ★	5730	5750	5740	+ 0 17
600	Canal Plus	590	590	585	- 0 85
2330	Cap Gem. S. ★	2299	2320	2300	+ 0 04
460	Carnaud ★	544	550	545	+ 0 18
2710	Carrefour ★	2760	2760	2754	- 0 22
166	Casino	177 50	175	172 10	- 3 04
115	Casino A.D.P.	121	120	120 50	- 0 41
....	Castor. Dub. Inv.	871	871	871	....
1100	C.C.M.C.	1030	1030	1030	....
650	Cetelem	630	632	625	- 0 79
400	Cerus ★	391	396	395	+ 1 02
1740	C.F.A.O. ★	1945	1910	1908	- 1 90
350	C.G.E.	425	420	407	- 4 24
1200	C.G.I.P. ★	1332	1312	1305	- 2 03
1220	Chargeurs S.A. ★	1275	1280	1267	- 0 63
1090	Ciments franç. ★	1138	1130	1120	- 1 58
475	Club Méditerr. ★	523	520	514	- 1 72
166	Codetel ★	172 80	172 80	173 40	+ 0 35
295	Cofimeg	350	349 90	344 50	- 1 57
630	Colas ★	641	645	643	+ 0 31
215	Compt. Entrepr.	209 50	208	199 50	- 4 77
750	Compt. Mod. ★	774	776	756	- 2 33
760	Créd. Foncier ★	858	855	851	- 0 82
435	C. F. Internat. ★	458	455	455	- 0 66
140	C.C.F.	161	164 90	164 50	+ 2 17
516	Cr. Lyon. (CI) ★	506	505	498	- 1 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
880	Crédit Nat. ★	914	907	901	- 1 42
825	CSEE (ex-Sign.) ★	607	600	590	- 2 80
425	Crouzet ★	468	472	473	+ 1 07
2840	Darmart S.A. ★	3395	3216	3285	- 3 24
1720	De Dietrich	1590	1590	1550	- 2 52
198	Dév. P.d.C. (Li)	212 50	215	215	+ 1 18
440	D.M.C.	453 60	446	453	- 0 13
355	Drouot Assur. ★	389	370	383 90	- 1 38
2400	Docks France ★	2638	2570	2595	- 1 63
780	Dumez ★	773	765	760	- 1 68
1470	Eaux (Gén.)	1529	1511	1504	- 1 64
1630	Ecco ★	1739	1734	1710	- 1 67
875	Electrofinanc. ★	964	960	930	- 3 53
425	El. S. Dassault	431	440	425	- 1 39
335	Elf-Aquitaine	355 50	353 50	351	- 1 27
285	— (certific.) ★	300 20	304	304	+ 1 27
930	Epeda-B-Faure ★	930	....	....	....
2880	Essilor	3410	3348	3213	- 5 78
1690	Essilor Int. (DP)	1830	1829	1760	- 3 83
275	Esso S.A.F. ★	273 10	279	266	- 2 60
1460	Euralrance	1536	1531	1513	- 1 50
1340	Eurocom ★	1380	1376	1399	+ 1 38
2200	Euromarché	2150	2130	2130	- 0 93
570	Europe n° 1 ★	610	606	610	....
36	Eurotunnel ★	38 40	38 45	38	- 1 04
1180	Exor ★	1225	1220	1224	- 0 08
1010	Facom	1099	1098	1095	- 0 36
965	Fichet-bauche	1074	1070	1060	- 1 30
196	Finextel ★	208	208	204	- 1 92
152	Fives-Lille ★	166	165	160	- 3 61
1420	Fromageries Bel	1485	1486	1451	- 2 29
1120	Gal. Lafayette ★	1268	1220	1250	- 1 42
370	Gascogne	419	421	425	+ 1 43
1500	Gaz et Eaux	1720	1705	1731	+ 0 64
485	Géophysique ★	449 90	437 50	449	- 0 20
545	Gerland	550	540	541	- 1 64
3070	Groupe Cité ★	3150	3170	3175	+ 0 79
705	GTM-Entrepose	850	830	818	- 3 76
710	Guyenne-Gas. ★	738	735	735	- 0 41
255	Hachette ★	261	265	259	- 0 77
695	Havas ★	723	715	710	- 1 80
560	Hénin (La)	570	570	570	....
1130	Hutchinson ★	1250	1260	1265	+ 1 20
270	Imétal ★	279 90	279	279	- 0 32
305	Imm. Plaine-M.	339	339	335	- 1 18
370	Ingénico ★	383	380	380	- 0 78
4730	Inst. Mérieux	5380	5340	5370	- 0 19
535	Interbail ★	532	534	535	+ 0 56
1140	Intertechnique	1219	1230	1220	+ 0 08
990	J. Lefebvre	1003	992	982	- 2 09
895	Labinal ★	885	870	865	- 2 26
1480	Lab. Bellon	1500	1510	1505	+ 0 33
1380	Lafarge-Coppée	1405	1410	1390	- 1 07
1180	Lebon ★	1225	1218	1200	- 2 04

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3080	Legrand ★	3180	3141	3119	- 2 23
2400	Legrand (DP) ★	2450	2445	2470	+ 0 82
950	Leroy-Somer ★	1018	1015	998	- 1 96
2090	Lesieur	2159	2115	2115	- 2 04
680	Locabail Immob.	709	714	712	+ 0 42
396	Locafrance ★	414	408 50	408 50	- 1 33
850	Locindus	850	842	860	+ 1 18
355	Luchaire	339	337	335	- 1 18
3150	L.V.M.H. ★	3248	3263	3248	....
1480	Lyonn. Eaux ★	1502	1501	1500	- 0 13
58	Mais. Phénix	60 70	62 40	62	+ 2 14
205	Majorette (Ly)	215	215 30	215 30	+ 0 14
380	Mar. Wendel ★	392	395	395	+ 0 77
198	Matra ★	207 50	209 50	209	+ 0 72
3090	Merlin-Gerin ★	3240	3205	3250	+ 0 31
177	Michelin	179 90	180	177 20	- 1 50
1630	Midi (Cie)	1615	1605	1585	- 1 86
177	Midland Bk SA ★	188	188	191	+ 1 60
475	Min. Salsig. (Ma)	480	476	476	- 0 83
82	M.M. Penarroya	90	90 30	91	+ 1 11
112	Moulinex	111 50	111	112 60	+ 0 99
1230	Navig. Mixte ★	1248	1260	1237	- 0 88
129	Nord-Est ★	131 50	130	130	- 1 14
375	Nordon (Ny)	379	375	375	- 1 06
465	Nouvelles Gal.	642	638	624	- 2 80
770	Occid. (Gén.) ★	778	779	769	- 1 16
1370	Omn.F.Paris	1410	1410	1400	- 0 71
345	Olida-Caby ★	394	388	388	- 1 52
3630	Oréal (L')	3782	3830	3826	+ 1 16
455	Paribas	479	478 50	470 50	- 1 77
415	Paris-Réesc. ★	430	430	422	- 1 86
1060	Pechelbronn ★	1150	1125	1150	....
415	Penhoet	403	401	397	- 1 49
1230	Pernod-Ricard ★	1230	1221	1208	- 1 79
1170	Peugeot S.A.	1215	1200	1197	- 1 48
565	Poliet ★	578	580	573	- 0 87
1090	Prétabail Sic.	1080	1080	1078	- 0 19
725	Primagaz	716	709	707	- 1 26
600	Printemps ★	620	628	618	- 0 32
2140	Promodès	2229	2230	2298	+ 3 14
565	Radiotechn. ★	577	595	600	+ 3 98
63	Raff. D. Total ★	68 85	69	68	- 1 23
3110	Redoute (La) ★	3215	3200	3150	- 2 02
340	Robur financière	335	334	334	- 0 30
1340	Roussel-Uclaf ★	1335	1310	1340	+ 0 37
895	R.-Uclaf-CNI ★	831	831	831	....
3400	R. Impériale (Ly)	3360	3365	3365	+ 0 15
165	Sade	171	170 10	170 10	- 0 53
1640	Sagem ★	1630	1625	1635	+ 0 31
590	Saint-Gobain	562	562	557	- 0 89
1020	St-Louis ★	1070	1083	1070	....
1810	Salomon	1910	1955	1955	+ 2 36
680	Salvepar	670	660	660	- 1 49
820	Sanofi ★	830	829	821	- 1 08

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
760	S.A.T. ★	833	849	816	- 2 04
255	Saul.-Chât. (B) ★	279 90	279	276 50	- 1 21
1040	Saupiquet (Na)	1022	1022	1022	....
490	Schneider ★	555	547	544	- 1 98
53	S.C.O.A.	53	53	53 50	+ 0 94
670	S.C.R.E.G. ★	691	695	675	- 2 32
830	Seb ★	824	820	820	- 0 49
390	Selimeg ★	404	415	420	+ 3 96
1350	S.F.I.M.	1435	1420	1400	- 2 44
....	S.G.E.	178 90	178 90	175	- 2 18
690	Silic	710	730	715	+ 0 70
480	Simco-U.P.H. ★	530	530	542	+ 2 26
1060	Skis Rossignol	1229	1220	1180	- 3 99
900	Sligos ★	940	935	955	+ 1 60
510	Société Générale	545	540	533	- 2 20
140	Sodexco	145 50	144	144	- 1 03
169	Sodero (Na)	169	171 90	171 90	+ 1 72
2850	Sodexho ★	2885	2900	2900	+ 0 52
112	Sogenal (Ny)	117 90	116	116	- 1 61
280	Sogerap	289	288	295	+ 2 08
2150	Somm-Allib. ★	2330	2347	2316	- 0 60
1170	Source Perrier ★	1276	1270	1250	- 2 04
675	Sovac ★	685	680	685	....
425	Spie-Batignol. ★	463 10	456	446	- 3 69
700	Strafor ★	769	765	750	- 2 47
305	Suez	320 60	317 50	317 60	- 0 94
390	Synthelabo ★	384	385	385	+ 0 26
....	Talcs Luzenac ★	1160	1161	1161	+ 0 09
4400	Tél. Elect.	4200	4198	4198	- 0 05
184	Thomson-C.S.F.	199 50	196 30	195 50	- 2 01
315	Total (CFP) ★	314 60	315	307 50	- 2 23
72	— (certific.)	72 50	72	71 50	- 1 38
1020	T.R.T. ★	1150	1159	1115	- 3 04
370	U.F.B.-Locab. ★	378 50	382	384 50	+ 1 59
825	U.I.C. ★	851	851	850	- 0 12
500	U.I.F. ★	522	518	530	+ 1 53
800	U.I.S.	802	802	810	+ 1
169	U.C.B. ★	171 90	171 90	171	- 0 52
700	Unibail	695	690	686	- 1 29
605	Valéo ★	624	....	....	....
210	Vallourec ★	268 50	269	253 60	- 5 59
360	Via Banque	371 90	371	372 90	+ 0 27
700	Elf-Gabon ★	695	690	675	- 2 88
134	Amax Inc.	141	140	140	- 0 71
175	Amer. Express	171	168 50	167 10	- 2 28
169	Amer. Teleph.	175	174 20	172 50	- 1 43
91	Anglo Amer. C.	96 50	96 70	96 55	+ 0 05
425	Amgold	423	430	430 10	+ 1 68
960	BASF (Akt)	961	949	949	- 1 25
1060	Bayer	1038	1020	1020	- 1 73
77	Buffelsfont.	80 20	79 60	79 60	- 0 75
183	Chase Manh.	179 40	179	179	- 0 22
103	Echo Bay Mines	97 80	96 50	96 50	- 1 33
73	De Beers	69 05	68 80	68 80	- 0 36

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1830	Deutsche Bank	1816	1771	1796	- 1 10
1020	Dresdner Bank	1015	1009	1009	- 0 59
54	Driefontein Ctd	55 65	55	55 60	- 0 27
510	Du Pont-Nem.	487 50	489 90	489 90	+ 0 48
295	Eastman Kodak	290	282 50	295	+ 1 72
29	East Rand	29 30	29 30	29 30	....
255	Electrolux	264	265 50	265 50	+ 0 57
305	Ericsson	296	300	300	+ 1 35
275	Exxon Corp.	272	272	272	....
320	Ford Motors	308	308 50	308 50	+ 0 16
48	Freegold	51 55	51 30	51 20	- 0 68
87	Gencor	89 60	89 50	89 50	- 0 11
270	Gén. Electr.	270 30	265	264 80	- 2 03
695	Gén. Belgique	708	708	708	....
470	Gen. Motors	511	511	511	....
133	Goldfields	128	127 50	127 20	- 0 63
50	Gd Metropolitain	48 85	48 70	48 70	- 0 31
39	Harmony	40 95	39 15	39 15 c	- 4 40
72	Hitachi	69 40	69 50	69 40	....
1050	Hoechst Akt.	1019	1014	1014	- 0 49
113	Imp. Chemical	112 90	108 90	108 90	- 3 54
750	IBM	744	741	742	- 0 27
320	ITT	319	313	312	- 2 19
193	Ito-Yokado	187	185	185 10	- 1 02
305	Mac Donald's	298	289 50	290	- 2 68
115	Matsushita	105	103 10	103 10	- 1 81
380	Merck	360	354 80	354 80	- 1 44
380	Minnesota M.	372 50	370	370	- 0 67
275	Mobil Corp.	273 50	269	269	- 1 65
220	Morgan J.P.	218	213 10	213 10	- 2 25
36800	Nestlé	36900	36900	36900	....
1390	Nixdorf	1412	1408	1408	- 0 28
94	Norsk Hydro	94 90	93 10	93 50	- 1 48
126	Ofsil	127 10	129 20	129 20	+ 1 65
2100	Petrofina	2096	2080	2082	- 0 62
585	Philip Morris	588	581	584	- 0 68
90	Philips	98 50	97 80	97 60	- 0 91
83	Placer Dome	83 20	81 70	81 90	- 1 56
330	Quilmès	340	342	342	+ 0 59
400	Randfontein	408	400	402	- 1 47
690	Royal Dutch	680	672	674	- 0 88
48	Rio Tinto Zinc	47 10	48	48 10	+ 2 12
39	Saat. & Saatchi	37 15	36 90	36 70	- 1 21
45	St Helena Co	45 20	46	46	+ 1 77
210	Schlumberger	208 30	205	208	- 0 14
108	Shell transp.	106 70	106	106	- 0 66
1650	Siemens A.G.	1658	1630	1631	- 1 63
300	Sony	286	283	283	- 1 05
48	Telefonica	48 90	48 70	48 50	- 0 82
198	T.D.K.	188 80	184	184	- 2 54
48	Toshiba Corp.	47 90	47 60	47 60	- 0 63
350	Unilever	369	360 80	364 50	- 1 22
255	Unit. Techn.	251 50	247 50	247 50	- 1 59
420	Vaal Reefs	420	417	419	- 0 24
345	Volvo	339	342 90	342 90	+ 1 15
164	West Deep	166	162	164	- 1 20
355	Xerox Corp.	359 50	357 10	357 10	- 0 67
186	Yamanouchi	180	179 50	179 50	- 0 28
2 15	Zambia Corp.	2 27	2 27	2 25	- 0 88

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 05	4 075
9,80 % 78/93	103 10	3 195
10,80 % 79/94	106 10	1 923
13,25 % 80/90	105	5 736
13,80 % 81/89	101	11 236
16,20 % 82/90	108 75	13 279
16 % juin 82	111 13	6 663
14,60 % fév. 83	112 86	10 411
13,40 % déc. 83	119 57	11 826
12,20 % oct. 84	112 65	1 036
11 % fév. 85	114 05	7 944
10,25 % mars 86	108 98	6 774
ORT 12,75 % 83	1983	..
OAT 10 % 2000	107 42	4 521
OAT 9,80 % 1997	108 28	8 953
OAT 9,80 % 1996	105 95	7 578
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	102 95	3 285
CNB Paribas	102 80	3 285
CNB Suez	102 80	3 285
CNI janv. 82	103	3 285
PTT 11,20% 85	111 50	9 612
CFF 10,30% 86	105 50	7 421
CNE 11,50% 85	109 40	4 480
CNT 9% 88	101 40	4 771
CRH 10,90% déc. 85	110 95	8 416
C.N.C.A. T.P.	1047 60	104
Drouot Ass. Obl. conv.	2506	253
Métrologie I. 6% 5/7	....	8 286

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1885
A.G.F. (St Cent.)	....	622
Applic. Hydraul.	....	730
Arbel	479	500
Astorg	204 10	201
Avenir Publicité	801	801
Bain C. Monaco	340	327
Banque Hypoth. Eur.	358	362
Béghin-Say (C.I.)	376 50	380
Blanzy-Ouest	602	602
B.N.P. Intercontin.	245	243
Bénédictine	5710	5950
Bon-Marché	....	1033 o
B.T.P.	....	123 10
Calif	590	585
Cambodge	....	731
C.A.M.E.	151	150
Carbone-Lorraine	725	720
Caves-Poclain	28 10	30 40
C.E.G.Frig.	....	535
Centen. Blanzy	....	1665 d
Centrest (Ny)	228	224
Cerabati	....	140
Champex (Ny)	160	160

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.C. (Financ. de)	....	173
C.I. Maritime	....	701
Citram (B)	2030	....
Clause	....	696
Cofradel (Ly)	1102	....
Cogil	....	350
Comiphos	....	380
Cie Industrielle	....	3090
Comp. Lyon-Alem.	....	462
Concorde (La)	....	770
C.M.P.	16	16 30
Créd. Gén. Ind.	520	525
Cr. Universel (Cie)	....	574
Créditel	....	148
Darblay S.A.	....	....
Degremont	250	240
Delalande S.A.	1440	1460
Delmas-Vielj. (Fin.)	....	1800
Didot-Bottin	....	920
Eaux Bass. Vichy	....	1000
Eaux Vittel	2258	2270
E.C.I.A.	1462	1445
Electro-Banque	....	320
Elf-Antargaz	730	730
E.L.M. Leblanc	....	634
Enelli-Bretagne	....	321
Entrepôts Paris	....	470
Epargne (B)	4198	4180
Europ. Accumul.	....	80
Europe Soudre Indust.	122	120
Eternit	2575	2560
Fanlens	228	225
FIPP	400	432 60
Fisac	960	960
Foncière (Cie)	440	440
Fonc. Lyonnaise	438	433
Foncina	....	422 50
Forinter	1105	1105
Fougerolle	....	372
France I.A.R.D.	279	273
France (La)	6110	6120
From. Paul Renard	....	890
GAN	....	771
G.F.I.I.	297	298
Gaumont	630	636
Gévelot	....	....
Gr. Fin. Constr.	....	400
Gds Moul. Paris	....	556
Groupe Victoire	840	806
G. Transp. Ind.	585	595
Huelbo-Ricqlès-Zan	....	....
Immindo S.A.	415 10	....
Immoinvest	....	....
Immobail	380 10	384
Immobanque	....	691
Immob. Marseille	....	6350
Immofice	452	452
Invest. (Sté Cent.)	781	750 o
Jaeger	210 20	209 40
Lafitte-Bail	440	440
Lambert Frères	....	339
Lille-Bonnières	....	835
Loca-Expansion	....	259
Locafinancière	....	350
Locatel	....	575

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louis Vuitton	650	650
Louvre (Sté)	2250	2270
Lucia	1417	1360 o
Machines Bull	....	93
Magasins Uniprix	172	178 90 d
Magnant S.A.	109 50	....
Maritimes Part.	....	420
Métal Déployé	445 50	460
Mors	....	128
Navig. (Nat. de)	....	97
Nozal	318 80	306
Opteurg	390	385
Oréal (L') C.I.	2255	2230
Origny-Desvroise	1355	1345
Palais Nouveauté	....	598
Paluel Marmont	....	580
Parfinance	201 30	201 10
Paribas-CIP	405 50	402
Paris France	249	243
Paris-Orléans	....	228 80 d
Partouche	....	325
Patern. Risq. Div.	1123	1130
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	285	284
Piles Wonder	1400	1310
Piper-Heidsieck	2343	2249
P.L.M.	....	168 10
Porcher	....	514
Promodis	....	1440
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3550
Rhône-Poul. (c. inv.)	440	440
Rochefortaise S.A.	....	801
Rochette-Cenpa	72	71 90
Rosario (Fin.)	708	730
Roudière	240 50	224 o
Rougier et Fils	106 50	139 30 d
Sacer	565	565
SAFAA	281 20	280 o
Saffo-Alcan	925	921
SAFT	....	1715
Saga	....	234
Salins du Midi	498	498
Santa-Fé	149	149
Satam	....	90
Savoisienne (M)	246 50	244
SCAC	490	486
Senelle Maubeuge	....	425
S.E.P. (M)	157	160
Sicil	....	389
Siconal	....	300
Simnor (L)	....	....
Sinvim	249	259
Siph (Plant. Hévéas)	....	355
Sofal financière	....	1995
Soficel	....	889
Soflo	600	600
Soficomi	....	....
S.O.F.I.P. (M)	152	156
Sofragi	1103	1098
Sopagri	175	171
Stadure Autog.	570	590
Sovabail	....	610
Suez (Fin. de)-CIP	239 50	238
Svemi	....	800
Taittinger	2865	2889

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	258	268 30 d
Tour Eiffel	....	380
Ufiner S.M.D.	....	740
U.A.P.	310	312
U.T.A.	2351	2255
Vicat	....	1779
Viniprix	....	1280
Vizax	157 50	160
Waterman S.A.	....	650
Brass. du Maroc	132	132

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	700	....
Akzo	455	465 c
Alcan Alum	186 10	183 50
Algemene Bank	125	128 40
American Brands	330 10	342 90
Am. Petrofina	410	....
Arbed	600	....
Asturienne Mines	180	173
Banco de Santander	361	350
Bco Pop Espanol	495	481
Banque Ottomane	2050	....
B. Régl. Internat.	41050	41000
Br. Lambert	595	580
Canadian-Pacific	102	101 20
Chrysler corporation	160 50	160
CIR	28	27 35
Commerzbank	840	803
Dart. and Kraft	625	624
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	535	541
Gén. Belgique	708	708
Gevaert	1240	....
Glaxo	122 50	122
Goodyear	315	312
Grace and Co	164 50	169 50
GTE corporation	259	....
Honeywell Inc.	370	390
I. C. Industries	215	....
Johannesburg	710	....
Kubota	44 50	44 20
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	46 90	....
Mineral-Ressourc.	72	71 10
Noranda	119 90	118
Olivetti	28 90	28 90
Pakhoed Holding	265	267
Pfizer Inc.	341 50	339
Procter Gamble	491	510
Ricoh Cy Ltd	54	51 20
Rolinco	269	264 50
Robeco	285	287 90
Rodamco	470	471
Saipem	9 25	9 25
Sama Group	35 20	35 50
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	390	....
Steel Cy of Can.	112	109
Squibb	410	....
Tenneco	300	....
Thorn EMI	70 20	69 50
Toray indust. inc	39 10	39 70
Vieille Montagne	1960	1960
Wagons-Lits	1040	....
West Rand	8 35	8 35

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Basque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	192 10	190
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	221	....
Cogenbor	130	140
C. Occid. Forestière	180	....
Copirex	346	348 50
Gachot	65	65 60
Guy Degrenne	730	....
Hoogovens	170	....
Marin Immobilier	240	240
Microservice (bons)	16	14 50 d
Nicolas	630	590
Particip. Perrier	352	....
Rémy et Associés	290	290
Rorento N.V.	183 90	184 40
Serv. Equip. Véh.	65 30	....
S.P.R.	491	....
Sté Lecteurs du Monde	590	550
Ulinex	390	....
Union Brasseries	126 20	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/11	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 075	6 084	5 850	6 350
ECU	7 077	7 077	....	....
Allemagne (100 DM)	341 320	341 170	331	351
Belgique (100 F)	16 281	16 282	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	302 650	302 690	293	313
Danemark (100 krd)	88 530	88 550	85	92
Norvège (100 k)	91 580	91 760	89	96
Grande-Bretagne (£ 1)	10 806	10 814	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 150	4 148	3 700	4 400
Italie (1 000 lires)	4 591	4 592	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	407 770	407 300	394	416
Suède (100 krs)	98 350	98 600	96 500	101 500
Autriche (100 sch)	48 550	48 530	47 100	50 100
Espagne (100 pes.)	5 179	5 182	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 118	4 124	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	4 969	4 928	4 800	5 200
Japon (100 yens)	4 881	4 884	4 730	4 950

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/11
Or fin (kilo en barre)	82500	82800
Or fin (en lingot)	82500	83000
Pièce française (20 fr)	490	484
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	499	504
Pièce latine (20 fr)	472	476
Souverain	606	609
Pièce de 20 dollars	2795	2795
Pièce de 10 dollars	1450	1450
Pièce de 5 dollars	840	.....
Pièce de 50 pesos	3080	3080
Pièce de 10 florins	480	482
Or Londres	422 90	422
Or Zurich	420 50	421
Or Hongkong	420 85	421 95
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 7/11

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	915 85	893 51
Actilion	214 95	209 20
Actions France	479 66	462 32
Actions sélectionnées	574 60	553 83
Aedificandi	608 19	586 21
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1070 13	1044 03
A.G.F. 5000	581 28	567 10
A.G.F. ECU	1107 13	1096 17
A.G.F. Foncier	108 72	106 07
A.G.F. Interfonds	433 06	422 49
A.G.F. Invest	115 42	112 60
A.G.F. OBLIG.	1094 25	1068 81
A.G.F. Sécurité	10666 04	10666 04
Agimo	606 89	591 89
Altafi	218 24	210 35
A.L.T.O.	189 44	182 59
Amari-Gan	5651 51	5299 77
America-Valor	669 92	653 58
Amplitude	562 85	546 26 ◆
Arbitrages court terme	5582 87	5577 29 ◆
Associc	1193 45	1193 45
Atout Futur	322 67	312 05
Aurecic	1414 26	1373 07
Avenir C.I.C.	104 52	101 48
Axa Europe	119 82	114 39
Axa Investissements	116 93	111 63
Axa Valeurs Par	106 99	102 14
Bred Associations	2659 30	2651 35
Capital Plus	1737 45	1737 45
Cardan-Pierre	29 28	28
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptavalor	5106 81	5089 18 ◆
Compterente	112 40	109 13 ◆
Conventions	361 65	347 74
Credinter	489 34	475 09
Drouot-France	737 86	704 40
Drouot-Investis.	1002 64	957 17
Drouot-Sécurité	255 24	243 67
Drouot-Sélection	143 30	136 80
Ecutic	1210 96	1193 06
Ecureuil Monétaire	30868 36	30868 36 ◆
Ecureuil Privatisations	367 23	358 59 ◆
Energie	232 17	221 64
Eparcic	2802 59	2802 59
Eparcourt Sicav	4274 48	4263 83 ◆
Epargne Associations	25228 99	25191 20
Epargne-Capital	8324 61	8242 19
Epargne Court-Terme	505 10	505 10
Epargne Croissance	1484 19	1444 47
Epargne-Industr.	77 44	73 93
Epargne Inter	601 73	585 63
Epargne J	54707 81	54707 81
Epargne Long-Terme	179 87	175 06
Epargne Monde	1171 04	1139 70
Epargne Première	11994 99	11905 70
Epargne-Oblig.	200 42	195 06
Epargne-Oustre	1108 64	1078 97
Epargne-Unie	1227 93	1183 46
Epargne-Valeur	432 44	420 87
Eparoblig	1316 62	1313 99
Epsilon	1124 45	1113 32
Euroinvest Croissance	1225 90	1170 31
Euroinvest Rendement	1157 24	1104 78
Eurocic	9392 39	9253 69
Eurodyn	1085 15	1049 47
Euro-Gan	5568 20	5313 79
Euro-Maif	28 47	28 09
Fixord Placement	61261 60	61261 60
Finord Valorisation	13921 49	13648 52
Fonsicav (div. par 10)	11098 23	11098 23 ◆
Foncival	257 07	248 98
France-Gan	6938 17	6624 51
France-Garantie	280 27	279 71
France-Investiss.	403 64	385 34 ◆
France-Obligations	457 07	452 54
Francic	415 21	403 12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	102 72	99 73
Francic Régions	1047 75	1017 23
Fructi-Associations	27 99	27 99
Fructi-Epargne	28 18	27 49
Fructicapi	32 84	32 35
Fructicourt	110855 95	110855 95
Fructidor	249 43	245 74
Fructifrance	805 80	786 15
Fructimmo	27 64	26 97
Fructiver	4327 16	4316 37
Fructi ECU	579 13	570 57
Fructi-Première	11253 41	11087 10
Futuroblig	1133 78	1086 50
Gestilion	59621 69	59473 01
Gestion Associations	152 08	148 73
H.L.M. Monétaire	10069 65	10069 65 ◆
Horizon	1123 77	1081 04 ◆
Interoblig.	12298 42	11815 79
Intersélect France	467 97	454 34
Invest. net	15332 03	15301 43
Invest. Obligataire	18762 82	18725 37
Japacic	190 76	185 20
Jeune Epargne	241 10	237 54
Laffitte-Amérique	240 46	229 55
Laffitte Europe	258 10	246 40
Laffitte-Expansion	278 08	265 47
Laffitte-France	322 98	308 33
Laffitte-Immobilière	241 99	231 02
Laffitte-Japon	387 53	369 95
Laffitte-Oblig.	149 27	142 50
Laffitte—Rend.	210 79	201 23
Laffitte-Tokyo	348 30	332 51
Latitude	5155 54	5147 82 ◆
Lion-Associations	11832 84	11832 84
Lion-Institutionnels	23996 18	23936 32 ◆
Lionplus	786 19	758 60
Lion Trésor	2109 83	2088 94
Livret Bourse Investis.	470 27	456 57 ◆
Livret portefeuille	666 45	647 04
Méditerranée	172 76	164 93
Mondiale Investissem.	428 80	409 36
Monecic	5661 63	5661 63
Monestion	52520 22	52520 22
Moné.J.	56314 13	56314 13 ◆
Morgan court terme	14486 53	14486 53
Mutuelle Unie Sél.	152 69	145 77
Natio.-Epargne	14129 48	13989 58
Natio.-Epargne Trésor	6418 26	6403 44
Natio.-Court terme	217776	217776
Natio.-Inter.	1238 83	1205 67
Natio.-Obligations	567 38	552 19
Natio.-Patrimoine	1409 71	1371 98
Natio.-Placements	66942 24	66942 24
Natio.-Revenu	1077 34	1066 67
Natio.-Sécurité	11725 15	11725 15
Natio.-Valeurs	729 86	710 32
Nippon-Gan	6082 61	5806 79
Nord-Sud Développ.	1218 78	1214 35
Normalif	13510 10	13245 20 ◆
Obli Association	125 94	124 69
Oblicic Régions	1074 85	1058 97
Obligations Convert.	434 36	414 66
Oblig. toutes catég.	160 35	155 30
Oblilion	1134 24	1123 01
Obliselect	......	......
Optimvalor	209 65	204 54
Oraction	1235 03	1194 42
Orvalor	5858 91	5847 14
Paribas Croissance	598 41	574 01
Paribas Epargne	16233 66	16201 26
Paribas France	98 57	95 70
Paribas Obliremde	1018 62	1003 57
Paribas Opportunités	116 98	113 46
Paribas Patrimoine	528 23	508 70
Paribas Revenu	94 02	93 09

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1108 47	1107 36
Patrimoine Retraite	174 93	171 50
Pervalor	632 22	613 81
Phénix Placements	256 06	254 79
Pierre Investiss.	700 18	668 43
Placement A	1002 22	1002 22
Placement cnt-terme	73476 61	73476 61
Placement J	56007 84	56007 84
Placement Premier	55149 58	55149 58
Pléiade	113 63	110 59 ◆
Première Obligations	10900 32	10878 56
Prévoyance Ecureuil	112 26	109 26 ◆
Prix'Association	22791 57	22791 57
Quartz	116 26	113 40
Quatre-quarts Retraite	1 09	1 06
Rentacic	165 04	162 60
Revenus Trimestriels	5640 58	5584 74 ◆
Revenu Vert	1187 13	1169 58
St-Honoré Assoc.	14616 27	14643 55
St-Honoré Bio-aliment.	793 95	757 95
St-Honoré Pacifique	557 01	531 76
St-Honoré P.M.E.	481 79	469 94
St-Honoré Real	11793 95	11746 96
St-Honoré Rendement	12020 32	11980 52
St-Honoré Services	513 34	493 60
St-Honoré Technol.	761 24	726 72
St-Honoré Valor	12374 55	12374 55
Sécuricic	5538 46	5532 92
Sécuri Taux	10840 10	10840 10
Sélection Croissance	526 15	509 85
Sicavdon (Caedes BP)	738 59	727 67
Sicav-Associations	1437 95	1435 80
S.F.I. fr. et étr.	644 23	625 47 ◆
Sicav 5000	369 47	359 68
S.I.G.	791 65	755 60
Sivafrance	575 67	580 26
Sivam	419 47	407 27
Sikarente	214 19	212 07
Sivinter	428 90	417 42
S.N.I.	1177 21	1142 92
Sogepargne	353 83	341 04
Sogevar	1031 69	984 91
Sogimar	1337 05	1276 42
Soleil Investissement	498 01	475 43
Stratégie Actions	1121 69	1078 55
Stratégie Rendement	1143 20	1107 22
Technocic	1121 32	1088 66
Techno-Gan	6091 41	5815 19
Transcontinents	84 98	83 31
Trilion	5368 93	5306 86
U.A.P. Investiss.	417 38	402 29
U.A.P. moyen terme	107 15	103 28
Uni-Associations	115 98	115 98 ◆
Unifrance	503 50	485 30
Unifoncier	1238 88	1194 10
Uni-Garantie	1390 01	1362 73
Uni-Régions	2844 03	2741 23
Univente	2375 27	2297 17
Univer	189 07	189 07 ◆
Univers-Actions	1125 26	1068 26
Univers-Obligations	1634 22	1580 48
Valoram	523 87	511 09
Valorg	1617 76	1616 14
Valrexl	41371 66	41350 98
Vesbas	23600 68	23577 08

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

Autorisé à franchir le seuil des 10 % dans le capital de la banque

M. Pébereau explique que son offensive sur la Société générale n'est « ni politique ni hostile »

Les dirigeants de la Société générale ont fait savoir, lundi 7 novembre, à M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements (détenteur de 9,16 % du capital de la banque) qu'ils acceptaient l'ouverture d'« *un dialogue dans le respect des intérêts dont ils ont la charge vis-à-vis de leurs clients, de leurs autres actionnaires et de leur personnel* ». Ce même jour, M. Pébereau a été informé que, considérant remplies les « *conditions suspensives* » définies vendredi 28 octobre, le comité des établissements de crédit lui accordait l'autorisation de franchir le seuil des 10 % dans le capital de la banque. Enfin, et pour la première fois, le président de Marceau Investissements s'est expliqué sur sa prise de participation.

Chaude ambiance, lundi 7 novembre, rue de la Baume à Paris, au siège de Marceau Investissements. Pour la première fois depuis le début de l'« *affaire* » Société générale (il ne s'agit pas d'une « *bataille* », selon M. François Dalle, l'ex-patron de L'Oréal), M. Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE et actuel président de Marceau Investissements, a expliqué devant la presse sa stratégie à l'égard de la quatrième banque commerciale française.

M. Pébereau était entouré de ses principaux associés industriels, « *les golden boys de soixante-dix ans* », comme l'un d'entre-eux devait les définir, MM. François Dalle, Jean-Louis Descours (le président des chaussures André) et Gustave Leven (Source Perrier). « *Nous avons conçu et réalisé l'opération ensemble* », a expliqué M. Pébereau. Ni M. Robert Lion, le directeur général de la Caisse des dépôts, ni M. Christian Pellerin, le promoteur immobilier patron de la SARI – les deux autres gros apporteurs français de capitaux – n'étaient présents.

Préparée depuis « *juin-juillet 1988* », la prise de participation du groupe réuni autour de M. Pébereau dans le capital de la Société générale n'est ni « *une opération politique* » (de dénoyautage du capital de la banque), ni « *une opération spéculative à court terme* », ni enfin une « *opération inamicale* », a tout d'abord expliqué M. Pébereau.

Elle relève « *de la même logique industrielle que les autres participations de Marceau Investissements* ». Pour l'ancien patron de la CGE, la banque privatisée intervient dans un « *marché en pleine mutation* », elle propose « *des produits hautement compétitifs* » et dispose d'« *un encadrement hors pair à tous les niveaux* ». Mais celle qui s'appelait autrefois « *la Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie* » doit aujourd'hui, selon M. Pébereau, faire « *évoluer son fonds de commerce* ».

« *Elle doit et peut notamment offrir aux grandes entreprises une gamme de produits renouvelée.* » « *Crach du redéploiement à base d'approche industrielle* » (selon M. Descours), M. Pébereau veut donc apporter à la Générale et comme « *actionnaire important* » son expertise en ce domaine, ainsi que celle de ses associés.

La preuve par Balladur

A propos de ses partenaires justement, M. Pébereau a vivement contesté la présentation qu'en a donnée M. Marc Viénot, le président de la Société générale. Il reconnaît que M. Tito Tettamanti, avocat tessin et homme d'affaires suisse, était dans son tour de table initial. « *Il était prêt à mettre 100 millions de francs sans aucune condition.* » Mais il l'a prié de se retirer sur demande de la Banque de France. En revanche, M. Pébereau conteste avoir jamais envisagé la présence dans l'opération de la banque américaine Drexel Burnham Lambert, ni de M. Edmond Safra, par ailleurs actionnaire de Marceau Investissements.

M. Pébereau s'est expliqué ensuite sur la présence, parmi ses partenaires, et à hauteur de 1 milliard de francs, de la Caisse des dépôts et consignations. « *M. Robert Lion* (le directeur général de la CDC) *est un ami*, a-t-il indiqué, *Il est actionnaire de Marceau Investissements depuis le début.* »

Plus généralement, il a justifié la présence de cette institution en expliquant que, « *dans la structure financière française, il n'était pas possible actuellement de mener des opérations de ce type sans actionnaires publics* », la meilleure preuve étant que M. Balladur lui-même avait dû recourir à de telles institutions pour la composition des noyaux durs de ses sociétés privatisées.

En tout état de cause, a-t-il ajouté, « *la Caisse est un sleeping partner* (un partenaire dormant) *dans l'opération* ». M. Pébereau a encore assuré à ce sujet qu'« *il n'y avait aucun accord entre M. Lion et lui-même sur la participation de la Caisse dans le montage* ».

Dans celui-ci, il n'y a plus désormais qu'un seul inconnu, l'opérateur qui a accordé un prêt participatif de 300 millions de francs à la Société immobilière de gestion et de participation (la SIGP), la société qui a acquis les 8,63% du capital de la Générale. « *Cet opérateur a demandé à conserver l'anonymat encore quelques semaines* », a précisé M. Pébereau. « *Nous sommes ainsi un groupe d'investisseurs constitué de longue date, de tout premier plan et d'une cohérence totale* », a conclu à ce sujet le patron de Marceau Investissements.

Autorisé, lundi, officiellement, par le Comité des établissements de crédit (qui a constaté la réalisation des « *conditions suspensives* ») à franchir le seuil des 10 % dans le capital de la Société générale, M. Pébereau, et ses partenaires, a maintenant quelles intentions ? « *Nous pourrions renforcer massivement notre participation*, a-t-il répondu, *nous n'avons pas de problème d'argent.* »

Tel n'est cependant pas le projet de Marceau Investissements. « *Nous ne cherchons pas à prendre le contrôle de la banque, nous n'allons donc pas majorer substantiellement notre participation* », a expliqué M. Pébereau. N'ayant, affirme-t-il, « *aucune intention hostile d'aucune nature* », il souhaite engager « *le dialogue avec le management et avec les actionnaires de la banque* ».

Partisan d'« *un management fort adossé à un actionnariat fort* », M. Pébereau a rappelé que « *les présidents n'ont pas à choisir leurs actionnaires* ».

Le président de Marceau Investissements a, en ce domaine, contesté les arguments de M. Viénot sur le caractère négatif d'un actionnaire important dans le capital d'une grande banque commerciale.

Enfin, il a déclaré que « *Marceau Investissements préfère être dans cinq ans actionnaire à 10 % de la première banque universelle par la profitabilité qu'actionnaire à 30 % d'une banque moyennement performante* ».

ERIK IZRAELEWICZ.

Sur le vif

Hilarant

Ce que les gens sont méchants, agressifs, mal embouchés, c'est pas croyable. Tenez, moi, hier, je cours prendre mon métro à Chaussée-d'Antin. Je dévale l'escalier, freinée par deux aveugles tâtonnant interminablement du bout de leur canne à la rencontre des marches. Exaspérant ! Ils peuvent pas regarder où ils mettent les pieds, non ? Je bouscule une vieille dame qui va pour les aider. De quoi je me mêle ? Il y a des chiens pour ça.

Je déboule sur un quai bondé devant une rame littéralement prise en gelée. Je me fraye un passage à coups de poing, à coups de pied. Et je cale mon sac de gym entre deux nanas cramponnées, dos à dos, à la barre de maintien. A Opéra, ça monte, ça descend. L'une d'elles fait un faux mouvement, mon sac dégringole, je fulmine : Vous pouvez pas faire attention, non ? Alors, elle : Non, mais ça va pas ! Vous prenez mes fesses pour une étagère, ou quoi ? Je la menace, elle me nargue. Je lui crève le ventre d'un coup de parapluie. Et vous savez ce qu'elle a fait – non, mais dans quel monde on vit !, – elle a levé la main sur moi. Comme je vous le dis.

Pourquoi je vous raconte ça ? A cause de Sim et de son *Président Balta*, un bouquin super. Il va encore se retrouver sur la liste des best-sellers, ce salaud-là, avec son gentil Coluche, son gugusse enfariné de blanc, le nez en gyrophare et les godasses en accordéon, un clown, un vrai, envoyé par dérision à l'Elysée à la prochaine élection. En bonne copine, j'espérais que ce serait tiré par les cheveux de sa perruque à hélice. Manque de bol, c'est drôle, corrosif et tendre... Moche, quoi ! En plus, on s'y croirait.

Sauf à un endroit : dans le métro, justement. Pour nous calmer les nerfs, pour détendre l'atmosphère, l'auguste chef de l'Etat fait installer dans chaque wagon des manches à gaz hilarant actionnées par la fermeture des portes. Grâce à quoi, au lieu de se taper sur la gueule, les usagers se tapent sur les cuisses.

J'y avais pensé aussi. Naturellement, il a fallu qu'il me la pique, mon idée, cet arriviste de Sim. Résultat, qui c'est qui va prendre la place de mon Mimi, dans six ans et six mois ? C'est pas Bibi, c'est lui. Et c'est dégueulasse.

CLAUDE SARRAUTE.

Selon la CNCL

M. Le Lay « cherche à profiter de la situation transitoire »

Visiblement piquée au vif par les déclarations du PDG de TF 1, M. Patrick Le Lay, l'accusant, lors de l'émision « Le grand jury RTL-*le Monde* », de « *gaspiller les fréquences* » (*le Monde* daté 7-8 novembre), la CNCL a immédiatement réagi pour réfuter ces accusations. Elle rappelle que « *TF 1 n'a pas respecté certains engagements essentiels* » comme ses quotas de diffusion d'œuvres françaises (38,2% au lieu de 50%) ou d'œuvres communautaires (37,1% contre 70%) ou encore ses commandes d'émissions pour la jeunesse. Elle constate aussi que les perspectives d'extension de la 5 et de M 6 étaient connues au moment de l'attribution de TF 1, et que cette dernière « *souhaite sans doute, en éliminant ses concurrentes, se trouver dans une situation de monopole* ». Selon la CNCL, M. Le Lay cherche en fait « *à profiter de la situation transitoire* » pour se délier de ses engagements et « *se soustraire au contrôle de l'instance de régulation de l'audiovisuel* ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 novembre

Prudence

Séance indécise mardi durant laquelle l'indicateur instantané après avoir ouvert sur une légère baisse (– 0,23 %) redevenait positif (+ 0,12 %) en fin de matinée. La reprise des cotations d'Epéda-Bertrand Faure entraînait une vive hausse du titre (+ 29 %) qui s'ajustait sur un prix proposé pour l'OPA faite par Géfina. Parmi les autres hausses figuraient Radiotechnique (+ 5 %), Alcatel (+ 3,2 %), Club Méditerranée (+ 3,1 %) et Société générale (+ 1,69 %).

A nos lecteurs

Le supplément magazine *Terres d'hiver* n'est distribué qu'en France métropolitaine.

Des centaines de morts à la suite d'un séisme en Chine

PÉKIN
de notre correspondant

Le violent séisme qui s'est produit le 6 novembre au Yunnan, une province du sud de la Chine limitrophe de la Birmanie, du Laos et du Vietnam, a tué au moins neuf cents personnes.

C'est le plus grave tremblement de terre a avoir secoué le territoire chinois depuis la catastrophe sismique de Tangshan du 28 juillet 1976, qui avait fait, selon le bilan officiel, deux cent cinquante mille morts (sans doute deux ou trois fois plus) dans cette région minière proche de Tianjin.

Le bilan du séisme du 6 novembre s'est très vite alourdi, comme on le prévoyait, dans la journée du lundi 7 novembre, au fur et à mesure que parvenaient les premières informations des équipes de secours parties dans le district de Lancang, une région montagneuse, difficile d'accès, proche de la frontière birmane, à 400 kilomètres au sud-ouest de Kunming, le chef-lieu du Yunnan.

Le premier ministre, M. Li Peng, a présidé, le 7 novembre dans l'après-midi, une réunion d'urgence pour coordonner les secours. Des milliers de soldats ont été mobilisés dans les opérations de secours. Des parachutages de vivres et de biens de première urgence vont être effectués.

Il est probable, cependant, que l'ampleur de la catastrophe du Yunnan ne sera connue que dans plusieurs jours, les communications avec les secteurs affectés étant relativement difficiles. En outre, les autorités ne se montrent pas particulièrement empressées pour fournir des détails à la population, inquiète pour des raisons de superstition. Pour les Chinois, en effet, une catastrophe naturelle en pleine année du Dragon, selon le calendrier traditionnel, signifie un bouleversement politique, comme lors du séisme de Tangshan, suivi de la mort de Mao Zedong. Heureusement, M. Deng Xiaoping est apparu en public le 7 novembre encore, apparemment en forme même s'il s'est plaint auprès de son visiteur, le président de l'Uruguay, de ne plus être en mesure de travailler à la tête du régime en raison de son grand âge.

FRANCIS DERON.

● **Nouveau typhon sur les Philippines.** – Le typhon (cyclone tropical d'Extrême-Orient) Skip a balayé, lundi 7 novembre, les îles du centre de l'archipel des Philippines. Neuf personnes au moins ont été tuées, vingt sont portées disparues et quatre cent mille autres sont sans abri. – *(UPI.)*

● **BOXE : le cinquième titre de Sugar Ray Leonard.** – Ancien champion du monde (WBC) des moyens (1979), des super-mi-moyens (1981) et des moyens (1986), l'Américain Sugar Ray Leonard, âgé de trente-deux ans, a remporté, le 7 novembre à Las Vegas, les titres des super-moyens et des mi-lourds en battant le Canadien Donny Lalonde, âgé de vingt-huit ans, par K.-O. à la neuvième reprise d'un combat prévu en douze rounds.

Le numéro du « Monde » daté 8 novembre 1988 a été tiré à 632 542 exemplaires

A B C D E F G